



**HAL**  
open science

# Impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine

Abderrahim Saidane

► **To cite this version:**

Abderrahim Saidane. Impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine. Economies et finances. Université de Perpignan, 2021. Français. NNT : 2021PERP0001 . tel-03187445

**HAL Id: tel-03187445**

**<https://theses.hal.science/tel-03187445>**

Submitted on 1 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# THÈSE

Pour obtenir le grade de  
**Docteur**

Délivré par  
**UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA**

Préparée au sein de l'école doctorale  
**544 INTER-MED**  
Et de l'unité de recherche CRESEM

Spécialité :

Sciences économiques

Présentée par

Abderrahim SAIDANE

**Impact des transferts de fonds des migrants sur la  
croissance économique et la réduction de la  
pauvreté dans les pays d'origine**

Soutenue le 08 Mars 2021 devant le jury composé de

M. Jean-Louis CACCOMO, Maître de conférence,  
Université de Perpignan

Directeur de thèse

M. Pierre GARELLO, Professeur, Université de Marseille

Rapporteur

M. Bruno SALGUES, Directeur d'études, Institut des Mines  
Telecom

Rapporteur

M. Walter BRIEC, Professeur, Université de Perpignan

Président du jury

UNIVERSITÉ  
PERPIGNAN  
VIA  
DOMITIA



*L'Université n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans la thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur*



# Remerciements

Je tiens à exprimer mes profonds remerciements à Monsieur Jean-Louis CACCOMO, Maître de conférence à l'Université de Perpignan Via Domitia, pour avoir cru à mon projet et accepté de diriger cette thèse. Sa disponibilité, ses encouragements, ses connaissances et ses conseils, ainsi que les discussions que nous avons eues, m'ont permis de mener à bien mon projet.

J'adresse tous mes remerciements à Monsieur Pierre GARELLO, Professeur à l'université d'Aix-Marseille, ainsi que Monsieur Bruno SALGUES, Professeur à l'institut Mines Télécom d'avoir accepté de rapporter cette thèse. Je tiens à remercier également Monsieur Walter BRIEC, Professeur à l'université de Perpignan Via Domitia pour l'honneur qu'il m'a fait d'être membre du jury.

Je tiens à remercier Mme Suzanne GILARDOT, gestionnaire de l'école doctorale pour son aide et sa disponibilité. Je remercie également Mme Brigitte PATURZO, qui n'a cessé de me soutenir et me rassurer en période de doute, et qui a pris le temps de relire cette thèse.

Bien évidemment, j'adresse un immense merci à mes chers parents, ainsi qu'à mes frères et sœurs, pour leurs conseils, leurs encouragements indéfectibles et leur soutien tout au long de ma recherche. J'exprime également mes profonds remerciements à mes proches et à mes amis pour leur aide, scientifique ou non, tout au long de ce travail m'a été précieuse et importante.

Enfin, en dépit de la solitude et des difficultés qui ont traversé mon parcours migratoire, j'ai réussi à mener cette aventure à terme.

# Sommaire

<b>Introduction génération</b>	<b>6</b>
<b>Partie I Revue de la littérature sur l'impact des transferts de fonds</b>	<b>15</b>
Introduction.....	15
Chapitre 1 Transferts de fonds et croissance économique.....	16
Section 1 Analyse théorique des transferts fonds.....	16
Section 2 Utilisations et effets des transferts de fonds.....	50
Chapitre 2 Transferts de fonds et pauvreté.....	75
Section 1 Analyse théorique de la migration et des transferts de fonds.....	75
Section 2 Migration et transferts de fonds : Conséquences et répercussions en termes d'inégalité et de pauvreté.....	92
Conclusion.....	102
<b>Partie II Impact des transferts de fonds</b>	<b>104</b>
Introduction.....	104
Chapitre 1 Résultats des travaux empiriques étudiant l'impact des transferts de fonds.....	105
Section 1 Impact des transferts de fonds sur la croissance économique.....	105
Section 2 Impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté et de l'inégalité de revenus.....	108
Chapitre 2 Étude empirique.....	135

## SOMMAIRE

---

Section 1 Données de l'étude.....	135
Section 2 Résultats et commentaires.....	162
Conclusion.....	171
<b>Conclusion générale</b>	<b>173</b>
<b>Table des matières</b>	<b>178</b>
<b>Annexes</b>	<b>187</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>212</b>

# Introduction générale

Les transferts de fonds des migrants ne cessent de s'accroître depuis des décennies et attirent l'attention des chercheurs et institutions financières internationales comme le *Fonds Monétaire International (FMI)* et la *Banque mondiale*. Ces fonds sont transférés des pays à revenus élevés considérés comme des bassins d'immigration vers les pays à moindres revenus représentant les bassins d'émigration. Ils désignent l'argent envoyé par les migrants vers leurs pays d'origine, soit à leurs familles restées au pays, soit à la création d'activité lucrative pour le compte des migrants, ou à des caisses d'épargne avec l'ensemble de la diaspora dans le but de réaliser des projets d'infrastructure et de développement durable. « Les transferts privés sont une bénédiction pour ceux qui les reçoivent » (*Chami et Fullenkamp, 2013*). Ils accroissent le revenu des familles bénéficiaires en leur permettant de couvrir leurs besoins de base (nourriture, vêtements, santé et éducation). Et aussi, ils contribuent à baisser le taux de pauvreté. Ils permettent à certaines familles de sortir de la pauvreté en leur permettant de dépenser plus que ce qu'ils perçoivent comme salaire. La moyenne de chaque transfert est équivalente à quelques centaines de dollars. En outre, les transferts des migrants pourraient rendre les ménages bénéficiaires moins actifs, leur permettre de travailler moins, ou de se lancer dans des projets à haut risque qu'ils n'entreprendraient pas s'ils ne recevaient pas de transferts.

Les transferts de fonds effectués par les migrants vers leur pays d'origine constituent une manne financière considérable et un soutien financier crucial qui contribue à augmenter les revenus des familles récipiendaires. Ainsi, ils représentent l'élément le plus tangible de la relation entre la migration et le développement. Ces transferts ne sont pas considérés uniquement comme des transferts financiers, mais aussi comme des transferts sociaux. De plus, ils représentent une source importante de flux financiers pour les pays bénéficiaires.

À titre indicatif, en 2011, ils représentaient 10 % du PIB de 22 pays en développement. De plus, ils sont stables, anticycliques et résistent face à de mauvaises passes économiques.

D'après les calculs de la *Banque mondiale*, en 2006 les transferts de fonds des migrants vers les pays en développement ont atteint 228 milliards USD. Ils représentaient la deuxième source de financement de ces pays après les investissements directs étrangers (IDE) et devant l'aide publique au développement (APD). En 2007, 2008 et 2009 les montants de ces transferts ont atteint 278 milliards USD, 323 milliards USD et 307 milliards USD respectivement. Ces chiffres montrent que les transferts des migrants résistent même en période de récession et de crise économique. Ils ont connu une légère baisse en 2009, mais ils ont augmenté de nouveau à partir de 2010. Ces dernières années, les transferts d'argent ont connu une hausse remarquable. Ils ont atteint 453 milliards USD en 2015, sont désormais plus élevés que les IDE et l'APD (à l'exclusion de la Chine) et représentent la première source de financement extérieur des pays à revenus faibles et intermédiaires.

Selon les estimations et les prévisions révisées et publiées par la *Banque mondiale* en 2020, les transferts d'argent envoyés vers les pays en développement ont connu une croissance de 4,3 % en 2019, et ont atteint 554 milliards USD. Ainsi, ils devraient dépasser la barre de 580 milliards USD en 2020. Ces chiffres traduisent la hausse des migrants dans le monde où leur nombre a augmenté de 26 % les dix dernières années, et comme il y a plus de migrations, les transferts de fonds devraient rester importants. Toutefois, la *Banque mondiale* a publié une note après la propagation du Covid19, elle prévoit que les transferts de fonds des migrants vont chuter de 20 % en 2020 et devraient atteindre 445 milliards USD. Les mesures de confinement, la chute brutale de l'activité économique et l'augmentation du taux de chômage ont provoqué des répercussions négatives sur l'emploi et les revenus des migrants. En effet, toutes les estimations de la *Banque mondiale* et du *FMI* indiquent que les transferts de fonds ont une grande importance. A titre illustratif, ils représentaient la moitié du PIB du Tadjikistan en 2013, et au Bangladesh, ils constituent une source de financement importante pour lutter contre la pauvreté. Ainsi, en volume, l'Inde était le premier pays bénéficiaire des transferts de fonds avec 78,6 milliards USD en 2018, suivi par la Chine (67,4 milliards USD) et le Mexique (35,7 milliards USD). En 2014, les États-Unis étaient le premier pays d'origine pour les envois de fonds, où les flux sortants étaient estimés à 56 milliards USD. En deuxième place venait l'Arabie Saoudite avec un montant estimé à 37 milliards USD, et en troisième place, la Russie avec 33 milliards USD.

En plus de leur croissance progressive dans les quatre coins du monde, les transferts de fonds ont bien résisté à la crise économique et financière devant la première source de financement externe représentée par les flux de capitaux privés IDE. D'après la *Banque mondiale* (2009), les transferts d'argent des migrants sont la source de devises la plus stable pour les pays bénéficiaires. Contrairement aux flux de capitaux privés qui sont procycliques, les transferts des migrants réduisent les cycles économiques des pays bénéficiaires. Ils résistent aussi en période de récession dans les pays d'accueil des migrants. De plus, les capitaux privés et les investissements étrangers s'orientent habituellement vers les pays émergents, alors que les transferts de fonds sont destinés aux pays en développement. De ce fait, les envois de fonds des migrants constituent une bouée de sauvetage pour des millions de ménages pauvres dans les pays en développement. Ainsi les transferts de fonds réagissent comme un mécanisme informel de stabilisation financière dans les pays qui connaissent des fluctuations du prix des matières premières sur le marché international.

La *Banque mondiale* avait estimé que les transferts des migrants représentaient 2 % du PIB des pays récipiendaires en 2007. Ce taux avait baissé à 1,6 % en 2009 durant la crise économique. Toutefois, les autres flux comme l'investissement étranger et l'aide extérieure ont beaucoup diminué par rapport aux flux de transferts, ce qui montre que ces transferts ont tendance à résister en période de crise. L'*Organisation de coopération et de développement (OCDE)* (2009) a expliqué pourquoi les transferts de fonds résistent en période de récession. D'abord, les réseaux des migrants et les diasporas se construisent au fil du temps et ne peuvent se disparaître dès qu'il y a une récession. Ensuite, dans le cas où les migrants souhaitent rentrer chez eux, ils emportent avec eux leurs économies qui sont considérées comme des transferts de fonds. Enfin, les transferts de fonds ne représentent qu'une partie des revenus des migrants, car si leurs revenus baissent, l'aspect de l'altruisme fait que les migrants font des sacrifices pour ne pas toucher à la partie consacrée aux transferts.

En effet, les transferts d'argent des migrants sont perçus comme une bouffée d'oxygène pour les pays bénéficiaires en période de crise économique, ils ont tendance à résister, voire à augmenter au moment où les flux de capitaux IDE baissent. Les transferts des migrants s'orientent vers les pays à revenus moyens et les pays pauvres dont ils représentent jusqu'à 50 % du PIB dans certains pays, tandis que les flux de capitaux privés s'orientent vers les pays émergents. En 2000, l'APD représentait 20 % des financements extérieurs des pays en développement et a baissé jusqu'à 14 % en 2012. La proportion des transferts de fonds est passée de 29 % à 37 % pendant la même période. Ceci montre que les transferts de fonds sont

stables et contracycliques. Ils sont aussi une assurance pour les pays d'origine et surtout pour les familles des migrants, contrairement aux flux de capitaux qui sont fluctuants. En effet, les transferts de fonds représentent une source de financement importante pour les pays d'origine des migrants et surtout pour leurs familles restées au pays en leur permettant d'améliorer leurs conditions de vie et d'échapper à la pauvreté extrême.

Selon le *Recueil des statistiques de 2011* de la *Banque mondiale* sur les transferts de fonds et la migration, les transferts de fonds ont joué un rôle très important pendant la crise en constituant un filet de sécurité pour les pays pauvres face à l'effondrement des flux de capitaux privés. Selon le *Factbook* (2011), les 10 premiers pays de destination des migrants étaient les États-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, la Russie, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, l'Espagne et l'Australie. Par ailleurs, 10 premiers pays d'origine des migrants étaient l'Inde, le Mexique, la Russie, la Chine, le Bangladesh, le Pakistan, les Philippines, l'Afghanistan, l'Ukraine et le Royaume-Uni. En outre, les frontières entre le Mexique et les États-Unis ont été le plus important couloir migratoire au monde en 2013 (13 millions de migrants) suivi des couloirs Russie-Ukraine, Bangladesh-Inde et Ukraine-Russie. Les Nations unies considèrent les trois derniers couloirs Sud-Sud.

Selon le rapport *Factbook* (2016) produit par le *Partenariat mondial pour la connaissance sur les migrations et le développement (KNOMAD)*, la migration Sud-Sud (migration des pays en développement vers d'autres pays en développement) est plus importante que la migration Sud-Nord (migration des pays en développement vers des pays développés). La migration Sud-Sud représente 38 % de la migration internationale, tandis que la migration Sud-Nord représente 34 %. Les couloirs migratoires diffèrent d'un pays bénéficiaire à l'autre en matière de montants des fonds transférés et de la provenance de ces fonds. À titre d'exemple, le Sénégal est réputé avoir adopté des couloirs migratoires multiples, puisque les familles des migrants sénégalais reçoivent des fonds de France, d'Italie, d'Espagne, etc., tandis que les Comores bénéficient d'un seul couloir, car la quasi-totalité de leurs fonds proviennent de la France. Cela pourrait s'expliquer par l'ancienneté de la migration vers la France et la majeure partie des migrants comoriens ayant choisi la France comme pays d'accueil. Quant à la migration Sud-Nord, les pays d'accueil concernent les pays industriels du Nord, les pays de l'OCDE et les pays pétroliers du Golfe. Concernant la migration de ces dernières décennies, les migrants hautement qualifiés ont eu plus de chance d'émigrer par rapport aux migrants peu qualifiés, ayant eu plus de facilités dans la procédure d'obtention de visa et pour trouver un travail dans le pays d'accueil. Comme la migration est devenue de plus en plus limitée et

règlementée par les pays d'accueil, les migrants peu qualifiés recourent souvent à la migration clandestine. La migration ne se limite donc plus aux hommes comme auparavant, puisque ces dernières années les femmes représentent presque la moitié des migrants.

En outre, d'après les statistiques des Nations unies, le nombre de migrants internationaux a atteint 272 millions de personnes en 2019, ce qui représente plus de 3 % de la population mondiale. Et le nombre de migrants internes est d'environ 740 millions de personnes. Les principales causes de la migration internationale sont de nature économique comme les écarts de revenus et la pression démographique, il s'agit de déplacement volontaire. Les causes à caractère politique ou de guerre comme les réfugiés, les demandeurs d'asile, etc., ne représentent que 7 % du nombre des migrants internationaux.

Toutefois, les montants des transferts en volume entre les pays mentionnés ci-dessus concernent uniquement les transferts financiers formels effectués par les migrants. Ainsi, les institutions internationales estiment que les flux des transferts pourraient être plus élevés, dans une mesure pouvant aller jusqu'à 50 %, si les montants envoyés par des canaux informels étaient comptabilisés. En plus de ces difficultés de comptabilisation des transferts, il y a certains pays qui ne déclarent même pas les transferts formels dans leur balance des paiements, ce qui a rendu essentiel de réaliser des enquêtes auprès des ménages expéditeurs et récipiendaires afin d'obtenir des chiffres fiables sur les transferts formels (*Banque mondiale*, 2010). Le *FMI* (2007) a confirmé que les transferts de fonds internationaux sont sous-évalués, et que les transferts informels ne sont pas pris en compte. Ils représentent jusqu'à 50 % des transferts officiels. En Afrique subsaharienne, les transferts qui passent par des canaux informels représentent entre 45 % et 65 % des transferts formels, ce taux est plus élevé dans les autres régions d'Afrique. De plus, les transferts intrarégionaux sont sous-estimés en Afrique subsaharienne par les gouvernements. Ce type de migration est très courant dans cette région, et les transferts effectués par les migrants internes servent à satisfaire les besoins de base de leurs familles. L'utilisation de ces transferts dans le développement dépend des sommes restantes après la satisfaction des besoins de consommation.

Par ailleurs, *l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)* (2009) révèle que les chiffres annoncés par les institutions bancaires internationales concernant les flux des transferts de fonds sont sous-comptabilisés et ne reflètent pas leur ampleur, car une partie considérable de ces fonds passe par des circuits informels, ces transferts non comptabilisés représentent jusqu'à la moitié des transferts officiels. Ceci rend difficile l'obtention de

chiffres fiables et exacts. De plus, l'*OCDE* (2009) reconnaît la complexité d'obtenir les chiffres réels des montants transférés vers l'Afrique. Elle trouve que les transferts informels vers cette région sont de la même importance que les transferts formels et peuvent les dépasser. Dans d'autres recherches, l'*OCDE* a conclu qu'ils représentaient entre 35 % et 75 % des transferts officiels selon les régions.

Compte tenu de ces deux formes de transferts, de leur croissance progressive et de leur rôle important dans l'accroissement des revenus, la réduction de la pauvreté et la contribution dans le développement, les transferts de fonds méritent une attention particulière. Une question mérite d'être posée dans le cadre de notre recherche :

### **Quel est l'impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et sur la réduction de la pauvreté ?**

Nombreuses sont les interrogations concernant leur impact sur les pays bénéficiaires. Le fait que les transferts sont dépensés davantage sur la consommation implique que l'investissement n'en bénéficie que si les dépenses sur la consommation courante sont satisfaites. Peut-être y a-t-il un risque d'effet rentier ou de syndrome hollandais. Le recours aux circuits informels par les migrants pour transférer l'argent n'encourage-t-il pas les familles bénéficiaires à utiliser cet argent pour la consommation de biens ? Peut-on parler de développement et de croissance économique sans avoir investi une part importante de ces fonds ? Que peut-on faire pour inciter les migrants à emprunter des canaux officiels pour transférer leur argent et les encourager à l'investir ? Les déterminants et les motifs des migrants pour envoyer des fonds ont-ils une influence sur leur utilisation ? Les ménages pauvres bénéficient-ils davantage de ces transferts par rapport aux ménages de la classe moyenne ? Y a-t-il un risque d'accroître les inégalités de revenus après avoir reçu les transferts de fonds ?

Afin d'aborder ces questions, nous proposons d'organiser notre travail en deux parties.

La première partie traitera l'aspect théorique de l'impact des transferts de fonds des migrants. Cette partie se compose de deux chapitres. Le premier mettra la lumière sur l'impact des transferts sur la croissance économique. Il s'agira de présenter, dans un premier temps, les flux de transferts d'un point de vue macroéconomique, leurs caractéristiques, la différence entre les flux de transferts et les autres flux internationaux comme les IDE et l'APD, mais aussi leur reclassement dans la balance des paiements, les différentes méthodes

de leur comptabilisation, ainsi que les difficultés de leurs mesures par les gouvernements des pays bénéficiaires. Ensuite, présenter les déterminants des transferts de fonds et les motivations des migrants de transférer l'argent vers leur pays d'origine. Enfin, il serait important de savoir comment ses transferts sont utilisés par les ménages bénéficiaires, puis d'analyser leurs effets sur les économies des pays d'origine des migrants.

Le second chapitre examinera de manière plus directe l'impact des transferts d'argent sur la réduction de la pauvreté. Dans cette perspective, nous mettrons en perspective à partir de la littérature existante les questionnements que soulèvent l'étude de l'impact des transferts sur la pauvreté et le lien entre la pauvreté et l'inégalité des revenus au sein des ménages. Pour cela, nous présenterons tout d'abord le phénomène de la migration, ses motifs, ses coûts et le rôle de la diaspora et des réseaux des migrants, et comment ils interviennent dans le processus de la migration des personnes souhaitant émigrer en leur facilitant les démarches. Nous présenterons ensuite le phénomène de la pauvreté, sa définition, ses mesures et sa relation avec l'inégalité des revenus. Puis nous nous intéresserons aux différents types de transferts, formels et informels, ainsi que les avantages et inconvénients de chaque type de transferts. Ensuite, nous exposerons les initiatives et les efforts fournis par les institutions internationales et par la communauté de la migration internationale dans le but de réduire les coûts de la migration, ceci afin de la rendre plus accessible aux individus pauvres, et afin d'abaisser les frais et commissions des transferts d'argent dans le but d'inciter les migrants à emprunter les circuits officiels pour envoyer l'argent au pays. Enfin, nous présenterons les différentes visions analysant la question de l'impact des transferts de fonds des migrants sur les pays d'origine et d'accueil, et le lien entre la pauvreté et l'inégalité.

La deuxième partie sera consacrée à l'aspect empirique de l'impact des transferts de fonds. Elle est divisée en deux chapitres. Le premier énoncera les différentes démarches et résultats des travaux empiriques analysant la question des transferts de fonds sur la croissance économique, notamment sur la croissance et la volatilité du PIB, sur l'épargne et sur le capital humain, mais aussi, leur impact sur la pauvreté, sur l'inégalité des revenus et sur la pauvreté-inégalité. Le deuxième chapitre explorera une base de données publiée par la *Banque mondiale* en 2010, elle concerne une enquête sur les migrants burkinabè, leurs transferts de fonds et leurs familles restées au pays. Le Burkina-Faso est très connu pour l'exportation de migrants dans l'Afrique subsaharienne depuis l'époque coloniale. Dans cette perspective, nous présenterons non seulement leurs caractéristiques démographiques, leurs conditions de logement, leurs actifs et dépenses, l'utilisation des services financiers par les ménages, des

informations sur les migrants actuels et les anciens migrants (migrants de retour), mais aussi des transferts de fonds, des transferts de biens et l'utilisation de ces transferts par les ménages bénéficiaires. Nous analyserons aussi la nouvelle vie des migrants de retour et leurs investissements dans leur ville natale. Ensuite, nous analyserons l'effet des transferts des migrants burkinabè sur le bien-être en comparant les ménages bénéficiaires de ces transferts avec les non bénéficiaires. Ainsi, nous estimerons les dépenses des ménages bénéficiaires des transferts, avec et sans transferts, afin d'examiner l'impact de ces transferts sur les ménages récipiendaires. Enfin, nous calculerons les indicateurs de pauvreté sur les ménages avec transferts (incidence de la pauvreté, profondeur de la pauvreté et sévérité de la pauvreté), et nous verrons l'impact des transferts sur ces trois indices de pauvreté et inégalité des revenus.

Nous terminerons par une conclusion générale expliquant les principaux résultats de notre travail, ainsi que ses limites, et nous proposerons quelques recommandations pour optimiser l'impact des transferts de fonds sur le développement des pays bénéficiaires.

**PARTIE I REVUE DE LA  
LITTÉRATURE SUR  
L'IMPACT DES  
TRANSFERTS DE FONDS**

## **Introduction**

Les transferts de fonds des migrants sont qualifiés d'avoir des impacts macroéconomiques importants sur les économies des pays récipiendaires, vu leur proportion du PIB et les caractéristiques qu'ils ont, comme la régularité et la stabilité. Ils devront certainement jouer un rôle très important pour le développement et la stimulation de la croissance économique. En plus de ces impacts, les transferts de fonds peuvent également contribuer à l'atténuation de la pauvreté de manière directe et indirecte et réduire les inégalités de revenus.

Cette partie est divisée en deux chapitres. Le premier met l'accent sur l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique. Pour ce faire, il est divisé en deux sections. La première section énonce les différents aspects qui caractérisent les transferts de fonds et les autres flux internationaux, ainsi leur reclassement dans la balance des paiements afin de déterminer les difficultés qui peuvent découler de leurs mesures. Ainsi, leurs déterminants et leurs motivations. La deuxième section se concentre sur les différents paradoxes des effets macroéconomiques des transferts de fonds, qui peuvent provenir de multiples canaux. Pour comprendre ces différences, il faudra d'abord connaître les utilisations de ces transferts, puis leurs implications sur les différents pays bénéficiaires.

Le second chapitre aborde l'impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté. Il est divisé en deux sections. La première section présente une analyse théorique sur la migration, la pauvreté et les transferts de fonds. Ainsi, les efforts fournis par les organisations internationales pour répondre aux problèmes et difficultés rencontrés par les migrants. La deuxième section présente les différentes théories qui étudient l'impact de la migration sur les pays d'origine et d'accueil des travailleurs migrants, ainsi que l'impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté et l'inégalité de revenus au sein des ménages après la distribution des transferts. Parmi ces théories, il y a celles qui disent que les transferts de fonds ont des répercussions positives sur la réduction de la pauvreté et l'inégalité, celles qui disent qu'ils ont des effets néfastes et aggravent les inégalités, et d'autres qui suggèrent qu'il y a des conditions qui doivent être remplies pour que cet impact soit positif.

## **Chapitre 1 : Transferts de fonds et croissance économique**

Ce chapitre met l'accent sur les caractéristiques des transferts de fonds d'un point de vue macroéconomique, sur leurs déterminants, leurs motivations, et leurs impacts sur la croissance économique selon leurs utilisations.

### **Section 1 : Analyse théorique des transferts de fonds**

Cette section est divisée en deux sous-sections. La première expose les transferts de fonds d'un point de vue macroéconomique. La seconde présente les déterminants et les motivations qui poussent les travailleurs migrants à effectuer des transferts vers leur pays d'origine.

#### **1.1- Les transferts de fonds d'un point de vue macroéconomique**

Cette sous-section a pour objectif de préciser la nature des transferts de fonds au regard des autres transferts ou flux financiers internationaux. Il s'agira également de rendre compte de leur comptabilisation et mesure.

##### **1.1.1- Les caractéristiques des transferts de fonds<sup>1</sup>**

Les caractéristiques des transferts de fonds et l'étude de leurs impacts économiques ont mobilisé l'attention des décideurs et des chercheurs au cours des dernières années.

Trois raisons expliquent l'intérêt croissant porté à l'analyse des transferts de fonds des travailleurs migrants :

- La proportion de ces fonds transférés par rapport au PIB des économies récipiendaires.
- Les perspectives de la *Banque Mondiale* indiquent que ces flux vont s'accroître chaque année, cette augmentation est due aux principes de la libéralisation et globalisation.
- Les flux des transferts de fonds diffèrent de ceux de l'aide publique et de capitaux privés, notamment des IDE.

Ces trois raisons indiquent que ces fonds transférés qui peuvent également influencer les décisions des politiciens et des économistes dans les pays récipiendaires, ont des effets macroéconomiques qui doivent être examinés. Comment sont-ils traités ? Existe-il des difficultés de calculs d'un point de vue empirique ?

---

<sup>1</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, International Monetary Fund, Washington DC, 2008, p. 3.

### **1.1.2- La différence entre les flux des transferts de fonds et les autres flux financiers internationaux**

Le montant des transferts de fonds reçus par les pays bénéficiaires (en développement) est supérieur (ou égal) au montant des investissements directs étrangers, des flux de portefeuille sur les marchés financiers, et de l'aide publique au développement (ils varient selon la balance des paiements de chaque pays). Ces transferts privés versés par des migrants représentent également une manne financière pour les familles de leur pays d'origine. Ils affectent les prix du marché, mais ils ont également un impact sur les interactions entre les individus, les entreprises, les intermédiaires financiers et l'Etat.<sup>2</sup>

Les transferts privés représentent des caractéristiques différentes. Contrairement aux autres flux financiers internationaux, les transferts privés ont des comportements différents en termes d'évolution et de stabilité dans le temps, ce qui rend leurs effets économiques différents. En effet, de manière générale, « les transferts privés sont des transferts personnels non marchands sans contrepartie entre les ménages selon les pays », tandis que les transferts de capitaux privés ont un but lucratif. Les transferts de fonds diffèrent complètement des flux de l'aide publique au développement, dans la mesure où les transferts privés correspondent à plusieurs transferts de taille « modeste » entre particuliers, alors que les transferts de l'aide publique sont des transferts à partir d'un Etat à un autre Etat. La particularité des transferts de fonds au regard des autres types de transferts est qu'ils reposent sur l'existence des relations familiales et leurs transactions financières entre eux. Du fait de cette particularité, l'impact macroéconomique des transferts de fonds passe nécessairement par des canaux de transmission microéconomiques.<sup>3</sup>

### **1.1.3- La comptabilisation des transferts de fonds**

La particularité des transferts de fonds conduit naturellement à s'interroger sur la manière dont ils sont comptabilisés d'un point de vue macroéconomique. Les institutions en charge de comptabiliser ces flux au sein de la balance des paiements segmentent ces flux en trois composantes ou piliers selon la classification établie par le Fonds monétaire international (FMI), mais cette comptabilisation ne prend pas en compte les transferts informels en vue d'impossibilité d'obtenir des chiffres corrects.

---

<sup>2</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. p. 3.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 4.

- Le premier pilier, « *les transferts de fonds des travailleurs* », enregistre les opérations des transferts courants des migrants à destination de leur pays d'origine. Les travailleurs migrants sont considérés comme des résidents par les pays qui les accueillent, à condition d'y être installé depuis au moins un an. Ces transferts de fonds versés par les travailleurs migrants sont enregistrés dans le compte des transferts courants, selon la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (*FMI, 1993* ; ci-après *MBP5*)<sup>4</sup>

- Le deuxième pilier, « *la rémunération des employés* », enregistre les salaires, les traitements et les prestations des travailleurs migrants qui sont versés par les pays qui les accueillent. Ces opérations sont enregistrées dans le compte des rémunérations des employés, (*FMI, 1993* ; ci-après *MBP5*)

- Le troisième pilier, « *les transferts de capital des migrants* ». Il s'agit d'un transfert de patrimoine d'un migrant à la suite de son changement de résidence d'un pays à l'autre. Ce transfert des éléments financiers est enregistré dans le compte des transferts des migrants sous forme de transferts de capitaux non étatiques, (*FMI, 1993* ; ci-après *MBP5*)

A partir de ces différentes catégories des transferts de fonds des migrants, les chercheurs et les décideurs les ont définis comme : périodiques, non partageables et non marchands entre des individus qui ont un lieu de résidence différent. Parmi la littérature récente qui a classé et organisé ces trois catégories ou piliers des transferts privés, il y a : les perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale (*Banque mondiale, 2005*), les perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (*FMI, 2005*). Il y a aussi des documents de travail récents d'Aggarwal, Demirgüç - Kunt et Martinez Peria (2006) et de Giuliano et Ruiz Arranz (2005).<sup>5</sup>

Cependant, la classification établie par le *FMI* pour comptabiliser les transferts de fonds n'est pas appliquée intégralement par plusieurs pays, ce qui rend difficile de faire une comparaison internationale des flux transférés entre les pays bénéficiaires. A titre d'exemple, la banque centrale des Philippines regroupe les transferts de fonds des travailleurs et la rémunération des employés en un seul compte. En outre, la banque centrale de la République tchèque regroupe les transferts de fonds des travailleurs avec d'autres virements privés dans la rubrique « les transferts de capital des migrants ». En revanche, du côté des chercheurs, les méthodes utilisées pour déterminer le montant des transferts de fonds ne sont pas unanimes.

---

<sup>4</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. p. 4.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 5.

Certains chercheurs regroupent les transferts des travailleurs avec la rémunération des employés, et d'autres font la somme des trois segments (transferts des travailleurs, rémunérations des employés et transferts de capital des migrants) *Ratha* (2003) et *Daianu* (2001). En effet, les résultats obtenus par ces méthodes doivent être interprétés avec réserve, du fait que les sommes utilisées par les chercheurs dépassent beaucoup les montants réels des fonds transférés. À titre explicatif, le compte de « la rémunération des employés » enregistre les salaires, traitements et prestations des travailleurs migrants dont une partie est dépensée dans leur pays d'accueil et le reste transféré vers leur pays d'origine. Ce compte enregistre également les salaires des travailleurs expatriés à l'étranger qui ne sont pas considérés comme des migrants. Ainsi, le compte « les transferts de capital des migrants » comprend plusieurs opérations qui rendent difficile l'identification des transferts, tels que les bijoux, voitures, meubles, vêtements, médicaments et pensions de retraite.<sup>6</sup>

En effet, certaines banques centrales ont du mal à séparer les transferts de fonds des travailleurs migrants des autres opérations de transferts (rémunération des employés et transferts de capital des migrants) selon la classification établie par le FMI, ce qui implique que ces banques enregistrent une partie importante des transferts des employés dans les deux autres comptes. En conséquence les transferts de fonds sont sous-estimés et représentent moins que leur valeur réelle, ce qui rend nécessaire l'addition des montants des trois segments de la balance des paiements.<sup>7</sup>

#### **1.1.4- Les types de transferts de fonds<sup>8</sup>**

Selon *Chami et al*, les transferts de fonds se divisent en deux types qui sont :

##### **A- Transferts des actifs accumulés**

Durant son séjour dans un pays d'accueil, le travailleur migrant transfère généralement des fonds dans son pays d'origine. Cependant, s'il décide de retourner définitivement dans son pays, il pourra alors être amené à transférer des actifs accumulés. Ce transfert est considéré comme un transfert de capital et non pas comme un versement. Selon le *MBP5*, ce transfert est enregistré en tant que transfert de capital.

---

<sup>6</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, Perspectives des migrations internationales, OCDE, 2006, p. 151.

<sup>7</sup> Ibid., pp. 151 et 152.

<sup>8</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. p. 5.

## **B- Reclassement des actifs**

Ce type de transfert comprend les opérations des individus qui changent de pays de résidence, mais ce changement n'implique pas des transferts de flux financiers réels. A titre d'exemple, Bill Gates, le président de Microsoft Corporation, résidant aux États-Unis, a fait une demande de changement de résidence pour la Barbade (sa demande a été acceptée). Le magazine Forbes a diffusé le reclassement de sa richesse qui était estimée à 56 milliards de dollars US. Une fois les flux de transferts de fonds effectués, les transferts reçus par la Barbade auraient dû s'élever de façon spectaculaire. Pourtant, il n'y a eu aucun transfert. Le PIB de la Barbade était moins de 3 milliards de dollars US avant le reclassement des actifs de Bill Gates, et après le reclassement, le niveau de vie des ménages est resté le même sans aucune augmentation du revenu par habitant.

La différence entre les transferts de fonds et ces deux types d'opérations (transfert des actifs accumulés et reclassement des actifs), est que ces deux derniers peuvent ne pas inclure des flux réels.

### **1.1.5- L'importance des transferts de fonds**

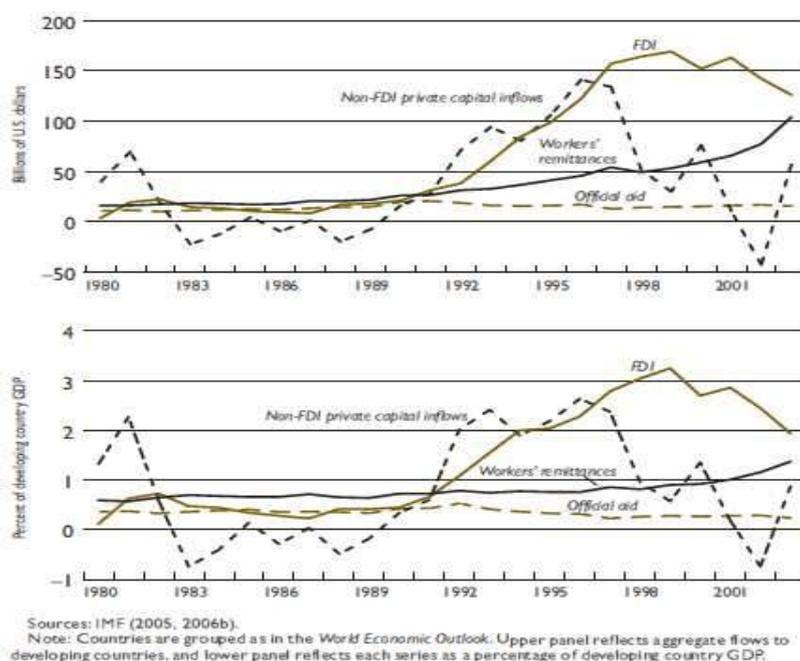
Il s'agit d'analyser la place qu'occupent les transferts de fonds dans la balance des paiements par rapport aux autres flux, et de mettre en perspective leur relation avec les autres types de flux financiers.

#### **A- Comparaison entre les transferts de fonds et les autres flux (évolution-stabilité)**

Les transferts de fonds viennent en deuxième place après les flux de capitaux privés FDI, ils sont plus grands que les flux de capitaux privés non-IDE et les flux de l'aide publique respectivement depuis 1998 (voir figure 1), et sont plus constants que les autres flux de la balance des paiements.<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. P. 14.

**Figure 1 : Transferts de fonds et autres flux des pays en développement**

Les transferts de fonds des migrants ont connu une augmentation spectaculaire, ils ont grimpé de 58 milliards US en 1995 à 160 milliards US en 2004 et se positionnent en deuxième place derrière les IDE (Banque mondiale 2006). Ils ont dépassé la dette privée et les capitaux propres, ainsi que l'aide publique au développement (voir tableau 1).<sup>10</sup>

**Tableau 1 : Transferts de fonds et autres flux des pays en développement**  
 (En milliards de dollars)

	1995	2004
Transferts de fonds des travailleurs	58	160
Investissements directs étrangers	107	166
Dette privée et capitaux propres	170	136
Aide publique au développement	59	79

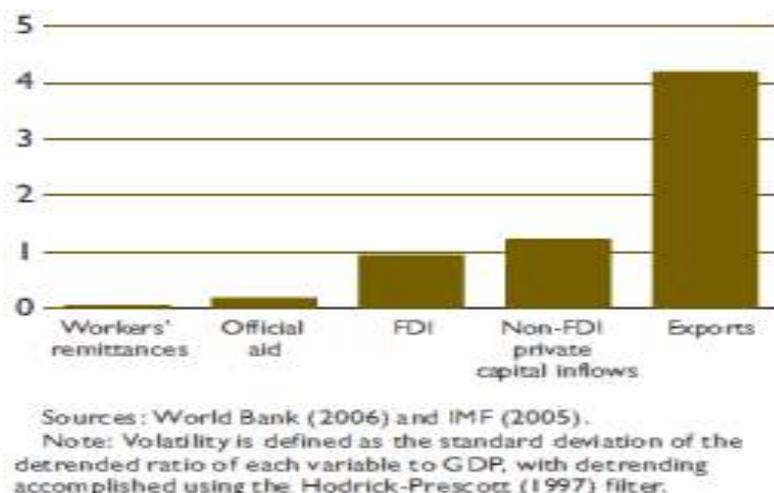
Source : Fond Monétaire International

La figure 2 représente l'évaluation des flux en matière de volatilité dans le temps de 1980 jusqu'à 2003 à partir des proportions qu'ils représentent dans le PIB. Selon la base de données de *Chami et al.*, et du *FMI*, les flux des transferts de fonds représentent la source de recettes la

<sup>10</sup> Faini R., Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 2007, p. 168.

plus stable pour les pays en développement, tandis que les flux de l'aide publique sont trois fois plus volatiles que les transferts de fonds pendant la période étudiée.<sup>11</sup>

**Figure 2 : Volatilité des flux des pays en développement**



L'étude de *Chami et al*, (2003) montre que :

- Les flux de capitaux privés IDE sont 17 fois plus volatiles que les transferts privés.
- Les flux de capitaux privés non-IDE sont 22 fois plus volatiles que les transferts privés.
- Et les exportations sont 74 fois plus volatiles que les transferts privés.<sup>12</sup>

Ainsi, les transferts de fonds ne cessent de croître et représentent actuellement le second poste des flux de la balance des paiements des pays récipiendaires. De plus, leur stabilité relative par rapport aux autres flux peut fournir des avantages macroéconomiques supplémentaires, en matière de diminution de la volatilité de la production et de la consommation.

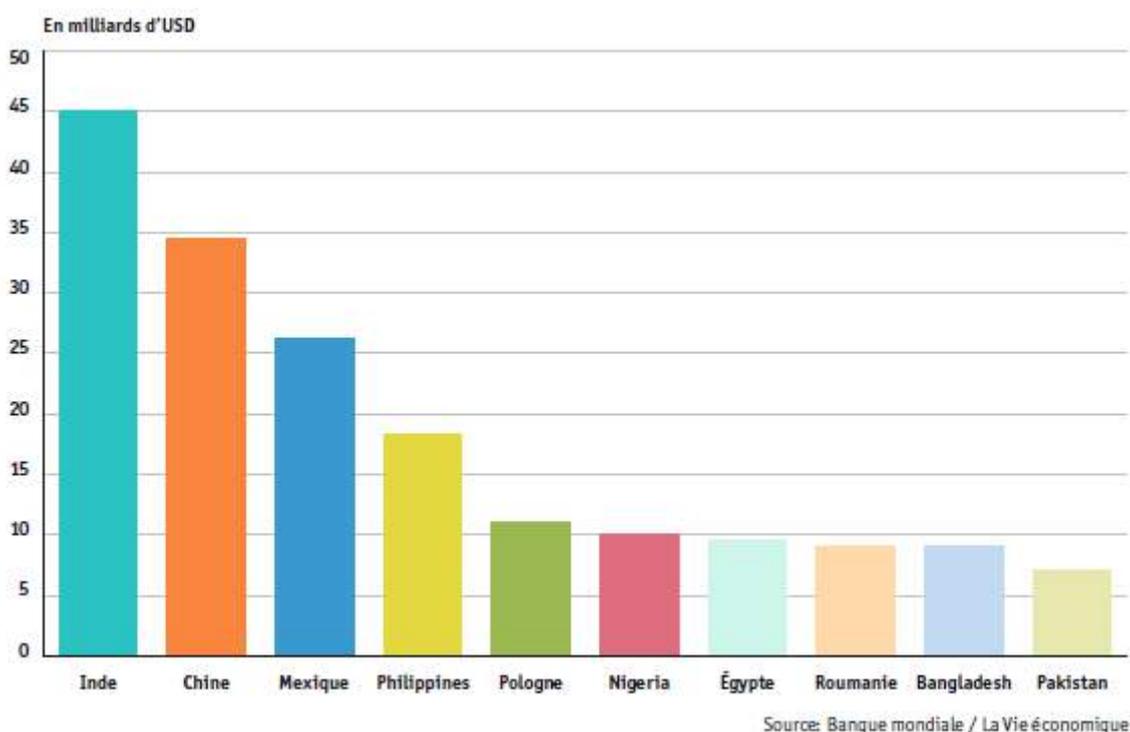
En 2008, les transferts de fonds des migrants ont atteint 305 milliards de dollars, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2007. Ces transferts proviennent en grande partie des États-Unis, d'Arabie Saoudite et de Suisse. La figure 3 indique que ces flux financiers représentent des sommes importantes pour les pays bénéficiaires. L'Inde est le premier pays bénéficiaire des flux de transferts en volume avec plus de 45 milliards de dollars.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. pp. 11 et 12.

<sup>12</sup> Ibid., p. 13.

<sup>13</sup> Burki O. et Mordasini M., *Envois de fonds par les émigrants : quel impact pour les pays pauvres ?* Revue de politique économique, Vol. 55, 6-2009, p. 56.

**Figure 3 : Les dix plus grands bénéficiaires de transferts de fonds en valeur absolue, 2008**



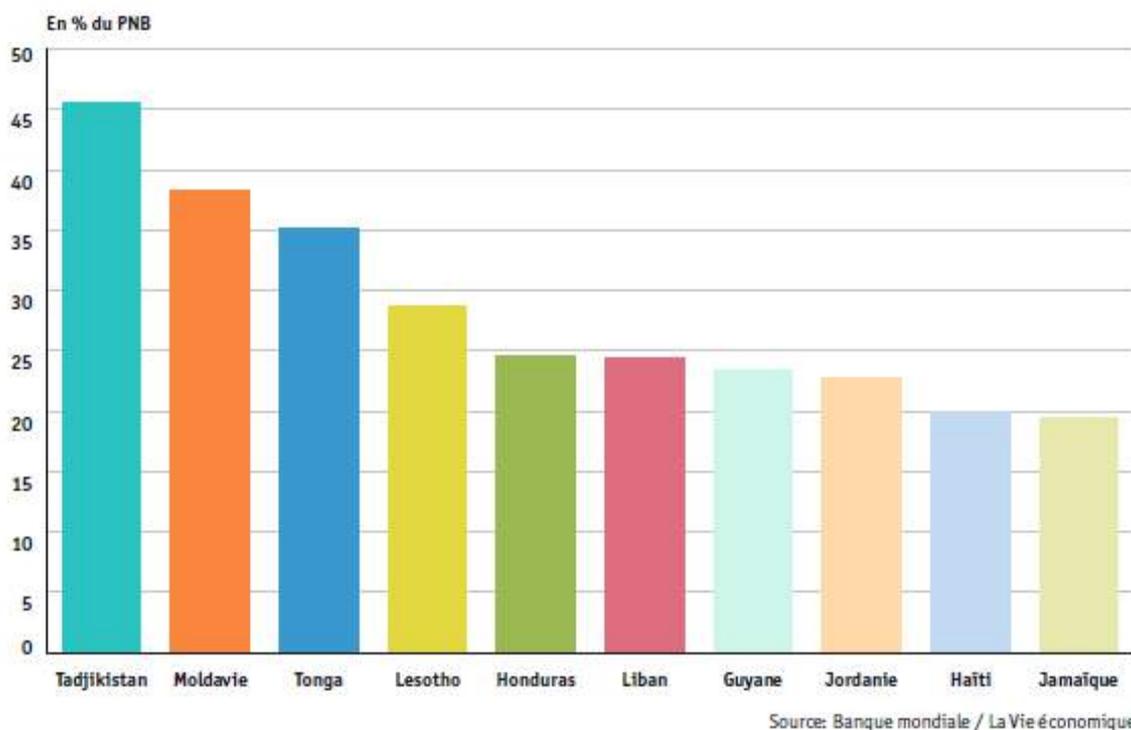
En pourcentage de PIB, le Tadjikistan représente le premier pays bénéficiaire de transferts de fonds, avec une proportion de 45 % du PIB. La Moldavie et le Tonga viennent en deuxième et troisième place avec 38 % et 36 % respectivement (Voir figure 4).<sup>14</sup>

En 2012, les transferts de fonds des travailleurs migrants ont atteint un peu plus de 401 milliards US par les voies formelles, sans compter les circuits informels. Ces fonds transférés représentent des sommes considérables et une proportion importante du PIB des pays récipiendaires. À titre illustratif, en 2011 ces flux ont représenté plus de 10 % du PIB de 22 pays bénéficiaires des transferts de fonds.<sup>15</sup>

<sup>14</sup> Burki O. et Mordasini M., Envois de fonds par les émigrants : quel impact pour les pays pauvres ? op. cit. p. 57.

<sup>15</sup> Chami R. et Fullenkamp C., Au-delà de la famille, Finances et Développement, Fond Monétaire International, Washington DC, 2013, p. 48.

**Figure 4 : Les dix plus grands bénéficiaires de transferts de fonds en pourcentage de PIB, 2007**



En 2002, les transferts de fonds des migrants représentaient 2,4 % des PIB cumulés des pays bénéficiaires, 8,2 % de leurs exportations cumulés et 10,4 % de leurs investissements cumulés. En outre, les transferts de fonds sont plus élevés dans les pays les plus démunis (revenu faible ou moyen) que les autres pays en développement. D'après le tableau 2, les transferts des migrants ont atteint presque 42 % du PIB de la Tonga, plus de 36 % du PIB de la Cisjordanie et de Gaza, et plus de 25 % de celui du Lesotho.<sup>16</sup>

<sup>16</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 152.

**Tableau 2 : Trente premiers pays bénéficiaires des transferts de fonds les plus élevés en pourcentage du PIB, 2002**

	Transferts de fonds en % du PIB		Transferts de fonds en % du PIB		Transferts de fonds en % du PIB
Tonga	41.9	Albanie	15.6	Ouganda	9.2
Cisjordanie et Gaza	36.7	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	15.2	Guatemala	8.9
Lesotho	25.8	Nicaragua	14.6	Pakistan	8.9
Jordanie	24.0	El Salvador	14.5	Maroc	8.8
Cap-Vert	23.3	République du Yémen	12.5	Georgie	8.3
Moldavie	22.8	République dominicaine	11.7	Sri Lanka	7.9
Vanuatu	18.4	Ghana	11.3	Lettonie	7.5
Bosnie-Herzégovine	18.4	Arménie	11.2	Soudan	7.2
Guyane	18.2	Honduras	11.1	Éthiopie	6.8
Jamaïque	16.7	Philippines	9.9	Bangladesh	6.6

Note : Les « Transferts des migrants » renvoient à la somme des « rémunérations des employés », des « transferts des travailleurs » et d'autres « transferts courants dans d'autres secteurs ».

Source : FMI, *Annuaire statistique de la balance des paiements 2003*; Banque mondiale, *Indicateurs de développement mondial 2003*.  
Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/035741852122>

Cependant, les transferts de fonds ne sont pas distribués entre les différentes régions de pays bénéficiaires de façon équitable. En volume, il y a sept pays d'Asie figurant dans la liste des dix premiers bénéficiaires des transferts de fonds (Inde, Chine, Philippines, Corée du sud, Pakistan, Israël et Bengladesh, (voir tableau 3)).<sup>17</sup>

<sup>17</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 153.

**Tableau 3 : Trente premiers pays bénéficiaires des transferts de fonds les plus élevés en valeur absolue, 2002 (En millions de dollars)**

	Transferts de fonds totaux (millions USD)		Transferts de fonds totaux (millions USD)		Transferts de fonds totaux (millions USD)
Inde	14 842	Turquie	2 990	Indonésie	1 682
Chine	14 383	Égypte	2 946	Ukraine	1 670
Mexique	11 464	Brésil	2 863	Roumanie	1 646
Philippines	7 660	Taipei chinois	2 547	Équateur	1 470
Corée	7 586	République dominicaine	2 497	Croatie	1 400
Pakistan	5 413	Colombie	2 403	Thaïlande	1 380
Pologne	3 824	Jordanie	2 227	République tchèque	1 343
Israël	3 783	Guatemala	2 081	Jamaïque	1 333
Maroc	3 294	El Salvador	2 071	République du Yémen	1 300
Bangladesh	3 121	Russie	1 817	Sri Lanka	1 296

Note : Les « Transferts de fonds totaux » renvoient à la somme des « rémunérations des employés », des « transferts des travailleurs », et d'autres « transferts courants dans d'autres secteurs ».

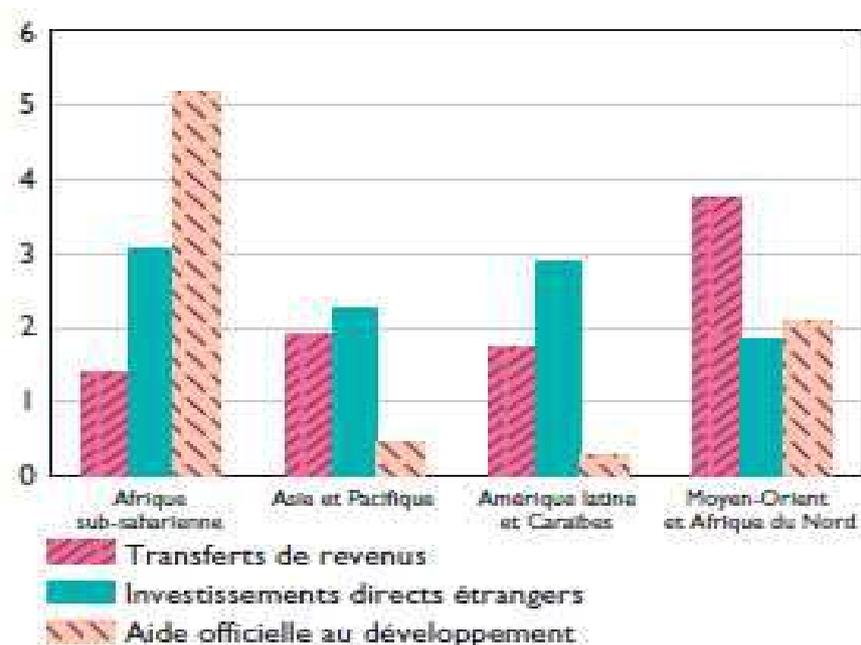
Source : FMI, *Annuaire statistique de la balance des paiements 2003*.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/170888344728>

En outre, les pays d'Asie reçoivent la moitié (50%) des flux de transferts de fonds vers les pays en développement devant les pays de l'Amérique latine (30 %). Cependant, ces montants considérables dont les pays d'Asie bénéficient ne représentent que près de 2 % de leur PIB. Par ailleurs, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient accueillent près de 15 % des flux de transferts de fonds vers les pays en développement, des sommes modestes par rapport à celles des pays d'Asie et d'Amérique latine, mais ces flux de transferts représentent 3,7 % de leur PIB. En outre, les pays d'Afrique subsaharienne ne reçoivent que 5 % du montant total des transferts de fonds, ces montants représentent environ 1,3 % de leur PIB.<sup>18</sup>

<sup>18</sup> Rocher E. et Pelletier A., Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ? Bulletin de la Banque de France N° 173, 2008, pp. 2 et 3.

**Figure 5 : Principaux modes de financement extérieur des pays bénéficiaires de transferts de fonds par régions 2001-2006 (en % du PIB)**

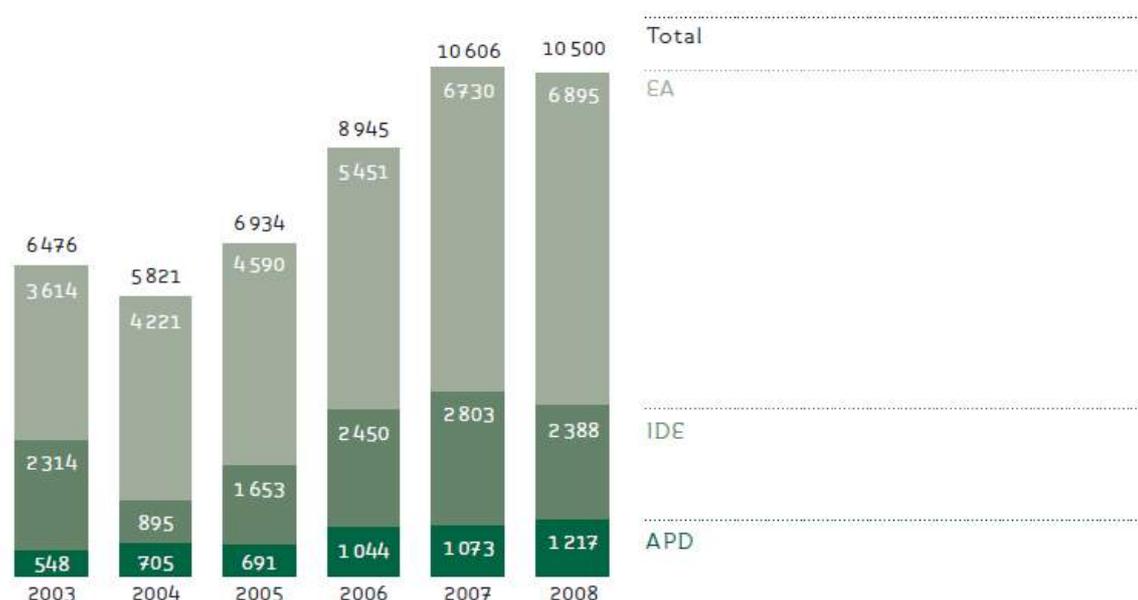


Source : Banque mondiale (2007), Global Development Finance Indicators

En ce qui concerne les pays de l'Afrique du Nord et plus précisément ceux du Maghreb, les transferts des migrants vers ces pays ont connu une augmentation spectaculaire ces dernières années (surtout le Maroc). En 2008 le Maroc a reçu 7 milliards US (8 % du PIB), la Tunisie 2 milliards US (5 % du PIB) et l'Algérie 2 milliards US (1 % du PIB). En effet, le Maroc est le premier pays bénéficiaire des flux de transferts dans la région, et cela, se justifie par les politiques établies par le Maroc, qui servent à développer le tissu des intermédiaires financiers et inciter les migrants de passer par le circuit formel afin de maximiser les flux de transferts et garantir leur stabilité. Les figures 6, 7 et 8 montrent l'évolution des transferts de fonds vers les pays du Maghreb et les autres flux de la balance des paiements.<sup>19</sup>

<sup>19</sup> Bourenane N. et al, Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement, Banque de France et Banque Africaine de Développement, Paris, 2015, p. 25.

**Figure 6 : L'évolution des transferts de fonds et les autres flux de la balance des paiements – Maroc 2003 - 2008**



MAROC  
millions \$US

(Sources: BM, BAD, OCDE)

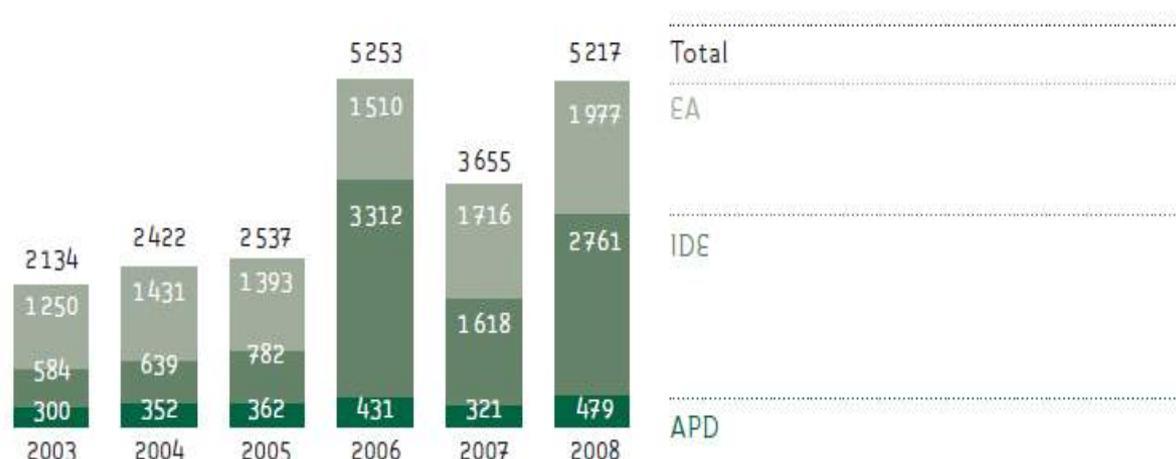
**Figure 7 : L'évolution des transferts de fonds et les autres flux de la balance des paiements – Algérie 2003 - 2008**



ALGÉRIE  
millions \$US

(Sources: BM, BAD, OCDE)

**Figure 8 : L'évolution des transferts de fonds et les autres flux de la balance des paiements – Tunisie 2003 - 2008**



TUNISIE  
millions \$US

(Sources: BM, BAD, OCDE)

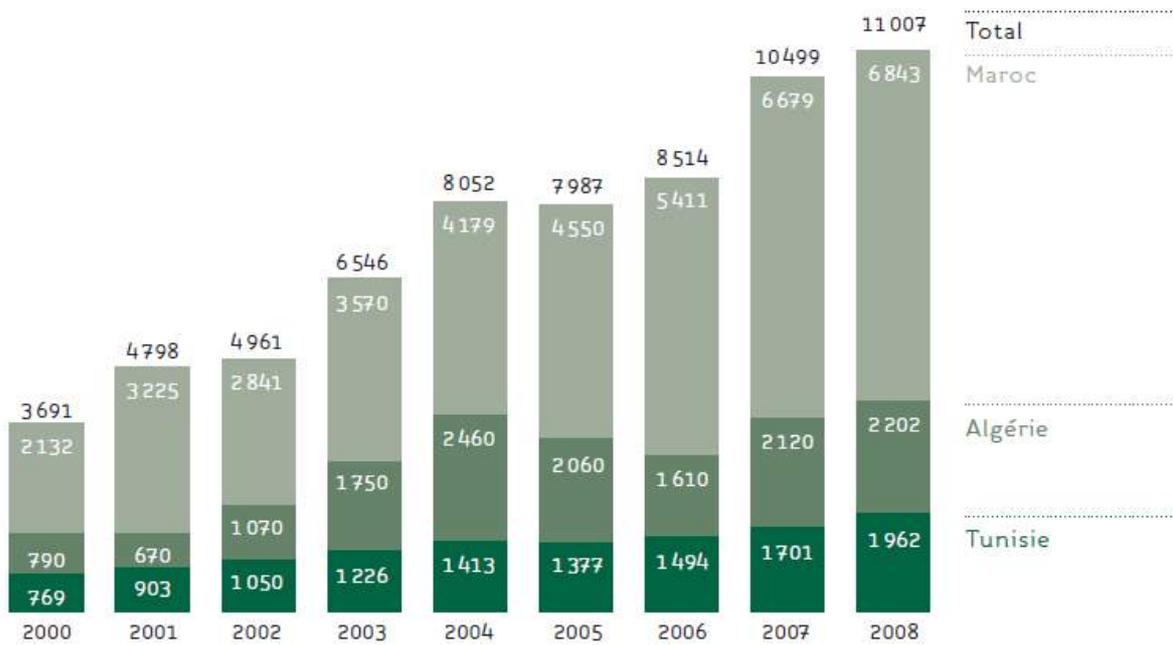
La figure 9 montre l'évolution des transferts de fonds de 2000 à 2008 vers les pays du Maghreb, et l'impact de la stratégie menée par le Maroc pour accroître les flux de transferts et garantir leur stabilité semble avoir des résultats positifs.<sup>20</sup>

Par ailleurs, les transferts de fonds représentent en volume trois fois les flux de l'aide publique, et dépassent le montant de la dette privée et les flux de portefeuille d'actions des pays récipiendaires (voir figure 10). Ainsi, ils dépassent les réserves de change dans 14 pays bénéficiaires (en développement), et représentent également la moitié du niveau des réserves de change dans d'autres pays bénéficiaires (voir figure 11).<sup>21</sup>

<sup>20</sup> Bourenane N. et al, Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement, op. cit. p. 27.

<sup>21</sup> The World Bank, Migration and Remittances Flows, Migration and Development Brief 21, Washington DC, 2013, p. 1.

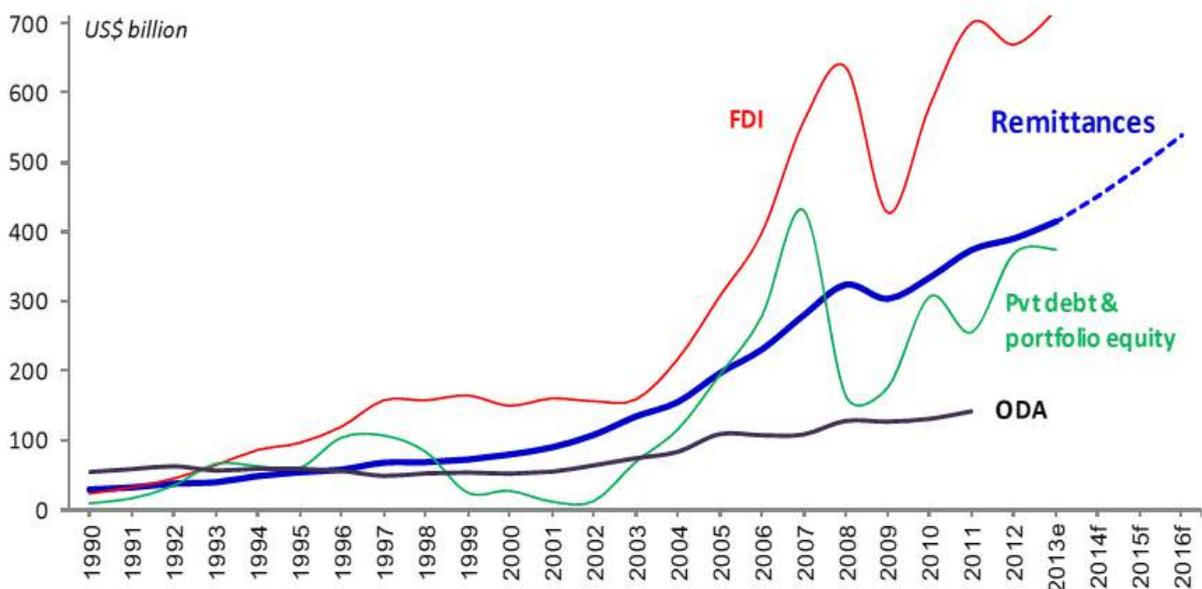
**Figure 9 : L'évolution des transferts de fonds des pays du Maghreb central 2000 - 2008**



SOLDE DES TRANSFERTS – MAGHREB CENTRAL  
millions \$US

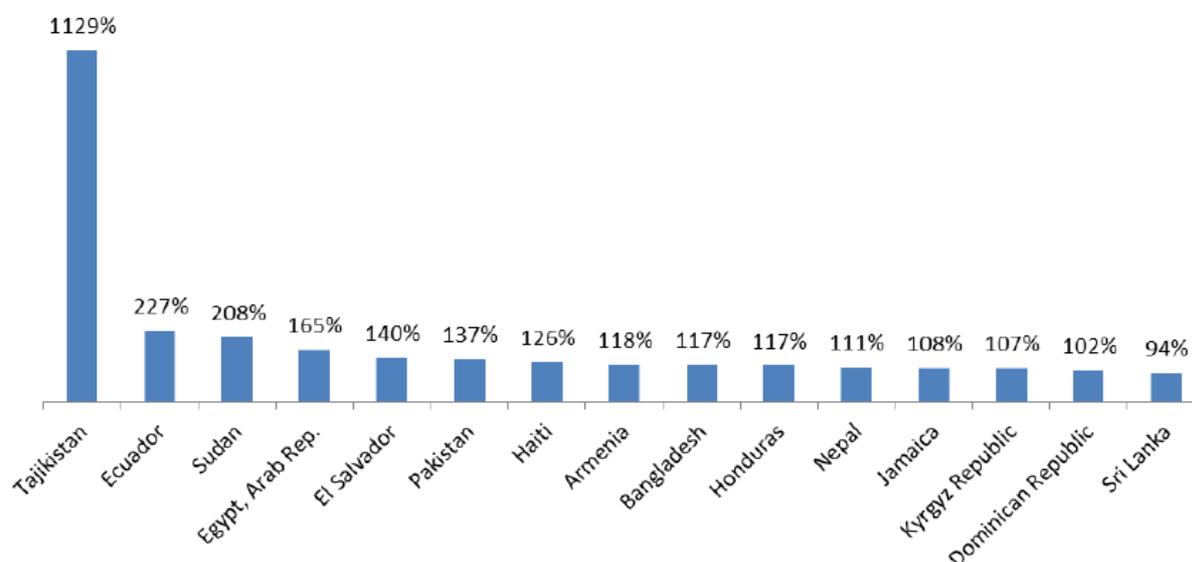
(Sources: BM, BAD, OCDE)

**Figure 10 : L'accroissement des flux des transferts de fonds ; tendances et perspectives**



Sources: World Development Indicators and World Bank Development Prospects Group

**Figure 11 : Les transferts de fonds dépassent les réserves de change dans plusieurs pays (%)**



Source: IMF, World Bank staff estimates

Ainsi, les transferts des migrants représentent en volume plus de deux fois les exportations de Cisjordanie et de Gaza, égalent celles du Cap-Vert et représentent plus de la moitié des exportations de d'Albanie, Ouganda, Bosnie-Herzégovine, Soudan et Jordanie.<sup>22</sup>

À la suite d'un affaiblissement de paiements de plusieurs marchés émergents, les transferts de fonds sont devenus une source de recettes en devises étrangères importante, surtout aux pays de l'Asie du Sud, comme l'Inde.<sup>23</sup>

En effet, la baisse des coûts de transferts d'argent effectués par les migrants depuis leur pays d'accueil vers leur pays d'origine par les intermédiaires financiers a incité beaucoup de migrants à utiliser ce moyen de transfert (canal formel) au détriment du canal informel, entraînant ainsi une augmentation des flux de transferts enregistrés, ce qui signifie que les montants des transferts de fonds réels n'ont pas augmenté ces dernières années et que cette augmentation se traduit par le passage des montants de transferts d'argent considérables du secteur informel vers le secteur formel. Cependant, la vague de migration ne cesse de s'accroître chaque année dans les pays du nord et provoque une augmentation des transferts de fonds réels. Par conséquent, les flux de transferts s'amplifient à la suite d'une conversion

<sup>22</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 152.

<sup>23</sup> The World Bank, Migration and Remittances, op. cit. p. 2.

de sommes importantes du circuit informel au circuit formel, et à l'intensification du phénomène migratoire.<sup>24</sup>

Ainsi, la hausse des fonds transférés s'explique par les crises ou les récessions économiques qui caractérisent les pays d'origine des migrants. *Rather* (2005) et *Giuliano* et *Ruiz-Arranz* (2009) ont conclu que les fonds transférés sont contra-cycliques et qu'ils sont fortement et négativement corrélés avec les mauvaises performances économiques qui caractérisent les pays bénéficiaires des transferts de fonds.<sup>25</sup>

### B- Existe-t-il une corrélation entre les transferts de fonds et les autres flux ?

*R. Chami et al.*, (2008) ont constaté que les flux des transferts de fonds apparaissent comme non corrélés avec les différents flux de la balance des paiements. A partir du tableau 1, le coefficient de corrélation (R) montre que les transferts de fonds sont :

- Faiblement et positivement corrélés avec les transferts officiels (+0.13) de 1970 à 2005 et (+0.06) de 1995 à 2005.

- Faiblement et négativement corrélés avec les flux de capitaux (-0,07 pour les flux de capitaux privés, -0,11 pour les flux de capitaux officiels), et ces résultats sont valables pour plus de la moitié des pays bénéficiaires des transferts de fonds pour la période d'étude de 1970 à 2005 et de 1995 à 2005.

**Tableau 4 : Corrélations entre les transferts de fonds et les autres flux**

	Correlation Coefficients Between Ratios to GDP of Workers' Remittances and		
	Official Transfers	Official Capital Flows	Private Capital Flows
Full sample period: 1970–2005			
Correlation over time—country averages	0.13	-0.11	-0.07
Percentage of countries with negative correlations	41	64	58
Number of countries	76	75	88
Recent period: 1995–2005			
Correlation over time—country averages	0.06	-0.07	-0.03
Percentage of countries with negative correlations	38	56	57
Number of countries	64	63	79

Sources: World Bank (2006), IMF (2006a, 2006b), and authors' calculations.

<sup>24</sup> Faini R., Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine, op. cit. pp. 168 et 169.

<sup>25</sup> Katibou A., Les migrations comoriennes en France, Recherches internationales, N° 90, 2011, p. 147.

De ce fait, les transferts de fonds ne sont pas corrélés avec les autres flux internationaux. Cependant, certaines études comme « *Giuliano et Ruiz-Arranz (2005), Lueth et Ruiz-Arranz (2006)* » ont conclu que les transferts de fonds ont tendance de se comporter de la même façon que les flux de capitaux d'investissement, et inversement avec les flux de capitaux privés.<sup>26</sup>

En outre, les flux d'investissement ont tendance à croître à travers le phénomène de migration. En effet, les migrants peuvent renseigner les natifs des opportunités d'investissement et les secteurs rentables dans leur pays d'origine. Ainsi, ils peuvent leur fournir des informations sur le climat des affaires, les lois et la manière de faire le business. Les pays d'origine peuvent redorer leur blason grâce à la main d'œuvre qualifiée qu'ils possèdent et aux compétences des migrants au travail dans les pays d'accueil. Cependant, *Docquier et Lodigiani (2006)* ont conclu que les émigrés qualifiés sont seuls capables de mener et concrétiser ces initiatives.<sup>27</sup>

Ainsi, les migrants contribuent au développement du commerce entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil dans le cas de la migration internationale, et aussi, entre différentes villes de leur pays d'origine dans le cas de la migration interne. *Gould (1994)* a conclu que les migrants aux États-Unis accroissent le commerce avec leur pays d'origine. Ainsi, *Javorcik, Özden et Spatareanu (2004)* ont trouvé qu'il y a une corrélation positive entre la migration d'un pays d'origine vers les États-Unis et les IDE des États-Unis vers ce pays. Cependant, *Kugler et Rapoport (2005)* ont démontré que les émigrés non qualifiés ne peuvent pas diriger les réseaux de commerce et d'investissement, donc ils ne peuvent pas avoir des effets positifs sur les IDE et le commerce. De ce fait, les émigrants qualifiés ont un impact positif sur l'accroissement du commerce et des IDE vers leur pays d'origine.<sup>28</sup>

## **1.2- Déterminants et motivations des transferts de fonds**

Cette sous-section a pour objectif de définir les facteurs qui déterminent les transferts de fonds des travailleurs migrants et le montant des transferts. Ainsi, les motifs qui poussent les migrants à effectuer ces transferts.

---

<sup>26</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. p. 17.

<sup>27</sup> Faini R., *Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine*, op. cit. p. 164.

<sup>28</sup> Schiff M., *Migration, investissement et commerce : substituts ou compléments ?* *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 2-2007, p. 25.

### 1.2.1- Les déterminants des transferts de fonds

Les études portant sur les facteurs influençant les transferts de fonds se divisent en deux types d'études. Les études macroéconomiques s'intéressent aux effets de l'évolution du nombre de migrants et des emplois qu'ils occupent dans leur pays d'accueil, de la situation économique et politique qui prévaut le pays d'origine et les circuits par lesquels les transferts de fonds sont effectués. Les travaux microéconomiques analysent les effets des transferts de fonds au niveau régional ou local. Cependant, il y a peu d'études qui s'intéressent à identifier les ménages dépendants des transferts de fonds, parmi ces études il y a celle de *Germenji et al.* (2001) qui ont travaillé sur les zones rurales albanaises.<sup>29</sup> Par ailleurs, ses études s'intéressent à trois facteurs pour expliquer les transferts de fonds :

#### A- Caractéristiques des migrants<sup>30</sup>

L'âge du migrant joue un rôle très important dans la prise de décision d'envoyer des fonds, plus le migrant est âgé plus il envoie des fonds en raison de sa responsabilité envers la famille restée au pays. Si le migrant a une femme et des enfants restés dans leur pays d'origine, la probabilité d'envoyer de l'argent est plus grande que s'il est célibataire ou âgé. Toutefois, la relation entre l'âge du migrant et la décision de transférer des fonds prend la forme d'un U inversé. Les transferts de fonds sont moins importants et réguliers lorsque le migrant est célibataire ou à la retraite, et l'inverse lorsque le migrant est marié avec femme et enfants restés au pays.

En plus de l'âge du migrant, il y a la localisation de sa famille qui influence la décision de transférer de l'argent. En effet, dans leur pays d'accueil, les migrants commencent à s'intégrer, apprennent la langue, et acquièrent de l'expérience et des compétences dans leur travail, qui leur permet de décrocher un meilleur poste et d'améliorer leurs salaires, augmentant ainsi la probabilité d'envoyer des fonds. Cependant, si le migrant compte s'installer définitivement dans son pays d'accueil et rapatrie sa famille en procédant au regroupement familial, la probabilité de transférer de l'argent vers son pays d'origine sera moindre, et même s'il continue de le faire, le montant sera modeste et moins régulier. À titre illustratif, *Gedeshi* (2002) a trouvé que 77 % des migrants albanais qui ont rapatrié leurs familles ne transfèrent pas de fonds.

---

<sup>29</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, Swiss forum for migration and population studies, Université de Neuchâtel, 2006, p. 30.

<sup>30</sup> Ibid., pp. 30-32.

Ainsi, le capital humain des migrants a un effet sur la probabilité d'envoyer de l'argent dans le pays d'origine. Les migrants bien instruits et formés ont plus de chance d'occuper des postes bien rémunérés, ce qui augmente la probabilité d'envoyer des fonds avec des montants plus importants. En outre, il se peut que le migrant envoie de l'argent non pas par obligation mais par reconnaissance envers ses parents qui ont déboursé de grosses sommes pour sa formation afin qu'il réussisse, ainsi les transferts opérés par le migrant sont comme une dette qu'il rembourse à ses parents.

Il y a aussi la situation du migrant et ses conditions de vie qui influencent sur la probabilité de transférer des fonds. *Balderas* (2003) a trouvé que les migrants mexicains en situation irrégulière aux États-Unis envoient plus d'argent que les migrants légaux. *Gedeshi* (2002) a trouvé les mêmes résultats démontrant que les migrants illégaux saisonniers envoient davantage d'argent que les migrants permanents qui investissent une partie de leur revenu dans leur l'intégration et améliorent leurs conditions de vie.

Une autre caractéristique influe sur la probabilité de transférer de l'argent, les femmes migrantes. Leur sentiment de responsabilité et sensibilité influe davantage sur la probabilité d'envoyer de l'argent que les hommes migrants qui veulent souvent réaliser leurs propres intérêts au détriment de leurs familles. En effet, si une famille espère bénéficier des fonds envoyés par ses membres vivant à l'étranger, et si parmi ces migrants il y a des femmes, alors la probabilité d'envoyer des fonds serait plus importante chez les femmes que chez les hommes. Cependant, *Sana* et *Massey* (2005) ont étudié un échantillon de quatre pays de l'Amérique Centrale et ont conclu que les hommes envoient plus d'argent que les femmes. Ainsi, *Gedeshi et al.* (2003) ont abouti aux mêmes résultats en Albanie.

### **B- Caractéristiques des ménages bénéficiaires<sup>31</sup>**

Selon la « Nouvelle Economie des Migrations », le projet migratoire est supposé s'inscrire dans une stratégie familiale plus large. La structure familiale ainsi que les caractéristiques socio-économiques du ménage bénéficiaire conditionnent donc fortement le flux des transferts de fonds (Wahba 1991).

#### **- Caractéristiques démographiques du ménage**

Les liens familiaux entre le migrant et le ménage (ascendance ou descendance directe) représente un facteur important qui augmente la probabilité de transférer de l'argent. Tandis

---

<sup>31</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 32–36.

que plus le nombre de générations s'accroît, plus les liens entre le migrant et sa famille se distendent entraînant un impact négatif sur la probabilité d'envoyer des fonds. *Itzigsohn* (1995) a conclu que la structure de la famille, le nombre de personnes qui constitue un ménage et l'âge du chef de ménage ont un impact sur la décision des migrants de transférer des fonds. Ainsi, il a constaté que les familles dirigées par des personnes âgées ont plus de chance de bénéficier des transferts de fonds que les familles récemment constituées, avec ou sans enfants en bas âge qui bénéficient de sommes modestes. *Germenji et al.* (2001) ont aussi conclu qu'en Albanie, les ménages dirigés par une personne âgée ont plus de chance de recevoir de l'argent que ceux dirigés par des jeunes en âge de travailler. En effet, les ménages dirigés par les parents et personnes âgées sont les plus bénéficiaires des transferts de fonds dans le cas où les migrants ont rapatrié leurs femmes et enfants dans leur pays d'accueil. Tandis que si les migrants laissent les femmes et les enfants dans leur pays d'origine, ces derniers bénéficient de montants plus importants que ceux destinés aux parents des migrants.

- Caractéristiques économiques du ménage

Les transferts de fonds effectués par les travailleurs migrants vers leur famille d'origine ont le plus souvent pour but de répondre à des insuffisances socioéconomiques. De ce fait, le revenu du ménage et sa situation financière jouent un rôle déterminant pour la réception de fonds. Ainsi, le niveau de formation et le nombre d'actifs au sein du ménage influent sur la probabilité d'envoyer de l'argent. En effet, les transferts de fonds sont négativement corrélés avec le nombre d'actifs et le revenu par tête au sein du ménage. *Itzigsohn* (1995) a constaté que si le chef de ménage ne travaille pas ou perçoit un salaire modeste, il a une forte probabilité de recevoir des fonds, ces fonds transférés représentent une proportion importante du revenu familial. Cependant, ces sommes importantes représentent un filet de sécurité pour les membres de ménage bénéficiaires et les incitent parfois à ne pas travailler. Par ailleurs, en Albanie, les transferts de fonds sont destinés à des ménages qui se situent au-dessus du seuil de pauvreté, ce qui laisse dire que les transferts de fonds ont permis aux ménages bénéficiaires d'améliorer leurs conditions financières et de sortir de la pauvreté. En outre, *Germenji et al.* (2001) ont conclu que les ménages bénéficiaires des transferts de fonds vivaient en dessous du seuil de pauvreté avant la réception de fonds. De ce fait, les transferts de fonds sont davantage destinés à des ménages pauvres.

Par ailleurs, *Lerch et Wanner* (2006) ont constaté que les aides sociales versées pour les personnes les plus démunies et les allocations aux chômeurs sont négativement corrélées avec

la probabilité de bénéficier des transferts de fonds, donc, les transferts sociaux ont un impact négatif sur la probabilité de recevoir de l'argent.

- Propriété terrienne du ménage

En effet, il existe une relation positive entre l'acquisition de terrains agricoles et la probabilité de transférer des fonds. La possession ou l'héritage des terres agricoles représente un facteur important qui influe positivement sur la décision d'envoyer de l'argent par les travailleurs migrants. *Lerch et Wanner* (2006) ont abouti aux mêmes résultats et ont conclu qu'après la privatisation des terres agricoles en Albanie, les transferts de fonds ont été davantage envoyés aux ménages propriétaires de terrains agricoles pour l'acquisition de matériels agricoles. Ainsi, *Germenji et al.* (2001) ont constaté que les propriétaires exploitants de terrains agricoles en Albanie bénéficient davantage des transferts de fonds. Cependant, les ménages propriétaires de terrains inexploitable ou restreints ont peu de chance d'investir dans l'agriculture, par conséquent, ils bénéficient moins de transferts de fonds.

**C- Caractéristiques des communautés et positionnement des ménages par rapport à celles-ci<sup>32</sup>**

*Lerch et Wanner* (2006) suggèrent que l'inégalité des revenus entre les ménages et la situation économique qui prévaut dans le pays d'origine sont aussi des facteurs qui peuvent influencer la décision des migrants d'envoyer des fonds. En effet, compte tenu de la variable spatiale, les transferts de fonds ont tendance à réduire l'inégalité des revenus de plusieurs pays d'origine. Grâce à la migration, plusieurs régions pauvres peuvent améliorer leur niveau de vie à travers les transferts de fonds et s'alignent au même niveau que celui des régions ou familles aisées à l'échelle régionale ou nationale. Les migrants issus de familles pauvres ont le sentiment et la responsabilité d'aider leurs familles restées au pays, ce qui augmente la probabilité d'envoyer de l'argent. En outre, le dynamisme de l'activité économique et les infrastructures qui caractérisent le pays d'origine influencent la probabilité de transférer de l'argent. A titre illustratif, *Sana et Massey* (2005) ont étudié un échantillon de pays de l'Amérique centrale et ont trouvé que dans les régions où les infrastructures publiques sont développées et l'activité économique est dynamique et diversifiée avec la présence de plusieurs entreprises, la probabilité d'envoyer des fonds par les migrants augmente considérablement. Ce résultat a été confirmé en Albanie par *Lerch et Wanner* (2006).

---

<sup>32</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 36 et 37.

Par ailleurs, dans leur étude, *Lerch et Wanner* (2006) supposent qu'il existe cinq facteurs qui influencent considérablement non seulement la probabilité de bénéficier des transferts de fonds, mais aussi, le montant de ces transferts. Les facteurs géographique, démographique, socioéconomique, intégration du comportement migratoire ainsi que les caractéristiques des migrants internationaux, tous dépendants les uns des autres, influencent la décision de transférer de l'argent.

Quant au facteur géographique, une région dynamique qui possède une activité économique concentrée a un double effet, d'une part elle attire les migrants à travers les emplois qu'elle offre et devient une destination privilégiée pour la migration, d'autre part elle influence positivement la probabilité de recevoir des fonds. En ce qui concerne les facteurs démographiques et socioéconomiques, les ménages de la classe moyenne ont une forte probabilité de recevoir des fonds, alors que les ménages les plus démunis n'ont pas d'aide externe et les ménages de la classe supérieure n'ont pas besoin d'un soutien financier ou sont rapatriées par leurs membres qui résident à l'étranger. Ainsi, l'acquisition de terres agricoles ou d'entreprises familiales accroissent la probabilité de bénéficier des transferts de fonds. Pour l'intégration des comportements migratoires du ménage, les ménages qui ont déménagé vers une région dynamique (migration interne) ont une probabilité plus importante de recevoir des fonds que les ménages qui n'ont pas migré. Ainsi, les familles qui ont des migrants internationaux temporaires ont davantage de chance de bénéficier des transferts de fonds que ceux qui ont des migrants internationaux permanents. Quant aux caractéristiques des anciens membres établis à l'étranger, les ménages qui comptent des migrants moyennement et hautement qualifiés ont davantage de chance de recevoir des fonds que les ménages qui comptent des migrants peu qualifiés.<sup>33</sup>

En effet, l'étude de *Lerch et Wanner* (2006) se base sur une enquête menée en Albanie en 2002, l'échantillon regroupe près de 3600 ménages albanais qui ont été interrogés sur leur situation socioéconomique et démographique, logement, santé, activités commerciales et agriculture. L'objectif de cette étude est de trouver les facteurs déterminant la réception des transferts de fonds. Ainsi, les facteurs influençant le montant des transferts de fonds.

- Facteurs déterminant la réception des transferts de fonds

Ils ont conclu que les régions de la côte, qui connaissent une forte croissance économique caractérisées par l'implantation d'un nombre important d'entreprises nationales et étrangères,

---

<sup>33</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 37–39.

et qui possèdent les infrastructures nécessaires ont une forte probabilité de bénéficier des transferts de fonds. Tandis que les régions rurales éloignées où les infrastructures sont presque inexistantes et les terres non exploitables pour l'agriculture ne bénéficient pas des transferts de fonds, malgré un nombre important de migrants issus de ces régions (INSTAT 2004a). De ce fait, les transferts de fonds sont davantage envoyés aux ménages résidant dans des régions dynamiques et à forte concentration contrairement aux régions pauvres et défavorisées.<sup>34</sup>

En effet, les ménages qui ont un membre qui vit à l'étranger ont une probabilité de bénéficier des transferts de fonds. Cependant, la probabilité est différente d'un ménage à l'autre selon la stratégie choisie par ce dernier et l'histoire de la migration au sein du ménage. *Lerch et Wanner* (2006) ont constaté que l'histoire migratoire influence considérablement la probabilité de recevoir de l'argent, plus la migration est ancienne au sein d'un ménage où dans une région particulière, plus la probabilité de bénéficier des transferts de fonds est élevée. En outre, les ménages qui ont procédé à des stratégies migratoires multiples ont plus de chance de bénéficier des transferts de fonds que les ménages ayant procédé à une seule stratégie migratoire (migration interne ou internationale). Ainsi, la probabilité de bénéficier des transferts lorsque la migration internationale est renforcée par une migration interne est plus élevée que celle de la migration temporaire interne ou internationale. *King et al.* (2003) ont constaté que les ménages comptant un migrant international ont plus de chance de mener une migration interne. Cette migration intervient à la suite du départ d'un membre de ménage à l'étranger, ce fait traduit la réussite de la migration internationale qui permet aux ménages bénéficiaires d'avoir les moyens financiers nécessaires pour procéder à une migration interne où l'activité économique est dynamique. En effet, les ménages qui ont procédé à une migration internationale multiple, temporaire et permanente ont la probabilité la plus élevée de bénéficier des transferts de fonds. De plus, lors de leur séjour à l'étranger, les migrants temporaires internationaux mettent une pression sociale sur les migrants permanents internationaux en les incitant à transférer de l'argent régulièrement, ce qui augmente leur probabilité de rapatrier de l'argent. Ainsi, les ménages qui comptent des migrants permanents internationaux ont une probabilité plus importante de bénéficier des transferts de fonds que les ménages qui comptent des migrants temporaires internationaux.<sup>35</sup>

*Lerch et Wanner* (2006) ont aussi trouvé que le type de ménage et le niveau d'études de ses membres influencent considérablement la probabilité d'envoyer de l'argent par les

---

<sup>34</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 70 et 71.

<sup>35</sup> Ibid., pp. 73 et 74.

travailleurs migrants. En effet, les ménages élargis et individuels ont une faible probabilité de bénéficier des transferts de fonds, mais ils sont plus avantageux que les ménages monoparentaux dirigés par une femme. Quant au niveau de formation des membres du ménage, les résultats montrent que ceux qui ont un faible niveau de formation (secondaire ou tertiaire) ont une probabilité élevée de bénéficier des transferts, contrairement aux ménages qui ont un niveau de formation supérieur mais à condition qu'ils occupent des postes bien rémunérés, car les résultats du modèle montrent que les ménages dont les membres sont inactifs ont davantage de chance de bénéficier des transferts de fonds, tandis que les ménages dont les membres sont actifs ont une faible probabilité de recevoir de l'argent. *Lerch et Wanner (2006)* justifient ce résultat en se référant aux résultats de l'étude de *Stark (1991)*, selon laquelle les transferts de fonds se substituent aux revenus des migrants perçus dans leur pays d'origine. Ainsi, la migration représente une exportation de main-d'œuvre vers l'étranger et les transferts de fonds effectués par les migrants vers leur pays d'origine sont leur rémunération.<sup>36</sup>

Par ailleurs, les ménages qui s'investissent dans des activités commerciales ou créent une entreprise familiale hors du secteur agricole ont moins de chance de bénéficier des transferts de fonds bien qu'un nombre important de migrants souhaite investir en Albanie. En ce qui concerne les caractéristiques migratoires spécifiques aux ménages, selon *Lerch et Wanner (2006)*, elle représente un facteur influant et décisif dans la réception des transferts de fonds. Le résultat du modèle révèle que la migration interne du ménage accroît la probabilité de recevoir de l'argent dans les régions rurales, tandis que si cette migration interne du ménage est accompagnée par une migration internationale de l'un de ses membres, la probabilité de bénéficier des transferts dans ces régions diminue.<sup>37</sup>

- Facteurs influençant le montant des transferts de fonds

Les résultats de l'étude indiquent que les ménages dont le chef est un homme âgé de moins de 60 ans bénéficient de montants plus importants que ceux dont le chef est une femme, cela est certainement dû à l'autorité et/ou à la pression que les hommes exercent sur leurs membres établis à l'étranger. Contrairement aux ménages dont le chef est âgé de plus de 60 ans, ils bénéficient de montants moins importants, car les migrants doivent aussi couvrir les besoins financiers de leurs petites familles. Ainsi, le pays d'accueil du migrant joue un rôle primordial dans l'importance des fonds transférés. Plus la distance entre le pays d'accueil et l'Albanie

---

<sup>36</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. p. 74.

<sup>37</sup> Ibid., pp. 74 et 75.

s'éloigne, plus les montants des fonds transférés aux ménages bénéficiaires s'accroissent. À titre indicatif, les migrants établis en Italie envoient des montants modestes par rapport à ceux établis aux USA et au Canada qui transfèrent des montants conséquents. De plus, ces migrants de l'outre-Atlantique sont hautement qualifiés et perçoivent des salaires importants ce qui leur permet de transférer des sommes considérables. En effet, *Lerch et Wanner* (2006) ont constaté que la sélectivité de la migration a un effet significatif sur le montant des fonds transférés aux pays d'origine. En outre, l'impact de la durée de migration sur le montant des transferts de fonds était non significatif dans le résultat du modèle. Cependant, les émigrants qui résident en Grèce ont tendance à envoyer des sommes moins conséquentes par rapport à ceux établis en Italie, pourtant plus proche de l'Albanie que de la Grèce, sans doute en raison des difficultés rencontrées par les émigrants établis en Grèce pour trouver un emploi, et en raison de leur salaire minimum. De plus, la majorité de ces émigrants résidant en Grèce de façon temporaire préfère rapatrier des fonds à son retour.<sup>38</sup>

*Keeley* (2009) a indiqué que le lieu de résidence de la famille nucléaire du migrant représente un facteur important qui influe considérablement sur l'importance du montant envoyé par le migrant vers son pays d'origine. Les migrants ayant procédé au regroupement familial envoient en général des montants moins importants que ceux qui ont émigré en laissant leur conjoint et enfants dans leur pays d'origine. Ainsi, les émigrés peu qualifiés qui sont issus en majorité de familles pauvres ont tendance à envoyer des montants conséquents par rapport aux émigrés moyennant ou hautement qualifiés soit parce qu'ils ont les moyens financiers nécessaires qui leur permettent de rapatrier leur famille, soit parce que leur famille n'a pas besoin d'aide financière.<sup>39</sup>

En outre, la durée de séjour du migrant dans le pays d'accueil représente un deuxième facteur qui influe sur le montant des transferts de fonds. Plus le séjour du migrant dure longtemps, plus la part de son revenu consacrée à sa famille diminue. De ce fait, le montant des transferts de fonds ne diminue pas en chiffres absolus, mais en proportion de son revenu qui a tendance à augmenter au fil du temps avec l'expérience et le savoir-faire que le migrant acquiert dans le pays d'accueil. Cependant, ce phénomène ne peut être observé qu'après un long séjour du migrant à l'étranger. Par ailleurs, *Keeley* (2009) a mentionné qu'il existe d'autres facteurs qui peuvent influencer sur les montants des transferts de fonds effectués par les migrants. À titre d'exemple, la stabilité politique et économique dans le pays d'origine et les

---

<sup>38</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 83 et 84.

<sup>39</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, OCDE, 2009, p. 137.

indicateurs macroéconomiques encouragent les migrants à transférer des montants conséquents (taux de change, taux d'épargne, le climat d'investissement, etc.). En effet, les transferts de fonds peuvent être modifiés en même temps par plusieurs facteurs dont les degrés peuvent baisser ou s'accroître au fil du temps.<sup>40</sup>

Du côté du pays d'accueil, les indicateurs macroéconomiques comme la taille de la diaspora africaine, le niveau de vie du pays d'accueil et le revenu perçu par les migrants, la durée de séjour des migrants à l'étranger ont une influence sur le niveau des flux opérés par les travailleurs migrants vers l'Afrique. Quant au pays d'origine, si les facteurs macroéconomiques comme le taux d'intérêt, le taux de change, l'inflation et le taux de rendement des actifs financiers sont favorables et attractifs, les migrants accroissent les montants des transferts de fonds et leur épargne dans leur pays d'origine.<sup>41</sup>

*Stark* (1991) « Il n'existe pas de théorie générale des transferts de fonds. Les travaux qui analysent ce phénomène apportent de précieuses données descriptives ainsi que des résultats de recherche empirique mais ils ne l'expliquent que partiellement et présentent un certain nombre de limites sur les plans géographique, socioculturel et temporel ».

En effet, le montant des flux de transferts de fonds effectués vers le pays d'origine se détermine par le type de migration (temporaire ou permanente), l'état civil du migrant (célibataire, marié avec ou sans enfants, personnes à charge), le rapatriement ou non de sa famille, et les liens qu'il garde avec elle. Ainsi, le montant des transferts se détermine également par le revenu que le migrant perçoit, ses dépenses dans le pays d'accueil et sa volonté de transférer ses économies à sa famille restée au pays.<sup>42</sup> De ce fait, il serait nécessaire de connaître les motivations qui incitent les émigrants à rapatrier une partie de leurs revenus dans leur pays d'origine.

---

<sup>40</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. pp. 139–141.

<sup>41</sup> Site : [www.performancesconsulting.com](http://www.performancesconsulting.com), consulté le 10.05.2016.

<sup>42</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 154 et 155.

### 1.2.2- Les motivations des transferts de fonds

Les ouvrages sur la question font la distinction entre l'altruisme pur, le simple intérêt personnel, les arrangements tacites avec la famille restée dans le pays natal, et les décisions de gestion de portefeuille.

#### A- Altruisme pur

Les ouvrages qui ont analysé les motivations des transferts de fonds qualifient d'altruisme, le fait que les migrants se soucient du bien-être de leurs familles restées dans le pays d'origine. En effet, le modèle altruiste considère que la satisfaction du migrant est liée au bien-être de sa famille laissé derrière lui. Ainsi, le modèle suppose que les montants des transferts sont positivement corrélés avec le revenu du migrant et négativement corrélés avec le revenu de la famille du migrant, c'est-à-dire que les transferts ont tendance à croître avec l'augmentation de revenu du migrant. Une fois que le revenu de sa famille s'améliore, le migrant envoie moins d'argent. Le modèle suppose également que les montants des transferts de fonds diminuent à long terme, car la durée de séjour du migrant dans le pays d'accueil dure longtemps et les liens entre sa famille et lui se distendent au fil du temps, surtout si le migrant compte s'installer définitivement dans le pays hôte et rapatrie sa famille nucléaire. Les résultats des travaux empiriques sur les émigrants résidant aux États-Unis montrent que les fonds transférés par les migrants sont motivés par l'altruisme. De plus, la probabilité d'envoyer de l'argent par des migrants avec enfants est moins importante que celle des migrants sans enfants, ce résultat est justifié par des motifs altruistes. Par ailleurs, *Lucas* et *Stark* (1985) ont mené une étude sur le Botswana et ont constaté qu'une augmentation de 1 % des revenus de leurs émigrés établis à l'étranger entraîne une augmentation entre 0.25 % et 0.73 % des montants des transferts de fonds. Cependant, quant à la relation entre les montants des transferts et le revenu des familles dans le pays d'origine, le résultat est non significatif. Ils ont conclu que l'altruisme n'était pas le seul facteur qui motive les émigrants à transférer de l'argent.<sup>43</sup>

---

<sup>43</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 156.

## **B- Simple intérêt personnel**

Le simple intérêt personnel est représenté par trois types de motifs différents, selon les motivations des migrants au moment de transférer des fonds à leurs familles. D'abord, il se peut qu'un migrant effectue des transferts afin de bénéficier de l'héritage familial. Ensuite, un migrant qui possède des biens dans son pays natal a intérêt à envoyer de l'argent à sa famille pour qu'elle s'en occupe à sa place. À titre d'exemple, *Lucas et Stark (1985)* ont confirmé ces résultats sur un échantillon de données du Kenya et du Botswana, sans savoir cependant si les migrants transfèrent de l'argent à leurs proches pour bénéficier de l'héritage plus tard, ou bien pour veiller sur leurs biens laissés dans le pays d'origine. Par ailleurs, à partir d'une enquête sur les migrants provenant des Iles Tonga et Samoa établis à Sydney, *Brown (1997)* a conclu que les migrants envoient de l'argent à leurs familles pour qu'elles prennent soin de leurs investissements et de leurs biens. Enfin, la migration temporaire du migrant l'incite à transférer de l'argent vers son pays d'origine pour l'achat ou la construction d'une maison, et/ou s'investir dans des actifs financiers et biens publics, ce qui lui permet d'avoir de l'influence politique et économique au sein de sa famille et communauté locale lors de son retour définitif dans son pays. Les travaux empiriques sur cette question ont confirmé ce résultat, tels ceux de *Glytsos (1988; 1997)* qui a observé que les migrants grecs qui résident en Allemagne ont l'intention de retourner au pays tandis que les migrants établis aux États-Unis et en Australie sont installés de manière définitive. Il a trouvé que les migrants établis en Allemagne envoient davantage de fonds. Ainsi, aux États-Unis, une augmentation de 1 % de la durée de migration implique une baisse de 2 % de la probabilité de transférer des fonds. De plus, les émigrés établis au Canada ne consacrent que 2 à 6 % de leurs revenus pour les transferts de fonds, une part très modeste par rapport à celle des transferts effectués par des migrants qui résident dans d'autres pays, qui s'explique par la nature de la migration permanente qui caractérise le Canada.<sup>44</sup>

## **C- Arrangements familiaux tacites : co-assurance et prêts<sup>45</sup>**

Les arrangements familiaux conclus entre les membres de mêmes ménages s'avèrent plus complexes mais plus équilibrés que les deux motifs cités ci-dessus considérés comme des motifs extrêmes. C'est dans cette logique que *Lukas et Stark (1985)* ont mis en place un modèle qui explique les motivations des transferts de fonds dénommé « altruisme tempéré »

---

<sup>44</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 156 et 157.

<sup>45</sup> Ibid., pp. 157 et 158.

ou « intérêt personnel bien compris ». Contrairement aux deux motifs précédents où la décision de transférer des fonds est unilatérale et uniquement prise par le migrant, dans ce modèle la décision est prise au sein de la famille. Ainsi, les transferts de fonds sont considérés comme un facteur endogène de la migration. Au sein de la famille, le choix des membres pour devenir un migrant fait partie d'une stratégie migratoire, et les transferts de fonds seraient le fruit de cette stratégie. En outre, l'arrangement entre les migrants et les membres de leur famille restés au pays est considéré comme une « convention de co-assurance implicite » ou un « accord de prêt familial implicite ». Dans les deux cas, l'accord conclu au sein du ménage protège les transferts de fonds de la rupture, soit par le biais du remboursement de la dette envers la famille, soit par les objectifs personnels que le migrant voudrait atteindre tels que l'intention d'hériter, l'investissement dans son pays d'origine, l'accumulation de capitaux nécessaires avant de rentrer définitivement dans son pays, ou pour s'assurer que sa famille prendra soin de ses biens.

En ce qui concerne le modèle de co-assurance implicite, il est réparti en deux phases. Dans la première phase, le modèle suppose que le migrant est l'assuré et sa famille prend le rôle de l'assureur dans la mesure où elle garantit le financement des coûts de la migration, sans elle le migrant ne pourrait pas couvrir la totalité des frais dû à la migration qui représentent une somme importante. Grâce à l'aide financière de la famille, le projet migratoire pourrait se réaliser et le risque dû à l'incertitude de ce projet serait atténué. Dans la deuxième phase, à partir du moment où le migrant s'installe dans le pays hôte et trouve un travail permanent avec un revenu élevé, les rôles s'inversent et il devient lui-même l'assureur. Sa famille bénéficiera des transferts de fonds, elle pourra donc améliorer sa consommation et/ou investir dans des projets risqués et rentables.

Par ailleurs, le modèle de prêt familial se compose de trois phases. Dans un premier temps, dès que le migrant trouve un travail stable dans le pays d'accueil, il commence à rembourser le crédit qui lui a été accordé pour financer les frais de son émigration, mais aussi le crédit obtenu par d'autres migrants pour payer ses études avant son émigration. Dans un second temps, les migrants financent les études des membres de leur famille restés au pays sous forme de crédit pour qu'ils finissent leurs études et soient prêts à émigrer. Cependant, durant cette phase, les transferts des travailleurs migrants pourraient baisser car ils ne sont pas tous obligés d'accorder des crédits à leurs membres de familles pour financer leurs études. Dans un troisième temps, avant leur retour définitif, les migrants transfèrent vers leurs pays d'origine le capital accumulé afin de se lancer dans des activités commerciales et couvrir les dépenses

courantes. Ainsi, dans cette phase le montant des transferts augmente. Ensuite, la nouvelle génération de migrants qui succède à celle qui retourne au pays natal rembourse ses crédits contractés par l'ancienne génération de migrants. Ce circuit permet de maintenir les montants des transferts de fonds à un niveau élevé et garantir leur continuité, et aussi les utiliser dans l'investissement de capital humain, contrairement au modèle de co-assurance ou celui de l'altruisme pur dont les transferts de fonds risquent de diminuer au fil du temps et sont consacrés à la consommation. À titre illustratif, une étude empirique portant sur l'exode rural au Botswana révèle que le niveau d'étude des migrants et celui de leurs membres restés au pays est positivement corrélé avec le montant des transferts de fonds, ce résultat renforce l'hypothèse des accords de prêt. Quant à la stabilité et la régularité des transferts de fonds, les résultats d'une étude sur le Royaume de Tonga et du Samoa occidental en confirment l'hypothèse. Cependant, il existe d'autres études qui rejettent cette hypothèse. Dans une enquête portant sur les migrants établis à Sydney, les résultats révèlent que les migrants n'ont pas l'intention de rembourser l'argent qui leur a été attribué par leurs familles afin de payer leurs études. Les résultats d'une enquête menée aux États-Unis sur les migrants de l'Amérique latine révèlent que le niveau d'étude du migrant influe négativement sur les transferts de fonds, et que chaque année d'étude supplémentaire réduit la probabilité de bénéficier des transferts de fonds de 7 %. Les résultats d'une étude sur des données de panel de plus de 30 pays en développement affirment ce comportement des migrants instruits vis-à-vis des transferts de fonds.

#### **D- Objectif d'épargne du migrant**

Les études théoriques qui ont abordé ce type de motivation ont défini un modèle à partir des hypothèses suivantes. Le migrant devrait accumuler un capital « objectif d'épargne » lors de son séjour dans son pays d'accueil avant de retourner définitivement au pays d'origine. Ainsi, il devrait transférer de l'argent à sa famille restée dans son pays. Le montant des transferts de fonds est fixé après négociation entre le migrant et sa famille. Dans cette perspective, les montants des transferts issus du revenu du migrants dont la famille souhaite bénéficier sont considérés comme « demande », et la capacité du migrant à transférer une partie de son revenu est considérée comme « offre ». Du côté du migrant, il doit minimiser au maximum ses dépenses quotidiennes dans son pays d'accueil pour pouvoir satisfaire la demande de sa famille (transferts de fonds réguliers) et faire des économies mensuelles afin d'atteindre son « objectif d'épargne ». Pour cela, il lui faudra un travail avec un revenu élevé et/ou augmenter le nombre d'heures de travail, et prolonger la durée de migration nécessaire

pour accomplir ses objectifs. Du côté de sa famille, le modèle suppose qu'elle souhaite percevoir un revenu (y compris les transferts de fonds) supérieur à celui de ses voisins pour justifier sa stratégie migratoire. À partir de ces hypothèses, le montant des transferts de fonds se détermine en fonction du revenu du migrant, du niveau de vie dans le pays d'accueil comme dans le pays d'origine et de la négociation du montant des transferts entre le migrant et sa famille. À ce sujet, les résultats des travaux empiriques sur les migrants grecs en Allemagne et les migrants de sept pays méditerranéens du sud de l'Europe ont confirmé cette hypothèse.<sup>46</sup>

En effet, les transferts de fonds sont positivement et significativement corrélés avec le niveau de vie dans le pays d'accueil et d'origine. Par ailleurs, d'autres travaux empiriques s'intéressent à la durée de migration qui permet d'atteindre les objectifs fixés. À titre d'exemple, *Galor et Stark* (1990) ont constaté que les migrants temporaires envoyaient davantage de fonds que les migrants permanents. *Merkle et Zimmermann* (1992) ont abouti au même résultat, plus la migration se prolonge, plus les liens entre les migrants et leurs familles se distendent et moins les migrants sont incités à envoyer de l'argent. Cependant, plus la durée de migration se prolonge, plus les migrants sont mieux rémunérés et peuvent transférer des sommes conséquentes à condition de le vouloir. En outre, *Lucas* (2004) a conclu que le montant des fonds transférés ne dépend pas de la nature de migration (temporaire ou permanente), qu'il existe une durée optimale de migration dans laquelle les transferts de fonds pourraient augmenter, mais qu'au-delà de cette période, au moment où les liens familiaux se distendent et le salaire du migrant augmente, les transferts ont tendance à diminuer.<sup>47</sup>

### **E- Décisions de gestion de portefeuille**

Les motivations des transferts de fonds présentés précédemment se caractérisent par l'endogénéité des transferts à la migration. Ainsi, ces motivations s'intéressent aux facteurs qui incitent les migrants à transférer de l'argent, ces transferts dépendant en grande partie des variables microéconomiques. Dans le motif « décisions de gestion de portefeuille », les transferts de fonds sont considérés comme un phénomène exogène à la migration et sont influencés par les facteurs macroéconomiques du pays d'accueil comme du pays d'origine, tels que le taux d'intérêt, le taux de change, l'inflation et le taux de rendement relatifs des

---

<sup>46</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 158 et 159.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 159.

différents actifs financiers et matériels.<sup>48</sup> En effet, si les facteurs macroéconomiques relatifs aux pays de départ sont favorables, le migrant pourrait transférer son capital qu'il a accumulé dans son pays d'accueil.<sup>49</sup> De ce fait, les transferts de fonds s'inscrivent dans une stratégie de gestion de portefeuille. Par ailleurs, contrairement aux facteurs microéconomiques qui affectent la décision de transférer des fonds sur le long terme, les incitations de gestion de portefeuille n'influent sur les transferts qu'à court terme. Cependant, les facteurs macroéconomiques dans les pays d'origine des migrants influent sur le canal par lequel les migrants envoient leur argent (canal formel ou informel).

En outre, l'épargne que le migrant peut générer, issue de son revenu, peut être investie dans son pays d'origine si le projet est rentable. Afin d'inciter les migrants à transférer leurs épargnes vers leurs pays d'origine, les responsables des pays de départ des migrants ont mis en place des facilités et des mesures d'incitation telles que les taux de change préférentiels, comptes de dépôt en devise avec des taux d'intérêts élevés. Ainsi, Glytsos (2001) a constaté que l'inflation dans le pays d'origine affecte négativement les transferts de fonds. À titre d'exemple, les transferts des migrants vers les Philippines ont baissé de façon spectaculaire après la crise financière qui secouait le pays à la fin des années 90, dû à l'incertitude et aux fluctuations économiques que connaissait le pays. Les résultats d'une étude empirique sur la Turquie montrent que les incitations faites par l'État n'ont pas eu de résultats significatifs sur l'accroissement des transferts de fonds. Le gouvernement de la Turquie a mis en œuvre pendant la période 1963-1982 des plans d'incitation afin d'attirer les transferts de fonds de travailleurs migrants, comme l'application de taux de change préférentiels et faciliter l'ouverture de comptes de dépôts en devise avec des taux d'intérêts intéressants, mais il s'est avéré que les transferts de fonds vers la Turquie dépendent de la stabilité politique et la sécurité plus que leur rendement économique et la situation économique du pays.<sup>50</sup>

*Sarr* (2009) a fait une étude empirique basée sur une enquête réalisée en France en 2007 sur les migrants sénégalais vivant dans des foyers des 11<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements de Paris, puis au Sénégal oriental avec des familles de migrants pour confirmer les résultats de l'enquête obtenus à Paris. L'objectif de cette étude est de connaître les raisons qui poussent les migrants sénégalais à transférer des fonds. Les résultats révèlent que les motivations de transferts sont multiples et variées. Les transferts peuvent être motivés par l'altruisme, la solidarité, la

---

<sup>48</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 159.

<sup>49</sup> Site : [www.Performancesconsulting.com](http://www.Performancesconsulting.com), consulté le 10.05.2016.

<sup>50</sup>Ibid., P.160.

volonté d'investir dans son pays après le retour du migrant, et les arrangements familiaux implicites.<sup>51</sup>

En France, les motifs qui incitent les travailleurs migrants africains à transférer des fonds vers l'Afrique diffèrent selon la région. *Mouloud et al*, (2010) ont constaté que les migrants en provenance d'Afrique Subsaharienne transfèrent plus de fonds que les migrants originaires du Maghreb. L'aspect « obligation de transférer » prend le pas sur les autres motifs au moment d'exécuter l'opération de transfert pour les migrants subsahariens. Ces transferts sont utilisés dans la consommation courante comme la santé, l'éducation et la nourriture. En outre, l'ancienne génération des migrants d'Afrique du Nord arrivée en France dans les années 1960-70 est celle qui transfère le plus, l'aspect « attachement au pays d'origine » prend le pas sur les autres motifs. Contrairement aux migrants de la nouvelle génération arrivés dans les années 1990 et 2000 qui envoient moins d'argent car ils sont mus par des sentiments répulsifs et peu attachés à leurs pays d'origine. Ce comportement pourrait provoquer un déclin des transferts de fonds futurs.<sup>52</sup>

À partir d'une enquête menée en Grande Bretagne sur les raisons qui poussent les émigrants à envoyer de l'argent, de nombreux migrants ont répondu : « Aider ma famille est pour moi un devoir social, culturel et moral », ce qui montre la pluralité des motivations au moment du transfert.<sup>53</sup> Il se peut que les transferts de fonds soient motivés par l'altruisme et la pression sociale. Ainsi, ils peuvent être motivés par l'intérêt personnel du migrant et les accords familiaux implicites. Cependant, l'un ou plusieurs de ces motifs peuvent être favorisés selon les circonstances.<sup>54</sup>

En conclusion, un transfert de fonds peut être motivé par un ou plusieurs motifs (altruisme pur, simple intérêt personnel, arrangements familiaux tacites, objectif d'épargne du migrant et décisions de gestion de portefeuille) au moment de son exécution. Chaque motif correspond à une part du montant de transfert de fonds et à la période d'exécution de ce transfert. Il se peut qu'un motif prenne le pas sur les autres pendant un certain temps ou pour une certaine

---

<sup>51</sup> Sarr P.A., Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, Migrations et développement, Paris, 2009, p. 22.

<sup>52</sup> Mouhoud E.M., Les effets des transferts des migrants sur la pauvreté et les inégalités : une revue de la littérature économique récente sur données microéconomiques, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, Research N° FEM33-22, Paris, 2013, p. 10.

<sup>53</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. p. 140.

<sup>54</sup> Site : [www.performancesconsulting.com](http://www.performancesconsulting.com), consulté le 10.05.2016.

catégorie de migrants, ce qui complique l'analyse des motivations des transferts de fonds et l'élaboration d'une théorie universelle.<sup>55</sup>

## Section 2 : Utilisations et effets des transferts de fonds

Cette section a pour objet, de présenter dans un premier temps, les utilisations des transferts de fonds. Dans un second temps, l'impact macroéconomique des transferts de fonds selon leurs utilisations.

### 2.1- Utilisations des transferts de fonds

Les utilisations des transferts de fonds peuvent se traduire soit comme consommation courante ou comme accumulation d'actifs. Ces deux utilisations des transferts privés ont des impacts économiques différents, et ils prennent aussi une place importante dans la littérature des transferts de fonds.

Plusieurs travaux ont abordé la question de l'utilisation finale des transferts de fonds. Ainsi, dans leurs études, *Oberai et Singh* (1980), *Durand* (1996). *Gilani, Khan et Iqbal* (1981) montrent que la majorité des fonds versés par les migrants vers les familles de leur pays d'origine sont dépensés sur la consommation, et le reste est dépensé sur l'investissement.<sup>56</sup> En 2004, le *Fonds d'investissement multilatéral de la Banque interaméricaine de développement* a réalisé une enquête sur cinq pays d'Amérique Latine. Selon les résultats de cette enquête, 60 à 80 pour cent des fonds transférés à ces pays sont consacrés à la consommation. En 2006, la *Banque Mondiale* a refait la même enquête, en élargissant l'échantillon de pays, et a abouti aux mêmes conclusions. *Sofranko et Idris* en 1999, ont fait une enquête sur des familles Pakistanaises, ils ont trouvé que ces familles dépensent la majorité des transferts privés versés par leurs membres de familles qui résident au Moyen-Orient, sur la consommation et très peu de ces transferts sont alloués aux investissements d'entreprises. *Lopez et Seligson* en 1991 ont fait une enquête au Salvador, selon leur échantillon, ils ont constaté que 40 pour cent des entrepreneurs qui reçoivent des fonds ne les emploient pas dans leurs activités et ils les dépensent sur la consommation.<sup>57</sup> D'autres chercheurs ont conclu que la proportion des transferts de fonds consacrée à la consommation est plus petite que la proportion du revenu

---

<sup>55</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 171.

<sup>56</sup> Site : <http://worldwidescience.org/www/result-list/fullRecord:oberai/preferredLanguage:en/>, consulté le 15.01.2014

<sup>57</sup> Chami R., *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. p. 28.

consacrée à la consommation. Ainsi en 2005, *Adams* a abouti à ce résultat en exploitant les données d'une enquête réalisée au Guatemala.<sup>58</sup>

Selon *Burki et Mordasini* (2009), les transferts de fonds des migrants sont utilisés dans la consommation courante afin de satisfaire les besoins nécessaires (nourriture, santé et éducation des enfants). Une fois arrivés à un niveau de consommation stable, les transferts sont utilisés dans des domaines divers (immobilier, épargne, investissement ou développement de petite entreprise familiale). De nombreux travaux empiriques corroborent ces résultats, à titre d'exemple, à partir d'un panel de données macroéconomiques des pays bénéficiaires des transferts de fonds, les ménages ayant un membre établi à l'étranger vivent dans des conditions meilleures que les familles sans migrants, aussi, ils ont des indicateurs de santé meilleurs, le taux de naissance est plus important, ainsi, le taux de réussite de leurs enfants à l'école est plus élevé. De plus, la proportion des transferts de migrants mexicains établis aux États-Unis consacrée à l'investissement et à la création de petites entreprises représente 20 % du montant total du capital investis dans les régions urbaines du Mexique.<sup>59</sup>

*Chami et Fullenkamp* (2013) décrivent les transferts de fonds comme une bénédiction pour les familles qui les reçoivent. Ainsi, ils sont une manne financière et un revenu supplémentaire par lequel les ménages bénéficiaires peuvent régler leurs dépenses quotidiennes (nourriture, vêtements, santé, logement et équipement électronique). De plus, ces fonds qui sont souvent transférés par montants de quelques centaines de dollars permettent à un nombre important de ménages bénéficiaires de sortir de la pauvreté et garantir un niveau de consommation élevé et stable surtout dans les périodes de récession économiques (*Chami, Hakura et Montiel*, 2012). En revanche, les résultats de plusieurs travaux montrent que les familles bénéficiaires de transferts ont tendance à travailler moins et à faire peu d'efforts, aussi, ils ont une probabilité plus élevée d'investir dans des projets à hauts risques qu'ils n'auraient pas entrepris s'ils n'avaient pas ce supplément de revenu.<sup>60</sup>

En effet, les transferts de fonds des travailleurs migrants ont un impact positif sur le lissage de la consommation et représentent un filet de sécurité pour les ménages bénéficiaires surtout en périodes de crises et de chocs adverses (*Lucas et Stark*, 1985). Cependant, ces transferts sont en grande majorité dépensés en bien de consommation tandis que les sommes allouées à

---

<sup>58</sup> Adams R., *The impact of international Migration and Remittances on Poverty*, Washington DC, 2005, p. 291.

<sup>59</sup> Burki O. et Mordasini M., *Envois de fonds par les émigrants : quel impact pour les pays pauvres ?* op. cit. p. 56.

<sup>60</sup> Chami R. et Fullenkamp C., *Au-delà de la famille*, op. cit. p. 48.

l'investissement et à l'épargne sont très modestes. À titre indicatif, en Afrique subsaharienne, 80 % des fonds transférés sont alloués à la consommation (*Maimbo et Ratha, 2005*). De plus, les résultats d'une étude de cas sur les Comores révèlent qu'il existe une relation positive entre les transferts de fonds et la consommation des ménages bénéficiaires. Aux Comores, même si les transferts de fonds ont permis de maintenir un niveau de consommation stable en période de récession de 1985-2005, ils n'avaient aucun effet sur l'investissement et l'épargne qui ont baissé énormément. Les résultats des travaux empiriques étudiant la relation entre les transferts de fonds des migrants comoriens et les principales variables macroéconomiques montrent que les transferts des migrants et la consommation des ménages bénéficiaires sont fortement et positivement corrélés ( $R=0,94$ ). Ainsi, les transferts des migrants comoriens sont négativement corrélés avec la balance commerciale ( $R=0,80$ ), la hausse des montants transférés par les migrants aggrave le déficit de la balance commerciale par l'augmentation de la demande de biens de consommation importés.<sup>61</sup>

Par ailleurs, les associations de migrants comoriens établies en France financent d'avantage des projets d'infrastructure dans leur pays d'origine (écoles, hôpitaux, assainissement de la ville, etc.), or les fonds destinés à l'investissement productif restent modestes. Ainsi, d'autres résultats de travaux empiriques sur le Mali et les Comores révèlent que la part des fonds transférés allouée à l'investissement ne dépasse pas les 10 % du montant total des transferts qui représente une très faible proportion (*Martin et al., 2002*). Au Ghana, la part des transferts consacrée aux investissements non productifs (achat de terrains, construction de maison) représente 30 % (*Schoorl et al., 2000*).<sup>62</sup>

À partir des données recueillies de la *Banque mondiale* (2004), 95 % des transferts de fonds des migrants comoriens vers leur famille restée au pays sont utilisés dans la consommation courante (nourriture, santé et scolarité des enfants). Ainsi, ils sont utilisés à des fins ostentatoires (célébration de mariages prestigieux et funérailles). Cependant, la part des transferts alloués à la production ne représente que 5 % du montant total des transferts. En outre, d'après les statistiques de la poste comorienne de 2009, les flux de transferts s'intensifient durant la période des mariages (de juin à septembre), ce qui confirme que les transferts sont dépensés en grande partie pour les mariages traditionnels qui sont coûteux. En plus de leurs utilisations à des fins non productives, les transferts des migrants comoriens

---

<sup>61</sup> Rocher E. et Pelletier A., Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ? op. cit. p. 30.

<sup>62</sup> Ibid., p. 31.

provoquent un « effet boomerang » sur l'économie du pays. Par conséquent, le déficit commercial ne cesse de se creuser, il a atteint 33,5 millions d'euros. Ainsi, les ménages bénéficiaires des transferts deviennent dépendants de leurs enfants établis à l'étranger, ces apports financiers rendent les ménages rentiers et ils consomment plus qu'ils ne produisent. À titre illustratif, en 2005 la demande intérieure des comoriens s'élevait à 125 % du PIB (*Imanie*, 2008). De plus, en 2007, les importations des Comores ont atteint 78 millions d'euros contre seulement 10 millions d'euros pour les exportations (*Banque centrale des Comores*, 2007).<sup>63</sup>

En Albanie, contrairement aux ménages bénéficiaires des transferts qui ne se lancent pas dans des activités productives, les anciens migrants ayant accumulé un capital durant leur séjour à l'étranger l'utilisent pour créer une entreprise après leur retour au pays natal. En effet, *Kule et al.* (2002) ont constaté l'absence d'un dynamisme entrepreneurial au sein des familles bénéficiaires des transferts de fonds. Ainsi, *Labrianidis et Hatziprokopiou* (2005) ont abouti aux mêmes résultats, ils ont trouvé que les ménages bénéficiaires utilisent les transferts de fonds dans les dépenses quotidiennes (maison, santé et bien-être), tandis que les anciens migrants retournés au pays utilisent d'avantage leur capital accumulé dans la création d'entreprise.<sup>64</sup>

*Sander et Barro* (2004) ont mené une enquête au Sénégal sur les ménages bénéficiaires des transferts, ils ont trouvé que la consommation courante occupe une proportion importante de l'ensemble des utilisations des transferts de fonds (75%), l'épargne et l'investissement représentent 10% et 8% respectivement. *Ndione et Lalou* (2005) ont analysé les transferts de fonds dans trois villes sénégalaises (Dakar, Touba et Kaolack). 30% des ménages enquêtés reçoivent régulièrement les transferts de fonds. Ils ont conclu que les transferts sont utilisés dans une grande partie pour couvrir les dépenses quotidiennes du ménage (nourriture, santé, maison, vêtements, cérémonies et fêtes et scolarité des enfants).<sup>65</sup>

*Bahani et Hanchane* (2013) Plusieurs études empiriques ont été réalisées sur l'utilisation des transferts de fonds des migrants. *Keely et Saket* (1984) ont fait une étude sur la Jordanie et ils ont constaté que les transferts vers ce pays ont un effet remarquable sur les dépenses des ménages bénéficiaires en matière de nourriture, logement, santé, vêtements et scolarisation

---

<sup>63</sup> Katibou A., Les migrations comoriennes en France, op. cit. pp. 149 et 150.

<sup>64</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 74 et 75.

<sup>65</sup> Ndione B., Migration au Sénégal, Transferts de fonds et de compétences des émigrés : enjeux socioéconomiques et stratégies politiques au Sénégal, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, 2009, pp. 17 et 18.

des enfants. Ainsi, ils ont conclu que les ménages avec migrants dépensent plus que les ménages avec migrants de retour, ces derniers dépensent aussi, plus que les ménages sans migrants. Cependant le montant alloué à l'investissement est très modeste. En revanche, certains chercheurs pensent que les montants alloués à l'investissement sont sous-déclarés. En outre, *Taylor et al.* (1996b) ont constaté dans leur étude sur l'utilisation des transferts des migrants que la plus grande partie des transferts est allouée à la consommation quotidienne, or que l'investissement n'en bénéficie qu'une petite partie.<sup>66</sup>

Par ailleurs, d'autres études empiriques portant sur de nombreux pays révèlent des résultats différents sur la manière d'utiliser les transferts. À titre d'exemple, en Europe, *Glytsos* (1993) a trouvé que les ménages grecs bénéficiaires de transferts dépensent la majorité de ces transferts pour la consommation courante, puis pour le logement, et le reste est investis. *Castaldo et Reilly* (2007) ont trouvé que les fonds transférés par les migrants albanais sont majoritairement utilisés dans la consommation durable (logement et électroménager) et que peu sont alloués à la consommation courante (nourriture et santé). En Serbie, *Seco* (2007), les montants alloués à la scolarisation et soin de santé des ménages recevant des transferts sont très modérés, de plus, les montants investis sont quasiment nuls. Cependant, les dépenses récurrentes et de première nécessité bénéficient le plus de ces transferts. En effet, ces auteurs ajoutent que les transferts influent sur les comportements de consommation des familles recevant des transferts de fonds, qui se différencient de ceux des familles sans migrants.<sup>67</sup>

En outre, en Asie l'utilisation des transferts se différencie de celle en Europe. *De Bruyn et Kuddus* (2005) à partir d'une enquête menée au Bangladesh, les ménages avec migrants partagent les fonds transférés entre les dépenses quotidiennes telles que la nourriture, l'éducation, les soins de bases, mais aussi l'investissement et l'épargne qui substitue la sécurité sociale pour les personnes âgées. *Paris et al.* (2009) ont réalisé une étude sur les pays de l'Asie du sud, ils ont abouti aux mêmes résultats. Ils ont conclu que les transferts de fonds améliorent la consommation courante des ménages bénéficiaires, mais aussi, accroissent l'investissement dans l'agriculture et la culture du riz.<sup>68</sup>

En Afrique, la majorité des ménages avec migrants affecte près de 70% des transferts reçus en biens de consommation quotidienne, ces transferts permettent d'améliorer leurs conditions

---

<sup>66</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 70.

<sup>67</sup> Ibid., pp. 70 et 71.

<sup>68</sup> Ibid., pp. 70 et 71.

de vie. Ainsi, une autre part est consacrée à la santé, la scolarité des enfants et en biens de consommations durables (télévisions, voitures, achats de logements et terrains). Le reste est alloué à l'épargne. *De Haas* (2006) a étudié le comportement de consommation des ménages marocains ayant des membres établis à l'étranger. Il a trouvé que les ménages bénéficiaires affectent fonds transférés en biens de consommation durable (logement). Ainsi, ces ménages investissent dans l'agriculture et la création de petites entreprises plus que les ménages sans migrants.<sup>69</sup>

En Amérique latine, *Amuedo-Dorantes et al.* (2005) ont exploité une enquête réalisée au Mexique auprès des migrants de retour entre la période 1982 – 2002, ils ont constaté que les familles bénéficiaires affectent les transferts de fonds sur la nourriture, les dépenses de soins et le logement. Ainsi, *Airola* (2007) a conclu que les ménages mexicains recevant des transferts de fonds utilisent une grande part de ces transferts dans l'achat de maison, soins de santé et en biens de consommation durable, et une petite part pour la nourriture. *Cerrutti et Parrado* (2007) ont étudié le couloir migratoire entre le Paraguay et l'Argentine et les fonds transférés entre ces deux pays, ils ont constaté que les transferts sont utilisés dans les dépenses de consommation courante, santé et scolarisation des enfants, et peu investis dans des activités productives.<sup>70</sup>

*Bouoiyour et Miftah* (2009) ont étudié les transferts de fonds des migrants sur un village marocain (Souss-Massa-Draa), 598 ménages ont été interrogés lors de l'enquête. Les auteurs ont trouvé que les dépenses de consommation quotidienne prennent une part considérable du montant total des fonds transférés. Ainsi, l'éducation des enfants bénéficie de montants conséquents et plus importants que ceux consacrés à l'achat de terres agricoles. Ce résultat était surprenant pour les auteurs qui s'attendaient à ce que l'exploitation des terres agricoles soit plus importante que la scolarisation des enfants pour les migrants. Selon eux, l'altruisme joue un rôle important qui fait que les transferts sont davantage dépensés pour l'éducation des enfants, sachant que les ménages bénéficiaires des transferts vivent dans des zones rurales où l'agriculture est le métier le plus rentable.<sup>71</sup>

---

<sup>69</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 71.

<sup>70</sup> Ibid., p. 71.

<sup>71</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Education, Genre et Transferts de fonds des migrants : quelles interactions dans le Maroc rural ? Les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 182 et 183.

Par ailleurs, au Sénégal la quasi-totalité des transferts de migrants est consacrée à l'éducation et la santé, le reste est alloué au financement des projets d'infrastructure (hôpitaux, écoles, éclairage de la ville etc.). En effet, les transferts servent à couvrir les besoins primaires de la famille restée au pays, aider les parents, payer les frais liés aux études des enfants, couvrir les dépenses de soins. De plus, les transferts de fonds représentent une garantie pour les ménages les plus démunis, notamment dans les périodes de sécheresse où ces ménages ne pourraient pas nourrir leurs membres s'ils ne bénéficiaient pas des transferts de fonds (*Sar*, 2009). En outre, *Guilmoto* et *Sandron* trouvent qu'au sein des pays pauvres, les transferts de fonds substituent le régime de sécurité sociale qui est faible ou parfois inexistant, et peuvent aussi servir à financer des infrastructures médicales et à améliorer l'état sanitaire des ménages. Ces auteurs constatent que les transferts ont également un effet positif sur l'éducation des enfants, ils servent à couvrir les frais divers liés aux études (scolarité, transport, manuels etc.) surtout pour les familles qui n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour régler ces dépenses.<sup>72</sup>

*Sar* (2009) dans son enquête il interroge un migrant sénégalais qui déclare : « J'envoie régulièrement de l'argent à ma mère pour qu'elle paye l'école de mes sœurs, mais aussi pour qu'elle porte de beaux habits, mange bien avec toute la famille. J'envoie aussi chaque moi environ 100€ à ma mère pour qu'elle les épargne dans le but de préparer mon mariage l'année prochaine. Il faut environ 5 000 € pour payer la dot et organiser la fête ». À partir de l'enquête réalisée par *Sar* en 2009, il trouve que les transferts de fonds effectués par les migrants sénégalais représentent des sommes considérables pour les ménages bénéficiaires, sans ses transferts, les ménages auraient du mal à s'en sortir.<sup>73</sup>

Toujours d'après l'enquête de *Sar* (2009), les migrants sénégalais résidants à Paris déclarent avoir deux motifs principaux pour lesquels ils envoient de l'argent. Le premier est l'éducation de leurs enfants. Le système éducatif sénégalais est parmi les meilleurs en Afrique de l'Ouest, pourtant les migrants préfèrent inscrire leurs enfants dans des écoles privées qui coûtent chères pour avoir un bon niveau d'étude, pensant que les écoles publiques souffrent de nombreux problèmes (qualité d'étude, surnombre des élèves, grève etc.). Le deuxième motif concerne les dépenses pour les soins courants qui occupent une proportion importante

---

<sup>72</sup> Sarr P.A., Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, Migrations et développement, op. cit. p. 24.

<sup>73</sup> Ibid., p. 24.

du montant des transferts de fonds. L'éducation et la santé des familles restées aux pays sont une priorité pour les migrants sénégalais.<sup>74</sup>

Cependant, la nouvelle génération des migrants sénégalais s'intéresse plus à l'investissement dans des activités génératrices de revenus à travers la création de petites et moyennes entreprises productives et commerciales. Ces nouveaux migrants se lancent dans l'entrepreneuriat en créant des PME dans leurs pays d'origine, une partie des revenus résultants de leur activité sert à couvrir les besoins de leurs familles, ce qui permet aux migrants d'employer les fonds transférés, en plus de leur épargne, dans des investissements productifs et d'abandonner la méthode classique des envois de fonds qui, à la base, étaient destinés aux familles de migrants pour améliorer leur bien-être et leurs conditions de vie. En effet, cette nouvelle stratégie entreprise par les migrants sénégalais a permis à la fois l'accroissement de revenus des migrants par le biais de la création de nombreuses entreprises, et aussi, l'entretien de la famille restée au pays. Ainsi, cette stratégie permet aux migrants de préparer leur retour au pays après avoir développé leur business. La majorité des migrants de retour interrogés dans l'enquête déclarent avoir un commerce au pays (commerce de détail ou de gros).<sup>75</sup>

*Keekey* (2009) les utilisations des transferts de fonds sont multiples, et diffèrent d'une famille à l'autre, et d'un pays à l'autre selon les besoins. Toutefois, quels que soient ces besoins, une partie importante du montant des transferts est généralement allouée aux dépenses quotidiennes (nourriture, santé, vêtements et éducations). Ainsi, ils sont alloués aux dépenses de consommation durable (achat ou construction de maison, terres, électroménager, mais aussi, pour couvrir les dépenses de fêtes religieuses, obsèques et mariages. D'autres familles les dépensent à des fins ostentatoires et importent des produits de luxe de l'étranger. Cette manne en devises qui vient de l'étranger peut ressortir du pays.<sup>76</sup>

En effet, la partie des fonds transférés consacrée à l'investissement reste modeste. Cependant, il y a des régions où les migrants s'intéressent plus à l'investissement collectif et au développement durable. À titre d'exemple, la diaspora de l'Etat mexicain du Zacatecas installée aux États-Unis a créé dans les années 60 des associations qui s'appellent « Hometown associations » dans le but d'aider les migrants issus de leur ville natale quand ils sont dans le besoin, et couvrir les dépenses pour les soins d'un membre quand il tombe

---

<sup>74</sup> Sarr P.A., Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, Migrations et développement, op. cit. p. 25.

<sup>75</sup> Ibid., p. 25.

<sup>76</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. pp. 145 et 146.

malade. Ainsi, ils s'occupent du transfert des dépouilles des migrants, qui meurent aux États-Unis, vers leur ville d'origine. Cette solidarité des migrants mexicains a grandi, ils ont commencé à financer des projets au Mexique comme la réhabilitation des anciennes infrastructures et places publiques, ce qui a attiré l'attention de leur gouvernement. Ce dernier annonce par la suite un programme qui s'appelle « deux pour un » où, pour chaque dollar envoyé par les associations de la diaspora, l'Etat fédéral du Zacatecas rajoute un dollar pour financer des projets publics. Ensuite, l'Etat mexicain a mis en place un programme qui s'appelle « trois pour un » sur tout le territoire du Mexique où, pour chaque dollar envoyé par les associations, l'Etat rajoute deux dollars. Cet argent sert à financer les infrastructures, l'approvisionnement en eau potable, l'électricité, la construction d'hôpitaux et d'écoles, et également les bourses d'études. De ce fait, l'utilisation des transferts de fonds ne se limite pas uniquement à aider financièrement les familles ayant des migrants. En effet, ces programmes initiés par l'Etat en partenariat avec les diasporas ont permis la réalisation de plusieurs projets pour l'intérêt et le développement du pays.<sup>77</sup>

D'après l'étude menée par *Sarr* au Sénégal en 2009, les migrants sénégalais peuvent transférer leur argent par l'intermédiaire des associations de migrants sénégalais vivant à l'étranger, ces derniers s'occupent de toutes les transactions financières vers leur pays d'origine et garantissent l'envoi des fonds transférés jusqu'aux familles récipiendaires, plus précisément aux zones rurales où les institutions financières n'existent pas et où les réseaux de migrants sont le seul moyen pour le faire. Ces associations s'occupent également des transferts de migrants collectifs qui servent à financer des projets de construction d'écoles, hôpitaux et l'approvisionnement en eau potable dans les régions rurales et éloignées. Ces transferts de fonds collectifs sont utilisés pour financer des projets au bénéfice de toute la communauté, contrairement aux transferts de fonds individuels considérés comme une aide financière destinée uniquement aux ménages ayant des migrants. Ainsi, les transferts des migrants sont majoritairement dépensés pour la consommation. Toutefois, la nouvelle génération de migrants investit plus dans des activités productives et commerciales. Cependant, ce sont les migrants aisés issus des zones urbaines du Sénégal (Dakar, Louga, Touba, etc.) qui investissent plus que les migrants les plus démunis issus des zones éloignées.<sup>78</sup>

---

<sup>77</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. p. 146.

<sup>78</sup> Sarr P.A., Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, Migrations et développement, op. cit. p. 18.

Deux études ont marqué la littérature sur cette question. La première étude est celle de *Taylor*, sur la base d'une enquête au Mexique en 1992, sur 55 familles qui occupent le secteur agricole (élevage du bovin). L'auteur montre que la part des transferts de fonds employée par les familles bénéficiaires dans cette activité a contribué énormément à l'augmentation des exploitations de bovin. Cependant, *Taylor* a mentionné que l'élevage du bovin dans ce village est le métier le plus bénéfique car il est la source de leur richesse. L'autre élément figurant dans la spécificité économétrique de *Taylor* est le capital humain représenté par l'éducation qui n'a pas bénéficié des transferts privés. Il explique ce résultat en mentionnant les caractéristiques de la région qui n'accordent aucune importance à l'éducation. La seconde étude est celle réalisée par *Woodruff* et *Zenteno* en 2001, sur la base de données d'une enquête réalisée au Mexique afin d'explorer la relation entre la migration et l'investissement. Ces auteurs ont mis en évidence l'existence d'une corrélation positive entre la migration et l'investissement. Ainsi, selon leurs résultats, plus le taux de migration augmente, plus les ménages investissent les fonds reçus dans la création de petites entreprises. Cependant, *Woodruff* et *Zenteno* ont inclus le montant des « actifs accumulés » dans les transferts privés. Ainsi, ils n'ont pas expliqué comment ces fonds reçus contribuent au financement des entreprises.<sup>79</sup>

*Ould Aoudia* (2007) considère que les transferts effectués par les migrants sont des pratiques sociales, et que leurs utilisations par les familles ou communautés bénéficiaires dépendent des besoins de ces derniers. De ce fait, la diversité des pratiques sociales se traduit par différents types de transfert. D'une part les transferts de fonds individuels destinés aux familles de migrants restés dans le pays d'origine dans le but d'améliorer leurs conditions de vie, et qui sont considéré comme une couverture sociale pour les ménages récipiendaires dans des pays où le régime de sécurité sociale est faible. Ainsi, les transferts des migrants individuels consacrés à leurs projets et investissements personnels dans le pays d'origine (commerce, services, entreprises ou activités productives). D'autre part, les transferts de fonds collectifs effectués par la diaspora dans le but de réaliser des projets collectifs dans leur ville d'origine, comme la mise en œuvre ou la modernisation des infrastructures telles que l'assainissement de la ville, construction d'hôpitaux ou écoles, mais aussi la réalisation de projets économiques.<sup>80</sup>

---

<sup>79</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. p. 29.

<sup>80</sup> Ould Aoudia J., « Immigration, développement et arbitrages entre politiques. Commentaires », *Revue d'économie et du développement*, Vol. 15, 2-2007, pp. 147 et 148.

Les transferts de fonds des migrants ont pour objet l'amélioration du bien-être de la famille du migrant, C'est-à-dire soutenir la consommation et/ou augmenter la richesse de la famille. En effet, les utilisations finales des transferts de fonds sont considérées comme des transferts compensatoires, c'est-à-dire leur but est de compenser les mauvaises conditions associées à des niveaux de consommation déprimée, et/ou de compenser les mauvaises conditions économiques par l'investissement en capital productif, car l'allocation des transferts de fonds dépend de l'ensemble des besoins et des opportunités disponibles de chaque famille. Les études théoriques et empiriques des déterminants des transferts de fonds décrivent une interaction complexe entre les migrants et les membres de familles qui ne s'inscrivent pas dans une théorie unique.<sup>81</sup>

En conclusion, le rôle important de l'altruisme joue dans la littérature théorique, la preuve empirique de la nature compensatoire des transferts, et la prédominance de la consommation dans les utilisations finales des fonds reçus, tous indiquent que les transferts de fonds tentent de compenser l'économie récipiendaire de la mauvaise performance économique.

## **2.2- Effets et répercussions des transferts de fonds sur la croissance économique des pays d'origine**

L'impact des transferts de fonds sur la croissance économique des pays d'origine des migrants fait l'objet de très nombreux ouvrages et débats scientifiques entre les chercheurs. Les résultats des études théoriques portant sur cette question sont divers voire mitigés et ne permettent pas de faire une généralisation. Dans ce qui suit, une présentation des résultats des études analyse l'impact des transferts sur les variables motrices de la croissance (investissement, IDE, capital physique et humain, etc.). En effet, il existe trois visions différentes sur cette question. La première vision comprend les chercheurs qui défendent l'idée de l'impact positif des transferts sur la croissance économique, la deuxième vision est celle de l'impact négatif des transferts, la troisième est celle des défenseurs de l'impact positif conditionnel.

### **2.2.1- Effets positifs**

*Dayton-Johnson* et *Xenogiani* (2007) constatent que les impacts des transferts de fonds sur les économies des pays bénéficiaires sont hétérogènes. Ainsi, les différents modes de

---

<sup>81</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. pp. 29 et 30.

transferts effectués par les migrants pourraient certainement consolider cette hétérogénéité. À titre explicatif, les transferts individuels motivés par l'altruisme servant à garantir les besoins nécessaires des familles bénéficiaires n'auront pas les mêmes impacts des transferts individuels destinés à financer des investissements comme la création de petites entreprises, commerce ou logement, et dont les impacts sur l'économie du pays est plus visible. Les transferts individuels n'auront pas les mêmes impacts que ceux destinés à financer des projets d'investissements collectifs, bien plus visible et efficace, mais moins courants que les autres modes de transferts.<sup>82</sup>

En effet, dans le pays d'origine, la situation économique qui prévaut le pays et les politiques publiques entreprises par ses dirigeants influent sur les transferts de fonds. Ces transferts étant des flux privés entre les ménages, les politiques publiques ne peuvent pas déterminer leur utilisation comme les autres flux de la balance des paiements, mais elles peuvent les encourager à travers la réduction des coûts des transferts et la création, ou l'amélioration des institutions financières dans les zones isolées. Ainsi, co-financer les investissements collectifs entrepris par les migrants afin d'attirer plus de transferts vers le pays.<sup>83</sup>

Par ailleurs, en plus des transferts alloués à l'investissement productif, les transferts alloués à l'éducation, santé et construction de maisons ont eux aussi des effets sur la croissance des économies bénéficiaires à long terme (*Banque mondiale*, 2006). Cependant, *Chami, Fullenkamp, Jahjah*, (2005) et *Giuliano, Ruiz Arranz* (2003) dans leurs travaux n'ont pas trouvé une relation stable et claire entre les transferts de travailleurs migrants et le développement à long terme. En revanche, ils ont abouti aux mêmes résultats quant à l'effet stabilisateur des transferts sur la croissance des économies bénéficiaires et leur effet sur la réduction des chocs et de la volatilité. Ainsi, les transferts de fonds s'accroissent lorsque le pays d'origine passe par une mauvaise situation économique, surtout quand cette situation engendre des pertes de revenus. De ce fait, les flux de transferts tentent de compenser les faibles performances économiques du pays d'origine. *Chami et al.* (2008) confirment ces

---

<sup>82</sup> Dayton-Johnson J. et Xenogiani T., « Immigration, développement et arbitrages entre politiques. », *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 2-2007, p. 111.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 112.

résultats. Ils ont conclu que les fonds transférés réduisent la volatilité du PIB des pays bénéficiaires des transferts.<sup>84</sup>

*Faini (2007)*, dans la littérature traditionnelle sur les transferts de fonds, l'utilisation des transferts prend un rôle important pour déterminer leur impact sur la croissance économique. Les chercheurs s'intéressent à l'allocation des fonds transférés, qui sont majoritairement dépensés sur la consommation et à des fins ostentatoires et qu'une fraction plus réduite est épargnée ou investie. Malgré cela, les sommes importantes consacrées à la consommation permettent aux ménages bénéficiaires d'améliorer leur condition de vie et leur bien-être qui est après tout l'objectif de toutes politiques de développement. En outre, la nouvelle littérature sur les migrations et transferts de fonds s'intéresse plus à l'importance du rôle que les transferts pourraient jouer au sein des marchés de crédit et de l'assurance. Les transferts peuvent alléger les contraintes d'accès aux marchés de crédit. Ainsi, dans le cas où un ménage souhaite entreprendre un projet et qu'il n'a pas accès au marché de crédit pour le financer, il peut compter sur les membres de sa famille établis à l'étranger. Ces derniers lui garantiront des transferts réguliers de sorte qu'il pourra financer son projet d'investissement. De plus, dans le cas où les marchés d'assurance sont inefficaces, un ménage ne peut pas se lancer dans un projet dont la prise de risque est importante malgré sa rentabilité. Or, si ce ménage a un membre de sa famille à l'étranger, il peut espérer recevoir des transferts réguliers et entreprendre un projet. De ce fait, si les transferts des migrants sont destinés à financer des projets d'investissements, ils influent positivement sur la croissance économique.<sup>85</sup>

*Mvogo (2013)* dans son étude sur l'impact des transferts de fonds des migrants sur le taux de chômage a observé deux variables économiques (consommation et investissement) qui sont considérés comme des canaux de transmission à travers lesquels les transferts de fonds influent sur le chômage. La migration des personnes actives conduit à l'augmentation des flux de transferts qui vont accroître le revenu des familles restées au pays, ce qui entraîne une augmentation de la consommation. En effet, la hausse de consommation pourrait avoir des effets positifs sur la croissance à condition que les dépenses soient davantage axées sur les produits locaux. Selon la *Banque Mondiale (2006)* les transferts de fonds améliorent la consommation des ménages et permettent de stabiliser les économies des pays bénéficiaires. Ainsi, *Adams (2003)* trouve que la hausse de la consommation des ménages due aux transferts

---

<sup>84</sup> Rocher E. et Pelletier A., Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ?, op. cit. p. 31.

<sup>85</sup> Faini R., Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine, op. cit. p. 175.

de fonds implique un accroissement de l'investissement afin de satisfaire la demande du marché local.<sup>86</sup>

Les transferts de fonds accroissent l'investissement et la production locale des pays récipiendaires. De plus, ils contribuent au financement des projets d'investissements - qui pourraient être abandonnés dans le cas où ils ne bénéficieraient pas des transferts réguliers – dans un environnement économique qui comporte des distorsions et imperfections des marchés de crédit. *Drinkwater et al.* (2006) ont abouti aux mêmes résultats en analysant l'impact des flux de transferts sur l'investissement dans 20 pays bénéficiaires des transferts de fonds. Ils ont conclu que les transferts effectués par les migrants permettent d'assouplir les contraintes de crédit et stimuler l'investissement. Ainsi, *Woodruff* (2007) confirme le rôle que peuvent jouer, au sein des pays d'origine, les transferts dans l'investissement, le financement des PME et l'atténuation du chômage. Dans la même optique, *Glytsos* (1993) montre que les transferts des migrants grecs contribuent énormément à la création et le financement des entreprises, à dynamiser le secteur privé et réduire le taux de chômage. En outre, l'investissement des fonds transférés comprend aussi le financement du secteur agricole dans les zones rurales. *Rwelamid et Kirsten* (2003) ont conclu que les transferts financiers ont des effets considérables et positifs, en particulier dans les zones rurales sur le taux de chômage, et aussi dans l'investissement agricole.<sup>87</sup>

En effet, plusieurs chercheurs révèlent que les transferts de fonds contribuent au développement des économies de pays récipiendaires, et ce, quelle que soit leur utilisation (consommation, épargne ou investissement). Pour les partisans de cette vision, les flux de transferts de fonds influent positivement sur la croissance économique, car ils font partie du capital physique. Ce groupe de chercheurs se divise en deux parties quant à la manière d'influer sur la croissance économique qui pourrait se produire par l'effet multiplicateur des transferts ou bien le canal indirect de l'investissement. Les transferts impactent positivement la croissance par le biais d'effet multiplicateur. À titre explicatif, chaque migradollar dépensé en bien de consommation influe sur le commerce de détail à travers l'accroissement de la demande nationale qui, à son tour, accroît la production nationale. Dans son étude, *Ratha* (2003) a mesuré l'effet des transferts de migrants mexicains sur la production de leur pays d'origine, il a trouvé que chaque migradollar dépensé dans des zones urbaines accroît le PNB

---

<sup>86</sup> Mvogo G.P., Effet des transferts des fonds des migrants sur le taux de chômage dans la zone CEMAC, Colloque international de Paris-Est Créteil, Paris, 2013, p. 4.

<sup>87</sup> Ibid., p. 5.

de 2,69 dollars, et dépensé dans des zones rurales, il l'augmente de 3,17 dollars. Ces résultats montrent que les flux de transferts provenant de l'étranger exercent des effets positifs sur la production nationale, en particulier dans les régions qui manquent de ressources où l'effet serait plus important. Par ailleurs, les transferts de fonds peuvent influencer sur la croissance par le canal indirect de l'investissement, ce qui veut dire que les fonds transférés augmenteraient l'investissement national, ce qui aurait des effets positifs sur la croissance. Sur la base des données de panel de 11 pays, *Léon-Ledesma* et *Piracha* (2001) ont analysé l'effet des fonds transférés par les migrants sur l'investissement dans les pays d'origine. Ils ont constaté que les transferts accroissent le niveau d'investissement dans les pays bénéficiaires. *Diaz* (2007) a abouti au même résultat en exploitant une base de données des pays bénéficiaires de transferts. Il a conclu que les transferts de fonds influent positivement sur la croissance des économies bénéficiaires par le biais de l'investissement, cependant l'effet reste très modeste.<sup>88</sup>

*Keeley* (2009) illustre comment les transferts de fonds effectués par les migrants vers leurs pays d'origine pourraient contribuer au développement économique à travers leur effet multiplicateur : Un ménage bénéficiaire des transferts de fonds souhaitant construire une maison fait appel à un entrepreneur qui va embaucher des personnes pour réaliser les travaux. Le fournisseur de matériaux de construction voyant son activité en hausse, doit lui aussi embaucher de nouvelles personnes et acquérir des ordinateurs pour gérer son activité, comme le vendeur d'informatique qui voit à son tour son business en hausse et doit commander plus d'ordinateurs, et ainsi de suite. L'effet multiplicateur des transferts de migrants a attiré l'attention de plusieurs chercheurs qu'ils se sont intéressés à le calculer. À titre d'exemple, l'étude de *Ratha* (2003) au Mexique. Ainsi, *Keeley* (2009) rajoute que les transferts de fonds représentent une source de devises importantes et ont des répercussions positives sur la balance des paiements en réduisant son déficit dans les pays pauvres bénéficiaires des transferts.<sup>89</sup>

*Lerch* et *Wanner* (2006) constatent que les transferts financiers ont des effets positifs importants sur le court terme, ils servent à réduire le déficit de la balance des paiements et le financement des importations. Ainsi, les prêts bancaires accordés pour financer les investissements sont positivement corrélés avec l'épargne des transferts. Ainsi, cette manne financière qui entre dans le pays permet d'améliorer les conditions de vie des ménages. Tout

---

<sup>88</sup> Nicole A.A., Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise, « Ministère de la prospective, du développement, de l'évaluation des politiques publiques et de la coordination de l'action gouvernementale », Bénin, 2010, pp. 14 et 15.

<sup>89</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. p. 147.

cela permet aux pays d'origine des migrants d'accélérer leur développement économique. Cependant, d'autres chercheurs révèlent que deux tiers des transferts reçus sont dépensés en biens non productifs (achat et construction de maisons, santé, nourriture et éducation). En effet, ces dépenses ne sont pas considérées comme productives, mais elles améliorent les conditions de vie des ménages et contribuent à la formation du capital humain, ce qui pourrait être un catalyseur du développement à long terme. En outre, les dépenses considérées non productives peuvent avoir des effets positifs sur le développement par l'effet multiplicateur des transferts comme le montrent plusieurs études sur le Mexique (chaque Dollars dépensé au pays accroît l'activité économique de 1,85 Dollars). Mais, plusieurs études révèlent que l'effet multiplicateur des transferts sur le développement diffère selon les régions et le nombre d'habitants. L'effet sera plus important dans un environnement économique possédant les infrastructures nécessaires. Ainsi, plus une région est peuplée, plus l'effet multiplicateur est important.<sup>90</sup>

Plusieurs chercheurs (*OCDE*, 2006) ont constaté que l'utilisation des transferts de fonds détermine l'impact de ces fonds sur la croissance économique des pays bénéficiaires. C'est pour cette raison que de nombreux travaux étudient les utilisations des transferts qui peuvent aller de la consommation courante jusqu'à l'investissement productif. Quant aux investissements productifs des transferts, leurs effets positifs influent de manière directe sur la croissance et l'emploi. Ainsi, plusieurs chercheurs ont également conclu que même l'utilisation des transferts dans la consommation et la construction de maisons influe positivement sur le développement de manière indirecte par le biais de l'effet multiplicateur. À titre illustratif, dans les années 70, les fonds transférés vers la Grèce ont produit un effet multiplicateur estimé à 1.77 sur la production brute, ce qui représente une proportion conséquente du taux de croissance du PIB. De plus, les transferts des migrants contribuaient à l'accroissement du taux d'emploi dans le secteur du BTP et de l'industrie. Ainsi, la part des transferts injectée dans l'investissement représente 8 % du capital investi dans le pays. Dans la même optique, les transferts affectés à la consommation, l'investissement et le logement produisent un effet multiplicateur de 1.8, 1.9 et 2 respectivement.<sup>91</sup>

Par ailleurs, les transferts de fonds des travailleurs migrants se distinguent des investissements directs étrangers dans la mesure où ces derniers sont destinés exclusivement à l'investissement, contrairement aux transferts de fonds qui sont souvent dépensés davantage

---

<sup>90</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 16-18.

<sup>91</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 166-168.

dans la consommation. Dans cette optique, *Boukha-Hassane* (2010) tire trois remarques. Premièrement, les transferts de fonds améliorent le revenu national et permettent aux ménages restés au pays de couvrir leurs besoins de base essentiels, ce qui rentre dans l'objectif de toute politique de développement. Deuxièmement, les transferts destinés à la consommation exercent des effets importants sur le développement économique par leur effet multiplicateur. En Algérie, d'après les données du CNES, chaque euro provenant d'un transfert dépensé par le ménage bénéficiaire accroît le revenu national de plus d'un euro à travers l'effet multiplicateur généré par ce transfert. Toutefois, dans d'autres pays exportateurs de main d'œuvre, le coefficient de l'effet multiplicateur est important, comme dans le cas du Mexique où ce coefficient est égal à trois. Le CNES explique ce résultat par la hausse de la facture d'importation en Algérie qui fait qu'une partie des transferts ressort rapidement du pays. Troisièmement, les transferts destinés à la consommation influent sur le marché du travail. Ils accroissent le revenu des ménages, ce qui leur permet de financer les études de leurs enfants au lieu de les faire travailler pour se nourrir, ce qui laisse la place aux jeunes en âge de travailler.<sup>92</sup>

Dans la même optique, *El Mouhoub* (2009) trouve que les ménages bénéficiaires des transferts financiers ont les moyens nécessaires pour payer les études de leurs enfants qui ont une forte probabilité de poursuivre leurs études supérieures, et n'ont plus besoin d'aller travailler, ce qui pourrait avoir des effets positifs à long terme sur la croissance économique via le capital humain. Au Pakistan par exemple, les enfants de ménages ayant un membre établi à l'étranger ont plus de chance d'aller à l'école. De plus, les transferts représentent une source de devises importantes et un soutien au financement des investissements. Toutefois, *El Mouhoub* (2009) suggère que dans le cas où les transferts permettent d'atténuer la volatilité et les chocs macroéconomiques dans les pays bénéficiaires et de compenser les pertes, leur impact serait comme un mécanisme de stabilisateur de la croissance et ne pourrait déclencher une croissance nette.<sup>93</sup>

En outre, une des caractéristiques des transferts de fonds, est qu'ils sont contracycliques, ils augmentent en cas de récession économique en empêchant la demande intérieure de baisser. Ainsi, d'un point de vue macroéconomique, les transferts représentent des sommes

---

<sup>92</sup> Boukha-Hassane R., « Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie », Cahiers des migrations internationales n°102, Bureau international du travail, Genève, pp. 27 et 28.

<sup>93</sup> El mouhoub M., Migrations internationales et mondialisation : paradoxes et impasses politiques, Discriminations et technicisation des rapports sociaux, Revue plurielle N°251, 2009, p. 50.

importantes de devises qui contribuent à l'atténuation du déficit de la balance des paiements, l'amélioration du revenu national, mais aussi à financer l'importation des facteurs de productions rares qui affectent le développement des économies bénéficiaires des flux de transferts. *Sarr* (2009) souligne l'importance des transferts dans la réduction du déficit de la balance des paiements, leur contribution au financement des projets d'infrastructures, certains secteurs ont également bénéficié des transferts comme les TIC, tourisme et transports en commun. Toutefois, leur effet sur l'activité économique dépend de la manière dont ces fonds sont utilisés, car les effets sont différents sur la production, l'inflation et les importations. Par ailleurs, *Sarr* (2009) suggère que l'impact des transferts sur le développement en général ne se limite pas uniquement sur le canal direct qui est l'aspect économique, car il existe d'autres facteurs qui touchent indirectement le développement des pays bénéficiaires tels que la transmission du savoir-faire par les migrants vivants dans les pays développés, le rôle que jouent les migrants qualifiés en fournissant les natifs qui veulent investir dans les pays d'origine des migrants par des informations utiles sur le climat d'affaires et les secteurs rentables, ce qui leur permet de surmonter les obstacles d'informations, et les IDE devraient augmenter vers ces pays.<sup>94</sup>

Dans la même optique, *Ben Mim et Mabrouk* (2011) corroborent les résultats de *Sarr* (2009) on se basant sur des résultats de modèles théoriques travaillant sur cette question. L'étude de *Dos Santos* (2003) montre que les anciens migrants transmettent leurs savoir-faire et compétences acquis à l'étranger aux ménages restés aux pays. Ainsi, en Inde, *Kapur et McHale* (2003) ont trouvé que les migrants indiens qualifiés jouent un rôle important dans le développement du secteur des TIC et l'accroissement des IDE vers leur pays. Quant aux migrants de retour, ils se lancent dans le commerce et les investissements en se servant de leurs expériences acquises à l'étranger. En Egypte, les migrants qualifiés de retour possèdent plus de connaissances technologiques que les ménages qui n'ont pas migré, ces anciens migrants se lancent généralement dans l'entrepreneuriat. De ce fait, les migrants contribuent à l'amélioration du capital humain dans leurs pays d'origine, et aussi à l'accumulation du capital physique via les transferts de fonds. Ces transferts permettent de débloquer plusieurs projets d'investissements qui manquaient de financement suffisant. En effet, le couple migration-transferts de fonds accroît le ratio d'accumulation de capital physique et humain, réduit la volatilité macroéconomique et la prime de risque, ce qui attire les IDE et favorise la

---

<sup>94</sup> Sarr P.A., Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, Migrations et développement, op. cit. pp. 23 et 24.

croissance économique. Ces résultats laissent penser que la migration et les IDE sont complémentaires contrairement aux modèles du commerce qui suggèrent qu'ils se substituent.<sup>95</sup>

### 2.2.2- Effets négatifs

L'impact des transferts de travailleurs migrants dépend de la manière dont ces transferts sont utilisés. Contrairement aux IDE qui sont destinés à l'investissement, les transferts de fonds sont majoritairement dépensés en biens de consommation et achat ou construction de maisons. Dans ce cas, les transferts n'exercent aucun effet positif sur la croissance économique des pays d'origine des migrants.<sup>96</sup> *Chami et Fullenkamp (2013)* estiment que les résultats des études portant sur l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique ne sont pas clairs et nets, car les résultats dépendent de la manière d'utiliser ces fonds par les bénéficiaires. Toutefois, l'Etat lui aussi bénéficie de cette manne financière et pourrait s'en servir davantage pour la croissance du pays. L'étude d'*Abdih, Chami et al. (2012)* a montré que l'Etat bénéficie des transferts de fonds qui sont destinés à la consommation de biens locaux ou importés, et qui contribuent à l'accroissement de l'assiette fiscale à travers la TVA et les droits d'importation, ce qui permet à l'Etat de réduire les impôts et/ou d'augmenter les dépenses publiques. De ce fait, l'impact des transferts dépend de leurs utilisations par les ménages bénéficiaires, et aussi par l'Etat qui bénéficie d'un niveau d'endettement plus élevé afin de financer ses investissements. En effet, le *FMI* et la *Banque Mondiale (2009)* ont constaté que les transferts des migrants peuvent assurer un niveau d'endettement plus important aux pays bénéficiaires que si ces pays n'avaient pas bénéficié des transferts, et favorisent le financement des investissements et le développement économique.<sup>97</sup>

Cependant, d'autres études estiment que les transferts de fonds n'exercent aucun effet positif sur la croissance économique et pourraient aggraver la situation. À titre illustratif, l'étude menée par *Abdih, Barajas et al. (2012)* révèle que les transferts de fonds permettent à l'Etat d'avoir plus de ressource à travers l'assiette fiscale, et de redistribuer ces ressources aux gens qui sont au pouvoir et favorisent la corruption au sein des institutions étatiques. Ainsi, les transferts de fonds peuvent provoquer un problème d'aléa moral et un manque

---

<sup>95</sup> Ben Mim S. et Mabrouk F., Transferts des migrants et croissance économique : quels canaux de transmission ? Cahiers du GRETHA N°28, Université de Montesquieu Bordeaux, 2011, pp. 5-7.

<sup>96</sup> Boukllia-Hassane R., « Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie », op. cit. p. 28.

<sup>97</sup> Chami R. et Fullenkamp C., Au-delà de la famille, op. cit. pp. 48 et 49.

d'implication par le gouvernement. De ce fait, les flux des transferts dont l'Etat bénéficie ne pourraient déclencher une véritable croissance économique, ni financer des investissements productifs. Toutefois, ces résultats ne peuvent être généralisables, et les impacts des transferts varient selon la nature du pays et la manière dont cet argent est dépensé.<sup>98</sup>

*Nwajiaku, Profos et al.* (2014) supposent que les transferts sont dépensés davantage dans la consommation, et rendent les ménages bénéficiaires toujours dépendants. D'autres études ont constaté que les transferts sont dépensés davantage dans la scolarisation des enfants, ou que le secteur de la santé en bénéficie le plus, ou encore qu'ils accroissent le niveau d'investissement. Toutefois, le *FMI* a révélé qu'il existe deux phénomènes qui pourraient compromettre le processus des transferts dans l'accroissement de la croissance économique. Le syndrome hollandais : exprimant la hausse des flux d'argent suivie par la baisse des activités productives et agricoles. Dans le cas des envois d'argent, les flux des transferts conséquents entrant dans le pays entraînent une appréciation de sa monnaie par rapport aux monnaies étrangères, et, dans cette situation, les exportations coûtent plus chères et perdent leur compétitivité. Ainsi, pour les producteurs et agriculteurs, se lancer dans l'importation serait plus bénéfique que de rester dans le secteur manufacturier et agricole qui perd sa place face aux produits importés qui coûtent moins chers. Pour la balance commerciale, les répercussions seraient négatives voire néfastes avec l'accroissement des importations et la baisse des exportations. Le deuxième phénomène est l'aléa moral : les transferts permanents permettent aux ménages bénéficiaires de combler le manque en ressources financières, ce qui leur permet de vivre avec le moindre effort. De ce fait, l'offre de main d'œuvre baisse dans le marché du travail. Cette situation corrobore l'hypothèse que les fonds transférés ne sont pas investis dans des activités productives.<sup>99</sup>

*Faini* (2007) corrobore les résultats de la littérature traditionnelle des transferts de fonds qui suggère que les transferts sont dépensés en grande partie dans la consommation ostentatoire. Ainsi, selon lui, l'idée que les transferts aient des effets positifs sur la croissance quelles que soient leurs utilisations n'est que très rarement développée par les études microéconomiques les plus approfondies. En effet, dans son analyse théorique, *Faini* (2007) s'inspire de l'étude de *Chami et al.* (2003) qui, dans leur modèle, trouvent que les flux massifs des transferts entraînent une baisse du secteur manufacturier, mais aussi que le phénomène de

---

<sup>98</sup> Chami R. et Fullenkamp C., Au-delà de la famille, op. cit. p. 49.

<sup>99</sup> Nwajiaku K. et al, Quel rôle pour les envois de fonds de l'étranger dans le cadre de l'après 2015 ? Mobiliser les ressources au service du développement durable, Coopération pour le développement, OCDE, 2015, pp. 139 et 140.

l'aléa moral prend place au sein des familles des migrants et serait plus important dans un environnement qui comporte des distorsions. Les résultats de leur modèle viennent contredire ceux de la nouvelle théorie des migrations qui suggère que les transferts de fonds stimulent la croissance des pays récipiendaires, et que les effets sont plus importants avec l'existence de distorsions économiques.<sup>100</sup>

En effet, *Burki et Mordasini* (2009) constatent que si les transferts de fonds avaient de tels impacts bénéfiques pour les économies des pays d'origine des migrants, le phénomène de la migration n'aurait pas à se propager et cesserait au sein des pays pauvres. De plus, dans les pays où les transferts occupent une proportion importante de leur PNB, leur secteur manufacturier risque de perdre sa compétitivité internationale résultant de l'évolution du taux de change de leurs monnaies comme c'était le cas en Moldavie, Salvador et Kenya.<sup>101</sup>

*Nicole et Medenou* (2010) : « les effets des transferts sur la croissance seraient plutôt négatifs à cause des effets pervers qu'ils engendrent et dont les coûts sont plus importants que les bénéfiques qu'ils peuvent engendrer ». Ces auteurs abordent ces effets négatifs qui sont :

- Dans le cas où les transferts entraînent une demande supérieure à l'offre de biens locaux, et plus particulièrement des biens non marchands, le taux d'inflation augmente de façon drastique. A titre d'exemple, *Adams* (1991) dans son étude sur l'Égypte a trouvé que les transferts de fonds ont conduit à une augmentation de 600 % des prix des terrains agricoles dans les années 1980.
- La demande de produits importés et de luxe augmente, conduit à la cherté de la vie et à la baisse du pouvoir d'achat.
- L'effet du syndrome hollandais qui pourrait émerger par l'appréciation du taux de change réel de monnaies nationales des pays bénéficiaires pourrait donner des répercussions négatives sur la production nationale et la croissance.
- Les familles des migrants deviennent dépendantes des transferts de fonds au lieu de travailler, incitant les jeunes actifs à migrer et conduisant à une baisse de l'offre de travail. Cette dépendance vis-à-vis des transferts traduit le phénomène de l'aléa moral qui caractérise les familles des migrants qui veulent gagner leur vie sans effort.<sup>102</sup>

---

<sup>100</sup> Faini R., Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine, op. cit. p. 175.

<sup>101</sup> Burki O. et Mordasini M., Envois de fonds par les émigrants : quel impact pour les pays pauvres ? op. cit. p. 57.

<sup>102</sup> Nicole A.A., Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise, op. cit. pp. 15 et 16.

*Keeley* (2009) constate également que les transferts rendent les ménages dépendants des fonds, sans qu'ils cherchent à trouver un emploi stable, ni prennent des risques à entreprendre des projets, créant un aléa moral au sein des familles des migrants. De plus, les transferts peuvent avoir d'autres effets défavorables pour les économies des pays bénéficiaires par l'évolution du taux de change de la monnaie. Dans cette optique, les produits exportés deviennent chers et perdent leur compétitivité sur les marchés internationaux, mais aussi la détérioration du secteur manufacturier, conduisant à une crise d'emploi dans ces pays. Cette situation économique est connue par l'effet du syndrome hollandais. Toutefois, ce constat ne peut être généralisable et diffère selon les pays et les politiques économiques entreprises.<sup>103</sup>

Par ailleurs, les transferts des migrants conduisent à l'augmentation de la demande face à l'offre entraînant un effet inflationniste. Ainsi, la demande accrue de biens de luxe et de prestige importés aggrave le déficit des paiements. Ainsi, de tels flux importants qui rentrent dans le pays pourraient retarder le gouvernement à restructurer et appliquer de saines politiques afin de relancer la croissance du pays.<sup>104</sup> L'*OCDE* (2006) a également constaté que si les transferts de fonds entraînent une demande nationale supérieure à la capacité de l'offre d'une économie, et que cette demande concerne des biens non marchands, il pourrait y avoir des effets néfastes sur l'inflation. Toutefois, si cette demande concerne des biens marchands, les transferts peuvent provoquer une appréciation du taux de change réel, et, par la suite, les entreprises nationales perdront leur compétitivité sur les marchés étrangers et locaux, car les importations deviennent moins chères que les exportations. Ceci mène les producteurs à abandonner le secteur manufacturier et agricole (secteur des biens marchands) et à aller vers le secteur des biens non marchands, ce qui entraîne une détérioration du secteur productif et de la balance des paiements, et donc une hausse du taux de chômage. Ces résultats corroborent ceux des travaux empiriques étudiant cette question comme le cas de l'Égypte, du Portugal et de la Turquie. Toutefois, l'effet des transferts reste marginal, ceci peut être justifié par le fait que les importations induites par les transferts servent à acquérir des biens d'équipement peu coûteux, améliorent la productivité nationale et la rendent plus compétitive.<sup>105</sup>

*El Mouhoub* (2009) a conclu que les transferts de fonds sont une source de vulnérabilité, ils ont des répercussions négatives sur la composition de la production et les prix de biens

---

<sup>103</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. pp. 147 et 148.

<sup>104</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. p. 16.

<sup>105</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 168-170.

échangeables et non échangeables. Ainsi, d'un point de vue microéconomique, les transferts sont considérés comme une source de dépendance, et créent parfois des tensions entre les familles sans migrants et les familles avec migrants. Ces dernières sont connues pour leurs consommations ostentatoires et leurs efforts limités dans leur travail.<sup>106</sup> Ainsi, *Sarr* (2009) au Sénégal a conclu que les transferts entraînent un comportement rentier chez les familles bénéficiaires, les membres de familles des migrants restés aux pays ne veulent plus travailler, ils attendent les fonds transférés pour les dépenser dans des consommations ostentatoires et acheter des produits de luxe importés de l'étranger, et les jeunes sénégalais actifs veulent quitter le pays et rejoindre les migrants, car, disent-ils, « le salut viendra de l'autre côté de l'Atlantique ».<sup>107</sup>

Par ailleurs, dans le cas où les transferts de fonds sont dépensés pour la consommation au détriment de l'investissement, l'effet serait positif sur le bien-être des ménages, mais non sur la croissance économique. Ainsi, dans une économie disposant d'un système financier développé, les transferts ne peuvent assouplir les contraintes d'accès aux marchés de crédits qui, à la base, n'existent pas. Toutefois, ils peuvent avoir des effets positifs sur le capital humain et permettre aux enfants d'étudier au lieu d'aller travailler. Cependant, si ces étudiants décident à leur tour de migrer après être diplômés (migration de personnes qualifiées), le pays fera face à une pénurie de main d'œuvre qualifiée, sans laquelle la croissance du pays ne pourra être stimulée. De plus, la main d'œuvre qualifiée est un facteur important pour attirer les IDE et les investissements domestiques, dans ce cas la migration et les IDE sont substituables, et la perte de main d'œuvre qualifiée sera suivie par une baisse des IDE.<sup>108</sup>

### **2.2.3- Effets positifs conditionnels**

(Page 2.6) *Ould Aoudia* (2007) révèle que les transferts de fonds effectués par les migrants vers leur pays d'origine est une pratique sociale d'ordre privé, l'effet des transferts dépend donc de leurs utilisations, et que l'Etat ne peut avoir la main mise sur ces fonds. Toutefois, il peut les encourager à travers l'amélioration du système bancaire et financier, et aussi le cofinancement des projets collectifs entrepris par la diaspora. Ainsi, la France soutient les initiatives des diasporas qui financent des projets de développement dans leur pays d'origine

---

<sup>106</sup> El mouhoub M., *Migrations internationales et mondialisation : paradoxes et impasses politiques*, op. cit. p. 50.

<sup>107</sup> *Sarr P.A.*, *Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal*, *Migrations et développement*, op. cit. p. 23.

<sup>108</sup> *Ben Mim S. et Mabrouk F.*, *Transferts des migrants et croissance économique : quels canaux de transmission ?* op. cit. pp. 7 et 8.

dans le cadre du FORIM qui organise leurs activités. En revanche, l'élaboration des projets collectifs des diasporas dépendent des rapports de confiance entre ces derniers et les gouvernements de leurs pays d'origine. Ainsi, l'orientation de l'APD vers les régions qui connaissent une forte émigration pourrait attirer plus de transferts et notamment cofinancer des projets de développement économique avec la diaspora. En effet, dans ces régions d'émigration, les transferts peuvent améliorer le niveau du capital humain et accroître les projets productifs, comme ils peuvent tout aussi bien réduire l'effort de travail (aléa moral).<sup>109</sup>

De ce fait, l'impact des transferts sur la croissance dépend de plusieurs paramètres, comme l'intention du migrant et ses motivations d'envoyer des fonds, l'âge du migrant, son niveau d'étude, sa situation familiale dans le pays d'accueil et son degré d'intégration dans celui-ci. De plus, les motivations du migrant dépendent de sa trajectoire individuelle qui change dans le temps. Tous ces facteurs et leurs changements dans le temps rendent difficile l'élaboration d'une loi générale pour l'analyse des effets des transferts sur un pays donné à un instant T. Les résultats des études empiriques confirment l'hétérogénéité des résultats qui peuvent être positifs comme négatifs.<sup>110</sup>

*Ahoure* (2008) a trouvé que l'impact positif des transferts de fonds sur le PIB et sur le taux de chômage est conditionné par la bonne gouvernance de l'Etat à travers ses institutions publiques. Par ailleurs, *Nicole et Medenou* (2010) suggèrent que les transferts de fonds réagissent en fonction de l'environnement économique des pays d'origine des migrants. De ce fait, pour un pays qui possède un système financier développé avec un bon climat d'investissement, l'effet des transferts sur la croissance sera positif. En effet, les chercheurs qui défendent cette vision concluent qu'un système financier développé permet d'accroître l'impact positif des transferts de fonds par le biais de l'épargne. Les banques collectent les flux de transferts auprès des bénéficiaires sous forme d'épargne, ensuite ils les accordent aux investisseurs sous forme de crédit pour financer des projets productifs. Cependant, *Giuliano et Ruiz-Arranz* (2005) ont analysé l'impact des transferts financiers sur des données de panel de 73 pays bénéficiaires des transferts. Ils ont trouvé un impact négatif sur la croissance économique. Ainsi, ils ont conclu que les transferts exercent des effets positifs sur la croissance dans les pays où le système financier est peu développé. Or, pour les pays ayant un système financier bien développé, les transferts auront des répercussions néfastes sur la

---

<sup>109</sup> Ould Aoudia J., « Immigration, développement et arbitrages entre politiques. Commentaires », op. cit. pp. 147 et 150.

<sup>110</sup> Ibid., p. 150.

croissance. Toutefois, ils n'ont pas déterminé à partir de quel stade de développement financier les transferts ont des effets négatifs.<sup>111</sup>

En effet, même si les transferts ont un impact positif sur les variables macroéconomiques, tels que la réduction de la volatilité du PIB, l'accroissement de l'épargne et des réserves de change en devise, la réduction du déficit de la balance des paiements, etc., ils ne pourront être un catalyseur pour la croissance économique sans qu'il ait de saines politiques économiques. Ainsi, si la cause principale de la migration est due aux difficultés économiques que connaissent certaines régions des pays d'origines des migrants, l'impact des transferts de fonds sera faible, car il dépend de l'environnement économique et financier. De ce fait, la mise en œuvre de saines politiques économiques serait nécessaire pour accroître l'effet des transferts sur le développement.<sup>112</sup>

De plus, *Mata* (2010) suggère que l'impact positif des transferts sur la croissance par le biais de l'investissement pourrait être plus important si les fonds transférés passent par le canal formel (système financier) qui joue le rôle d'intermédiaire entre les récepteurs des transferts (épargne) et les entrepreneurs portants des projets rentables (demandeurs de crédits). Néanmoins, des sommes conséquentes sont transférées par le canal informel (pour plusieurs raisons qui seront présentées dans la prochaine section). En effet, ce mode de transfert - tels que Western Union et Money Gram - ne permet pas de canaliser les flux de transferts dans le système financier et ne propose pas l'ouverture des comptes d'épargne pour les ménages bénéficiaires. L'auteur décrit cette situation par « l'épargne perdue » qui aurait pu être utilisée pour financer des projets productifs et contribuer au développement de l'économie. De ce fait, il serait important d'améliorer le système financier des pays d'origine des migrants et le rendre plus compétitifs par rapports aux autres institutions financières qui sont spécialisées dans les transferts d'argent, ceci afin de récupérer une part importante des transferts sous forme d'épargne au lieu de s'interroger sur la manière d'utiliser cet argent par les ménages bénéficiaires.<sup>113</sup>

---

<sup>111</sup> Nicole A.A., Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise, op. cit. p. 16.

<sup>112</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 171-172.

<sup>113</sup> Transferts d'argent des migrants : outil de développement économique ? Commission Justice et Paix, Belgique, 2010, pp. 2 et 3.

## **Chapitre 2 : Transferts de fonds et pauvreté**

Ce chapitre présente en premier lieu une revue de la littérature sur la migration, la pauvreté et les transferts de fonds. En second lieu, les répercussions des transferts de fonds et de la migration sur les économies d'origine et d'accueil aux regards des chercheurs qui sont parfois opposés.

### **Section 1 : Analyse théorique de la migration et des transferts de fonds**

Cette section a pour objet de présenter les difficultés rencontrées par les immigrants pour réaliser les transferts de fonds vers leurs familles d'origine, mais également les obstacles qui découragent les ménages les plus démunis à émigrer. Dans le même temps, nous exposerons les efforts fournis par les organisations internationales pour faire face à ces problèmes.

#### **1.1- Généralités**

Cette sous-section aborde dans un premier temps la question de la migration en termes de motifs, coûts, mais également les réseaux de migrants et leur rôle. En second temps, la pauvreté, sa définition et ses mesures, aussi la relation entre pauvreté et inégalité. Dans un troisième temps, les canaux de transmission des transferts de fonds, ainsi que les avantages et inconvénients de chaque type de transferts.

##### **1.1.1- Migration**

Avec la remontée de vagues migratoires ces dernières décennies motivées par les incitations économiques, les pays d'accueil ont procédé à une politique restrictive et sélective vis-à-vis des immigrants afin de freiner leur hausse spectaculaire. En outre, plusieurs pays du nord ont changé leur politique d'immigration. Ils s'intéressent uniquement aux travailleurs immigrants hautement qualifiés pour répondre à leurs besoins et favorisent le retour des travailleurs non qualifiés. Cette nouvelle politique inquiète les dirigeants des pays exportateurs de main d'œuvre qui risquent de perdre leurs meilleurs travailleurs qualifiés<sup>114</sup>.

---

<sup>114</sup> Faini R., Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine, op. cit. pp. 157 et 158.

Par ailleurs, la migration peut être expliquée par deux théories. Premièrement, la théorie néoclassique de la migration du travail qui suggère que la décision de migrer revient au migrant seul après avoir anticipé les revenus futurs qu'il pourrait percevoir dans le pays d'accueil. Donc, la décision de migrer dépend des revenus espérés qui sont souvent plus importants dans les pays du nord. Deuxièmement, la nouvelle théorie de migration suggère que la décision de migrer d'une personne se décide après un accord implicite conclu avec sa famille. Ainsi, cet accord lui permet de couvrir les frais de migration qui sont élevés. *De Vanzo* (1978) trouve que les familles qui se trouvent en difficulté financière financent la migration de l'un ou plusieurs de leurs membres pour qu'ils puissent faire face aux dépenses quotidiennes et frais divers<sup>115</sup>.

*Mvogo* (2013) trouve que la migration en Afrique Centrale est fondée sur les deux théories. Le migrant décide seul de migrer, mais l'attachement à sa famille l'incite à prendre soins d'eux une fois arrivé à destination. Quant aux causes de la migration dans la zone CEMAC, elles sont dues au chômage, à la pauvreté et à la détérioration des conditions de vie, surtout la crise économique des années 1980 qui a secoué le pays et aggravé la situation économique et sociale. De ce fait, plusieurs jeunes actifs étaient contraints de quitter leur pays dans l'espoir de trouver une vie meilleure. De plus, le marché formel du travail ne pouvait pas satisfaire tous les demandeurs d'emploi, ce qui fait qu'une grande partie des jeunes actifs se dirige vers le secteur informel où les salaires très faibles ne permettent pas de couvrir les besoins nécessaires. Ces conditions de vie détériorées ont poussé de nombreuses personnes à immigrer vers des destinations prometteuses, ils acceptent même d'occuper des postes moins meilleurs qu'ils avaient dans leur pays d'origine mais avec des salaires plus élevés. Donc, les causes de la migration dans la zone CEMAC sont principalement dues aux bas salaires et aux sous emplois, à l'accroissement du taux de chômage et aux mauvaises passes économiques dans leur pays<sup>116</sup>.

En outre, les diasporas ou les réseaux d'immigrés regroupent des personnes qui partagent la même ethnie ou sont issues du même pays ou religion, sous forme de réseaux formels ou informels. Ces réseaux sont généralement actifs dans leur pays d'origine et d'accueil, afin d'assouplir les contraintes d'immigration des personnes qui veulent venir travailler à l'étranger, d'aider les nouveaux migrants pour leur intégration dans le pays d'accueil, et aussi

---

<sup>115</sup> Mvogo G.P., Effet des transferts des fonds des migrants sur le taux de chômage dans la zone CEMAC, op. cit. p. 3.

<sup>116</sup> Ibid., pp. 3 et 4.

d'entreprendre et de financer des projets d'infrastructures dans leur pays d'origine. De plus, les membres des réseaux d'immigrés fournissent des informations à leurs concitoyens, intéressés par la migration, sur le marché du travail dans les pays d'accueil et les opportunités d'emploi. *Borodak* (2005) a constaté que 60 % des migrants moldaves trouvent un emploi avant leur migration grâce aux réseaux d'immigrés. Ainsi, les membres des diasporas montrent aux nouveaux arrivants les démarches pour l'accès aux services sociaux, la sécurité sociale et les prestations gratuites des soins, etc.,<sup>117</sup>

Ainsi, un autre avantage dont peuvent bénéficier les membres de réseaux d'immigrés est l'octroi d'un crédit pour le financement d'un projet dans le pays d'accueil ou d'origine. L'importance de cet avantage est qu'il permet aux migrants clandestins d'avoir un crédit, car leur statut illégal dans le pays d'accueil ne leur permet pas d'obtenir un crédit auprès d'une banque. Ces réseaux peuvent également accorder des aides financières aux migrants adhérent dans leurs groupes afin de les sortir de l'embarras. Tous ces atouts montrent le rôle primordial que jouent les réseaux d'immigrés au sein de leur pays d'accueil et d'origine et leur sens de la solidarité<sup>118</sup>.

En effet, les frais liés à la migration sont parfois exorbitants et représentent une contrainte majeure pour les individus souhaitant immigrer. Parmi ces frais, il y a ceux de passeport, de visa, de voyage, et les dépenses quotidiennes dans le pays hôte en attendant de trouver un travail. *McKenzie* (2005) dans son étude sur un panel de données a conclu que les frais de passeport dépassent les 10 % du revenu moyen par habitant dans plusieurs pays exportateurs de main d'œuvre. Toutefois, ces frais varient selon la distance entre le pays d'origine et le pays de destination, le niveau d'étude des migrants et l'existence des réseaux d'immigrés qui contribuent énormément à abaisser ces coûts en aidant les nouveaux arrivants à payer tout ou partie de leurs frais de voyage, à trouver du travail, et à les loger et les nourrir durant cette période. À titre d'exemple, la proximité du Mexique des États-Unis et l'existence d'un nombre important de réseaux de migrants mexicains font que les coûts de migration sont abordables même pour les individus les moins qualifiés. Cet exemple est valable pour les pays d'Europe centrale et de l'Est immigrant dans l'Europe de l'Ouest. Cependant, les frais de migration sont élevés pour les ressortissants d'Afrique subsaharienne et d'Asie centrale à cause de leur localisation éloignée des pays du nord (d'accueil) et du manque de réseaux de

---

<sup>117</sup> Dayton-Johnson J. et Xenogiani T., « Immigration, développement et arbitrages entre politiques. », op. cit. pp. 30-32.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 32.

migrants. Ainsi, les premiers migrants vers les États-Unis provenaient des pays riches du nord de l'Europe ayant des salaires plus élevés que ceux des pays du sud de l'Europe qui n'avaient pas les moyens de financer les coûts de la migration. La *Banque mondiale* (1994) a également trouvé que les migrants marocains qui vivaient au-dessus du seuil de pauvreté sont ceux qui immigreront le plus<sup>119</sup>.

*Schiff* (2007) dans son étude sur la relation entre les coûts de la migration et la distance entre le pays d'origine et le pays de destination a utilisé le modèle de Heckscher-Ohlin pour deux facteurs (travail qualifié et non qualifié) et pour deux pays (pays d'origine et d'accueil). Dans le cas où le pays d'accueil est éloigné, la libéralisation du commerce dans le pays d'origine et d'accueil conduit à l'augmentation des salaires des travailleurs non qualifiés dans le pays d'origine, leur permettant de payer les frais de migration, tandis que les salaires des travailleurs qualifiés baissent, les incitant eux aussi à émigrer. Dans le modèle, et dans le cas où le pays est éloigné, *Schiff* (2007) constate que la migration des travailleurs (qualifiés et non qualifiés) et le commerce sont des compléments. Dans la même optique, *Reed* (1994), *Andrienko* et *Guriev* (2004) ont analysé la relation entre la migration interne et la distance entre la ville de départ et d'arrivée sur le Brésil et la Russie. Ils ont conclu que l'augmentation du revenu d'une région pauvre conduit à la hausse de la migration interrégionale. Par ailleurs, dans le cas où le pays d'accueil est proche, la libéralisation commerciale augmente la migration des travailleurs qualifiés et non qualifiés. De ce fait, *Schiff* (2007) a constaté que la contrainte financière existe seulement pour les travailleurs non qualifiés des pays éloignés, tandis que ceux des pays proches n'ont pas de problème d'argent pour la migration. Pour les travailleurs qualifiés, la contrainte de liquidité n'existe pas non plus pour les pays proches ou éloignés<sup>120</sup>.

En outre, *Schiff* (2007) a également analysé la relation entre migration et revenu. Il a trouvé que la migration augmente pour atteindre un niveau  $M^*$  avec un revenu  $Y < Y^*$  puis elle baisse avec le revenu, d'autres chercheurs ont corroboré ce résultat et ont trouvé une relation en U inversé<sup>121</sup>.

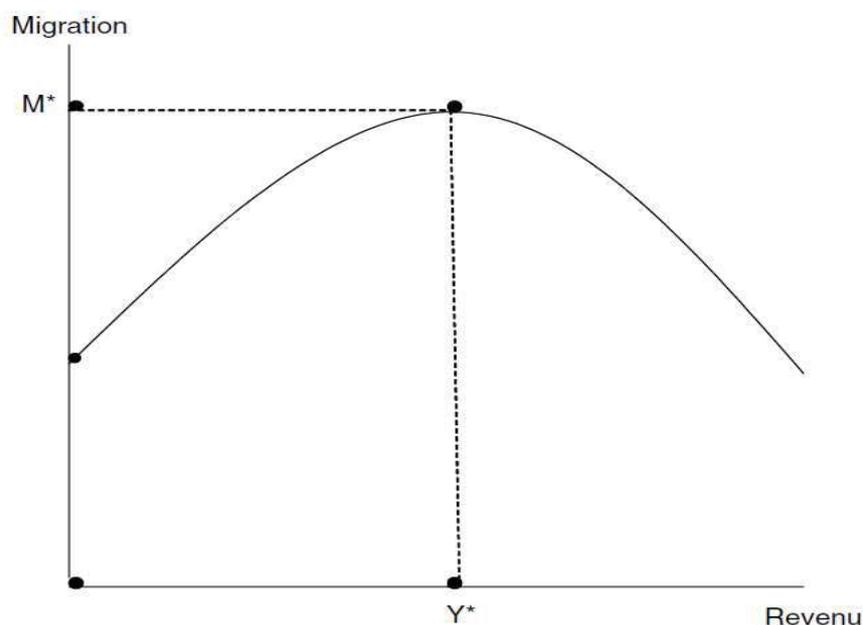
---

<sup>119</sup> Schiff M., Migration, investissement et commerce : substituts ou compléments ? op. cit. pp. 14 et 15.

<sup>120</sup> Ibid., pp. 15-17.

<sup>121</sup> Ibid., pp. 17 et 18.

Figure 12 : Revenu et migration

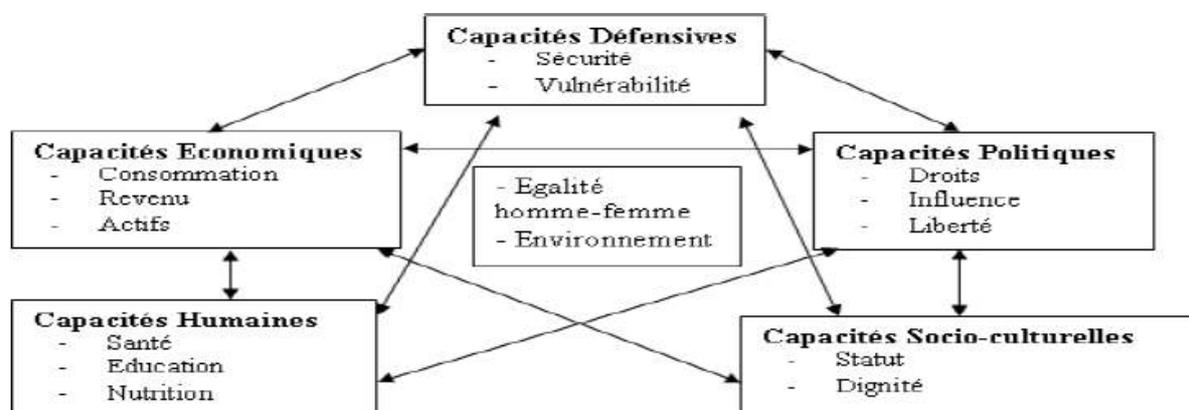


### 1.1.2- Pauvreté

La pauvreté peut être définie par l'approche monétaire selon laquelle un ménage est considéré comme pauvre si son revenu est inférieur au seuil de pauvreté, ou bien, par l'approche non monétaire qui prend en compte plusieurs facteurs comme la nourriture, l'état de santé, l'accès à l'école. La pauvreté peut également être objective quand le revenu d'un ménage pauvre ne lui permet pas d'avoir les mêmes conditions de vie que les autres, elle peut être subjective quand le ménage compare son niveau de vie avec celui des autres. Ainsi, l'*OCDE* (2008) suggère que la pauvreté ne peut pas être mesurée que par le seul indicateur de revenu, car il en existe plusieurs tels que les indicateurs politique, humain et social. La figure 13 montre les différents indicateurs de pauvreté établis par l'*OCDE*. *Bouoiyour* et *Miftah* (2013) suggèrent qu'un individu est considéré comme pauvre s'il est privé d'un ou de plusieurs de ces indicateurs mentionnés dans la figure 13<sup>122</sup>.

<sup>122</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 148.

Figure13 : Les différents indicateurs de la pauvreté



Source : Rapport OCDE, 2008.

En outre, ces chercheurs trouvent que la pauvreté est due à l'inégalité du partage des ressources entre les ménages. Ces inégalités sont mesurées par le classement de la population en tranche (décile, quartile) selon leur revenu, ceci permet de calculer l'écart de revenu entre les ménages pauvres et riches. Ainsi, à l'aide de l'indice de Gini, il est possible de mesurer le degré d'inégalité qui existe entre les plus pauvres et les plus riches. Toutefois, les inégalités entre les ménages ne se limitent pas au revenu, elles touchent d'autres secteurs comme la santé, l'école, l'accès à l'eau potable, etc.<sup>123</sup>

De plus, la nature de la pauvreté varie d'un pays à l'autre et dépend du revenu moyen national. Afin d'atténuer la pauvreté il est nécessaire de redistribuer les revenus en faveur des pauvres ou bien par le biais de la croissance économique qui permettrait l'augmentation du revenu moyen national. Les chercheurs de la Banque Mondiale se sont penchés sur la question de la croissance économique en faveur des ménages les plus démunis en affirmant que seul le capital humain permet d'avoir une croissance à long terme et de réduire la pauvreté. Ainsi, pour que la croissance permette d'atténuer la pauvreté il faut qu'elle touche les secteurs où travaille la majorité des pauvres. Bouoiyour et Miftah (2013) confirment qu'il existe une relation entre la « croissance pro-pauvres » et la réduction de la pauvreté. D'après l'OCDE (2008) une croissance pro-pauvre entraîne une réduction de la pauvreté humaine et monétaire. Pour se faire, l'OCDE suggère de recruter davantage les pauvres, de leur faciliter l'obtention

<sup>123</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 150.

de crédits bancaires, et aussi, d'améliorer leurs conditions de vie et restructurer le système de la sécurité sociale en leur faveur<sup>124</sup>.

En ce qui concerne la mesure de la pauvreté, la Banque Mondiale se base sur trois indicateurs qui sont : L'indice de pauvreté qui désigne les personnes vivant sous le seuil de pauvreté (avec moins d'un dollar par jour et par personne). L'indice de la profondeur de la pauvreté qui mesure l'écart entre le seuil de pauvreté et les dépenses des personnes se situant au-dessous de ce seuil. Et enfin l'indice de la profondeur de la pauvreté au carré qui mesure le degré d'inégalité des revenus.

Par ailleurs, pour déterminer le seuil de pauvreté, il faut d'abord cerner les dépenses totales moyennes (alimentaires et non alimentaires) en dessous desquelles une personne est considérée comme pauvre. En effet, dans les travaux empiriques, la détermination de la ligne de pauvreté se fait en deux étapes. La première concerne l'estimation du seuil alimentaire sur la base des normes établies par l'OMS et l'ONU, c'est-à-dire déterminer le coût d'un panier journalier le moins coûteux qui contient les besoins alimentaires nécessaires pour un individu de taille et poids moyens. La seconde concerne l'estimation du seuil non alimentaire à partir des dépenses minimums qu'un individu non pauvre peut couvrir. Puis on additionne les deux seuils pour avoir le seuil de pauvreté total. Toutefois, à ce stade il n'est pas encore possible d'identifier les personnes pauvres au sein de la population, car avec un revenu et des dépenses identiques, un ménage sans enfants aura un niveau de bien-être meilleur qu'un ménage avec enfants ou des personnes à charge, ceci est dû aux différences des unités d'analyse (une personne célibataire ou mariée, avec ou sans enfants, vivant dans une zone urbaine ou rurale)<sup>125</sup>.

De ce fait, il est impossible de comparer les ménages à un même seuil de pauvreté. Une transformation des unités d'analyse paraît logique. Dans les travaux empiriques, les chercheurs utilisent l'échelle d'équivalence pour surmonter ce problème et pouvoir faire des comparaisons. L'OCDE a établi une échelle d'équivalence standard facile à utiliser sous forme d'équation :

---

<sup>124</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 150 et 151.

<sup>125</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 122 et 123.

$E(a, c) = 1 + 0.7(a - 1) + 0.5c$  (Avec « a » le nombre d'adultes et « c » le nombre d'enfants)

Une fois les dépenses des ménages sont transformées par l'échelle d'équivalence, elles ne deviennent plus un montant monétaire, elles sont présentées sous forme d'indicateur de bien-être.<sup>126</sup>

### 1.1.3- Les types de transferts de fonds

Les migrants empruntent deux catégories de canaux de transferts pour envoyer l'argent à leurs familles restées au pays qui sont : les transferts formels (officiels) et les transferts informels (non officiels). A l'intérieur de ces deux catégories, il existe une diversité d'acteurs. Les migrants cherchent la méthode la plus sûre, la plus rapide et la moins coûteuse, mais aussi, en fonction des avantages et inconvénients de chaque méthode, ainsi que des contraintes qui limitent leurs choix, l'éventail des moyens de transferts est large.

Avant que les migrants effectuent des transferts d'argent à leurs familles restées au pays, chacun des deux parties a des contraintes et des priorités pour envoyer et recevoir l'argent. Du côté des bénéficiaires, la rapidité de la transaction et le temps de recevoir l'argent est assez important pour les familles récipiendaires qui sont souvent dans le besoin et ne peuvent patienter longtemps. Ainsi, avoir un centre de collecte d'argent près du lieu de résidence des familles donne plus de choix pour effectuer un transfert, cependant, en Afrique par exemple 40% des fonds sont transférés vers des zones rurales dont les centres de collecte d'argent sont très peu ou presque inexistants. Le taux de change est également pris en compte par les bénéficiaires lors de la conversion des fonds reçus en monnaie locale, par le secteur formel s'il est plus attractif, sinon par le secteur informel. Les migrants utilisent souvent le moyen de transferts le plus sécurisé pour s'assurer que l'argent arrive à leurs familles. En ce qui concerne les commissions et frais de transferts, une grande majorité des migrants n'accorde pas trop d'importance au mode de transfert le moins coûteux, le facteur d'urgence lors de transfert paraît plus décisif. Enfin, le statut légal du migrant dans le pays hôte joue un rôle important dans le choix du canal de transferts (formel ou informel)<sup>127</sup>.

Par ailleurs, il existe deux canaux de transmission des transferts de fond. Le premier est le canal formel représenté par les banques et les postes (transferts classiques), les STA (sociétés

---

<sup>126</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 123.

<sup>127</sup> Site : [www.performancesconsulting.com](http://www.performancesconsulting.com), consulté le 10.05.2016.

de transferts d'argent) et les institutions de microfinance (transferts électroniques ou rapides). Le second, le canal informel représenté par différentes méthodes de transferts selon les pays, sera exposé plus en détail ci-après. En Afrique, le canal informel des transferts de fonds est le plus dominant, et les montants transférés par ce circuit restent importants, parfois ils peuvent atteindre jusqu'à 80 % du montant total selon les pays, cela est dû aux frais exorbitants appliqués par les institutions financières<sup>128</sup>.

En effet, les migrants peuvent transférer l'argent par le canal formel ou informel. Ces deux canaux de transmission contiennent plusieurs types. Le canal informel peut se faire par le transport de l'argent sur soi ou par des tierces personnes (amis ou familles), ce type de transferts très utilisé par les migrants africains représente 10 % des transferts effectués vers l'Amérique latine. L'avantage de ce moyen de transfert est qu'il n'est assujéti à aucun coût, mais il dépend de la fréquence des voyageurs en partance vers le pays d'origine. Ainsi, une autre méthode qui n'est pas coûteuse mais très risquée est l'envoi d'argent par courrier ordinaire, ce type de transfert représente 7 % des fonds transférés vers l'Amérique latine. Les migrants asiatiques utilisent une autre méthode de transferts sous le nom de « hawala » ou « hundi » ou bien « fei ch'ien » selon les pays de destination qui signifie « l'argent volant ». Pour réaliser un transfert, il faut deux intermédiaires (hawaladars), un dans le pays d'accueil et l'autre dans le pays d'origine. Ainsi, le migrant donne l'argent qu'il souhaite transférer au hawaladar du pays d'accueil, et ce dernier lui donne un code d'authentification qu'il doit communiquer à la personne bénéficiaire. Puis le hawaladar du pays d'accueil communique le code à son correspondant du pays d'origine et versera l'argent en monnaie locale au bénéficiaire qui détient le code. La transaction se fait au moment de la demande du migrant et le bénéficiaire pourra récupérer son argent au même moment, sans qu'il y ait un transfert d'argent matériel ou électronique. Les migrants asiatiques établis aux États-Unis utilisent un autre mode de transferts « ethnic stores » (magasins ethniques), qui est le premier concurrent des STA comme Western Union, Money Gram, etc.<sup>129</sup>

A côté de ces systèmes de transferts informels subsistent d'autres canaux d'envoi de fonds connus sous le nom de transferts formels. En effet, ce type de transferts développé ces dernières années peut se faire par le biais de mandats postaux internationaux et existent dans plus de 30 pays. Ce même type de transfert existe aux États-Unis, les migrants mexicains peuvent transférer jusqu'à 2000 dollars US à n'importe quelle poste au Mexique. En effet,

---

<sup>128</sup> Site : [www.performancesconsulting.com](http://www.performancesconsulting.com), consulté le 10.05.2016.

<sup>129</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 161.

*Ndione* (2009) trouve que l'avantage des mandats postaux est leur coût peu onéreux, mais le délai de réception est souvent long à cause d'une indisponibilité de liquidités et ne répond pas au caractère d'urgence des transferts. Un autre dispositif de transfert, représenté par des sociétés financières non bancaires spécialisées dans les transferts de fonds comme Western Union, permet de transférer l'argent un peu partout à travers ses agences installées aux quatre coins du monde, mais ne permet pas de créditer un compte bancaire comme un virement bancaire. Ce genre de transfert est réservé aux banques dont l'émetteur et le bénéficiaire doivent posséder des comptes bancaires pour effectuer le virement. Cependant, ce type de transfert représente un obstacle pour les migrants en situation irrégulière ne possédant pas de carte de séjour, et qui ne peuvent donc pas ouvrir un compte dans leur pays d'accueil, mais aussi pour les bénéficiaires qui vivent dans des régions dont les institutions financières ne sont pas développées ou sont inexistantes, ne leur permettant pas d'avoir accès à leurs services<sup>130</sup>.

Les frais liés aux transferts de fonds sont variables, selon le mode de transfert utilisé et les pays où l'émetteur et le destinataire se trouvent. Cependant, ces frais ne sont pas le seul problème qui préoccupe les migrants, il existe un autre facteur qui influence le choix de la méthode de transfert, c'est le risque de perte ou de vol de l'argent. Dans le circuit informel, les méthodes les moins coûteuses sont les plus risquées, comme dans le cas du transport de l'argent par les migrants eux-mêmes ou de son expédition dans un courrier ordinaire. Toutefois, la méthode du hawala est très utilisée car elle ne présente pas de risques, rapide et son coût ne représente que 2 % du montant transféré. En outre, dans le circuit formel, les transferts ne sont pas exposés au risque mais les coûts sont relativement chers. *Orozco* (2003) a fait une comparaison des coûts de différents modes de transferts formels de plusieurs pays émetteurs et bénéficiaires des transferts de fonds. Il a trouvé que le coût moyen d'un transfert de 200 dollars US est de 6.0 % dans un « ethnic store », 7.0 % dans une banque et de 12.0 % dans une STA (voir le tableau 5). Les frais de transferts par le circuit formel restent chers malgré la concurrence de plusieurs acteurs économiques, cela s'explique par le manque de développement du système bancaire et financier dans les pays d'origine, et l'insuffisance ou parfois l'inexistence des agences bancaires ou des sociétés de transfert d'argent dans les villages et les zones éloignées des pays d'origines des migrants. Ainsi, les migrants issus des pays pauvres sous-développés ne font pas confiance à ce dispositif de transfert car ils n'y sont

---

<sup>130</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 162.

pas habitués. Ainsi, les migrants clandestins ne peuvent utiliser ce mode de transfert à cause de leur situation illégale dans leur pays d'accueil<sup>131</sup>.

**Tableau 5 : Frais des transferts de fonds**

Des six pays d'envoi vers :	Banques	Sociétés de transfert nationales/« ethnic stores »	Sociétés de transfert international de fonds
Égypte			13.8
Philippines	8.0	10.1	10.3
Inde	6.0	2.5	13.8
Grèce	6.8		9.5
Pakistan	0.4	3.0	13.0
Portugal	3.4		12.3
Turquie	3.1		9.5
Mozambique	1.0		
<b>Moyenne</b>	<b>7.0</b>	<b>6.0</b>	<b>12.0</b>

Source : Orozco (2003). Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/128345068053>

Par ailleurs, la majorité des migrants latinos des États-Unis empruntant le canal formel transfèrent leur argent par l'intermédiaire des sociétés de transfert de fonds qui représentent le moyen de transfert le plus cher. En effet, ces migrants souhaitent bien transférer leur argent par la banque, mais leur statut juridique ne le leur permet pas. Le Mexique a commencé à délivrer des pièces d'identité « matricula » aux migrants résidant aux États-Unis de façon illégale à travers ses consulats, afin de leur faciliter l'envoi de leur argent par le circuit formel et surtout par les banques qui proposent des frais moins chers, l'ouverture d'un compte d'épargne avec des taux d'intérêts intéressants et de compte d'épargne-retraite assortis d'avantages fiscaux, mais aussi afin de leur permettre d'effectuer des virements à des coûts faibles et de bénéficier d'un crédit. Pour attirer plus de clients, les banques américaines aident les migrants souhaitant ouvrir un compte bancaire dans la démarche d'obtention de leur matricula auprès des consulats et leur proposent des services bancaires et financiers intéressants et adaptés<sup>132</sup>.

Par ailleurs, l'efficacité et la sécurité des institutions financières chargées de transfert de fonds expliquent leur coût élevé qui avoisine 13 % du montant transféré. En Afrique, et dans les pays de la zone CEMAC, le système bancaire et le secteur de télécommunication sont peu développés ce qui empêche d'avoir une diversité des institutions et services financiers pour que les migrants puissent en bénéficier. Dans ces conditions, aucune concurrence n'est

<sup>131</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. pp. 162 et 163.

<sup>132</sup> Ibid., pp. 163 et 164.

possible entre les différents acteurs économiques pour réduire les frais liés aux transferts de fonds. En fait, deux sociétés de transferts d'argent dominent le marché, Western Union et Money Gram, ce qui justifie que les migrants empruntent le canal informel qui est beaucoup moins cher (entre 1 et 5 % du montant transféré)<sup>133</sup>. Ainsi, les coûts de transferts d'argent par le circuit formel vers l'Afrique subsaharienne sont relativement chers, ils représentent 20 % et peuvent atteindre jusqu'à 25 % avec les frais supplémentaires. D'après les données de la Banque mondiale (2006) les frais de transferts effectués de l'Europe vers l'Afrique subsaharienne sont dix fois plus chers que ceux effectués depuis les États-Unis vers les Philippines<sup>134</sup>.

En Algérie, la majeure partie des transferts passe par le canal informel car il n'existe pas d'institutions spécialisées dans la collecte des fonds. *Khelfaoui* (2006) constate que les migrants algériens établis au Canada envoient leur argent avec les personnes qui rentrent au pays ou avec les vacanciers. Ils font également recours aux « changeurs informel », même méthode que le « hawala » également utilisée par les migrants vivant en France. Les réseaux de migrants se sont bien développés ces dernières années, ils peuvent réaliser des transferts dans n'importe quelle ville en Algérie, et le bénéficiaire pourra retirer son argent le jour de la transaction, alors que les transferts formels par virements bancaires prennent plusieurs semaines pour parvenir à leurs bénéficiaires. De ce fait, le ministère chargé de la communauté algérienne à l'étranger a instauré l'établissement de guichets de banques algériennes dans les principales villes des migrants afin de canaliser ces sommes importantes dans le circuit formel<sup>135</sup>.

Dans les pays voisins de l'Algérie comme le Maroc et la Tunisie, la majeure partie des transferts de fonds passent par les banques et les postes, mais aussi, par Western Union qui prend le monopole des STA et constitue le premier partenaire des banques. Cette situation a permis aux autorités de ces deux pays de développer le service de la bi-bancarisation qui faciliterait les transferts des migrants et inciterait plus de clients à emprunter ce moyen de transfert<sup>136</sup>.

---

<sup>133</sup> Mvogo G.P., Effet des transferts des fonds des migrants sur le taux de chômage dans la zone CEMAC, op. cit. p. 4.

<sup>134</sup> Sarr P.A., Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, Migrations et développement, op. cit. p. 20.

<sup>135</sup> Bouklia-Hassane R., « Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie », op. cit. p. 27.

<sup>136</sup> Bourenane N. et al, Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement, op. cit. p. 36.

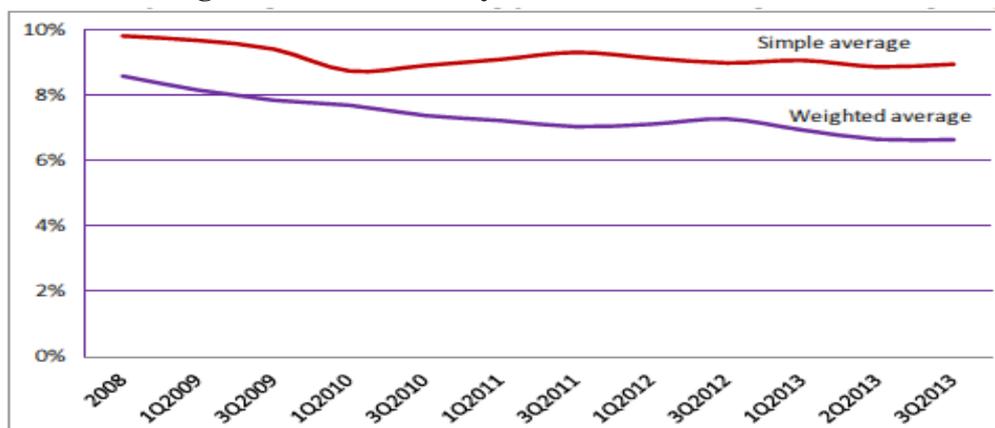
## 1.2- Nouvelles procédures associées aux transferts de fonds et à la migration

Ces dernières années, le G20 a mis des règles qui devraient inciter les émigrants de passer par les canaux formels (système bancaire) pour réaliser les transferts de fonds vers leurs familles d'origine, afin d'éviter les canaux informels qui rendent le calcul des fonds transférés impossible, et de pouvoir contrôler les transferts de blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ainsi, la communauté de la migration internationale a élaboré un plan de développement, afin de faciliter la migration des ménages pauvres qui n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour payer les coûts de la migration souvent chers.

### 1.2.1- Réduction des coûts des transferts de fonds

Le G20 a fixé un objectif dans la décennie précédente, qui consiste à abaisser les coûts des transferts de fonds de 5 % en 5 ans. Selon la *Banque Mondiale* (2013), le coût moyen d'un transfert de 200 \$ qui était de 8,9% entre 2008 et 2010 a légèrement diminué après 2010 pour atteindre 8,7 %. Mais depuis 2011, le coût moyen des transferts a augmenté jusqu'à 9 % et s'est stabilisé autour de cette moyenne jusqu'au troisième trimestre de 2013 (voir figure 14. Remarque : weighted average représente le coût moyen pondéré par la taille des transferts de fonds bilatéraux).

Figure 14 : Le coût moyen d'un transfert de 200 \$



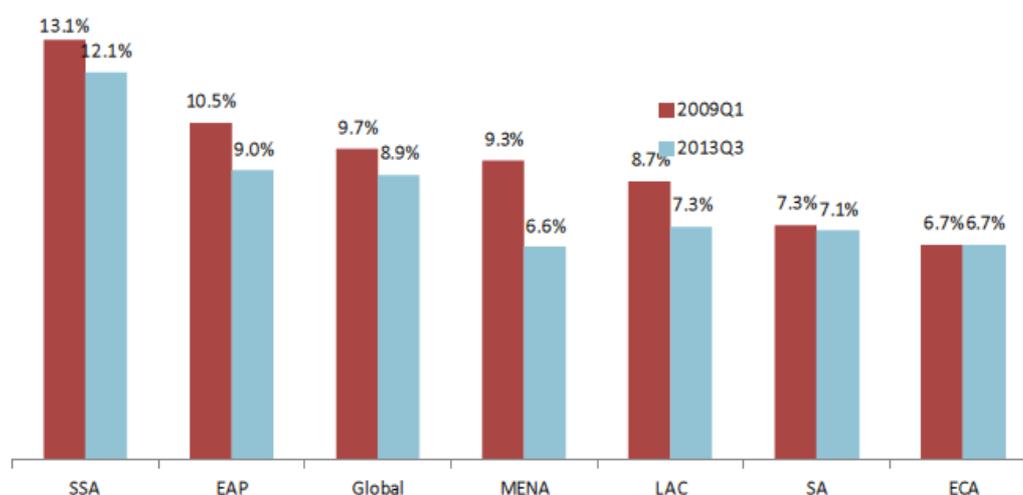
Source: Remittance Prices Worldwide, the World Bank.

L'existence de plusieurs acteurs économiques actifs au sein du marché des transferts de fonds a créé une concurrence entre eux, entraînant une baisse remarquable des frais de transferts. À titre d'exemple, les coûts des transferts entre les États-Unis et le Mexique ont baissé de 60 % depuis 1999. De ce fait, le canal formel des transferts devient plus attractif et pourra canaliser des sommes importantes au détriment du canal informel. Ainsi, il serait une

opportunité pour les migrants altruistes désirant augmenter leur niveau de transfert, et aussi, pour ceux désirant investir dans leur pays d'origine<sup>137</sup>.

En 2012 lors d'une conférence cooépérée par la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement, le ministre Henri Raincourt a soutenu les efforts entrepris pour réduire les coûts des transferts de fonds et améliorer leur impact sur le développement des pays bénéficiaires. Ainsi, en 2011 dans le G20, la France a proposé des mesures pour réduire les coûts associés aux transferts en passant de 9 % jusqu'à 5 %. Ceci nécessite l'engagement des pays à respecter les consignes et les mesures adoptées<sup>138</sup>. Selon la *Banque mondiale*, les coûts des transferts de fonds ont tendance à diminuer (jusqu'à 6,6 % en Europe et Asie centrale) lorsque le montant des transferts est important. En revanche les coûts connaissent une augmentation spectaculaire (jusqu'à 12 % en Afrique subsaharienne) lorsque le montant des transferts est modeste (voir figure 15).<sup>139</sup>

**Figure 15 : Les coûts des transferts de fonds semblent être élevés dans plusieurs régions**



Source: Remittance Prices Worldwide, World Bank.

Dans la même optique, les coûts des transferts vers l'Afrique sont excessivement chers par rapport aux autres continents, une enquête menée au Royaume-Uni montre que les coûts des transferts entre le Royaume-Uni et l'Afrique sont plus élevés que ceux entre le Royaume-Uni et l'Inde (voir figure 16). Ceci est dû à la détérioration des infrastructures financières en

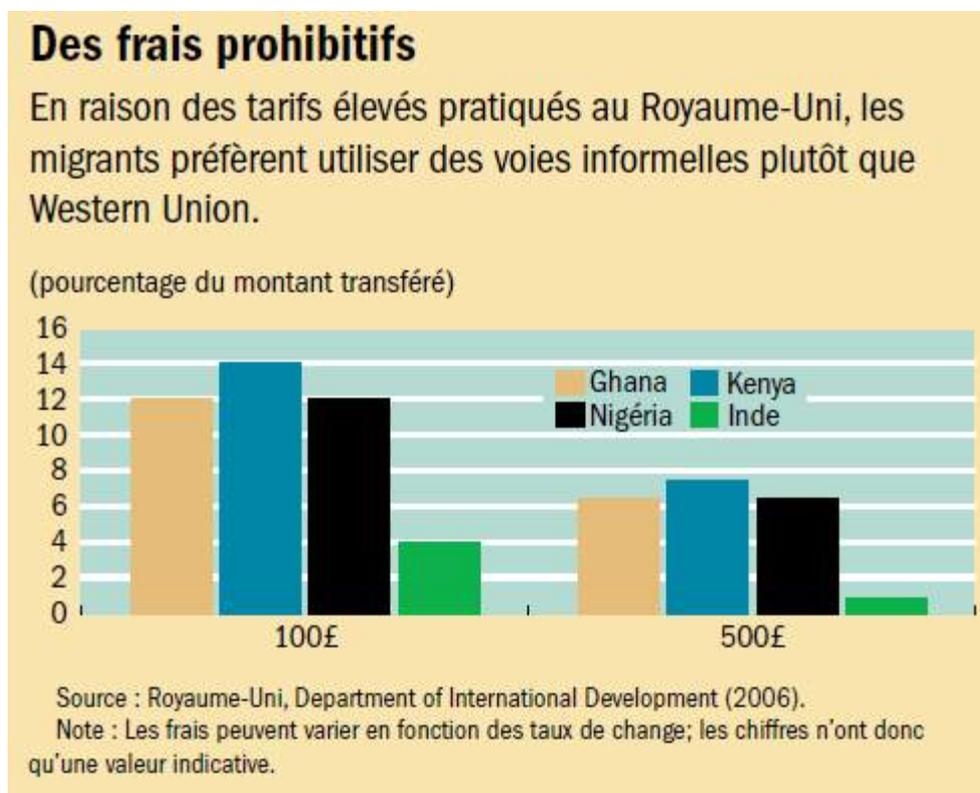
<sup>137</sup> Schiff M., Migration, investissement et commerce : substituts ou compléments ? op. cit. p. 21.

<sup>138</sup> Site : <http://www.envoiargent.fr/content/etude-reduire-les-couts-des-transferts-dargent-des-migrants-et-optimiser-leur-impact-sur-dvpt>, consulté le 05.06.2016.

<sup>139</sup> The World Bank, Migration and Remittances Flows, Migration and Development Brief 21, 2013, pp. 6 et 7.

Afrique et l'absence de concurrence entre les institutions financières, ce qui décourage les migrants à emprunter le circuit formel et de favoriser le circuit informel<sup>140</sup>.

**Figure 16 : Comparaison des coûts de transferts entre l'Afrique et l'Inde**



### 1.2.2- Réduction des coûts de migration

Selon les statistiques de la *Banque Mondiale* (2013), il y a plus de 230 millions de migrants internationaux et plus de 700 millions de migrants internes. En 2015, la communauté de la migration internationale a élaboré un programme de développement. Ce programme a pour but de diminuer les divers coûts de la migration : coûts de passeport, de visa, de la carte de résidence et de recrutement, etc., afin de rendre la migration accessible aux ménages pauvres.<sup>141</sup>

#### A- Les frais de visa

Pour les ménages pauvres désirant émigrer pour trouver un travail, les coûts liés à la demande d'un visa sont vraiment importants dans plusieurs pays pauvres. En raison de

<sup>140</sup> Gupta S. et al, L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique, *Revue Finances et développement*, Vol. 44, 6-2007, p. 42.

<sup>141</sup> The World Bank, *Migration and Remittances Flows*, op. cit. p. 9.

l'absence de données précises sur les frais de visa des migrants, La *Banque mondiale* (2013) a procédé à une comparaison entre les frais de visa d'affaires pour expliquer les disproportions entre les pays. Les comparaisons révèlent de très fortes disparités selon les pays. Tandis que le coût moyen pour l'obtention d'un visa de travail aux États-Unis est de 215 €, il atteint 690 \$ pour la Tanzanie (qui représente 113% du PIB par habitant). Sur la base du (Tableau 6) qui présente les frais de visa réciproque, pour les citoyens de différents pays énumérés voyageant aux États-Unis et inversement, nous pouvons observer à titre illustratif que le coût d'un visa d'affaires pour les ressortissants du Turkménistan aux États-Unis est de 560 \$, tandis que le coût d'un visa d'affaires pour les ressortissants des États-Unis au Turkménistan est de 75 \$.<sup>142</sup>

**Tableau 6 : Frais de visa d'affaires**

Country	Business Visa Fee for Foreign Citizens travelling to US (\$)	Business Visa Fee for US Citizens travelling abroad (\$)
Turkmenistan	560	75
Congo Dem. Rep	410	155
Myanmar	322	150
New Caledonia	260	0
Wallis Futuna Islands	260	0
Belarus	260	190
Kazakhstan	220	200
Armenia	210	54
Kyrgyzstan	205	0
Central African Rep	200	150
Congo Republic	180	200
Oman	175	150
Papua New Guinea	175	256

Source: World Bank staff estimates based on U.S. State Department website and online travel agency websites

Une fois que les migrants issus des pays pauvres ont payé les frais de visa, ils leur restent à payer, à leur arrivée dans le pays d'accueil, d'autres frais comme les frais de recrutement pour travailler.

### **B- Les frais de recrutement des travailleurs temporaires peu qualifiés**

Les divers coûts liés aux frais de recrutement sont : les coûts versés aux agents de recrutement (intermédiaire), l'assurance maladie, les examens médicaux, le traitement du dossier, etc. Selon le Tableau 7, un travailleur bengalais désirant émigrer doit déboursier entre

<sup>142</sup> The World Bank, Migration and Remittances Flows, op. cit. pp. 10 et 11.

1935 \$ et 3870 \$ pour trouver un emploi peu qualifié au Moyen-Orient rémunéré à 200 \$ par mois (qui représente jusqu'à 5 fois le PIB par habitant ou 14 mois de salaire au Bangladesh). De même, le coût moyen de recrutement est équivalent à 5 mois de salaire pour les travailleurs indonésiens à Hong Kong, et de 6 mois de salaire pour les travailleurs népalais au Moyen-Orient.<sup>143</sup>

**Tableau 7 : Exemples des coûts de recrutement**

Destination/Occupation	Sending country	Average recruitment cost	In months of wages
Domestic worker in Hong Kong	Indonesia	2,708	5.4
	Philippines	1,719	3.4
Construction worker in Middle East	Nepal	1,200	6.0
	Bangladesh	2,891	14.5

*Sources:* ITUC, IMWU and HKCTU, June 2012; APL-HK and PLU, April 2013; Martin 2013, Human Rights Watch 2013, World Bank 2011 (Nepal report). These data should be viewed as preliminary.

Les différences de salaires entre le pays d'origine et le pays d'accueil peuvent justifier les coûts de recrutement payés par les émigrants. Ce sont des agents de recrutement intermédiaires qui collectent ces frais et organisent la répartition des migrants afin de les diriger directement aux employeurs. Contrairement aux travailleurs migrants peu qualifiés, les employeurs sont prêts à payer la totalité des coûts de recrutement des travailleurs hautement qualifiés. En effet, les conventions relatives aux migrations internationales obligent les employeurs internationaux à payer tous les frais de recrutement des travailleurs étrangers (peu et hautement qualifiés), mais ces conventions ne sont pas respectées par les employeurs.<sup>144</sup>

Par ailleurs, l'ancienneté de la diaspora algérienne établie en France a permis de tisser un réseau de migrants important qui a contribué à réduire les différents coûts associés à la migration. Ainsi, la proximité géographique et linguistique fait que les migrants algériens favorisent la France plus que d'autres destinations. Ainsi, la baisse des coûts de la migration a permis aux ménages pauvres de migrer<sup>145</sup>.

<sup>143</sup> The World Bank, Migration and Remittances Flows, op. cit. p. 9.

<sup>144</sup> Ibid., p. 10.

<sup>145</sup> Hammouda N.E. et al, Les deux enquêtes menées en Algérie : analyse descriptive, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p.13.

## **Section 2 : Migration et transferts de fonds : Conséquences et répercussions en termes d'inégalité et de pauvreté**

Cette section contient deux sous-sections. La première expose l'impact de la migration sur les pays d'origine et d'accueil des migrants. La seconde présente l'impact des transferts de fonds dans les pays d'origine en matière de pauvreté et d'inégalités de revenus.

### **2.1- Impact de la migration sur les pays d'origine et d'accueil**

Selon *Taylor* (2001), les interactions entre migration et pauvreté, et leurs impacts sur les économies bénéficiaires constituent l'un des domaines les moins étudiés et les plus incompris de l'économie. Si on considère que la majorité des migrants provient des régions rurales où vivent la majorité des pauvres, l'impact de leur migration sur ceux qui restent est assez important du point de vue du bien-être social. Ainsi, dans les villes où l'activité économique se concentre, la migration peut avoir des incidences sur la croissance économique en matière de production alimentaire et d'exportations agricoles. Du point de vue du bien-être économique des non-migrants, cela peut fournir une indication des tendances futures en termes de migration. Les travailleurs migrants s'intègrent aux activités locales de leur lieu de destination, en complétant d'autres facteurs ou en concurrençant les travailleurs d'origine des économies d'accueil.<sup>146</sup>

Cependant, l'arrivée des travailleurs migrants a des incidences sur la répartition du revenu dans les économies d'accueil. En effet, les incidences de la migration sur la pauvreté dégagent deux visions différentes ou opposées, qualifiées respectivement de vision « optimiste » et vision « pessimiste ».

#### **2.1.1- Une vision optimiste**

À partir de cette perspective optimiste, la migration est considérée comme un mécanisme de réduction de la pauvreté dans les pays d'origine des migrants, à la suite d'un déplacement d'une population qui vivait dans des régions rurales à faibles revenus vers des villes urbaines (situées dans le pays même ou à l'étranger) à revenu relativement élevé. En effet, pour les non migrants, si la migration ne se traduit pas par une chute brutale du revenu ou une légère baisse de celui-ci - par exemple la main d'œuvre et le capital que les migrants emportent avec eux ne

---

<sup>146</sup> Edward Taylor J., *Causes, Conséquences et répercussions en termes de Pauvreté, Problèmes actuels et émergents pour l'analyse économique*, 2001, p. 2.

sont que peu importants - alors le départ des migrants se traduit par une baisse de la population de leurs pays d'origine qui bénéficiera d'une augmentation du niveau de revenu. Pour les migrants, au moment de leur arrivée dans le pays d'accueil, leur niveau de revenu peut être inférieur à celui des non migrants, mais s'améliorent rapidement lorsqu'ils acquièrent des compétences particulières, la baisse des taux de salaires disparaît au fil du temps.<sup>147</sup>

Les transferts de fonds effectués par les émigrants vers leurs familles d'origine contribuent directement aux revenus de ces derniers. La migration internationale ne représente qu'une partie modeste de la migration mondiale totale (migration interne et externe). Selon *Taylor* (2001), des enquêtes menées par plusieurs chercheurs, indiquent que les transferts de fonds représentent une partie importante du revenu global dans les régions rurales des pays pauvres (moins avancés). Cependant, le manque d'information sur la part que les transferts de fonds représentent, dans le revenu global des migrants, permet de penser qu'ils constituent également une part importante du revenu des émigrants. Ainsi, si ces derniers sont issus de familles pauvres, alors les transferts qu'ils effectuent auront des effets directs sur l'atténuation de la pauvreté dans leurs régions d'origine.<sup>148</sup>

Les transferts de fonds des travailleurs migrants peuvent également avoir des incidences indirectes et multiples dans leurs pays d'origine et d'accueil. Dans les pays d'origine, et en matière de marchés imparfaits qui caractérisent ces économies, les transferts peuvent diminuer le risque d'illiquidité et de production dans les zones d'origine des émigrants. Ainsi, les dépenses de ces fonds par les ménages qui les reçoivent, peuvent avoir des effets indirects positifs pour les pauvres grâce à l'effet de l'entraînement des dépenses. Dans les pays d'accueil, l'arrivée des immigrants peut maintenir l'activité économique locale et créer des emplois de qualité pour les résidents. À partir des données de recensement sur les clusters métropolitains aux Etats-Unis, plusieurs études réalisées dans les années 80 (*Schultz* 1982, *Lucas* 1987, *Rosenzweig* 1988...) ont conclu que le marché du travail et le taux de chômage sont peu influencés par l'arrivée d'immigrants. Dans d'autres cas, il se peut que l'arrivée des immigrants ait des incidences positives sur l'offre de travail et sur les salaires dans les économies d'accueil.<sup>149</sup>

---

<sup>147</sup> Edward Taylor J., *Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté*, op. cit. pp. 2 et 3.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 4.

L'économiste américain *David Card* défend l'idée que l'immigration n'a eu qu'un faible impact, et que les immigrants ne font pas accroître le taux de chômage ni baisser les salaires dans les pays d'accueil. Plusieurs études empiriques corroborent ce résultat. D'après ces études, les migrants occupent des postes où il y a une pénurie d'employés et aussi des postes saisonniers ou bien des emplois qui sont souvent refusés par les natifs à cause de leurs inconvénients (difficiles, à haut risque, salaire modeste). De ce fait, dans le marché du travail, les nationaux et les immigrés sont complémentaires. En ce qui concerne les salaires, l'immigration en Italie a eu un effet positif sur les salaires des natifs au nord du pays, les migrants ont comblé des postes rejetés par les natifs, ainsi, l'existence de syndicats forts leur ont permis de maintenir le même niveau de salaire. Même chose pour l'Espagne et le Royaume-Uni où il y a eu un impact légèrement positif sur les salaires. Quant à l'emploi, les études menées sur l'Espagne ont démontré que l'immigration a un effet positif sur l'emploi. Toutefois, en Allemagne, la rigidité des salaires et du marché du travail a fait que l'immigration a eu un effet négatif sur l'emploi. Par ailleurs, le niveau de qualification des migrants n'a aucun effet sur l'emploi. Au sein des pays de l'OCDE, l'offre de travail est supérieure à la demande sur le marché du travail peu qualifié, contrairement au marché du travail hautement qualifié où la demande dépasse l'offre dans certains secteurs. Cependant, le pays d'accueil peut accueillir des migrants là où il manque des travailleurs pour qu'ils soient complémentaires avec les travailleurs nationaux et non pas substituables<sup>150</sup>.

Pour le pays d'origine, les migrants peu qualifiés envoient de l'argent à leurs familles plus que les migrants hautement qualifiés. De plus, ils sont majoritairement issus des familles pauvres, et les transferts qu'ils effectuent ont des effets positifs directs sur le revenu de leurs familles. Ainsi, leur départ se traduit soit par une augmentation des salaires des travailleurs restés au pays d'origine (si le taux de chômage est faible) ou bien par la création de nouvelles opportunités d'emploi (si le taux de chômage est élevé) ce qui est le cas en réalité pour les pays en développement. L'immigration des travailleurs hautement qualifiés « l'exode des cerveaux » (brain drain) est considéré comme une perte pour les pays d'origine. Toutefois, si les migrants un jour décident d'y retourner un jour, ils peuvent apporter avec eux de nouvelles compétences et du savoir-faire acquis à l'étranger, c'est le cas de la migration temporaire et

---

<sup>150</sup> Dayton-Johnson J. et Xenogiani T., « Immigration, développement et arbitrages entre politiques. », op. cit. pp. 116-118.

circulaire, mais il se peut que le pays d'origine ne puisse bénéficier de ces compétences s'ils ne sont pas utiles dans un pays en développement<sup>151</sup>.

### **2.1.2- Une vision pessimiste**

Selon *Taylor* (2001) : « Toute vision optimiste a sa contrepartie pessimiste. Les études les plus pessimistes en matière d'interaction entre la migration et le développement dans les zones d'origine ont, pour la plupart, été publiées dans les années 70 et 80. En revanche, durant la décennie 1990, les recherches dans ce domaine se sont montrées plus optimistes. Cependant, les études sur les effets de l'immigration dans les économies d'accueil, généralement optimistes dans les années 70 et 80, sont devenues plus pessimistes au cours de ces dernières années ». <sup>152</sup>

Pour que la migration permette d'accroître le revenu moyen par habitant dans les économies d'origine, il faut que le départ des migrants n'entraîne pas une chute brutale du revenu ou une légère baisse de celui-ci. Cependant, *Taylor* a mentionné que la majorité des études pessimistes ont conclu que la migration provoque une chute du revenu dans les économies d'origine des migrants. Ainsi, le produit marginal de la main d'œuvre migrante avant la migration était plus important qu'après la migration, car les émigrants emportent avec eux leur capital de production et humain. De ce fait, les transferts effectués par les émigrants ne couvrent qu'une partie de la perte de la main d'œuvre et de capital. Il en résulte une perte qui contribuerait à l'aggravation de la pauvreté et à la réduction de la productivité. Dans le cadre de cette vision pessimiste, pour les économies d'origine, la migration est considérée comme une « exportation de main d'œuvre » et les fonds envoyés par les émigrants sont perçus comme leur « rémunération ». Dans les économies d'accueil, les émigrants entrent en concurrence pour s'intégrer dans les activités productives locales qui ont des besoins limités en termes de main d'œuvre. Les familles des migrants participent au processus de migration, afin d'en percevoir des avantages (les transferts de fonds), ce qui justifie leur participation. De ce fait, ce processus est coûteux et risqué, et les familles pauvres courent le risque de rester en marge de ces bénéficiaires. Il en résulte que généralement ce sont les membres de familles issus de la classe moyenne ou plus élevée, et non pas des segments les plus pauvres de la population qui émigrent. Cependant, si la migration a des répercussions dommageables sur la

---

<sup>151</sup> Keeley B., Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, op. cit. pp. 131-134.

<sup>152</sup> Edward Taylor J., Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté, op. cit. p. 4.

production locale, le revenu des pauvres risque de baisser (que ce soit en terme relatif ou absolu).<sup>153</sup>

Selon cette vision, les transferts de fonds des travailleurs migrants contribuent à l'amélioration du revenu de leurs familles d'origine, tandis que la dégradation de la production et du revenu à la suite de leur départ provoque une récession de l'activité économique locale, et des incidences négatives pour les plus pauvres. Ainsi, l'arrivée des émigrants aux pays d'accueil engendre une concurrence entre ces derniers et les travailleurs locaux, ce qui amène les travailleurs locaux à partir à la recherche d'un secteur de travail moins touché par les émigrants, à cause de l'exode de ces derniers. Ceci tend à disséminer l'impact de l'immigration sur tout le territoire du pays d'accueil, ce qui rend l'analyse des effets de la migration sur le marché de travail moins précise et plus complexe.<sup>154</sup>

*Faini (2007)* soutient l'idée que les migrations internationales ont des effets négatifs sur les pays d'origine des migrants. Premièrement, les pays d'accueil adoptent des mesures restrictives pour limiter les flux migratoires, et aussi des politiques sélectives en faveur des migrants hautement qualifiés. Deuxièmement, la perte de main d'œuvre qualifiée et de capital humain n'est pas récompensée par des flux de transferts conséquents, car les migrants qualifiés dans le pays d'accueil ont tendance à rapatrier leur famille au lieu d'envoyer des fonds, aussi la perte de main d'œuvre qualifiée a des effets indirects négatifs sur les IDE et le commerce. Enfin, les transferts effectués vers le pays d'origine devraient contribuer à la croissance par le biais de l'investissement, mais la perte des travailleurs qualifiés ne permet pas sa réalisation, et que seule l'ouverture de migration pour les travailleurs peu qualifiés pourrait déclencher une croissance et amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine<sup>155</sup>.

Ainsi, la migration massive de la main d'œuvre hautement qualifiée (l'exode des cerveaux) des pays pauvres vers les pays développés est un phénomène qui engendre des pertes énormes dans le pays d'origine des migrants. Ces pays perdent l'argent investi pour l'éducation et l'enseignement de leurs travailleurs qui devaient être un jour leur source d'innovation et de développement. Ainsi, le manque de personnel qualifié dans le secteur de la santé ne permet pas d'offrir des services médicaux décentes et de lutter contre les virus comme VIH. En effet,

---

<sup>153</sup> Edward Taylor J., Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté, op. cit. p. 5.

<sup>154</sup> Ibid., p. 6.

<sup>155</sup> Dumont J.C., Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. Commentaires, Revue d'économie du développement, Vol. 15, 2007, p. 189.

le phénomène de l'exode des travailleurs du secteur de la santé est le plus débattu à cause de son importance. À titre indicatif, les médecins migrants représentent presque un quart des médecins aux États-Unis et dans la zone OCDE, le tiers au Royaume-Uni. En fait, l'exode des médecins peut engendrer des répercussions néfastes pour certains pays d'origine et dégrade les services de santé à la suite du départ des migrants. Pour d'autres pays, les dessous de la détérioration du secteur de la santé sont plus profonds et dépassent la fuite des cerveaux. À titre explicatif, dans plusieurs pays le secteur de la santé ne peut pas recruter tous les médecins stagiaires, ceux-ci sont obligés d'immigrer pour trouver un travail<sup>156</sup>.

De ce fait, la migration peut être positive pour les pays d'origine (transferts de fonds) et pour les pays d'accueil (trouver des travailleurs acceptant des postes refusés par les nationaux) comme le cas des migrants non qualifiés, comme elle peut être négative pour les pays d'origine (fuite des cerveaux) et pour les pays d'accueil (concurrencer les travailleurs nationaux et accroître le chômage). *Bouklia-Hassane* (2010) trouve que l'effet de la migration sur les pays d'origine est ambigu et dépend du type de migration (migration retour, migration circulaire ou bien migration permanente) et aussi de la trajectoire du migrant et sa stratégie. Ainsi, l'effet dépend des politiques établies par les pays d'origine en faveur des migrants afin d'attirer le plus de migrants et participer dans le développement du pays<sup>157</sup>.

## **2.2- Impact des transferts de fonds sur les pays d'origine**

Les études qui abordent le sujet de la migration, de la pauvreté et des transferts de fonds effectués par les émigrants, s'intéressent aux causes qui amènent les ménages à émigrer. Cependant, le trait le plus marquant de ces travaux est la mise en perspective des conséquences et des répercussions des transferts de fonds sur l'inégalité des revenus et l'atténuation de la pauvreté des ménages non migrants dans les pays d'origine des migrants. En effet, il existe un lien indirect entre la pauvreté et l'inégalité, *Taylor* (2001) : « les envois de fonds peuvent contribuer à atténuer la pauvreté (lorsqu'ils sont destinés à des ménages pauvres), mais aussi à aggraver les inégalités (si la majeure partie de ces envois est destinée à des ménages riches). Ils peuvent également atténuer les inégalités sans réduire la pauvreté (à condition d'être destinés à des ménages à revenu moyen) ».

---

<sup>156</sup> Keeley B., *Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation*, op. cit. pp. 134 et 135.

<sup>157</sup> Bouklia-Hassane R., « Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie », op. cit. p. 25.

Dans le passé et à l'époque où la nouvelle économie de la migration du travail (NEMT) n'existait pas, les études menées par les chercheurs sur les effets migratoires dans les pays exportateurs de main d'œuvre, se focalisaient sur l'ajustement du marché du travail dans les régions rurales, à la suite du départ des migrants qui emportent avec eux le capital productif et humain. Ainsi les premières études ne s'intéressaient pas directement aux effets de la migration sur la pauvreté. Parmi ces recherches, l'étude de *Lewis* en 1954 qui est la première étude à aborder l'impact de la migration sur les économies d'origine. Il a conclu que la migration provoque des répercussions négatives sur la production agricole, et il n'a pas analysé ces répercussions sur la pauvreté.<sup>158</sup>

Cependant, la migration peut avoir plusieurs incidences sur la pauvreté. Du point de vue positif, la production agricole dans les régions rurales s'améliore, à condition qu'elle ne subisse pas de choc après le départ des émigrants. Ainsi, la migration des ménages des régions rurales vers des villes industrielles permet d'atténuer la pauvreté rurale, si un grand nombre d'émigrants provient de familles pauvres, et les établissements gouvernementaux redistribuent l'accroissement de la production par habitant en faveur des pauvres. Ainsi, si les salaires augmentent pour les travailleurs non-migrants à la suite de la perte de main d'œuvre résultant de la migration, la pauvreté rurale diminue si la majorité de ces travailleurs non-migrants sont des pauvres. Du point de vue négatif, si la perte de main d'œuvre et du capital entraînée par la migration conduit à une chute de production dans les pays d'origine, la pauvreté dans les régions rurales s'approfondit.

En effet, les transferts de fonds des travailleurs migrants vers leurs familles d'origine et dans les zones rurales pauvres contribuent à abaisser le degré de pauvreté de façon directe (car ils représentent un revenu additionnel), et de façon indirecte dans la mesure où ils représentent une source de revenu local pour les membres de familles bénéficiaires, en allégeant les contraintes de liquidité et de risque liées aux activités productives des pauvres.<sup>159</sup> Au Sénégal les transferts de fonds jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté, que ce soit dans les zones urbaines ou rurales. De plus, les transferts collectifs envoyés par des associations de migrants fondées sur la religion, l'ethnie ou l'appartenance communautaire ont des effets positifs importants sur la pauvreté. Ces associations investissent l'argent collecté dans leurs villes d'origine dans plusieurs projets tels que les constructions d'écoles et

---

<sup>158</sup> Dubey A. and Palmer-Jones R., Surplus Labor, Social Structure and Rural to Urban Migration, Conference on the 50 th anniversary of the Lewis Model, July 6-7, 2004.

<sup>159</sup> Edward Taylor J., Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté, op. cit. pp. 30 et 31.

d'hôpitaux, les forages de puits pour l'eau potable, les barrages, la culture du riz, l'éclairage dans les rues, la construction des routes, etc. Tous ces investissements à caractère tant humain et social que solidaire améliorent le bien-être des ménages et réduisent la pauvreté absolue<sup>160</sup>. *Boukha-Hassane* (2010), les transferts de fonds sont utilisés dans la majeure partie dans la consommation finale, ils augmentent le revenu national. Ainsi, s'ils sont destinés à des ménages pauvres, ils réduisent la pauvreté. *Ben Mim et Mabrouk* (2012), d'après le Fonds International de Développement Agricole (FIDA, 2007) les transferts de fonds et la migration internationale réduisent énormément la pauvreté dans les pays de départ. Il ajoute que les transferts sont envoyés pour répondre à des besoins immédiats comme la nourriture, la santé et l'éducation, et ils permettent non seulement la réduction de la pauvreté, mais aussi la stimulation de la croissance économique. Cependant, la migration des qualifiés surtout pour les pays pauvres freine la croissance et aggrave les inégalités<sup>161</sup>. *Mouhoud* (2013) suggère que les transferts de fonds sont perçus comme un revenu additionnel qui augmente le revenu du ménage, et qui a des répercussions sur la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus. En Afrique subsaharienne et en période de crise, les familles restées au pays bénéficient de plus d'argent qu'en temps normal pour surmonter la crise. Les transferts servent comme une assurance ou un filet de sécurité face aux chocs adverses. *Bahani et Hanchane* (2013) trouvent que l'impact des transferts sur la pauvreté est positif. Toute personne qui vit avec moins de 1 USD par jour est considérée comme pauvre. Toutefois, la pauvreté relative diffère d'un pays à l'autre. Les fonds transférés aux ménages pauvres contribuent à l'amélioration de leur revenu qui leur permet de dépasser la ligne de pauvreté.

Toutefois, *Taylor et coll.* (1995), ont observé que la majorité des émigrants ruraux proviennent de la classe moyenne et les familles pauvres ne représentent qu'une minorité. *Lerch et Wanner* (2006) ont trouvé qu'en Albanie la majorité des transferts sont destinés à des ménages de la classe moyenne et supérieure, ces montants sont souvent importants, cependant les ménages pauvres ont de faibles chances de recevoir des montants élevés. Les familles pauvres peuvent sacrifier leur production provisoirement pour financer les coûts de l'émigration de leurs membres, afin de bénéficier des fonds et les investir dans des activités

---

<sup>160</sup> Ndione B., Migration au Sénégal, Transferts de fonds et de compétences des émigrés : enjeux socioéconomiques et stratégies politiques au Sénégal, Organisation internationale pour les migrations (OIM), op. cit. pp. 17-19.

<sup>161</sup> Ben Mim S. et Mabrouk F., « Transferts de fonds des migrants, capital humain et croissance économique », Conférence sur XXVIIIèmes Journées du développement ATM 2012 « Mobilités internationales, déséquilibres et développement : vers un développement durable et une mondialisation décarbonée ? », University d'Orleans, France, 06-2012, p. 2.

productives, en espérant que les fonds reçus seront supérieurs aux revenus que les familles pourraient apporter par leur travail dans le secteur agricole. Les résultats des recherches qui s'intéressent à étudier l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté et sur l'inégalité de la distribution des revenus sont contradictoires<sup>162</sup>. Les transferts des migrants contribuent de manière significative à la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine. Toutefois, leurs effets sur les inégalités sont ambigus. Ils réduisent les inégalités dans certains pays comme ils les aggravent dans d'autres. D'après plusieurs chercheurs l'effet des transferts dépend des inégalités déjà existantes avant le départ des migrants. Les transferts réduisent les inégalités si elles sont faibles au départ, et ils les augmentent si elles sont déjà importantes<sup>163</sup>.

Il se peut que les transferts de fonds aient un effet direct sur la diminution de l'inégalité du revenu, comme ils peuvent les approfondir et les aggraver. *Taylor* a donné une explication théorique à ces contradictions. En décrivant l'émigration par l'adoption d'une nouvelle technologie productive, cette technologie est caractérisée par des coûts élevés, des risques associés au manque d'information et à l'incertitude. Ces coûts constituent un facteur dissuasif pour les familles pauvres dans les zones rurales et leur rendent la migration inaccessible. Ainsi, seuls les ménages issus de la classe supérieure en matière de revenu peuvent émigrer. Par la suite, les fonds qui vont être transférés par ces ménages vers leurs familles d'origine auront de fait tendance à aggraver les inégalités qui existaient au sein des familles rurales. Mais ces incidences néfastes des transferts de fonds sur l'inégalité diminuent ou s'inversent au fil du temps, avec le développement des réseaux des émigrants, qui servent à alléger les coûts de migration et rendent les marchés du travail des émigrants dans les pays de destination plus accessibles aux ménages pauvres. *Taylor* a justifié cet argument par l'étude menée par *Stark, Taylor et Yitzhaki* en 1986 (elle sera détaillée dans la prochaine partie). Ces auteurs ont démontré que les transferts de fonds vers les régions rurales qui sont exportatrices traditionnelles de main d'œuvre favorisent l'égalité des revenus.<sup>164</sup>

En outre, l'impact des transferts de fonds en Afrique subsaharienne sur la réduction de la pauvreté est positif. Cependant leur impact sur les inégalités est contradictoire. En effet, à court terme, les coûts de l'émigration sont élevés, les ménages pauvres ne peuvent pas émigrer contrairement aux ménages de la classe supérieure qui émigrent le plus, donc les inégalités s'accroissent. Cependant, à long terme, avec le développement des réseaux des

---

<sup>162</sup> Edward Taylor J., *Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté*, op. cit. p. 32.

<sup>163</sup> Keeley B., *Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation*, op. cit. pp. 144 et 145.

<sup>164</sup> Edward Taylor J., *Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté*, op. cit. p. 32.

migrants, les coûts de l'émigration deviennent moins élevés, les ménages pauvres peuvent envoyer leurs membres à l'étranger et les inégalités diminuent. Au Pakistan, les transferts de fonds réduisent non seulement les inégalités et permettent aux ménages pauvres d'aller à l'école, mais aussi réduisent les inégalités du genre et favorisent l'éducation des filles (Mansuri, 2008)<sup>165</sup>. De plus, selon *Mvogo et al.*, (2013), l'expérience dans la migration représente aussi un facteur déterminant dans la migration des ménages et plus précisément des ménages pauvres, ceux-ci ont pu bénéficier des transferts de leurs enfants et constituer une fortune.

Par ailleurs, même si la majorité des migrants sont des ménages de la classe supérieure, les ménages les plus démunis non-migrants peuvent bénéficier des transferts de fonds, par le jeu des multiplicateurs de revenus (par exemple, l'effet d'entraînement des dépenses favorise la transmission des transferts de fonds des familles bénéficiaires aux non-bénéficiaires). *Coll.* et *Taylor* en 1995 ont confirmé ces résultats. Ils ont conclu que malgré le faible accès des ménages pauvres à la migration, les transferts de fonds engendrent des effets multiplicateurs indirects en faveur de ces ménages urbains et ruraux dont le revenu est inférieur au revenu national par habitant.<sup>166</sup>

En conclusion, *Taylor* (2001), dans son article « Causes, Conséquences et répercussions en termes de pauvreté rurale », affirme que quatre conditions doivent se réunir pour que la migration ait des répercussions positives sur l'atténuation de la pauvreté dans les pays d'origine :

- La perte de la main d'œuvre dans les activités productives résultant de la migration, n'implique qu'une légère baisse de la production.
- Les familles pauvres sont les plus bénéficiaires des transferts de fonds.
- Les transferts de fonds allègent les contraintes d'accès aux activités productives jusqu'à ce que les familles pauvres puissent en bénéficier.
- Les activités productives résultant des transferts de fonds créent d'importants multiplicateurs locaux de revenus en faveur des ménages pauvres.<sup>167</sup>

---

<sup>165</sup> El mouhoub M., Migrations internationales et mondialisation : paradoxes et impasses politiques, op. cit. p. 50.

<sup>166</sup> Edward Taylor J., Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté, op.cit. p. 33.

<sup>167</sup> Ibid., pp. 33 et 34.

## Conclusion

Le but de cette partie a été d'une part d'illustrer l'importance des transferts privés au sein des économies bénéficiaires et leur contribution à l'amélioration du bien-être, et d'autre part d'expliquer comment les transferts privés affectent les économies bénéficiaires et améliorent les conditions de vie des ménages.

En effet, les transferts privés contribueraient à la croissance de la productivité des pays récipiendaires et consolideraient la consommation des ménages et de l'Etat. Ils garantissent une stabilité pour le PIB mieux que les autres flux qui ont été évalués comme des flux assez volatiles. Ainsi, ils influencent la politique économique de l'Etat en modifiant les décisions et stratégies d'investissement, d'épargne, de dépenses et de crédits, car les transferts privés peuvent également soutenir la dette de l'Etat en rassurant le remboursement de ces dettes, ou bien en étant la source pour se financer, réduisant ainsi le risque de défaut du pays.

En outre, de plus en plus, les autorités locales des pays d'origine des migrants et les diasporas établies à l'étranger emploient les transferts collectifs dans des investissements socioéconomiques et productifs. Toutefois, il ne faut pas que les autorités comptent beaucoup sur cette manne financière car la majorité de ces fonds sont dépensés en biens de consommation finale (nourriture, école, santé et construction de maison). Cependant, d'autres familles de migrants investissent une part des transferts dans des activités productives et agricoles.

Par ailleurs, les transferts de fonds ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté. De plus, pour que la réduction de la pauvreté s'accompagne d'une diminution des inégalités au sein des ménages, il faut que les migrants soient en grande partie issus des ménages pauvres. Ainsi, les transferts de fonds reviennent en grande partie à ces ménages. Cependant, pour parvenir à ce résultat, il faut que la migration soit accessible aux ménages les plus démunis.

# **PARTIE II IMPACT DES TRANSFERTS DE FONDS**

## **Introduction**

Après avoir présenté dans la première partie, une revue de la littérature sur les transferts de fonds, leurs caractéristiques, leur importance, leurs motivations et utilisations, ainsi que leur impact sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté, cette seconde partie met l'accent sur l'aspect empirique. Elle est divisée en deux chapitres. Le chapitre 1 énonce les résultats des travaux empiriques étudiant la question des transferts de fonds des migrants, leur impact sur la croissance économique (section 1), la réduction de la pauvreté et l'inégalités des revenus au sein des pays d'origine des migrants (section2).

Le chapitre 2 présente une étude empirique portant sur l'impact des transferts de fonds des migrants en matière de bien-être, de pauvreté et d'inégalité, sur la base d'une enquête menée et diffusée par la Banque mondiale sur le cas du Burkina-Faso qui représente l'un des pays les plus connus pour l'exportation de main d'œuvre en Afrique subsaharienne. Dans cette perspective, ce chapitre sera organisé en deux sections. La section 1 présente les données de l'enquête sur les caractéristiques démographiques, les conditions de logement, les dépenses des ménages, ainsi que des informations sur les membres de ménages ayant émigré et les transferts de fonds effectués par ces migrants vers leur famille d'origine. La section 2 expose une comparaison entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires des transferts de fonds en matière de bien-être, ainsi qu'une analyse de l'impact des transferts de fonds sur les dépenses, et sur la pauvreté et les inégalités des ménages bénéficiaires de ces transferts.

## **Chapitre 1 : Résultats des travaux empiriques étudiant l'impact des transferts de fonds**

Ce chapitre est divisé en deux sections. La première présente les résultats des travaux empiriques analysant l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique dans les pays d'origine des migrants. La seconde expose les résultats des études qui s'intéressent à l'impact des transferts sur la pauvreté et les inégalités de revenus.

### **Section 1 : Impact des transferts de fonds sur la croissance économique**

Cette section présente les effets des transferts de fonds sur différentes variables macroéconomiques des économies bénéficiaires, parmi ces variables : la croissance du PIB, la volatilité du PIB. *King et Levine* (1993) ont montré que pour favoriser la croissance il faut favoriser le développement du système bancaire qui passe par l'épargne. Ce qui rend également l'analyse des effets des transferts de fonds sur l'épargne nécessaire.<sup>168</sup> Par ailleurs, plusieurs recherches ont été menées sur le rôle que pourrait jouer le capital humain dans la stimulation de la croissance économique. Parmi les recherches les plus marquantes, il y a : *Schultz* (1961), *Mincer* (1958, 1974) et *Becker* (1964, 1975). Ces auteurs ont conclu que le capital humain est un catalyseur de la croissance, et pour l'améliorer il faudrait investir dans l'éducation des enfants, la santé des individus et aussi, la migration (*Ben Mim et Mabrouk*, 2006). De ce fait, il serait important d'analyser l'impact de la migration et des transferts de fonds sur le développement du capital humain dans les pays d'origine des migrants et voir si les transferts pourraient aussi affecter la croissance par le canal du capital humain.

#### **1.1- Les transferts de fonds et la croissance du PIB**

Les travaux théoriques ont abouti à des résultats où les transferts de fonds peuvent avoir une incidence sur la croissance, ce qui a motivé le travail empirique à examiner la relation entre les transferts de fonds et la croissance.

Du côté positif, les transferts de fonds permettent d'alléger les contraintes d'accès au marché de crédit, d'augmenter l'investissement dans le capital physique et le taux d'investissement intérieur, de bénéficier de la formation du capital humain. L'augmentation de la demande de monnaie du pays bénéficiaire et les transferts de fonds sont susceptibles

---

<sup>168</sup> King R.G. and Levine R., *Finance and Growth*, World Bank, Washington DC, 1993, p. 18.

d'accroître l'offre de fonds dans le système bancaire, qui peut conduire à un développement financier amélioré par une réduction de la prime de financement externe. Cependant, plus les fonds transférés sont mobiles, plus le taux d'investissement diminue. Si les transferts privés sont permanents et ne sont pas transférés régulièrement, ils auront tendance à être dépensés sur la consommation et n'affecteront pas l'investissement intérieur. Ainsi, si les membres de familles de migrants ne sont pas qualifiés ou n'ont pas une expertise dans l'investissement, les transferts auront peu de chance d'être investis. Lorsque le niveau de vie d'une famille est élevé avant la réception des transferts privés, l'effet de la productivité du travail des transferts privés disparaît. Parfois les transferts privés sont utilisés pour financer le coût de la migration d'autres membres de la famille.<sup>169</sup>

*Chami, Fullenkamp, et Jahjah* ont fait une étude en 2003 sur un échantillon de 83 pays pour voir l'impact des transferts de fonds sur la croissance du PIB/tête. Sur la base d'une régression en données de panel de la croissance du PIB réel par habitant, sur le ratio de fonds transférés par rapport au PIB et la variation de ce ratio, en introduisant le taux d'investissement, le taux d'inflation et le rapport de flux de capitaux privés au PIB. Ils ont conclu que l'investissement intérieur et les flux de capitaux privés étaient liés positivement à la croissance, mais que le ratio des transferts privés/PIB n'était pas significatif, et que les transferts de fonds n'affectent pas la croissance. Ainsi, s'inspirant de l'étude de *Chami, Fullenkamp, et Jahjah* en 2003, le *FMI* réalise la même régression sur un échantillon de 101 pays, mais en considérant la totalité des transferts de fonds des migrants plutôt que le ratio. En outre, deux facteurs supplémentaires sont pris en compte comme la distance entre le pays de résidence des migrants et leurs pays d'origine, et si les deux pays parlent la même langue. Le *FMI* n'a pas trouvé un impact statistiquement significatif des transferts privés sur la croissance économique.<sup>170</sup>

Toutefois, la *Banque mondiale* a calculé des régressions de croissance sur un échantillon de 67 pays en 2006. Elle a inclus plusieurs variables (PIB par habitant, niveau de scolarisation, le ratio du crédit privé/PIB, le ratio des importations et des exportations/PIB, le taux d'inflation, le taux de change réel, etc.). Les estimations des équations de croissance montrent une relation positive entre le ratio des transferts de fonds/PIB et la croissance du

---

<sup>169</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. pp. 58-59.

<sup>170</sup> Chami R., Fullenkamp C. and Jahjah S., *Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development*, International Monetary Fund, Washington DC, 2003, pp. 5-22.

PIB. La *Banque mondiale* a également calculé la contribution des transferts de fonds dans l'augmentation du taux de change, mais elle a trouvé qu'il était petit.<sup>171</sup>

S'inspirant de l'étude de *Chami et al.* en 2007, *Faini* réalise une régression sur un échantillon de 64 pays couvrant la période de 1980 à 2004, mais n'incluant pas l'investissement dans la liste des régresseurs. L'impact des transferts sur la croissance passe essentiellement par le canal de l'investissement, donc le considérer comme donnée amoindrit son importance. Dans un premier temps, *Faini* a fait une régression du taux de croissance par tête sur des indicateurs du capital humain, du capital physique et de la qualité institutionnelle. Les résultats indiquent que le capital humain et physique et la qualité institutionnelle sont positivement corrélés avec la croissance. En plus, les pays pauvres ont un taux de croissance relativement plus rapide. En introduisant les transferts comme donnée dans l'estimation de l'équation, le coefficient reste positif. Cependant, en incluant les taux de l'aide publique et les transferts de fonds en pourcentage du PIB, les résultats montrent que les transferts ont un impact positif sur la croissance, contrairement à l'aide publique qui exerce un effet négatif.<sup>172</sup>

*Faini* (2007) a fait des tests supplémentaires afin de vérifier ses résultats. Il a utilisé des taux de croissance décennaux sur un panel de 89 pays et 136 observations. En introduisant le taux d'inflation, la prime du marché noir et l'environnement politique comme données, il a conclu que les deux derniers facteurs sont un déterminant de la croissance plus important que les déterminants traditionnels (capital humain et physique). De plus, les transferts de fonds sont un déterminant significatif et important de la croissance. Ainsi, une hausse de 1 % des transferts conduit à accroître le taux de croissance de 0,08 %. Par ailleurs, en introduisant les transferts de fonds dans le PIB et la prime du marché noir et l'inflation comme variables multiplicatives, l'effet des transferts est atténué lorsque l'environnement politique est incertain.<sup>173</sup>

*Faini* (2007) trouve que ses résultats sont identiques avec celles de la nouvelle littérature sur les migrations dans la mesure où les transferts influent positivement sur la croissance en réduisant les contraintes de crédit et en permettant la réalisation des projets d'investissement, mais aussi avec celles de la littérature traditionnelle dans la mesure où les transferts de fonds

---

<sup>171</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. pp. 60-61.

<sup>172</sup> Faini R., *Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine*, op. cit. p. 176.

<sup>173</sup> *Ibid.* p. 177.

sont moins investis dans des activités productives si l'environnement politique et macroéconomique est incertain.

En outre, *Mvogo et Ouedraogo* (2013) ont fait une étude sur les effets des transferts de fonds des migrants sur le taux de chômage dans les pays de la zone CEMAC à partir d'une base de données de la banque mondiale de 1991 à 2010. Ces auteurs ont utilisé la méthode des moments généralisés dans leur analyse. Ils ont constaté que les fonds transférés par les migrants accroissent la consommation de leurs familles. Ainsi, ils leur facilitent l'investissement productif en surmontant le problème de financement de leurs projets. De plus, ces auteurs ont trouvé que les transferts de fonds contribuent à réduire le taux de chômage dans la zone CEMAC à la suite de l'augmentation des investissements soutenus par les transferts et qui nécessite le recrutement de travailleurs. Ces chercheurs concluent leur travail en confirmant que les transferts impactent positivement et significativement l'activité économique des pays d'origine des migrants en permettant d'augmenter les investissements productifs, de réduire le taux de chômage et aussi d'accroître les réserves de change.

En Albanie, les transferts représentaient un déterminant majeur de l'économie. Les chercheurs qui travaillent sur le cas de l'Albanie trouvent que les transferts ont joué un rôle important dans la relance de l'économie dans les années 1990. *Lerch et Wanner* (2006) indiquent que les transferts des migrants albanais exercent trois effets. Ils ont stabilisé l'économie en améliorant la balance des paiements. Ainsi, ils ont permis l'acquisition et l'importation des biens et de produits nécessaires pour la relance économique. Ainsi, ils représentaient la moitié du PIB et ont rempli les caisses des banques à travers l'épargne qui à leur tour peuvent accorder des crédits aux investisseurs. Par ailleurs, d'après la banque centrale albanaise, les migrants impactent positivement le secteur du tourisme car la majorité des migrants passe leurs vacances dans le pays. Plusieurs pays tablent sur ce secteur pour soutenir leur croissance économique. En outre, *Kule et al.* (2002) ont étudié l'impact des transferts en exploitant une base de données regroupant 200 entreprises albanaises. Ils ont trouvé que les transferts des migrants représentent 17 % de leur capital. Les transferts sont également utilisés dans le secteur de l'immobilier et la construction de maisons, et l'investissement dans l'agriculture.<sup>174</sup>

---

<sup>174</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. pp. 26 et 27.

*Cupta et al.* (2007) suggèrent que l'impact direct des transferts de fonds dépend de leurs utilisations par les familles récipiendaires, de l'offre de travail et la capacité de production du pays d'origine et de l'incidence des transferts sur le développement financier. Ces chercheurs ont fait une étude sur un échantillon de 44 pays africains couvrant la période de 1975 à 2004 pour analyser les effets des transferts de fonds sur la financiarisation de l'économie des pays bénéficiaires. Les résultats de l'étude révèlent que les transferts exercent un effet positif sur le développement financier. Toutefois, les variables macroéconomiques et institutionnelles qui expliquent le développement financier sont exclues de leur modèle. En effet, l'impact des transferts sur la financiarisation de l'économie dans ces pays reste modeste car les sommes reçues sont relativement faibles par rapport aux autres continents où leurs effets sont plus importants. D'après ces chercheurs, les résultats de leur travail sont identiques à d'autres travaux examinant un panel de données plus large de pays en développement.<sup>175</sup>

Dans la même optique, *Nicole* (2010) a réalisé une étude sur l'impact des transferts de fonds des migrants béninois sur la croissance économique dans leur pays d'origine, et les canaux par lesquels les transferts influent sur l'économie du Bénin. Pour se faire, il a utilisé un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) qui permet de connaître le délai et l'ampleur de la réaction des variables macroéconomiques analysées à la suite du changement du niveau des transferts. Les modèles autorégressifs permettent de tester les différentes hypothèses, ainsi que les relations entre les variables du modèle. Ces variables sont la production (la variable objectif), la consommation, l'investissement et les importations (variables de transmission) et les transferts de fonds (la variable instrument). Elles ont été sélectionnées en se référant aux résultats de la littérature. La période étudiée se situe entre 1975 et 2005. Les données de l'étude sont trimestrielles et ne prennent en compte que les transferts formels.<sup>176</sup>

Les résultats du modèle indiquent qu'à court terme, le PIB dépend de ses valeurs antérieures, des importations et des investissements. Ainsi, les transferts n'influencent pas l'investissement et la consommation. En effet, les transferts n'ont aucun effet sur la croissance à court terme et le modèle n'affiche aucune relation entre eux. D'après les données officielles, les transferts de fonds sont davantage utilisés dans la consommation et la construction de maisons, mais leur effet multiplicateur sur la croissance économique reste faible, car leur

---

<sup>175</sup> Gupta S. et al, L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique, op. cit. p. 42.

<sup>176</sup> Nicole A.A., Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise, op. cit. pp. 5-10 et 18-22.

impact n'est pas immédiat. Toutefois, à long terme, les résultats du modèle révèlent que les transferts et la croissance sont positivement et significativement corrélés. De plus, tous les coefficients du modèle sont significatifs, et indiquent qu'à long terme les transferts et le PIB évoluent au même rythme. Ainsi, les transferts ont un impact important sur la croissance par le biais de la consommation. Ce résultat corrobore ceux de plusieurs travaux tels que *Chami et al.* (2007) et *Ratha* (2003) qui constatent que les transferts ont un effet multiplicateur important sur la croissance à long terme par le canal de la consommation.<sup>177</sup>

De plus, les transferts affectent les trois variables du modèle, et un choc positif sur les transferts conduit à un effet positif permanent sur la consommation, les importations et l'investissement. Cependant, l'ampleur de la réaction de l'investissement est la plus faible, alors que celle des importations est la plus importante. Ainsi, l'ampleur de la réaction du PIB et de la consommation sont identiques et ont le même rythme. En effet, un choc positif sur les transferts conduit à un effet multiplicateur permanent sur toutes les variables du modèle, tandis qu'un choc positif sur le PIB a un effet transitoire sur les transferts. Durant les cinq premières années l'effet sur les transferts de fonds est positif, puis nul et puis il devient négatif. Ce résultat corrobore ce qui a déjà été obtenu par d'autres travaux confirmant que l'amélioration du niveau de vie a des répercussions négatives sur les transferts de fonds qui ont tendance à baisser.<sup>178</sup>

Les conclusions de cette étude indiquent que les envois de fonds affectent toutes les variables du modèle. Ils représentent également un catalyseur de la croissance économique à long terme à travers la consommation. L'investissement et les importations sont aussi des canaux par lesquels les transferts influencent la croissance.

Ainsi, *Ben Mim et Mabrouk* (2011) ont analysé l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique et le rôle que pourrait jouer le système financier (à l'aide de trois indicateurs du développement financiers). Ainsi, les canaux par lesquels les transferts influencent la croissance comme l'investissement et le capital humain, ces deux facteurs sont souvent présentés comme des canaux de transmission importants des transferts dans l'analyse théorique. Ces chercheurs ont exploité une base de données diffusée par la Banque mondiale en 2010 de 27 pays bénéficiaires des transferts des migrants de 1999 à 2009 et ont estimé

---

<sup>177</sup> Nicole A.A., Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise, op. cit. pp. 24-26.

<sup>178</sup> Ibid. pp. 26-28.

plusieurs modèles par la méthode des Moindres Carrées Ordinaires (MCO). La matrice des variables de contrôle contient : le taux d'investissement, le taux de croissance de la population, le capital humain, le degré d'ouverture de l'économie, le développement financier, le taux d'inflation et enfin les dépenses publiques.<sup>179</sup>

En estimant leur modèle, les chercheurs ont trouvé que les transferts de fonds influencent positivement la croissance du PIB par tête, mais l'effet reste modeste. Toutefois, il se peut que les transferts aient des effets importants indirects à travers les canaux de transmission (investissement et capital humain). Ainsi, les transferts impactent positivement la croissance quel que soit l'indicateur du développement financier utilisé dans le modèle. Ainsi, les résultats confirment l'idée que la croissance de la population a un effet négatif sur la croissance du PIB par tête, contrairement à l'investissement qui stimule la croissance, ces deux résultats sont largement débattus dans la littérature économique. Par ailleurs, les résultats révèlent que le degré du développement financier est très important, car l'effet des transferts de fonds sur l'investissement est faible lorsque les pays bénéficiaires se dotent d'un système financier développé, tandis que l'effet est important lorsque les pays bénéficiaires ont un système financier peu développé. En effet, ce résultat corrobore celui de *Giuliano et Ruiz-Arranz* (2005) qui constatent que les transferts se substituent au système financier en permettant aux investisseurs de financer leurs projets. Par ailleurs, les résultats des estimations indiquent que les transferts des migrants influencent positivement et significativement sur le capital humain et qu'une fraction conséquente des transferts est consacrée au financement de scolarisation. Ainsi, le capital humain exerce des effets positifs sur l'investissement qui à son tour stimule la croissance, ce qui permet de déduire que les transferts influencent également l'investissement de façon indirecte en augmentant le stock en capital humain.<sup>180</sup>

*Chami et Fullenkamp* (2013) pour répondre à la question de l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique, ainsi que leurs canaux de transmission, ont mené une approche comptable afin de mesurer l'effet des transferts sur l'accumulation de capital (physique et humain), l'accroissement de la population active, et la productivité totale des facteurs (PTF). Premièrement, les transferts de fonds influencent l'accumulation du capital physique de plusieurs façons. Ils servent à financer des projets d'investissement, ou bien de

---

<sup>179</sup> Ben Mim S. et Mabrouk F., « Transferts de fonds des migrants, capital humain et croissance économique », op. cit. pp. 2-4 et 9-10.

<sup>180</sup> Ibid. pp. 12-17.

garantie pour emprunter auprès des banques, ainsi à réduire la prime de risque. Cependant, il se peut que les ménages bénéficiaires des envois d'argent les utilisent dans la consommation courante et l'achat de foncier, c'est le cas des pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, tandis que l'investissement ne bénéficie que d'une part modeste de ces transferts. Dans ce cas, le capital physique ne bénéficie pas davantage de cette manne financière. Par ailleurs, le capital humain, lui aussi pourrait bénéficier des transferts d'argent en permettant aux enfants des ménages bénéficiaires d'étudier au lieu de travailler pour aider leur famille. Et en effet, l'augmentation du stock de capital humain favorise la croissance économique. Toutefois, si ces enfants continuent leurs études afin d'émigrer dans le futur, leur effet sur la croissance disparaît.<sup>181</sup>

Deuxièmement, les transferts des migrants ont des incidences sur la population active. Il se peut que les transferts conduisent à l'accroissement du taux de l'offre de travail par les personnes en âge de travailler ce qui influence positivement la croissance. Comme ils peuvent influencer négativement la croissance économique. L'offre de main d'œuvre baisse, les membres des ménages bénéficiaires des transferts travaillent moins en gardant le même niveau de vie grâce aux transferts effectués par leurs migrants. Ce phénomène, « l'aléa moral », a été confirmé par de nombreuses études empiriques travaillant sur cette question.<sup>182</sup>

Enfin, la productivité totale des facteurs. Il existe deux canaux par lesquels les transferts peuvent influencer la croissance de la PTF (investissement et taux de change). Ils permettent d'accroître les investissements en fournissant les fonds nécessaires en passant par des institutions financières, qui collectent les transferts auprès des ménages bénéficiaires sous forme d'épargne et les accordent aux investisseurs sous forme de crédits. De plus, dans le cas où le système financier des pays bénéficiaires est défaillant, l'effet positif des transferts sur la croissance du PIB est important. En effet, *Chami et Fullenkamp (2013)* concluent que les transferts de fonds influent positivement sur la croissance économique, et ce quel que soit le niveau de développement du système financier du pays d'origine, car ils augmentent le volume d'argent dans les banques en permettant de financer plus de projets. Par ailleurs, l'autre canal de transmission des transferts est le taux de change. Il a été démontré par diverses études empiriques telles que *Barajas et al. (2011)*. Les transferts de fonds entrant dans le pays conduisent à une appréciation du taux de change réel. Dans cette situation, les

---

<sup>181</sup> Chami R. et Fullenkamp C., *Au-delà de la famille*, op. cit. p. 50.

<sup>182</sup> *Ibid.* p. 50.

produits nationaux perdent la compétitivité face aux produits étrangers dans le marché local et international et incitent les industriels à abandonner leurs activités et voir ailleurs.<sup>183</sup>

Les résultats des travaux empiriques sont multiples, il y a ceux qui trouvent que les transferts ont un impact positif sur la croissance, d'autres études trouvent un effet positif mais sans pouvoir en identifier le mécanisme, d'autres constatent qu'ils ont des répercussions négatives sur les économies bénéficiaires, et d'autres concluent qu'ils ont des incidences positives à condition que d'autres facteurs soient réunis.

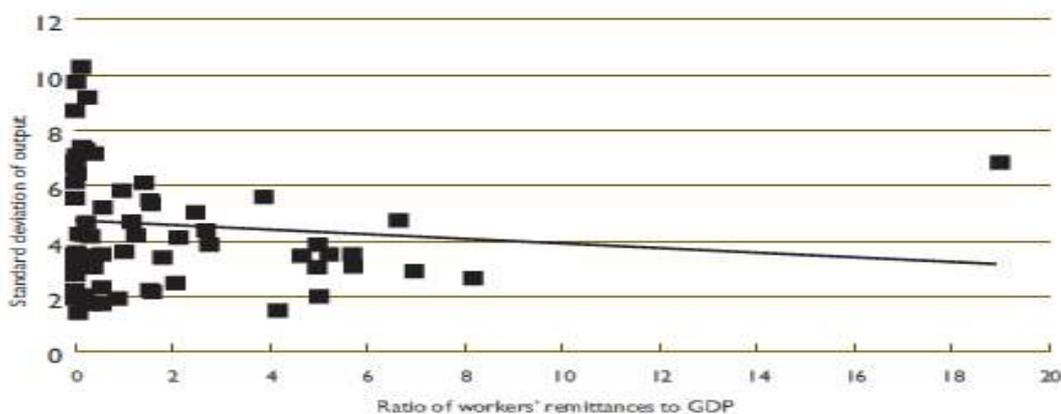
## **1.2- Les transferts de fonds et la volatilité du PIB**

Les transferts privés permettent aux ménages bénéficiaires d'améliorer leur consommation (éducation, santé, nourriture), et s'ils sont assez importants ils réduisent les fluctuations économiques pour les pays récipiendaires. Les transferts réduisent la volatilité de l'investissement dans le cas où les entreprises se basent sur le financement intérieur pour financer leurs investissements, lorsque les fonds versés sont alloués aux banques nationales, lesquelles peuvent accorder des facilités aux entreprises d'emprunter pour financer leurs investissements. Cependant, les transferts privés peuvent avoir des effets négatifs sur la volatilité économique, lorsque les bénéficiaires des transferts de fonds vont dépenser moins d'effort sur les projets d'investissement existants, ou choisir des projets plus risqués conduisant à une augmentation de dispersion des rendements, et donc une augmentation de la volatilité de production. Ainsi, les transferts privés provoquent une instabilité économique si leur présence crée une distorsion sur les comportements d'offre de travail des ménages.<sup>184</sup>

---

<sup>183</sup> Chami R. et Fullenkamp C., *Au-delà de la famille*, op. cit. p. 50.

<sup>184</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. pp. 65-69.

**Figure 17 : Volatilité de la production - ratio des transferts de fonds**

Sources: World Bank (2006) and authors' calculations.

En conclusion, les rapports réalisés par plusieurs institutions, comme le *FMI* en 2005 et la *Banque mondiale* en 2006 montrent que les transferts de fonds jouent un rôle très important dans la réduction de la volatilité macroéconomique. Bien que l'ensemble des études ne permette pas d'identifier de manière robuste le mécanisme par lequel les transferts de fonds réduisent la volatilité, ces études suggèrent que la réduction de la volatilité de la production tiendrait un rôle joué par les transferts sur le lissage de la consommation des ménages, car la consommation affecte la volatilité macroéconomique puisqu'elle représente une proportion importante du PIB.

### 1.3- Les transferts de fonds et l'épargne

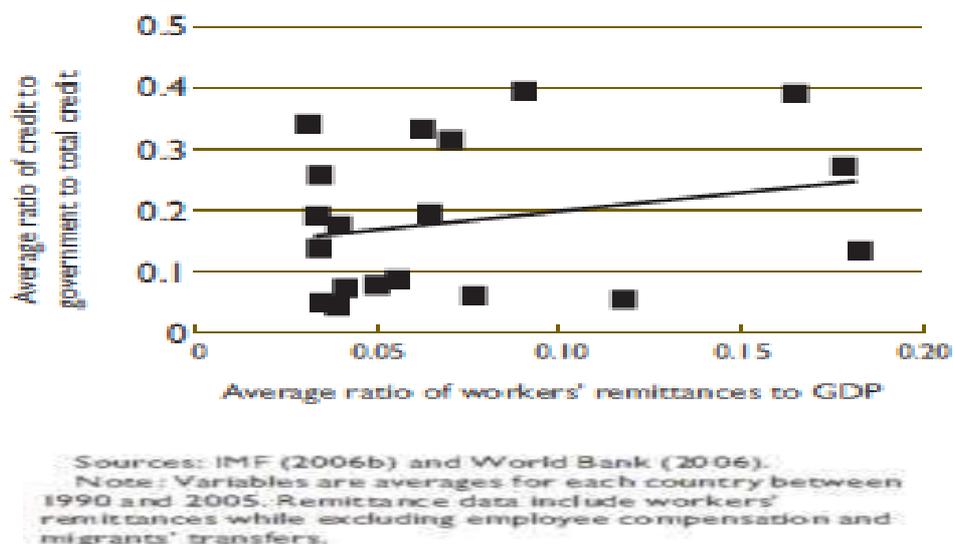
Des flux de transferts privés rentrent régulièrement dans le pays bénéficiaire et diffèrent totalement des ressources normales, comme les flux de l'aide publique que le gouvernement possède et pour lesquels il a l'autorité d'agir comme il veut, ce qui n'est pas le cas avec les transferts privés dont les familles récipiendaires sont les propriétaires et ils ont le droit de les dépenser où ils veulent. Ces flux affectent les recettes publiques à travers l'augmentation de consommation de produits nationaux ou importés et aussi à travers les taxes sur le commerce déduit par ces fonds reçus. Par ailleurs, les transferts de fonds peuvent aussi affecter la politique budgétaire en augmentant les dépôts dans les banques par l'accroissement de l'épargne privée.<sup>185</sup>

L'augmentation future des transferts privés sera suivie par l'augmentation de l'emprunt à travers les émissions d'obligations de l'Etat qui a pour objet d'absorber la masse monétaire

<sup>185</sup> Chami R. et al, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, op. cit. pp. 71-73.

qui résulte de l'augmentation des flux des transferts. L'Etat peut également laisser le système financier gérer ces fonds en encourageant les ménages à accroître leurs dépôts. Cela conduit alors à un accroissement de leur passif, qui permettra à l'Etat et aux ménages d'obtenir des emprunts à partir du système financier. La figure 18 suggère qu'il existe une relation positive entre les transferts privés/PIB et le ratio du crédit. Le système bancaire collecte les flux des transferts de fonds auprès des ménages bénéficiaires afin de les transformer en crédit en accordant une partie importante à l'Etat.<sup>186</sup>

**Figure 18 : Les économies dépendantes des transferts de fonds et la politique budgétaire**



En conclusion, l'accroissement de la production étrangère/PIB conduit à l'augmentation des transferts de fonds des migrants, qui permettent à leur tour l'élargissement de la taille du système bancaire dans leur pays d'origine en passant par l'épargne. Cela favorise la croissance économique.

#### 1.4 – Les transferts de fonds et le capital humain

*Schiff* (2007) suggère que la réduction des barrières migratoires mène à l'augmentation de la migration internationale, celle-ci entraîne un accroissement des flux des transferts de fonds vers les pays d'origine des migrants, et affecte positivement l'investissement dans l'éducation. Dans ce cas, la migration et l'investissement dans l'éducation sont des compléments. Ce constat corrobore les résultats des travaux empiriques étudiant cette question comme *Adams* (2005) et *McKenzie* (2005). De plus *Schiff* (2007) conclue que l'impact de la migration sur l'éducation des filles est plus important que sur celle des garçons. Par ailleurs, quant à la

<sup>186</sup> Chami R. et al, Macroeconomic Consequences of Remittances, op. cit. p. 26.

migration des travailleurs mexicains issus des zones rurales vers les États-Unis, l'auteur constate qu'avant leur migration, les migrants ont tendance à investir moins dans l'éducation. De ce fait, la migration affecte négativement l'investissement dans l'éducation, et dans ce cas la migration et l'investissement sont perçus comme des substituts.<sup>187</sup>

*Ben Mim et Mabrouk (2011)* ont réalisé une étude macroéconomique sur l'impact des transferts de fonds des travailleurs migrants sur le capital humain et l'éducation des enfants dans leurs pays d'origine, et aussi, de voir si cet impact résulté par les transferts influe sur la croissance économique. Pour ce faire, ils ont utilisé un panel de données diffusé par la *Banque mondiale (2010)* de 19 pays bénéficiaires des transferts de 1999 à 2009. Afin d'avoir des résultats fiables et d'éviter le problème d'endogénéité, les auteurs ont opté pour la méthode des Moments Généralisés en Système (SGMM). Les variables choisies sont : Le PIB par tête, les dépenses publiques d'éducation par rapport au PIB, les dépenses publiques de santé par rapport au PIB, le taux de croissance de la population, le capital humain mesuré par le taux d'inscription à l'enseignement secondaire, le taux d'investissement, le taux d'inflation, les dépenses publiques, le degré d'ouverture de l'économie et enfin le développement du système financier. Les auteurs ont estimé deux modèles économétriques. Le premier permet d'analyser l'impact des flux des transferts sur l'amélioration du capital humain. Le deuxième met en perspective l'impact des transferts des migrants sur la croissance économique par le canal du capital humain.<sup>188</sup>

Les résultats du travail empirique révèlent que, dans le modèle (1) les transferts exercent des effets positifs sur le capital humain en agissant sur le taux d'inscrits à l'enseignement secondaire. Toutefois, le taux de croissance de la population exerce des effets négatifs. En outre, dans le modèle (2), le coefficient du capital humain est positif et significatif, ce qui confirme l'impact positif du capital humain sur la croissance économique en tant que canal de transmission des transferts de fonds. Ainsi, les autres variables sont conformes à la littérature, et l'investissement influence positivement la croissance, tandis que le taux de croissance de la population et l'inflation l'influencent négativement. De plus, les répercussions des transferts de fonds sur l'accumulation du capital humain et la stimulation de la croissance sont plus importantes dans les pays ayant des dépenses publiques d'éducation conséquents. Ce constat montre que les transferts de fonds et les dépenses publiques d'éducation sont

---

<sup>187</sup> Schiff M., Migration, investissement et commerce : substituts ou compléments ? op. cit. pp. 26 et 27.

<sup>188</sup> Ben Mim S. et Mabrouk F., « Transferts de fonds des migrants, capital humain et croissance économique », op. cit. pp. 3 et 7-8.

complémentaires pour accroître le stock en capital humain. Ainsi, l'effet des transferts est plus remarquable au sein des pays à faible revenu. Dans ce cas, les transferts couvrent les frais d'éducation des ménages à faible revenu.<sup>189</sup>

Par ailleurs, *Hanson et Woodruff* (2003) ont étudié l'impact des transferts des travailleurs migrants sur l'accumulation du capital humain en exploitant une base de données de 2000 personnes mexicaines. Ils ont conclu que les transferts accroissent le nombre d'années d'étude entre 0,7 et 1,6 année des enfants scolarisés. Ils augmentent également les chances des enfants à poursuivre leurs études après l'âge de 13 ans (c'est l'âge à partir duquel les enfants commencent à quitter l'école). Cependant, dans le cas où le migrant du ménage est le parent, l'effet est négatif sur la scolarisation de leurs enfants. Ainsi, les auteurs ont constaté que l'effet des transferts sur la scolarisation dépend du sexe des enfants. Ils ont trouvé un effet positif et significatif au sein des garçons. Quant aux filles, l'effet est nul. En conclusion, les résultats de leur étude sont ambigus.<sup>190</sup>

En outre, *Painduri et Thangavelu* (2011) ont analysé l'impact des transferts de fonds sur la scolarisation des enfants indonésiens en distinguant le migrant membre de ménage et du migrant chef de ménage. Afin d'éviter le problème d'endogénéité, les auteurs ont choisi la méthode des variables instrumentales. Les résultats de leur modèle sont contradictoires avec celles de *Hanson et Woodruff* (2003). Les auteurs ont trouvé que dans le cas où le migrant est le chef de ménage, les enfants sont tous scolarisés et les chances de poursuivre leurs études augmentent de 23 %. Dans la même optique, *Bansak et Chezum* (2009) ont réalisé une étude sur l'effet des transferts sur la scolarisation des enfants au Népal à partir d'une enquête regroupant 3373 ménages népalais. Les résultats de leur étude révèlent que les transferts de fonds ont un impact positif et augmentent les chances des enfants de continuer leurs études, mais l'effet est plus important chez les garçons que chez les filles. Par ailleurs, *Cox et Ureta* (2003) ont examiné les transferts de fonds des migrants salvadoriens en comparant leur effet sur la scolarisation des enfants dans les zones urbaines et rurales. Ils ont conclu que l'impact des transferts est positif et significatif dans les deux zones. Ce résultat contredit l'hypothèse selon laquelle les transferts ont un effet négatif ou moins important sur l'investissement éducatif dans les zones rurales.<sup>191</sup>

---

<sup>189</sup> Ben Mim S. et Mabrouk F., « Transferts de fonds des migrants, capital humain et croissance économique », op. cit. p. 12.

<sup>190</sup> Ibid., p. 6.

<sup>191</sup> Ibid., pp. 6 et 7.

*Miftah et Bouoiyour* (2013) ont examiné l'impact des transferts de fonds sur la réussite scolaire des enfants marocains dans les zones rurales, et notamment sur la décision des parents d'encourager leurs enfants à continuer leurs études. Ils ont analysé l'impact des transferts sur la scolarisation des enfants pour les deux sexes (échantillon garçons et filles), puis uniquement sur les garçons et enfin sur les filles seules. Les résultats de leurs régressions indiquent l'existence de discrimination vis-à-vis des filles souhaitant poursuivre leurs études. En effet, l'impact des transferts de fonds sur la scolarisation des garçons est positif et statistiquement significatif. Toutefois, celui sur la scolarisation des filles n'est pas significatif. De ce fait, la probabilité de continuer les études pour les enfants marocains issus des zones rurales dépend essentiellement de leur sexe, et les garçons profitent davantage de cette situation. Les auteurs ont également examiné l'influence des flux de transferts sur la probabilité des enfants à poursuivre les études secondaires et supérieures. Concernant les études secondaires, les résultats sont positifs pour les deux sexes, malgré qu'ils ne soient significatifs que de 10 % pour les filles. Pour les études supérieures, les transferts influent positivement sur la probabilité des garçons à continuer leurs études. *Miftah et Bouoiyour* (2013) justifient ces résultats par les coutumes et les traditions qui règnent dans les pays en développement et en particulier dans les milieux ruraux qui font que les filles ont moins de chances d'accès à l'école et/ou de réussir dans les études supérieures, et que cela dépend du sexe de l'enfant qui est le seul déterminant.<sup>192</sup>

## **Section 2 : Impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté et de l'inégalité de revenus**

Plusieurs chercheurs ont étudié l'impact du phénomène de la migration-transferts de fonds sur la pauvreté et l'inégalité. Certains d'entre eux ont analysé l'impact de ce phénomène uniquement sur la pauvreté, et d'autres sur l'inégalité. Chaque chercheur se base sur des tests et des hypothèses spécifiques différentes, et sur un échantillon d'une région donnée qui se caractérise par des préférences des ménages et une structure économique spécifique. Tous ces éléments peuvent expliquer les différences des résultats obtenus par ces nombreux travaux. Plusieurs études ont marqué ce domaine. Dans ce qui suit, nous proposons de rappeler la démarche et les résultats de ces études qui ont analysé l'impact des transferts de fonds

---

<sup>192</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., « Education, Genre et Transferts de fonds des migrants. Quelles interactions dans le Maroc rural ? », Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 188.

uniquement sur la pauvreté. Puis d'autres sur l'inégalité. Et enfin, sur la pauvreté et l'inégalité.

## 2.1- Impact des transferts sur la pauvreté

En 2014, *López-Videla et Emilio* ont étudié l'impact des transferts de fonds sur les niveaux de pauvreté des ménages boliviens, à partir des micro-données d'une enquête réalisée en 2008 par l'Institut National de la Statistique (INS). Cette enquête contient des informations sur les conditions de logement, santé, éducation, revenu et dépenses de 15030 ménages dont 59,14 % vivent dans les zones urbaines et 40,86 % dans les zones rurales. Ces auteurs ont utilisé l'approche du score de proportion, et ils ont également défini un seuil de pauvreté comme la valeur des biens et les services nécessaires pour satisfaire les besoins de base. Si le revenu par habitant est en dessous de ce seuil, le ménage est considéré comme pauvre. Ils ont conclu que les ménages qui ne bénéficient pas des transferts de fonds ont tendance à être plus pauvres que les ménages bénéficiaires. Ainsi, les chefs de ménages qui ont un niveau d'éducation élevé ont une probabilité de recevoir des fonds de 1,8 % de plus que ceux qui ont un faible niveau d'éducation.<sup>193</sup>

Sur la base d'une étude macro, *Adams et Page* (2003) ont examiné l'impact de la migration internationale et les transferts de fonds sur la pauvreté à partir d'un large éventail de pays en développement (74 pays) à revenu faible ou moyen. Pour ce faire, ils ont utilisé trois mesures de la pauvreté qui correspondent aux trois indices de la classe ou famille de mesures de *Foster Greer-Thorbecke* ; l'indice de pauvreté ou taux de pauvreté (fixé à 1 € par personne et par jour) mesure la proportion de la population vivant sous ce seuil, l'indice d'écart de pauvreté mesure la profondeur de la pauvreté (ou l'écart relatif moyen des dépenses des pauvres à la ligne de pauvreté/ poverty gap ratio) à partir du seuil de pauvreté, l'indice d'écart de pauvreté au carré mesure la gravité de pauvreté ou sévérité de pauvreté. Ils ont conclu que la migration a un impact statistiquement significatif sur la réduction de la pauvreté. Ainsi, une augmentation de 10 % de la part de la migration réduit la part de personnes vivant avec moins de 1 €/jour de 1,9 %, et également la profondeur et la gravité de la pauvreté dans les pays en développement de 2 %. La distance entre le pays exportateur de main d'œuvre et le pays d'accueil (États-Unis, Europe, Golfe arabe) aurait un effet important sur la tendance de la migration, car une augmentation de 10 % de la distance entre ces deux pays entraînerait une

---

<sup>193</sup> López-Videla. B et Emilio Machuca. C, The Effects of Remittances on Poverty at the Household Level in Bolivia : A Propensity Score Matching Approach, Munich Personal RePEc Archive (MPRA), 2014.

baisse entre 9,5 et 15,3 % de la part de la migration. Ces auteurs ont également identifié l'existence d'une courbe en forme de U inversé, entre le revenu par habitant du pays exportateur de main d'œuvre et la migration. Ce résultat indiquerait que les pays en développement à faible revenu produiraient moins de migrants en raison des frais élevés liés à la migration internationale, et que la majorité des migrants proviendrait des pays à revenu moyen.<sup>194</sup>

Toutefois, *Germenji et al.* (2001) ont constaté que, dans les zones rurales de l'Albanie, les ménages ayant un faible revenu (avant de recevoir des transferts) ont une forte probabilité de bénéficier des transferts. Les résultats de leur travail indiquent que les fonds transférés par les migrants atténuent la pauvreté au sein des ménages et plus précisément dans les zones les plus pauvres du pays. D'après ces auteurs, les transferts permettent à de nombreux ménages pauvres de survivre, ce qui rend peu probable la mise en œuvre de politiques sociales et économiques efficaces par le gouvernement. Dans cette situation, les transferts représentent une stratégie de survie et non pas une stratégie de sortir de la pauvreté et soutenir la croissance économique.<sup>195</sup>

*Gupta et al.* (2007) ont analysé l'impact des transferts de fonds sur l'ensemble de l'Afrique en exploitant un panel de données de 76 pays en développement dont 24 pays d'Afrique. Les résultats de leur travail empirique confirment que les transferts réduisent la pauvreté en améliorant le revenu des ménages bénéficiaires, accroissant leur consommation, celle-ci crée aussi des effets multiplicateurs. D'après leurs données, les fonds transférés vers le Ghana ont un effet anticyclique. Ainsi, ils lissent la consommation des ménages et améliorent leur bien-être (nourriture, santé, éducation et agriculture). Les résultats empiriques indiquent également qu'une augmentation de 10 % du ratio transferts/PIB réduit de 1 point la proportion des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, et aussi, l'écart de pauvreté (entre les dépenses des pauvres et le seuil de pauvreté limité à 1 dollar par jour et par personne).<sup>196</sup>

Par ailleurs, *Bahani et Hanchane* (2013) constatent que les transferts de fonds ne réduisent pas le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté mais, améliorent leur situation. De nombreux chercheurs ont abouti à ce résultat en confirmant que les transferts n'affectent que faiblement l'incidence de la pauvreté, et réduisent significativement l'intensité et la

---

<sup>194</sup> Richard H. Adams, Jr. and John Page, *International Migration Remittances and Poverty in Developing Countries*, the World Bank, Washington DC, 2013.

<sup>195</sup> Lerch M. et Wanner P., *Les transferts de fonds des migrants albanais*, op. cit. pp. 10 et 46.

<sup>196</sup> Gupta S. et al, *L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique*, op. cit. pp.41 et 42.

gravité de la pauvreté. En outre, une étude faite sur le Lesotho révèle que dans le cas où le pays ne bénéficierait pas des transferts de ses migrants, la pauvreté aurait été plus élevée, et ce, pour toutes les catégories socio-économiques. Au Zimbabwe, *Bracking et al.* (2009) ont analysé l'effet des transferts sur la pauvreté. Leurs données regroupent les transferts formels et informels. Ils constatent que la majorité des pauvres ne reçoivent pas de transfert. Malgré cela, les résultats de leur étude indiquent que les transferts entraînent une baisse significative de la pauvreté.<sup>197</sup>

Dans la même optique, *Adams* (2004 et 2005) sur le cas du Guatemala et du Ghana respectivement, a étudié l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté en utilisant la méthode contrefactuelle, c'est à dire mesurer la pauvreté dans un scénario où il n'y aurait ni migration ni transferts et la comparer avec la situation actuelle afin de déduire le rôle des transferts. Il trouve que les transferts affectent positivement l'incidence de la pauvreté, mais aussi que leur impact sur l'intensité et la gravité de la pauvreté est plus important. Ceci s'explique par la place qu'occupent les transferts dans le revenu des ménages les plus démunis, et qui représentent une proportion importante. Par ailleurs, *Taylor et al.* ont mené une étude en 2005 sur la question des transferts et pauvreté. Ils ont trouvé que les transferts de fonds internationaux ont un impact plus important sur l'atténuation de la pauvreté que les transferts internes. *Osaki* (2003) dans son étude sur la Thaïlande a abouti aux mêmes résultats. De plus, il trouve que les ménages pauvres ont plus de chance de recevoir des transferts que les ménages de la classe moyenne et supérieure.<sup>198</sup>

En effet, *Page* (2007) a étudié le phénomène des transferts de fonds sur un panel de données des pays en développement. Il a classé et décomposé les ménages en quintiles selon leur revenu. Les résultats du travail empirique montrent que les ménages les plus pauvres ont augmenté significativement leur revenu, et que ceci est dû en grande partie aux transferts de leurs migrants. De plus, l'effet des transferts est important sur l'intensité plus que sur l'incidence de la pauvreté, ce qui veut dire que les transferts améliorent la situation des plus pauvres sans en atténuer le nombre. Ainsi, d'autres chercheurs aboutissent aux mêmes résultats. À titre illustratif, *Acosta et al.* (2008) et *Canales* (2008) dans leurs études sur les pays d'Amérique latine confirment que l'impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté est très faible ou inexistant (cela diffère selon les pays), car les ménages

---

<sup>197</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 75.

<sup>198</sup> Ibid., p. 75.

bénéficiaires sont très pauvres. Dans ce cas, les transferts servent à abaisser la sévérité de la pauvreté sans permettre aux ménages de sortir de la pauvreté.<sup>199</sup>

Toutefois, en 2009, *Gupta et al.* ont réalisé une étude sur un panel de données des pays d'Afrique subsaharienne et ont trouvé que les transferts réduisent significativement la pauvreté au sein des ménages. De ce fait, les transferts effectués par les migrants vers leurs familles d'origine permettent à certaines familles d'accroître leur revenu et d'améliorer leur situation mais en restant pauvres, et permettent à d'autres de sortir de la pauvreté. Cependant, l'impact des transferts sur la pauvreté est de court terme, et seules des politiques développementalistes mises en œuvre par les gouvernements des pays bénéficiaires pourront avoir un effet durable sur l'atténuation de la pauvreté.<sup>200</sup>

Sur la base d'une étude microéconomique, *Adams et Page* (2005) ont exploité un panel de données de 71 pays en développement afin d'évaluer l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté. Ils ont trouvé qu'une hausse de 10 % de la migration réduit l'incidence de la pauvreté (pour les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté) entre 2,1 % et 3,5 %. De plus, les transferts entraînent une baisse de la gravité de la pauvreté dans les pays étudiés. Ces résultats corroborent ceux d'une étude menée par *Anyanwu et Erhijakpor* en 2007 regroupant 33 pays africains. Les résultats indiquent qu'une augmentation de 10 % des transferts de fonds réduit la pauvreté de 2,9 %. Ainsi, les transferts internationaux entraînent une baisse de l'intensité et de la gravité de la pauvreté dans les pays africains.<sup>201</sup>

En effet, pour que les transferts d'argent atténuent la pauvreté, il faut que ces transferts soient importants, et que la majeure partie des bénéficiaires soient issus de la classe la plus défavorisée. Cependant, plusieurs études empiriques indiquent que les pays à revenu intermédiaire bénéficient davantage des transferts des migrants que les pays à faible revenu. À titre illustratif, la *Banque mondiale* a réalisé une étude sur les pays d'Europe de l'Est et a conclu que les ménages de la classe moyenne et supérieure ont tendance à recevoir plus de transferts que les ménages pauvres. En outre, *Cordovas* (2006) constate que les coûts élevés de la migration ne permettent pas aux personnes pauvres d'en profiter davantage

---

<sup>199</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 75 et 76.

<sup>200</sup> Ibid., p. 76.

<sup>201</sup> Bouoïyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 145 et 146.

contrairement aux personnes à revenu moyen ou riche, ce qui fait que son impact sur la pauvreté est nul.<sup>202</sup> Dans la même optique, *Lerch et Wanner* (2006) suggèrent que l'impact positif des transferts sur la réduction de la pauvreté nécessite la participation des membres de ménages provenant de la couche sociale la plus défavorisée de la société, sinon il n'y aura pas d'effet positif pour les pauvres et les inégalités de revenu entre ces derniers et ceux de la classe supérieure s'aggraveront. Ainsi, dans ces conditions où les coûts de la migration sont élevés, seuls les ménages aisés peuvent envoyer un des leurs à l'étranger et profiter en retour des transferts de fonds.<sup>203</sup>

Par ailleurs, d'autres résultats des travaux empiriques confirment que les ménages pauvres représentent une part importante des bénéficiaires des envois d'argent, et ont pu améliorer leur niveau de vie grâce à ces transferts. D'après une étude réalisée en 2007 par la Banque africaine de développement (BAD) sur la base d'une enquête menée dans quatre pays africains, les résultats montrent que la majeure partie des bénéficiaires des transferts des migrants provient des ménages à revenu faible. D'autres études se sont intéressées à la question des fluctuations macroéconomiques et leurs répercussions sur le phénomène des transferts-pauvreté. À titre illustratif, *Yang et Martinez* ont analysé l'impact de la variation du taux de change sur les transferts de fonds et la réduction de la pauvreté aux Philippines en 2006. Les résultats révèlent que lorsque la monnaie du pays d'accueil des migrants connaît une appréciation par rapport à celle du pays d'origine, cela conduit à une hausse des transferts de fonds et une baisse du taux de pauvreté (*Bouoiyour et Miftah*, 2013).

### **2.2- Impact des transferts sur l'inégalité de revenus**

Une étude marquante est celle de *Richard C. Jones*. Le but de cette étude est d'analyser l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité. Il a comparé les inégalités entre quatre villages mexicains en se basant sur leur capacité et leur tendance à exporter de la main d'œuvre. Il a aussi pris en considération l'ancienneté de la migration qui est devenue une tradition dans certains villages. Il a conclu que l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité peut être positif ou négatif par rapport à quatre dimensions : la croissance locale et le développement, le changement social, l'incidence de la migration ultérieure, et la réduction des inégalités

---

<sup>202</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. p. 146.

<sup>203</sup> Lerch M. et Wanner P., Les transferts de fonds des migrants albanais, op. cit. p. 16.

locales. Il a également exploré l'utilisation des transferts par les ménages récipients. Il identifie deux facteurs qui expliqueraient la divergence de l'impact de la migration sur l'inégalité, qui sont : l'étape de la migration (les inégalités interfamiliales diminuent avec l'expérience de la migration) et l'échelle géographique (les zones urbaines et rurales dont les inégalités sont mesurées). Il a conclu que les transferts de fonds peuvent jouer un rôle unique dans le revenu régional et familial, et que les régions les plus dynamiques peuvent être touchées par les activités productives telles que l'agriculture, l'exploitation minière et l'industrialisation orientée vers l'exportation. Ainsi, les transferts de fonds des migrants peuvent être la seule source d'exportation susceptible d'atteindre les régions les plus pauvres. Les ménages bénéficiaires deviennent donc moins dépendants des transferts de fonds en les investissant dans l'agriculture, l'éducation et la santé qui assurent la productivité future.<sup>204</sup>

Ainsi, sur la base d'une approche micro, *Stark, Taylor* et *Yitzhaki* ont étudié l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité des revenus entre les ménages à partir d'un échantillon de deux villages mexicains différents. Dans le premier village, la migration vers les  tats-Unis est la plus dominante et ses migrants sont les plus expérimentés dans cette destination. Dans le second village, la migration vers d'autres villes mexicaines est la plus dominante et ses migrants sont les plus expérimentés dans cette destination. L'inégalité dans cette étude est mesurée par l'indice de Gini qui dépend de trois termes : l'ampleur des transferts de fonds par rapport au revenu total du village, l'inégalité des transferts de fonds, et le « Gini » corrélation entre les transferts de fonds et le revenu total. Ils ont conclu que l'impact des transferts des migrants sur la répartition du revenu rural semble dépendre en grande partie de l'histoire de la migration d'un village. Ainsi, dans le village dont la migration interne est la plus dominante, les transferts de fonds des migrants internes ont un effet égalitaire sur la répartition du revenu des ménages, tandis que les transferts de fonds des migrants internationaux représentent une part importante de l'inégalité. Cependant, dans le village dont la migration internationale est la plus dominante, les transferts de fonds internationaux représentent une part importante de l'égalité dans ce village, mais les transferts de fonds internes ont un effet inégalitaire sur la répartition du revenu. Ils ont également conclu que l'accroissement de la migration se fait par le développement des réseaux des migrants, ces réseaux servent à abaisser les coûts de la migration et à fournir des informations plus précises.<sup>205</sup>

---

<sup>204</sup> Richard C. Jones, *Remittances and Inequality*, *Journal of Economic Geography*, Vol.74, No.1, 19 88, pp. 8-25.

<sup>205</sup> Stark O. et al, *Remittances and Inequality*, *The Economic Journal*, Vol. 96, No.383, 1986, pp. 722-740.

En outre, une partie importante des études qui s'intéressent à l'impact des transferts de fonds sur la répartition de revenu utilise l'indice de Gini afin de conclure si les transferts accroissent ou diminuent l'inégalité de revenu entre les ménages par rapport à l'inégalité initiale. Les résultats des recherches sont mitigés. En effet, il y a des chercheurs qui ont conclu que les transferts ont des effets positifs sur la réduction de l'inégalité de revenu. *Taylor* (1999) a analysé l'impact des transferts sur l'inégalité sur des ménages tongans. Il a trouvé que les transferts ont un effet égalitaire sur le revenu, et que l'indice de Gini a baissé de 0,03 % après la réception des transferts. D'autres chercheurs ont trouvé que les fonds transférés aggravent les inégalités et provoquent une divergence de revenu. Ils constatent que les familles de la classe moyenne et supérieure peuvent se permettre de payer les coûts de la migration internationale, contrairement aux familles pauvres, ce qui fait augmenter l'inégalité de revenu. *Adams* (1991) a étudié l'impact des transferts des migrants sur des ménages égyptiens. D'après les résultats de son étude, un nombre important des ménages pauvres reçoit des fonds de l'étranger, mais malgré cela, les transferts ont aggravé les inégalités. Ainsi, *Rodriguez* (1998) a examiné les effets des transferts sur la répartition de revenu. Il a exploité une base de données des ménages philippins provenant des zones rurales et a conclu que les envois d'argent ont accentué l'inégalité de revenu qui a augmenté de 7.5 %.<sup>206</sup>

De ce fait, les résultats des travaux empiriques de l'impact des transferts de fonds sur la répartition de revenu sont mitigés. Certains travaux révèlent qu'ils ont un effet égalitaire, et d'autres trouvent le contraire. Cela s'explique par l'état de l'inégalité initiale qui diffère d'un pays à l'autre, et d'une région à l'autre. Ainsi, par la diversité des méthodes utilisées dans le travail empirique, et la nature des modèles économétriques (statiques ou dynamiques).

En effet, *Bahani et Hanchane* (2013) indiquent que les transferts de fonds des migrants n'ont pas que seulement des effets directs sur les inégalités. Ils ont également des effets indirects de court et de long terme. L'effet direct dépend de la catégorie socioéconomique dont sont issus les migrants, c'est-à-dire que les transferts atténueraient les inégalités si les migrants provenaient en grande partie de ménages pauvres, comme ils pourraient les aggraver s'ils provenaient des familles riches. L'accès à la migration pour les ménages pauvres dépend de leur capacité à payer les frais liés à la migration par leur richesse initiale à l'instant t. Cela veut dire que les coûts de la migration déterminent le seuil de richesse permettant la migration. *Taylor et al.* (2005) ont examiné l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité de

---

<sup>206</sup> Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, op. cit. p. 165.

revenu des ménages mexicains par la méthode de décomposition des coefficients de Gini. Ils constatent que les transferts internationaux augmentent les inégalités, contrairement aux transferts internes qui les réduisent. Les auteurs concluent que l'effet positif des transferts dépend de la capacité des pays ou régions d'origine à exporter de la main d'œuvre. Ceci dépend du degré de développement des réseaux des migrants à l'étranger et de leur implication dans la baisse du coût migratoire afin de permettre à de nombreux individus pauvres d'émigrer. *McKenzie* (2006) a abouti aux mêmes résultats. Il trouve une relation en U inversé entre la migration et l'inégalité. Toutefois, *Milanovic* (1987), s'inspirant de l'étude de *Stark, Taylor et Yitzhaki*, trouve que les transferts aggravent les inégalités de revenu entre les ménages yougoslaves.<sup>207</sup>

Quant à l'impact indirect des transferts de fonds sur l'inégalité de revenus, il peut être positif ou négatif. Les transferts influent positivement sur l'investissement productif, ce qui entraîne une hausse des revenus (effet positif), ou bien les transferts provoquent une baisse de l'offre de travail (effet négatif). Par ailleurs, *Carlos* (2002) a réalisé une étude sur les transferts de fonds aux Philippines en adoptant la méthode de décomposition intertemporelle des coefficients de Gini. D'après les données, les ménages philippins riches sont ceux qui envoient davantage leurs membres à l'étranger. Les résultats du travail montrent que les transferts accroissent les inégalités. Ceci contredit le résultat obtenu par *Taylor* (1992) sur un village mexicain dont il suggère que les transferts ont un effet égalisateur à long terme avec le développement des réseaux de migrants à l'étranger.<sup>208</sup>

En outre, *Bahani et Hanchane* (2013) suggèrent que les transferts de fonds n'ont pas seulement des effets directs et indirects sur l'inégalité de revenu des ménages, ils ont également des effets de spillover sur le revenu de la communauté à travers les effets multiplicateurs des transferts. Il existe des études empiriques qui s'intéressent à cette question. *McKenzie et Rapoport* (2007) ont analysé l'impact des transferts sur l'inégalité sur une base de données mexicaine en considérant migration et inégalités comme variables endogènes. Ils ont construit un modèle qui comporte les effets directs et indirects des transferts de fonds, ainsi les effets multiplicateurs des transferts sur la communauté, et aussi leur effet sur l'offre de travail et les réseaux de migrants. Les résultats de leur travail

---

<sup>207</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 72 et 73.

<sup>208</sup> Ibid., p. 73.

confirment qu'il existe une relation en U inversé entre migration et inégalités et que les coûts de la migration ont tendance à baisser avec la constitution de réseau de migrants. Dans la même optique, *Docquier, Rapoport et Shen (2007)* ont établi un modèle dynamique qui prend en considération l'accumulation intergénérationnelle de richesse. Ce modèle regroupe les effets directs des transferts et les effets indirects de la migration sur le marché de travail. Ils ont conclu que l'impact des transferts de fonds et de la migration sur l'inégalité des revenus dépend du degré d'inégalité initiale qui précède la migration.<sup>209</sup>

Ces dernières années, les chercheurs ont commencé à utiliser une nouvelle méthode empirique dans leurs études microéconomiques analysant l'impact de la migration et des transferts de fonds. Il s'agit de faire un scénario comme si la migration n'existait pas, puis d'estimer le revenu contrefactuel que des migrants auraient pu obtenir dans leur pays d'origine, et aussi, d'estimer le revenu de l'ensemble du ménage, puis de comparer les revenus contrefactuels estimés avec celui que le migrant obtient en réalité dans son pays d'accueil, et enfin celui de l'ensemble du ménage après la réception de transferts.

Parmi les études qui ont opté pour cette méthode en analysant les effets des transferts sur les inégalités, il y a celle d'*Adams* en 1991 sur les transferts des migrants égyptiens. Il a réalisé un scénario contrefactuel et estimé le revenu des migrants dans le cas de non-migration. Il a constaté que les transferts ont augmenté l'inégalité des revenus, car la majorité des migrants sont issus de ménages riches, donc les transferts sont davantage destinés aux familles riches qu'aux familles pauvres. Cependant, *Adams* a refait la même étude avec la même méthode sur le cas du Pakistan en 1998. Il a conclu que les transferts ont un effet nul sur les inégalités. *Bahani et Hanchane (2013)* suggèrent que l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité de revenu dans les pays d'origine des migrants dépend de l'ancienneté de la migration, du degré d'inégalité initial, et aussi de la proportion des transferts dans le revenu. De plus, l'effet des transferts dépend des caractéristiques du pays ou de la région étudiée et de la méthode choisie dans l'analyse.<sup>210</sup>

En effet, les études empiriques portant sur l'impact des transferts de fonds sur les inégalités aboutissent à des résultats contradictoires. Il existe des chercheurs qui confirment que les transferts atténuent l'inégalité de revenu, tandis que d'autres montrent qu'ils sont

---

<sup>209</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 73.

<sup>210</sup> Ibid. pp. 73 et 74.

inégalitaires. Le coût migratoire élevé ces dernières années fait qu'un nombre important de migrants provient des familles de la classe moyenne et supérieure. Les familles pauvres ont peur de financer la migration d'un des leurs qui risque d'échouer son expérience migratoire. Dans une telle situation, la migration est en faveur des riches, et les inégalités risquent de s'aggraver dans le pays d'origine. Toutefois, de nombreux chercheurs ont souligné que la hausse du taux d'émigration entraîne une réduction dans la répartition des revenus. *Taylor et al.* dans leur étude portant sur les transferts de fonds au Mexique en 2005 ont constaté que la hausse du taux d'émigration a des répercussions positives dans les zones rurales, de sorte que les transferts de fonds ont un effet égalisateur. Ainsi, l'étude menée par *Taylor* en 1999 sur le Mexique révèle que les familles pauvres issues des régions rurales, et qui ne reçoivent pas de transferts, bénéficient de cette manne financière via l'effet d'entraînement des dépenses. Ceci transmet les transferts aux ménages sans migrants de façon indirecte. De ce fait, les transferts des migrants ont des effets positifs sur les inégalités de revenus, malgré qu'une partie des ménages n'en reçoive pas. Ainsi, *Docquier et Rapoport* (2003) ont confirmé dans leur étude que si les inégalités initiales en matière de distribution de richesse et de revenu sont faibles dans le pays d'origine des migrants, les transferts de fonds et les ajustements du marché de travail local contribuent à baisser ces inégalités, tandis que lorsque les inégalités initiales sont importantes, les transferts de fonds viennent aggraver la situation.<sup>211</sup>

### **2.3- Impact des transferts sur la pauvreté et l'inégalité de revenus**

Sur la base d'une approche micro, *Taylor, Mora et al.* ont étudié l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité et la pauvreté rurale, sur la base d'un échantillon de 1782 ménages dans cinq régions rurales au Mexique. Dans leur étude, ils ont distingué les régions selon leur expérience en termes de migration interne et internationale, et également selon leur capacité d'exporter la main d'œuvre. Ils se sont intéressés aux incidences de la migration et des transferts sur les inégalités interfamiliales et interrégionales mesurées par l'indice de Gini. Afin d'apprécier l'incidence des transferts sur la pauvreté, ils ont utilisé des techniques de décomposition de la pauvreté par habitant à partir de l'écart entre le revenu par habitant et le seuil de pauvreté (à partir duquel les ménages sont considérés comme pauvres), afin de comparer la pauvreté des ménages avant et après la réception des transferts. Ils ont montré

---

<sup>211</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 146 et 147.

que dans les régions où la migration internationale est plus importante que la migration interne, les transferts de fonds internationaux contribuent à l'atténuation de la pauvreté plus que les transferts de fonds internes, ainsi ils sont plus égalitaires sur les revenus ruraux. En revanche, dans les régions où la migration interne est plus importante que la migration internationale, les transferts de fonds internes entraînent une plus forte baisse de la pauvreté que les transferts de fonds internationaux. De plus, ils sont plus égalitaires sur les revenus. En effet, cette étude nous montre que ce n'est pas en soi la migration interne (ou internationale) qui peut entraîner un effet égalitaire sur le revenu entre les ménages et un effet de réduction de la pauvreté, mais c'est la place qu'occupe la migration au sein de la société qu'elle soit interne ou internationale et la capacité d'exporter la main d'œuvre.<sup>212</sup>

De même, *Miotti et al.* (2013) ont mené une enquête microéconomique sur 1125 ménages algériens dans deux communes différentes en 2011. La première, Nedroma située dans l'ouest du pays, se caractérise par un taux d'émigration élevé. Dans la seconde commune, Idjeur, située à l'est dans la grande Kabylie, le phénomène de la migration est ancien. Le questionnaire de l'enquête comprend trois types de ménages. Les ménages ayant un membre à l'étranger et bénéficiaires de transferts, les ménages ayant un membre à l'étranger mais ne recevant pas de transferts et les ménages sans migrants et sans transferts.<sup>213</sup>

Afin d'analyser l'impact des transferts des migrants sur la pauvreté et les inégalités, *Miotti et al.* ont choisi la méthode contrefactuelle. Ils ont fait un scénario contrefactuel, comme si les migrants étaient restés dans leur pays d'origine et y travaillaient. Ensuite, ils ont estimé le revenu des ménages, puis l'ont comparé avec la situation actuelle « avec migration et transferts de fonds » afin de voir si les transferts améliorent ou aggravent la pauvreté et les inégalités. L'enquête contient plusieurs informations concernant les ménages et leurs membres établis à l'étranger tels que (sexe, niveau d'éducation, profession, nombre de migrants et transferts). Ces informations permettent aux chercheurs de mieux connaître les

---

<sup>212</sup> Edward Taylor J. et al, *Remittances Inequality and Poverty*, University of California; Department of Agricultural and Resource Economics, 2005.

<sup>213</sup> Hammouda N.E. et al, *Les deux enquêtes menées en Algérie : analyse descriptive, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie*, op. cit. p.14.

migrants pour s'en servir dans le scénario contrefactuel et les comparer à des individus ayant les mêmes caractéristiques mais qui n'ont pas migré.<sup>214</sup>

L'analyse de l'impact des transferts sur la pauvreté consiste à comparer dans un premier temps le taux de pauvreté observé (avec migration et transferts) avec le scénario contrefactuel (sans migration et sans emploi formel), ceci concerne le niveau de pauvreté maximum, puis avec un scénario (sans migration et avec un emploi formel), ceci représente le niveau de pauvreté minimum. Mais en réalité, tous les migrants n'auraient pas pu obtenir un emploi formel s'ils étaient restés en Algérie, car le taux de chômage avait atteint plus de 50 % dans ces deux communes et c'était l'une des raisons de la migration des jeunes. Dans le modèle, les chercheurs ont défini un revenu de 60 000 DZD/an (2 Dollars US/jour) comme seuil de pauvreté, au-dessous de ce montant le ménage est considéré comme pauvre. Les résultats du modèle étaient positifs et corroborent les travaux qui ont été faits sur le même sujet. En effet, le taux de pauvreté observé est de 19,5 % contre 21,1 % dans le scénario contrefactuel (sans migration et sans emploi formel), ce qui montre que les transferts de fonds ont fait baisser le taux de pauvreté de 1,6 %. De plus, les chercheurs ont également examiné cet effet sur la base d'un revenu annuel de 74 000 DZD/an (2,5 Dollars US/jour). Le résultat était plus important, les transferts réduisaient le taux de pauvreté de 8,5 %, ce taux s'élevait à 39,4 % dans le scénario contrefactuel contre 30,9% (taux observé). D'après les résultats du modèle, les transferts de fonds exercent des effets positifs et jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté.<sup>215</sup>

Quant à l'impact des transferts des migrants sur les inégalités de revenu, les chercheurs utilisent l'indice de Gini en comparant l'indice Gini observé avec celui estimé dans le scénario contrefactuel (sans migration et sans transferts). Les résultats du modèle indiquent que les pensions étrangères provenant de la France et les transferts des migrants sont les deux variables qui augmentent le plus l'indice de Gini, contrairement aux revenus locaux qui ont un effet égalisateur. Ainsi, une augmentation de 10 % du revenu dû à des pensions étrangères et des transferts de fonds contribuent à accroître les inégalités de 1,1 % et 7 % respectivement. Les résultats du modèle révèlent que les ménages les plus démunis ne bénéficient pas des pensions étrangères et des transferts de fonds, et l'écart de revenus entre les ménages

---

<sup>214</sup> Miotti L. et al, "Remittances, Poverty and Inequality in Algeria", Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit.pp. 30 et 31.

<sup>215</sup> Ibid. p. 44.

bénéficiaires et non bénéficiaires s'accroît, ce qui contribue à la hausse des inégalités dans les deux communes étudiées.<sup>216</sup>

À partir d'une approche microéconomique, *Bahani et Hanchane* (2013) ont exploité des données d'une enquête microéconomique sur des ménages marocains dans la Province de Zagora située dans le sud-est du pays. Leur travail vise à étudier les effets des transferts des migrants sur les inégalités et la pauvreté. L'échantillon du modèle comprend près de 600 ménages classés en trois catégories. Des ménages avec migrant et avec transferts, des ménages avec migrant mais sans transferts et des ménages sans migrant et sans transferts. La zone étudiée se caractérise par le manque de ressources naturelles, l'accroissement démographique et le chômage, ce qui fait que cette région connaît depuis longtemps une forte migration. Ainsi, les ménages de cette région participent dans le processus migratoire afin de tirer des bénéfices en retour. Les migrations à partir de cette région peuvent être internes ou internationales, saisonnières, de courte ou de longue durée, etc. tout dépend de la stratégie migratoire adoptée par la famille du migrant. En effet, la zone étudiée est classée parmi les régions les plus pauvres du Maroc, et la migration dans cette zone est considérée comme un moyen potentiel pour couvrir les besoins de bases des ménages.<sup>217</sup>

Par ailleurs, d'après les données de l'enquête, il s'avère que les ménages sans migration et sans transferts ne possèdent pas plus de deux logements par ménage, cependant, il a été constaté que 4 % des ménages avec migrant et transferts possèdent trois logements et 0,17 % parmi eux en possèdent quatre. Concernant le financement des logements, les chercheurs ont constaté que la participation de la migration internationale dans ce processus s'élève à 39 % pour les ménages avec transferts et 15,54 % pour les ménages sans transfert. Ainsi, les transferts internes représentent le plus important moyen de financement des maisons pour les ménages sans migrations. En outre, concernant le moyen d'éclairage utilisé dans les maisons, les ménages avec transferts sont plus avantageux que les ménages sans transferts et ceux sans migrants qui utilisent encore des outils traditionnels comme les bougies. De plus, d'après l'enquête, la majorité des ménages avec migrant et transferts disposent des biens d'équipement dans leurs maisons contrairement aux autres types de ménages. Les données révèlent que 88 % des ménages avec migrant et transferts ont un réfrigérateur dans leurs

---

<sup>216</sup> Miotti L. et al, "Remittances, Poverty and Inequality in Algeria", Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 47-49.

<sup>217</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 69 et 70.

maisons, 11,57 % d'entre eux ont un téléphone fixe et 75 % ont une machine à laver. Toutefois, pour les deux autres types de ménages, 51,4 % de leurs maisons sont équipées d'un réfrigérateur et 3,35 % ont un téléphone fixe et une machine à laver.<sup>218</sup>

Afin d'évaluer l'impact des transferts de fonds sur l'inégalité de revenus, les chercheurs ont utilisé la méthode de décomposition des mesures d'inégalité proposée par *Stark et al.* (1986). Cette méthode permet d'analyser les sources de revenu, leur corrélation et leur part dans le revenu moyen. Elle permet également de décomposer les sources de revenu et d'observer les effets d'un changement marginal de ces sources sur l'inégalité. Après l'examen des sources de rémunération, et en particulier les transferts de fonds, il se trouve que l'indice de Gini a connu une baisse remarquable passant de 0.57 à 0.45, ce qui signifie la baisse des inégalités de revenu. Ainsi, la hausse marginale des ventes d'animaux, des activités artisanales et des transferts de fonds entraîne une baisse significative de l'inégalité de revenu. En effet, les transferts de fonds représentent la variable qui influe le plus positivement sur la réduction de l'inégalité de revenu par rapport aux autres variables ou composants de revenu. Les résultats de l'analyse indiquent qu'une hausse de 1 % des transferts de fonds internationaux et internes réduit l'inégalité de revenu de -0.0278 et -0.0715 respectivement. Ces résultats confirment l'importance de la migration et des transferts de fonds des migrants dans la réduction des inégalités de revenu entre les ménages de l'échantillon, et que les transferts internes ont un effet plus important que les transferts provenant de l'étranger.<sup>219</sup>

Par ailleurs, afin d'analyser l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté, les chercheurs se sont intéressés à une analyse sur les profils de pauvreté monétaire dans chaque quintile de ménages, soit avec transferts, soit sans migration et sans transferts. Cette méthode permet d'obtenir des informations importantes sur les différentes catégories socio-économiques et l'impact des transferts sur le bien-être monétaire des ménages bénéficiaires par rapport aux autres types de ménages. D'après les résultats de l'analyse, les chercheurs ont trouvé que les transferts ont un faible impact sur l'incidence de la pauvreté. Toutefois, ils ont un impact important sur la réduction de la profondeur de la pauvreté. En effet, dans le premier quintile qui regroupe les ménages les plus pauvres de la province de Zagora, la majorité de ces ménages ne bénéficient pas des transferts, tandis que dans le dernier quintile qui regroupe les ménages les plus riches de la région, les ménages bénéficiaires des transferts occupent une

---

<sup>218</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 106-112.

<sup>219</sup> Ibid. pp. 118-121.

proportion importante, contrairement aux ménages sans migration qui occupent une proportion modeste. De plus, les ménages avec transferts représentent presque la moitié des deux derniers quintiles des ménages les plus riches. Quant aux ménages sans transferts, la moitié de ceux-ci sont dans le premier quintile. Cette méthode d'analyse a montré l'écart en matière de bien-être monétaire qui existe entre les ménages bénéficiaires et non-bénéficiaires des transferts de fonds.<sup>220</sup>

À partir des résultats obtenus par *Bahani et Hanchane* (2013), les transferts de fonds entraînent une baisse significative des inégalités, qu'il s'agisse de transferts internationaux ou internes. L'inégalité de revenu est deux fois plus importante au sein des ménages sans migration et sans transferts que chez les ménages avec transferts, ce qui confirme l'effet égalisateur des transferts. Ainsi, les salaires et les revenus agricoles exercent des effets négatifs sur les inégalités. Les transferts entraînent également une baisse de la pauvreté. Du point de vue de bien-être monétaire, les ménages bénéficiaires des transferts sont plus aisés et/ou moins pauvres que les ménages ne recevant pas des transferts. Les transferts réduisent l'incidence et la profondeur de la pauvreté.<sup>221</sup>

*Bouoiyour et Miftah* (2013) ont réalisé une étude microéconomique qui traite le sujet de la migration et des transferts de fonds. L'objectif de leur travail est d'évaluer l'impact des transferts de fonds des migrants sur la pauvreté et les inégalités de revenus. Les chercheurs ont exploité une enquête menée au Maroc dans la région de Souss-Massa-Draa qui a été réalisée en 2009. Ainsi, ils ont choisi de faire un scénario contrefactuel dans lequel ils estiment le revenu des ménages dans le cas de non-migration et transferts, puis le comparer avec la situation observée en présence de migration et transferts. De plus, le revenu estimé de chaque membre d'un ménage dans le scénario contrefactuel mesure sa productivité. Les dépenses contrefactuelles de chaque membre (avant la migration) ont été estimées et comparées avec les dépenses observées (après la migration). Ceci permet de calculer les indices de pauvreté et la répartition des revenus, afin d'arriver à évaluer l'impact des transferts de fonds. Pour se faire, les chercheurs ont eu recours aux statistiques nationales pour déterminer le seuil de pauvreté afin de calculer les indices de pauvreté. Selon les données officielles, le seuil de pauvreté dans les zones rurales s'élevait à 3569 MAD. Quant

---

<sup>220</sup> Bahani A. et Hanchane H., Impact des transferts de fonds sur les inégalités au Maroc, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 124 et 125.

<sup>221</sup> Ibid., p. 126.

au calcul des inégalités, les chercheurs ont eu recours à l'indice de Gini et à la répartition des ménages par quintile selon leur revenu du plus bas au plus haut.<sup>222</sup>

Parmi les données qui figurent dans l'étude, il y a l'âge du chef de ménage. Vu l'effet positif qui se joue sur la décision de migrer, cette variable a été prise en compte dans les équations estimées. Il y a également le capital physique représenté par l'acquisition de maison, de terre et de bétail. Ainsi, il y a l'indice communal de développement humain (ICDH). Cette variable sert à fournir des informations sur le marché du travail dans la région étudiée, les revenus des ménages et la probabilité de migrer.

D'après les résultats du travail empirique, lorsqu'un ménage a des connaissances et des liens à l'étranger, la probabilité de migrer vers cette destination augmente. En outre, l'âge et le sexe du chef de ménage n'exercent aucun effet sur la probabilité de migrer. Par ailleurs, l'indice de développement de la commune influence positivement la probabilité de migrer. En fait, le développement socioéconomique d'une région ou d'un pays a des incidences positives sur la décision de migrer et sur les transferts. Une autre variable qui influence positivement la décision de migrer est la taille du ménage. Dans le milieu rural, les grandes familles encouragent un ou plusieurs de leurs membres à émigrer, car plus la famille est grande, moins la migration devient coûteuse. Ceci est confirmé par l'étude de *Gubert et al.* (2010).<sup>223</sup>

En ce qui concerne l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté, les résultats sont positifs et indiquent que les transferts améliorent le bien-être monétaire des ménages bénéficiaires. Ainsi, les transferts atténuent le taux de pauvreté et les personnes vulnérables qui risquent de tomber dans la pauvreté. Ainsi, le taux de pauvreté est plus élevé chez les ménages non bénéficiaires de transferts que chez les ménages recevant des transferts. Les résultats montrent également que les transferts internationaux entraînent une baisse de la pauvreté chez les ménages bénéficiaires et jouent un rôle important dans la réduction du taux des ménages vulnérables. Quant à l'impact des transferts sur l'inégalité de revenu, et après le classement de chaque ménage dans le quintile qui le correspond, il s'avère qu'il existe des inégalités de dépenses courantes entre les ménages. En fait, les derniers quintiles qui regroupent les ménages les plus riches (20% de la population) possèdent plus que l'écart des revenus de toute la région, et ce, dans les deux cas de figures (scénario contrefactuel et

---

<sup>222</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 142-157.

<sup>223</sup> Ibid. pp. 160 et 161.

situation observée). De ce fait, les transferts de fonds n'ont aucun effet sur la réduction des inégalités inter-quintiles. En outre, après le calcul du coefficient de Gini, les chercheurs ont trouvé que lorsque les transferts sont considérés comme une variable exogène, le coefficient de Gini baisse, tandis que lorsqu'ils sont considérés comme une variable endogène, le coefficient de Gini augmente. Ainsi, les revenus de salaires des ménages ont un effet égalisateur sur la répartition de revenus, alors que les revenus des transferts de fonds aggravent les inégalités. Les chercheurs constatent que les résultats de leur travail empirique corroborent ceux de l'étude de *Barham* et *Boucher* (1998) qui ont fait les mêmes démarches.<sup>224</sup>

Les conclusions qui peuvent être tirées de l'étude de *Bouoiyour* et *Miftah* (2013) est que la taille du ménage, le niveau de développement de la commune et l'existence d'un réseau à l'étranger sont des facteurs qui influencent la décision de migrer dans la région étudiée. Ainsi, les transferts de fonds des travailleurs migrants jouent un rôle important dans l'amélioration du bien-être économique des ménages, mais aussi, ils atténuent le nombre de ménages pauvres et celui des ménages qui ont un risque de tomber dans la pauvreté même si un nombre important de ménages bénéficiaires des transferts ne sont pas issus de familles pauvres. Cela n'empêche pas les familles les plus démunies d'en bénéficier via l'effet d'entraînement des dépenses, cependant les chercheurs n'ont pas donné d'explications sur ce point-là. Toutefois, les résultats indiquent que les transferts de fonds ont permis d'aggraver les inégalités de revenus plus que dans le scénario contrefactuel (sans migration et transferts).<sup>225</sup>

## Chapitre 2 : Étude empirique

Ce chapitre présente dans un premier lieu, les données d'une enquête menée et initiée par la Banque mondiale en 2010 sur les transferts de fonds des migrants burkinabè qui sera exploitée dans ce chapitre, et dans un second lieu, les résultats du travail empirique.

### Section 1 : Données de l'étude

Le Burkina-Faso a été de tout temps et continue d'être un intense foyer de mouvements migratoires depuis la période coloniale où des milliers de Burkinabè se sont installés en Côte

---

<sup>224</sup> Bouoiyour J. et Miftah A., Les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté et les inégalités de revenus ? Une vérification empirique à travers une enquête dans le milieu rural marocain, Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, op. cit. pp. 162-164.

<sup>225</sup> Ibid. p. 164.

d'Ivoire et au Ghana, ce qui justifie de nos jours la destination privilégiée vers ces deux pays<sup>226</sup>. La pauvreté, la dégradation des terres agricoles, les sécheresses récurrentes et le faible développement économique poussent les Burkinabè à émigrer pour trouver les moyens financiers nécessaires leur permettant de vivre mieux, et de faire vivre leur famille restée au pays. En 2003, les transferts de fonds vers le Burkina-Faso ont atteint 50 millions de dollars. Le secteur privé qui est financé dans une grande mesure par les transferts de fonds devrait contribuer fortement à l'augmentation de ce taux<sup>227</sup>. En 2015, les transferts de fonds vers le Burkina-Faso étaient estimés à 396 millions USD. Ce montant représente 3,6 % du PIB (Banque mondiale, 2017e). La même année, le montant des transferts a dépassé celui de l'aide publique au développement qui a atteint 360 millions USD (OCDE, 2017).<sup>228</sup>

En raison de la croissance des flux migratoires et des transferts de fonds vers le Burkina-Faso, le gouvernement prévoit d'intégrer la migration dans ses plans stratégiques nationaux et régionaux. D'après la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 31 % des transferts vers le Burkina-Faso proviennent de la Côte d'Ivoire. Mais d'importants flux de ces transferts passent également par des canaux informels. Ceci est dû à l'emplacement des deux pays qui sont frontaliers, ainsi qu'aux limites des services officiels de transferts d'argent dans ces pays.<sup>229</sup>

Cette section explore la base de données d'une enquête menée par la *Banque mondiale* au Burkina-Faso en 2010 auprès de 2102 ménages. Néanmoins, les informations issues de cette enquête comportent une limite importante. Elles ne sont pas en mesure d'indiquer les gains et les revenus des ménages avec et sans transferts de fonds. La comparaison entre les ménages comprend plusieurs critères et caractéristiques : caractéristiques démographiques, conditions de logement, actifs et dépenses, utilisation de services financiers, transferts de fonds reçus d'anciens membres du ménage, nouvelle vie des migrants de retour.

---

<sup>226</sup> Kabore Bakary, Rapport oral du CERMID sur l'état de la protection des droits des travailleurs migrants au Burkina Faso, Centre d'Etudes et de Recherches sur les Migrations Internationales et Développement, Genève, 2013, p.3.

<sup>227</sup> Département des opérations pays-Région Afrique de l'Ouest 1, Document de stratégie pays 2012-2016, Burkina Faso, 2012, P.6.

<sup>228</sup> Institut supérieur des sciences de la population, Paysage de la migration au Burkina Faso, « Interactions entre politiques publiques, migrations et développement au Burkina Faso », OCDE, Paris, 2017, pp. 42 et 49.

<sup>229</sup> Ibid., pp. 49-50.

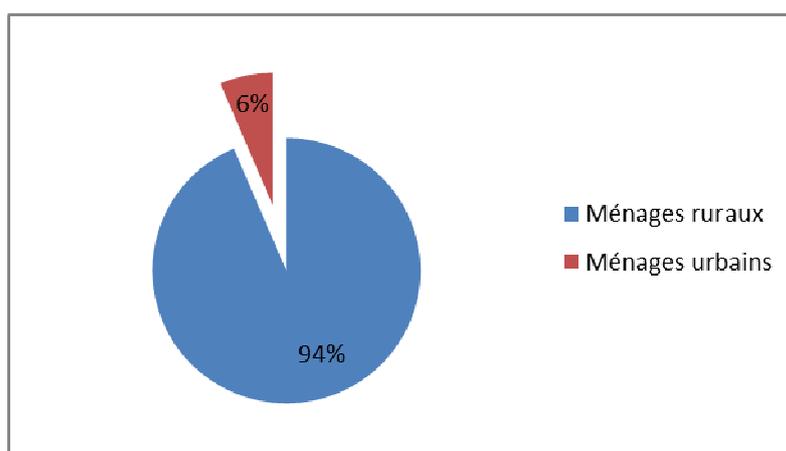
## 1.1– Caractéristiques démographiques, conditions de vie et dépenses des ménages de l'échantillon

Cette sous-section présente des informations sur les ménages et leurs membres en matière de caractéristiques démographiques, conditions de logement, actifs et consommation moyenne, ainsi que sur l'utilisation des services financiers.

### 1.1.1- Caractéristiques démographiques

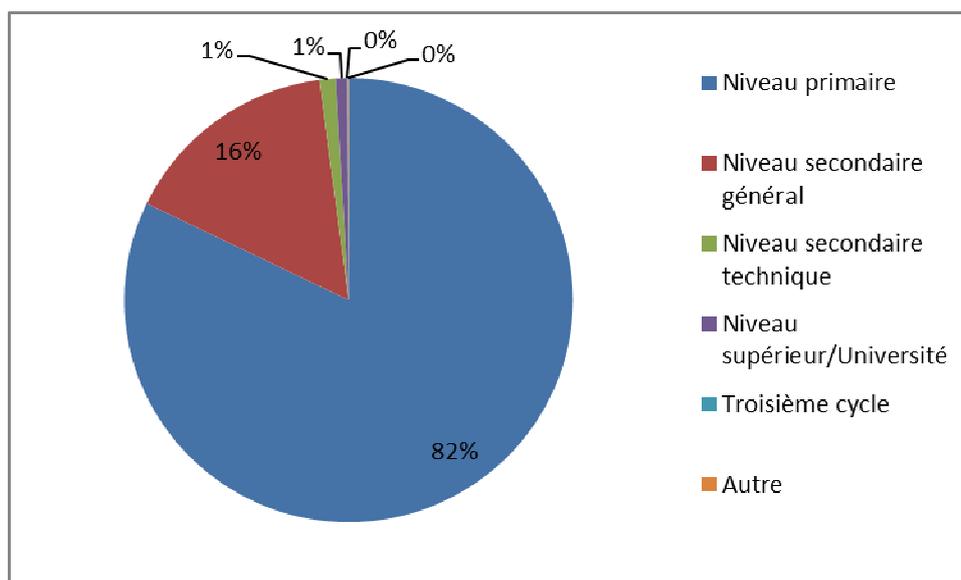
Tous les membres de ménages qui vivaient dans leur ménage à l'époque de l'enquête ont été interrogés. Au total ils sont 18827 membres dont 62 % sont célibataires et 33 % sont mariés. 1967 ménages (18058 membres) vivent dans des milieux ruraux, et 135 ménages (769 membres) dans des milieux urbains. Ainsi, la moyenne d'un ménage est de 9,14 membres dans les zones rurales contre 5,63 membres dans les zones urbaines.

**Figure 19 : Répartition géographique des ménages**



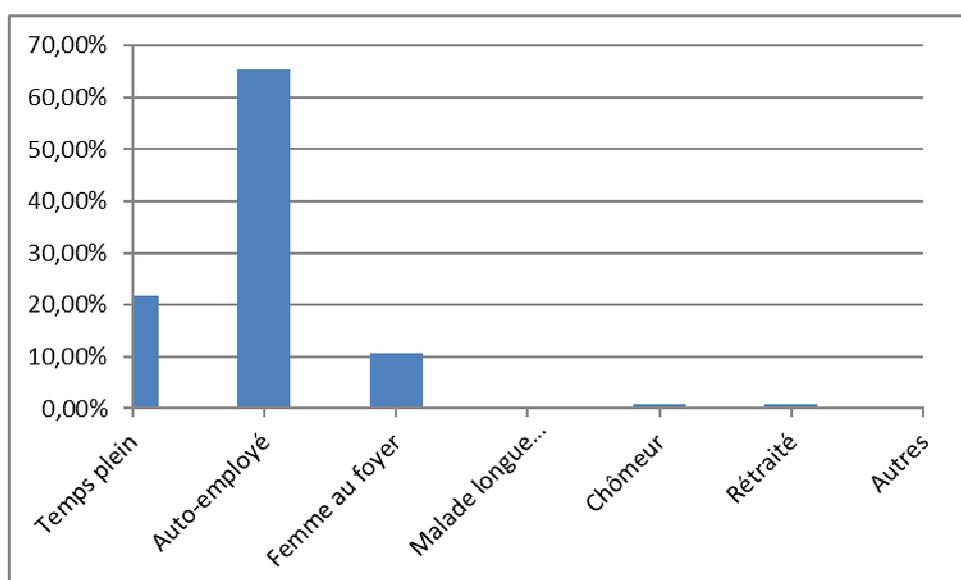
Source : Calculs de l'auteur

L'enquête révèle également que 7,5 % des membres interrogés sont analphabètes contre 92 % qui savent lire et écrire. Toutefois, il s'avère que leur niveau d'étude reste faible. 82 % d'entre eux ont un niveau primaire et seulement 17 % ont atteint un niveau secondaire, et moins de 1 % ont un niveau universitaire.

**Figure 20 : Niveau d’instruction des membres du ménage**

Source : Calculs de l’auteur

Ainsi, 22 % des membres de ménages ont un travail à temps plein, et 65 % sont auto-entrepreneurs. Cependant, les femmes au foyer représentent une proportion importante égale à 87 % des membres inactifs et 11 % des membres de ménages. Presque 95 % des employés travaillent dans le secteur de l’agriculture et l’élevage, et le reste occupe des postes dans des secteurs différents tels qu’administrateur, cadre ou technicien de qualité, commerçant, couturier, mécanicien, services et professions libérales, etc.

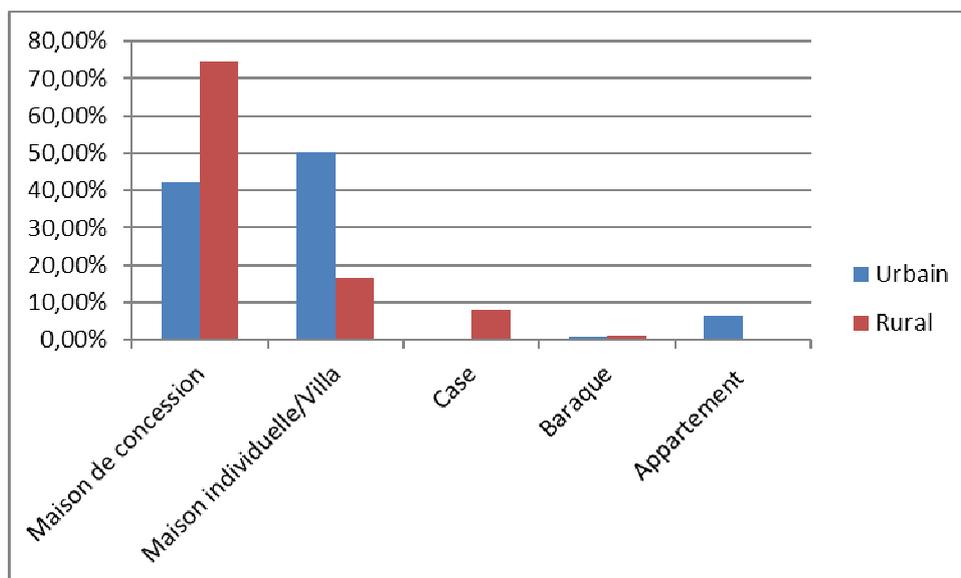
**Figure 21 : Situation d’emploi des membres du ménage**

Source : Calculs de l’auteur

### 1.1.2- Conditions de logement

À travers 78 régions rurales et urbaines qui cernent le champ de l'étude et regroupent 2102 ménages, l'enquête révèle que 94 % de ces ménages sont propriétaires de leurs maisons et 6 % sont locataires. En fait, presque trois quarts des ménages habitent dans les maisons d'une concession, 18 % dans des maisons individuelles, la part des appartements occupe la dernière place et représente 0,67 %. La figure 22 montre que les ménages urbains sont plus aisés que les ménages ruraux. La proportion des ménages qui résident dans une villa ou dans un appartement est plus élevée chez les ménages urbains. En revanche, la proportion des ménages qui résident dans une maison de concession, dans une case ou une baraque, est plus élevée chez les ménages ruraux.

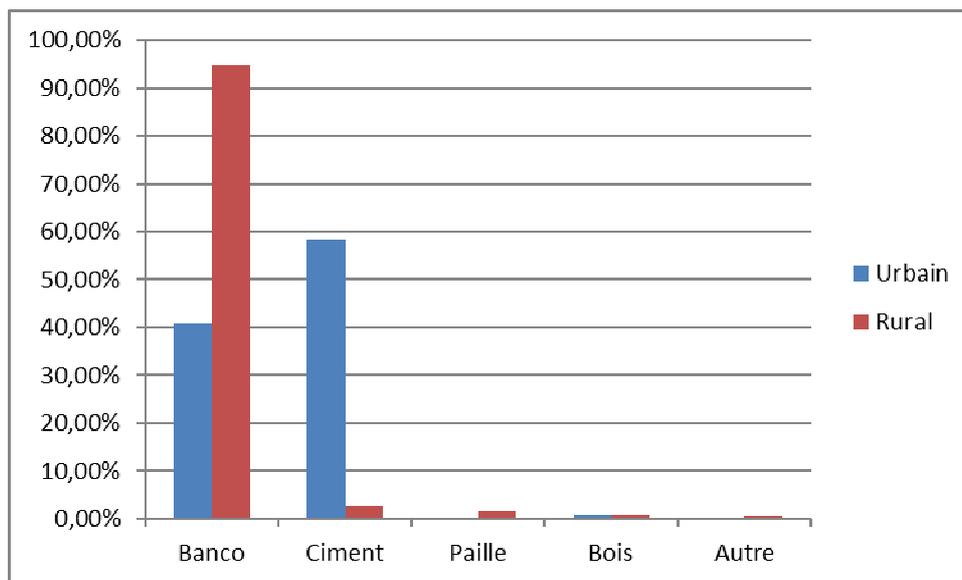
**Figure 22 : Type de logement du ménage**



Source : Calculs de l'auteur

De plus, sur le territoire étudié, la majeure partie des maisons sont bâties en banco. Ce matériau à base de terre crue paraît le plus répandu dans les constructions de maisons (plus de 91 %). D'autres habitants utilisent le ciment, parfois la paille ou le bois. Cependant, le ciment est plus utilisé dans les régions urbaines, le banco est plus demandé dans les régions rurales. En outre, 56 % des ménages urbains ont une pièce réservée pour la cuisine, tandis que chez les ménages ruraux la proportion ne dépasse pas les 43 %. Ainsi, la moyenne des pièces dans chaque maison est égale à 3.

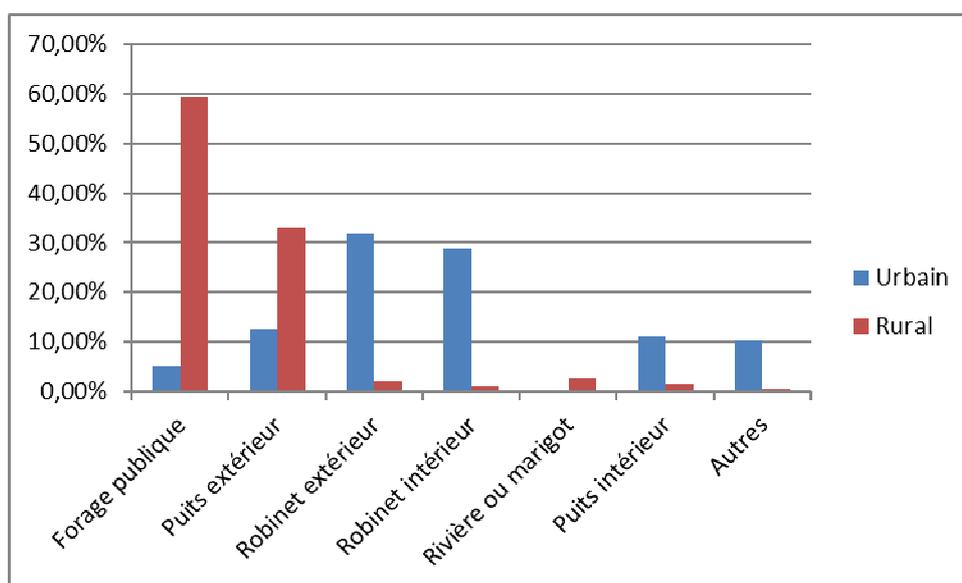
**Figure 23 : Principal matériau utilisé dans la construction de maisons**



Source : Calculs de l'auteur

Par ailleurs, concernant l'alimentation des maisons en électricité, les chiffres sont très mauvais. Le taux de couverture en électricité est de 3,20 % chez les ménages ruraux et de 58,52 % chez les ménages urbains. Quant à l'eau potable, la majorité des ménages issus des régions rurales n'a pas d'eau de potable dans les maisons et utilisent des forages publics, des puits extérieurs et des robinets extérieurs, tandis que la moitié des ménages issus des régions urbaines possède l'eau potable à travers un robinet intérieur ou la construction de puits dans leurs maisons.

**Figure 24 : Principale source d'eau potable du ménage**



Source : Calculs de l'auteur

### 1.1.3- Actifs, dépenses et utilisation des services financiers

En ce qui concerne les actifs immobiliers des ménages, les ménages ruraux sont ceux qui possèdent le plus de terres, agricoles ou non agricoles, et de maisons d'habitation. Pour les autres constructions, ce sont les ménages urbains qui en possèdent le plus (tableau 8). Quant aux actifs mobiliers tels que télévision, réfrigérateur, ordinateur, voiture/camion/moto, téléphone mobile, etc., les ménages urbains sont ceux qui en possèdent davantage.

**Tableau 8 : Type d'actifs du ménage**

	Urbain	Rural
<b>Terres agricoles</b>	41,35 %	97,18 %
<b>Terres non agricoles</b>	9,78 %	30,48 %
<b>Maison d'habitation</b>	53,33 %	67,56 %
<b>Autres constructions</b>	11,11 %	5,08 %

Source : Calculs de l'auteur

D'après les résultats du tableau 9, le montant alloué à la consommation hebdomadaire, mensuelle et semestrielle pour chaque ménage est beaucoup plus élevé au sein des ménages urbains que chez les ménages ruraux. Ce constat est le même, voire plus important, lorsque la comparaison est faite entre chaque membre de ménages.

- Consommation hebdomadaire et mensuelle : Biens alimentaires (fruits, légumes, viande, volaille, poisson), combustible de cuisine (gaz, bois, charbon), frais de transport (taxi, bus, carburant), autres (recharges téléphoniques, cigarettes, alcool, produits de beauté, coiffure).

- Consommation semestrielle : Biens ménagers (cuisinière, réfrigérateur, climatiseur, lits), biens électroniques (téléphone, ordinateur, coût d'internet), santé, éducation, habillement, voitures, équipement agricole, biens de luxe, loyer pour logement, factures d'eau/électricité/gaz, création d'une activité/ouverture de boutique, mariage/funérailles, etc.

**Tableau 9 : Dépenses en Francs CFA**

	Ménage		Membre	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
<b>Hebdomadaires</b>	20027	10584	3557	1158
<b>Mensuelles</b>	79277	42981	14081	4702
<b>Semestrielles</b>	408674	107106	72588	11718

Source : Calculs de l'auteur

Il s'avère que la majorité des ménages n'a pas de compte dans une banque ni dans une mutuelle d'épargne. Seulement 1,52 % des ménages déclarent avoir un compte bancaire. La proportion des ménages ayant un compte bancaire est supérieure au sein des ménages urbains (8,97 %) par rapport aux ménages ruraux (1,21 %). Ainsi, le motif de ces ménages d'ouvrir un compte est pour l'épargne, l'emprunt et le dépôt d'argent. La possibilité d'ouvrir un compte parce qu'un membre du ménage est allé travailler en dehors du ménage est presque nulle.

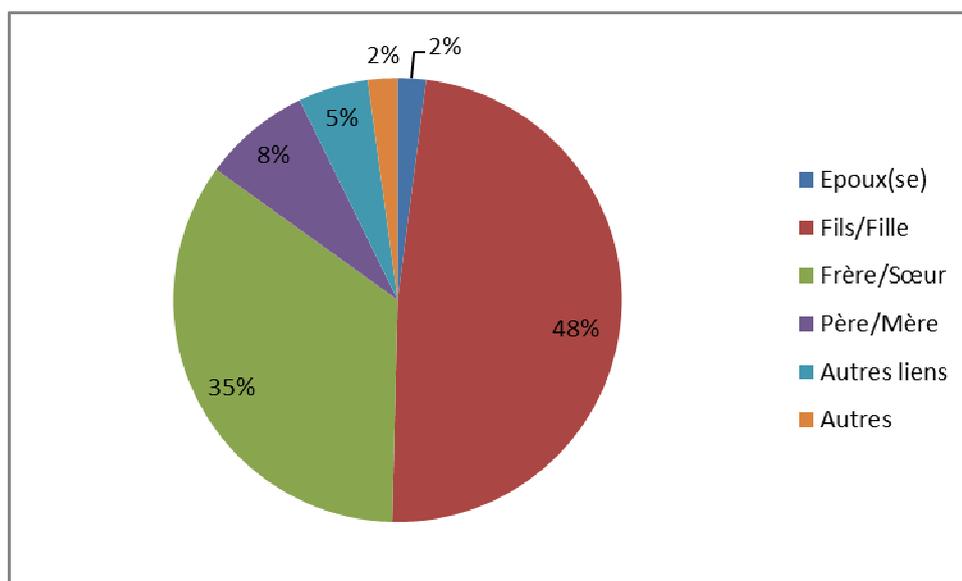
## 1.2- Migration et transferts de fonds

Cette sous-section a pour objectif de présenter des informations précises sur les migrants avant et après leur migration, les transferts de fonds qu'ils effectuent vers leurs familles restées au pays, l'utilisation de ces fonds par les familles bénéficiaires, ainsi que l'expérience des anciens migrants de retour et leur nouvelle vie dans leur ville natale.

### 1.2.1- Informations sur les migrants

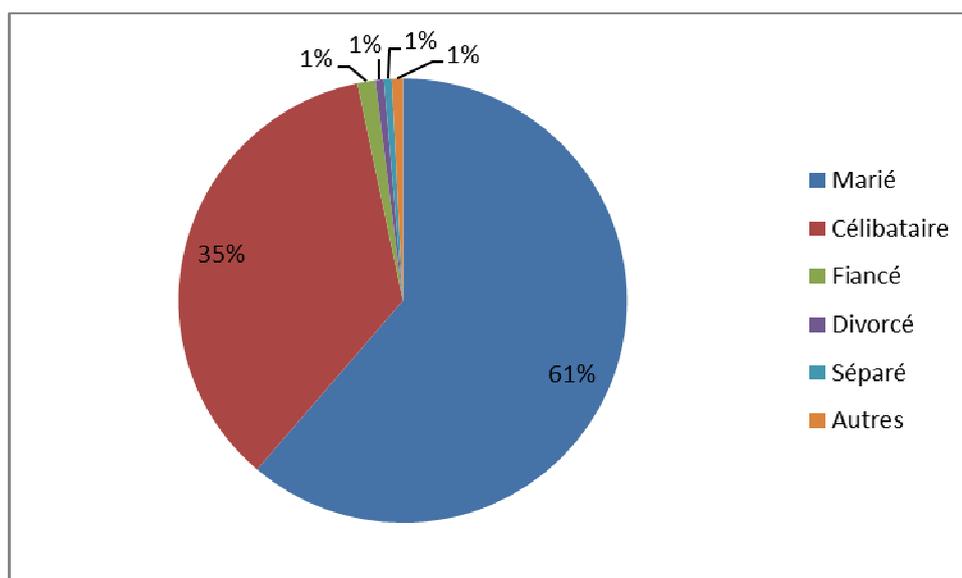
L'enquête a recensé que le nombre total des membres vivant hors de leur ménage est égal à 2229. 2106 membres (94 %) sont issus de régions rurales et 123 de milieux urbains. Leur âge moyen lors de leur première migration est de 24,5 ans. Les femmes représentent une part de 14 % des migrants. D'après la figure 25, le lien de parenté apparaît comme étant le plus important entre le migrant et le chef de ménage. Ainsi, 61 % de ces migrants sont mariés contre 35 % qui sont célibataires (voir figure 26).

**Figure 25 : Lien entre le migrant et le chef de ménage**



Source : Calculs de l'auteur

**Figure 26 : L'état matrimonial actuel des migrants**



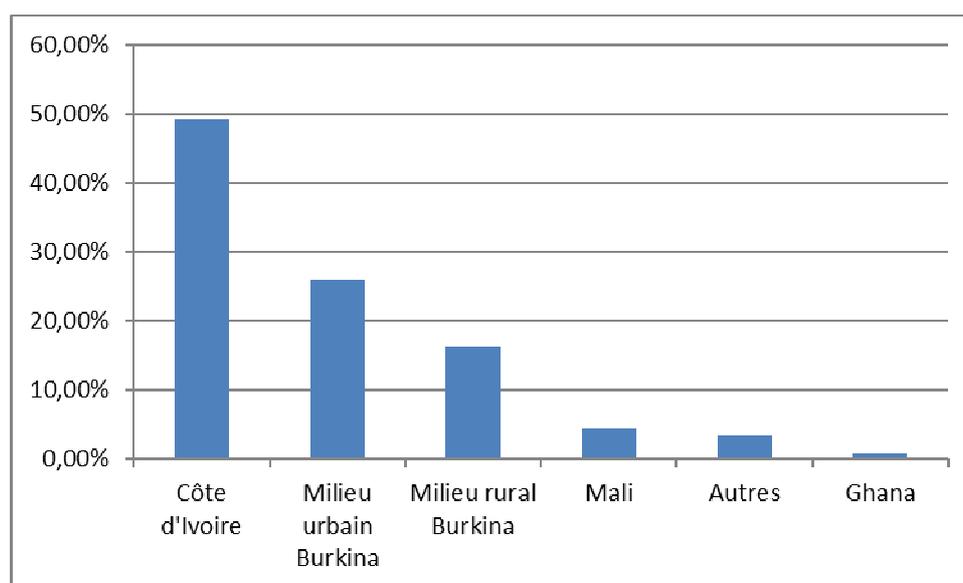
Source : Calculs de l'auteur

Parmi les différentes raisons de migration de ces membres, la recherche d'emploi occupe la principale raison avec plus de 78 %. Ceci montre l'aspect purement financier de la migration au sein des régions étudiées.

**Tableau 10 : Principale raison de migration**

Raison de migration	%
Recherche d'emploi	71,70 %
Education	8,42 %
Mariage	6,87 %
Opportunité d'emploi	6,61 %
Rejoindre d'autres membres	1,95 %
Autres	5,05 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

Les destinations privilégiées par les migrants sont la Côte d'Ivoire en première place. Presque la moitié des migrants choisissent cette destination. Il y a aussi d'autres régions urbaines et rurales du Burkina-Faso, le Mali, le Ghana, et d'autres pays, mais avec des proportions très modestes, tels que Niger, Togo, Bénin, Nigéria, Gabon, Libye, France, Allemagne, Italie, USA, etc. Comme plus de 60 % des migrants sont mariés, la majorité d'entre eux vivent avec leurs familles (époux (se), enfants et parents) contre seulement 13,66 % qui vivent seuls.

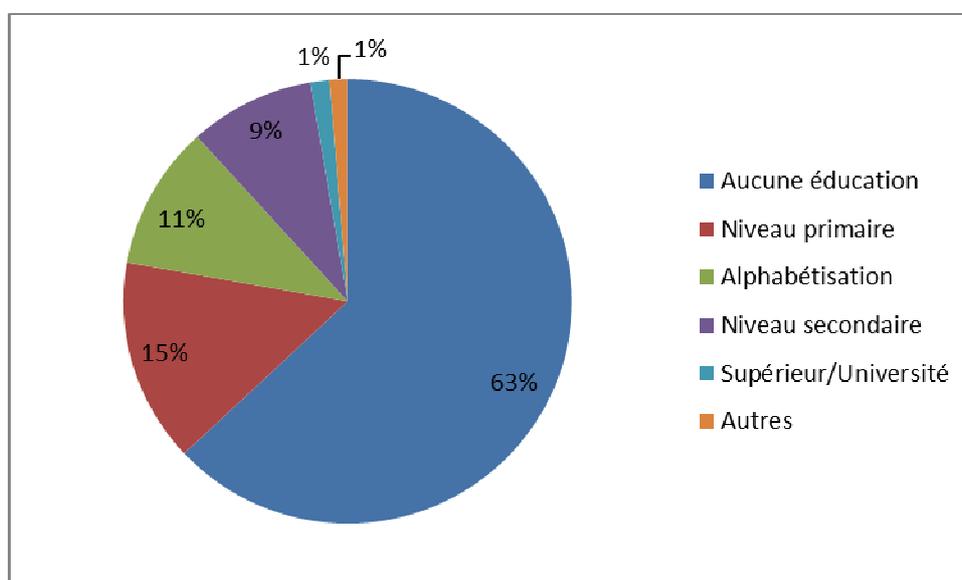
**Figure 27 : Lieu de résidence actuel des migrants**

Source : Calculs de l'auteur

D'après la figure 28, 63 % des migrants n'ont obtenu aucun diplôme avant leur migration et n'ont aucun niveau d'instruction. Cependant, les migrants ayant un niveau secondaire et

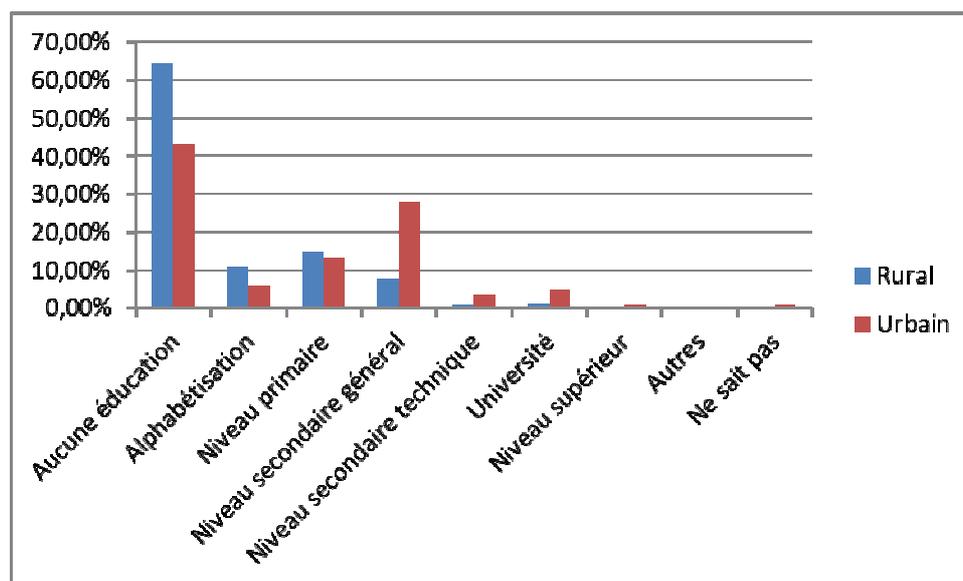
supérieur représentent respectivement 9,04 % et 1,39 % de l'ensemble des migrants. Ces chiffres montrent que les migrants issus des régions concernées par l'enquête ne sont pas qualifiés ou très peu. Pour ceux qui ont continué des études supérieures avant leur migration, 36 % d'entre eux ont obtenu un Master et seulement 8 % ont eu un diplôme de Doctorat. Même proportion pour le diplôme de License et BTS/DUT. Le niveau d'instruction des migrants semble ne pas avoir d'effet sur leur décision d'envoyer de l'argent à leurs familles restées au pays. Presque la moitié des migrants, peu qualifiés et hautement qualifiés, transfèrent des fonds vers leur pays d'origine.

**Figure 28 : Niveau d'instruction des migrants avant de quitter le ménage**



Source : Calculs de l'auteur

Par ailleurs, les migrants issus des régions urbaines sont plus instruits que ceux issus des régions rurales. Les migrants sans aucune éducation, alphabètes ou ayant un niveau primaire et secondaire général sont plus importants au sein des migrants issus des zones rurales. En revanche, ceux ayant un niveau secondaire technique et universitaire sont plus importants au sein des migrants issus des zones urbaines, mais leur proportion reste très modeste et les migrants hautement qualifiés représentent une minorité (figure 29).

**Figure 29 : Niveau d’instruction des migrants par milieu de résidence**

Source : Calculs de l’auteur

En ce qui concerne la situation d’emploi des migrants et le poste qu’ils occupent avant et après leur migration, le tableau 11 montre que leur statut d’auto-employé a baissé après leur migration. Il s’avère également qu’ils changent de métier et s’adaptent aux besoins du marché du travail du lieu de leur destination. Quant au métier d’élèveur, il a énormément baissé, et, à l’opposé, le métier de commerçant a grimpé. Sinon, la représentativité des autres métiers n’a que légèrement changé.

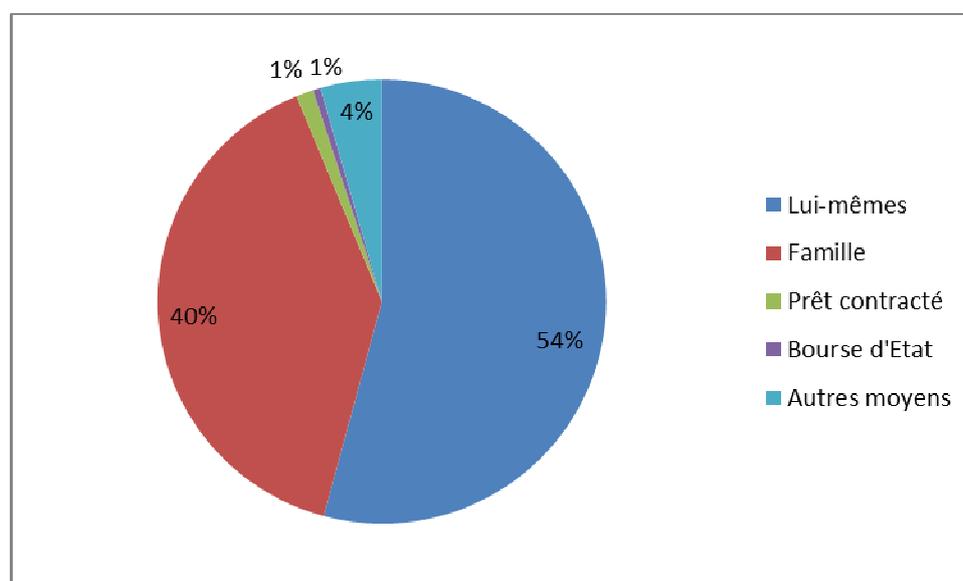
Quant au financement de la migration, plus de la moitié des migrants (54,18 %) compte sur ses propres moyens financiers pour payer les divers frais liés à leur migration. L’aide familiale vient en deuxième place avec 39,60 %. Ces deux modes de financement de la migration sont les plus utilisés au sein des migrants. Dans la même optique, plus de 80 % des migrants ont bénéficié de l’aide (hébergement, nourriture, habillement) d’un parent ou d’un ami lors de leur premier séjour sur le lieu de leur destination.

**Tableau 11 : Situation d'emploi et occupation des migrants avant et après leur migration**

Avant migration				Après migration			
Situation d'emploi	%	Occupation	%	Situation d'emploi	%	Occupation	%
Auto-employé	80,28	Eleveur	88,26	Auto-employé	64,13	Eleveur	50,74
Salarié à plein temps	10,16	Commerçant	2,61	Salarié à temps partiel	20,95	Commerçant	12,40
Salarié à temps partiel	3,96	Agent de bureau	2,34	Salarié à plein temps	5,43	Agriculteur	11,19
Femme au foyer	2,94	Emploi précaire	1,67	Femme au foyer	5,05	Emploi précaire	7,62
Chômeur	1,91	Administrateur	1,17	Ne sait pas	1,51	Cadre moyen	3,19
Autres	0,75	Autres	3,95	Autres	2,93	Autres	14,86
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>Total</b>	<b>100</b>

Source : Calculs de l'auteur

**Figure 30 : Financement de la migration des anciens membres du ménage**



Source : Calculs de l'auteur

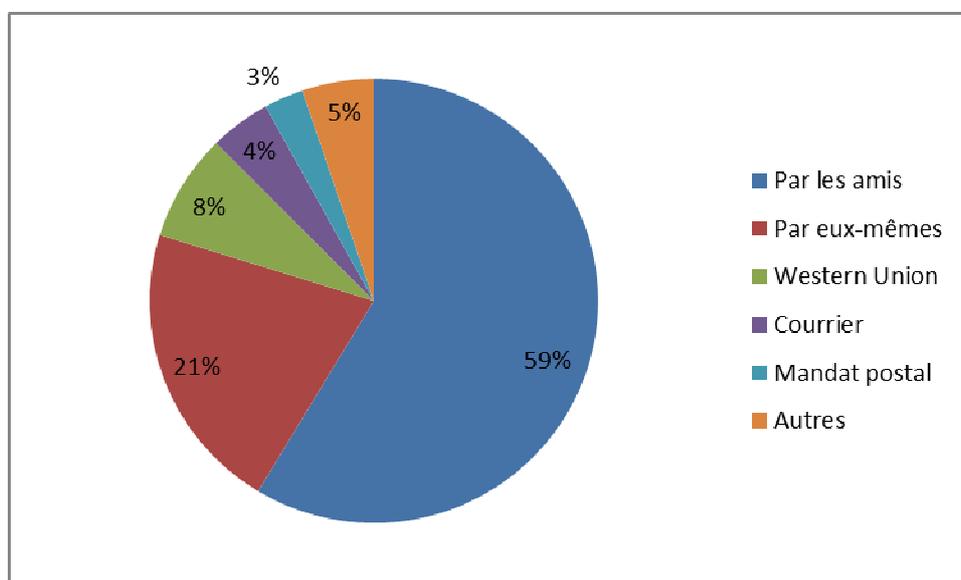
En outre, 60 % des migrants qui ont financé leur migration par leurs propres moyens transfèrent des fonds à leurs familles. Et pour ceux qui ont financé leur migration avec l'aide de leurs familles, seule la moitié envoie de l'argent. Toutefois, 46 % des migrants ayant obtenu un financement pour leur migration par une bourse d'Etat envoient de l'argent, contre 35 % pour ceux qui ont contracté un prêt. Ces résultats révèlent le motif d'altruisme chez les

migrants qui comptent sur leurs propres moyens pour migrer. Cette catégorie de migrant est celle qui envoie le plus de transferts vers leurs familles restées au pays.

### 1.2.2- Transferts de fonds et leur utilisation par les familles bénéficiaires

En effet, un peu plus de la moitié des migrants (54,84 %) transfère de l'argent aux familles restées aux pays. Le reste n'a jamais transféré de l'argent. Ainsi, les migrants transfèrent l'argent en moyenne 1,33 fois par an. Ils utilisent différents moyens pour transférer l'argent. D'après la figure 31, 10,62 % des migrants utilisent des canaux formels (Western Union et mandat postal), et 89,38 % ont recours à des canaux informels.

**Figure 31 : Comment les migrants transfèrent l'argent à leur ménage ?**

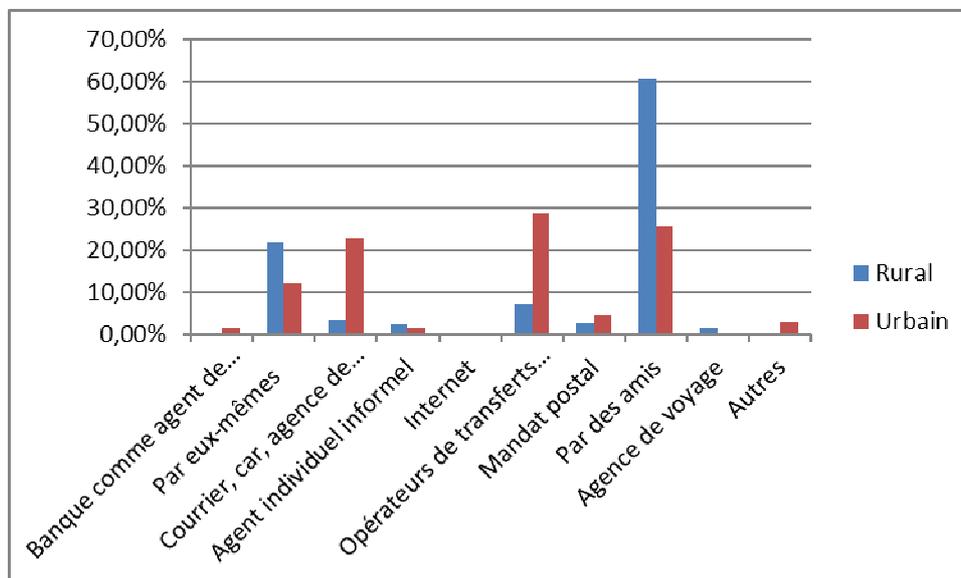


Source : Calculs de l'auteur

Les migrants utilisent différentes méthodes pour transférer des fonds à leurs familles restées au pays. Le choix du moyen de transfert dépend du statut juridique du migrant dans son pays d'accueil et de la situation des services financiers dans son pays d'origine. D'après la figure 32, les migrants issus des milieux ruraux ont recours à leurs amis ou leurs parents revenant au pays pour envoyer de l'argent à leurs familles. C'est le moyen le plus utilisé avec plus de 60 % des migrants. En deuxième place, plus de 20 % des migrants emportent eux-mêmes l'argent lorsqu'ils reviennent au pays pour des vacances. Ensuite, en troisième place, les migrants utilisent les opérateurs de transferts d'argent (Western Union, Money Gram). Quant aux migrants issus des milieux urbains, 30 % d'entre eux utilisent les opérateurs de transferts d'argent. Ainsi, 25 % d'entre eux envoient leur argent avec leurs amis ou leurs parents. Ils envoient également l'argent par courrier ou par des agences de transport. Sinon,

les autres modes de transferts tels que les mandats postaux, les banques et internet ne sont que très rarement utilisés et représentent des proportions très modestes.

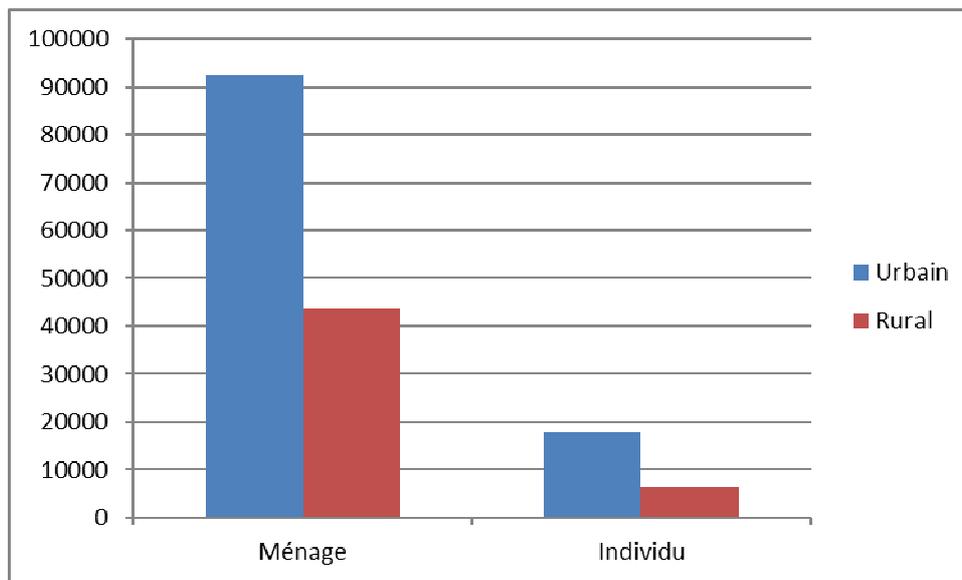
**Figure 32 : Comment les migrants transfèrent l'argent par milieu de résidence**



Source : Calculs de l'auteur

Ainsi, durant les 12 mois précédents l'enquête, la moyenne des sommes transférées par chaque migrant est équivalente à 40431 FCFA. De plus, 21,16 % des migrants envoient également des biens (alimentaires et non alimentaires) à leurs ménages. La moyenne de la valeur monétaire de ces biens est équivalente à 14516 FCFA pour chaque ménage. Par ailleurs, la moyenne des transferts de fonds + transferts de biens est égale à 44859,76 FCFA/ménage. En effet, la moyenne des fonds + biens reçus par chaque ménage est plus importante chez les familles résidentes dans le milieu urbain. Elle est égale à 92578,95 FCFA contre 43727,84 FCFA pour les familles résidant dans le milieu rural. De même, la somme reçue par chaque individu est plus importante dans le milieu urbain avec 17940,95 FCFA contre 6245,48 FCFA dans le milieu rural (Figure 33).

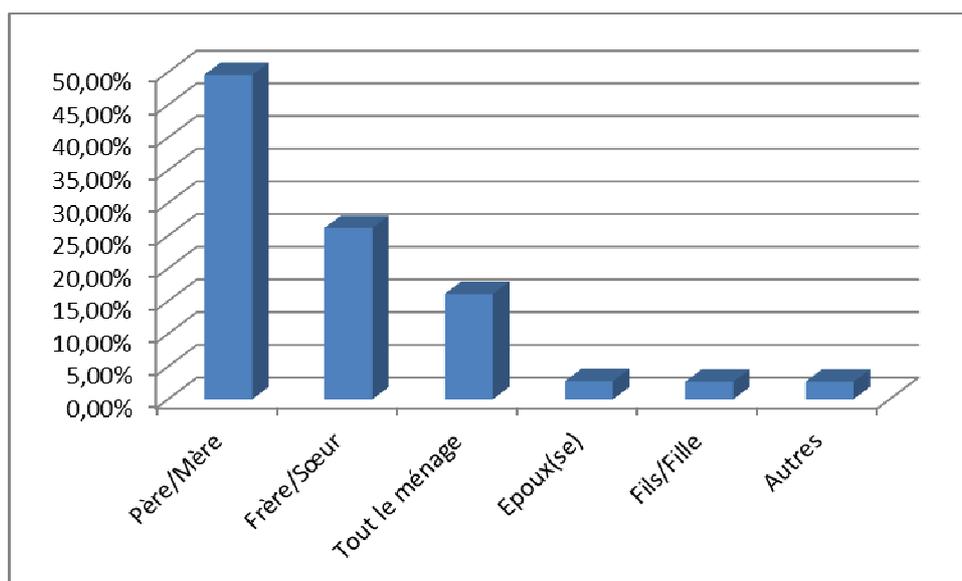
**Figure 33 : Moyenne des transferts financiers et non financiers**



Source : Calculs de l'auteur

Dans la même optique, les premiers bénéficiaires des transferts d'argent sont les parents des migrants. Ils bénéficient de la moitié de ces transferts envoyés au pays. Puis viennent les frères et les sœurs avec une proportion de 26 % et l'ensemble du ménage avec 18 %. En dernière place viennent les époux avec une proportion modeste de 2,77 % ainsi que les enfants avec 2,68 %.

**Figure 34 : Principal bénéficiaire des transferts financiers et non financiers**



Source : Calculs de l'auteur

Le tableau 12 présente les probabilités de recevoir de l'argent selon le lien qui existe entre le migrant et le chef de ménage. D'après les résultats, il s'avère que lorsque le chef de ménage est l'époux (se) du migrant, la probabilité de recevoir de l'argent dépasse les 72 %. C'est la probabilité la plus élevée. Ceci montre qu'une famille nucléaire a plus de chance de bénéficier des transferts qu'une famille élargie. Les parents du migrant viennent en deuxième place avec une probabilité de 61,31 % suivi par les frères et sœurs avec 58,90 %. Les enfants ont la probabilité la moins élevée de recevoir des transferts de fonds lorsqu'ils représentent le chef de ménage.

**Tableau 12 : Probabilité de recevoir des fonds**

<b>Lien entre le migrant et le chef de ménage</b>	<b>Probabilité de recevoir des transferts</b>
<b>Epoux (se)</b>	72,73 %
<b>Père/Mère</b>	61,31 %
<b>Frère/Sœur</b>	58,90 %
<b>Fils/Fille</b>	51,73 %
<b>Autres liens</b>	48,62 %
<b>Domestique/Employé</b>	40 %
<b>Autres</b>	27,27 %

Source : Calculs de l'auteur

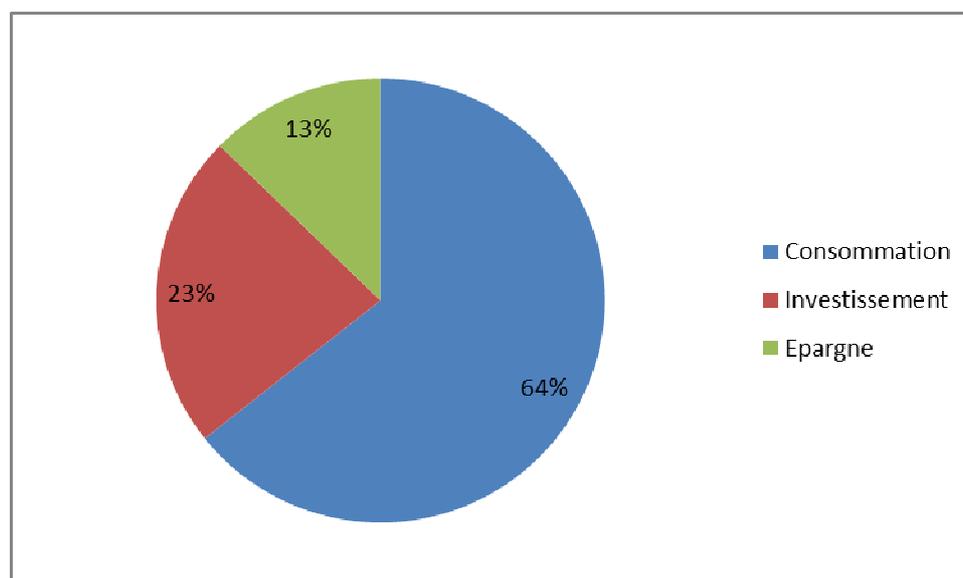
Du côté du migrant, son état matrimonial joue un rôle important dans la probabilité de transférer des fonds. Lorsque le migrant est marié, vit en concubinage ou est fiancé, sa probabilité d'envoyer de l'argent est plus élevée que lorsqu'il est séparé, divorcé ou célibataire. Les migrants en couple ont plus de responsabilités et plus de personnes à leurs charges que les migrants célibataires (jamais mariés ou séparés), ce qui explique leur probabilité de transférer de l'argent à leurs familles.

**Tableau 13 : Probabilité de transférer des fonds par les migrants**

<b>Etat matrimonial du migrant</b>	<b>Probabilité d'envoyer des fonds</b>
<b>Veuf/Veuve</b>	72,73 %
<b>Marié</b>	65,80 %
<b>Concubinage</b>	60 %
<b>Fiancé</b>	53,57 %
<b>Séparé</b>	41,67 %
<b>Célibataire</b>	36,36 %
<b>Divorcé</b>	23,08 %

Source : Calculs de l'auteur

En outre, les migrants burkinabè ont transféré, au cours des 12 mois précédents l'enquête, la somme de 48324800 FCFA à leurs familles restées au pays. Ces fonds sont davantage dépensés pour la consommation. La somme consacrée à la consommation est de 31090000 FCFA (voir tableau 14). Cette somme représente 64 % des fonds transférés. La somme allouée à l'investissement est de 11088450 FCFA ce qui représente 23 % des transferts (voir tableau 15). L'épargne vient en troisième place avec 6146350 FCFA (13 %).

**Figure 35 : Utilisation des transferts de fonds**

Source : Calculs de l'auteur

**Tableau 14 : Utilisation des transferts – Consommation**

<b>Consommation</b>	<b>Somme en FCFA</b>	<b>%</b>
<b>Biens alimentaires</b>	19794000	63,66 %
<b>Santé</b>	4887100	15,72 %
<b>Location de maison</b>	33000	0,10 %
<b>Mariage funéraires</b>	1802900	5,80 %
<b>Réfection d'une maison</b>	565000	1,82 %
<b>Construction d'une maison</b>	4008000	12,90 %
<b>Total</b>	<b>31090000</b>	<b>100 %</b>

Source : Calculs de l'auteur

**Tableau 15 : Utilisation des transferts – Investissement**

<b>Investissement</b>	<b>Somme en FCFA</b>	<b>%</b>
<b>Education</b>	3822600	34,47 %
<b>Voitures/camions</b>	31000	0,28 %
<b>Commerce/affaires</b>	2157500	19,46 %
<b>Achat de terre</b>	512500	4,62 %
<b>Autres</b>	4564850	41,17 %
<b>Total</b>	<b>11088450</b>	<b>100 %</b>

Source : Calculs de l'auteur

Par ailleurs, la valeur des biens envoyés ou apportés par les migrants à leurs ménages au cours des 12 derniers mois est égale à 13020700 FCFA. Seulement 4 % des biens transférés sont destinés aux besoins de la maison (réfrigérateur, téléviseur, système Hifi, machine à laver, meubles, cuisinière, micro-ondes, climatiseur, ordinateur, DVD/VCD, mobylette/vélo et téléphone mobile). En revanche, 96 % des biens envoyés concernent des matériaux pour des

activités agricoles et commerciales (voiture, car, camion, moulin à grains, matériel de coiffure, machine à coudre, tracteur et autres équipements agricoles).

Ainsi, l'investissement dans des activités commerciales ou productives par les membres de ménage après que d'autres membres ont émigré reste modeste. La proportion des membres qui se sont lancés dans l'investissement représente 10,90 % dans le milieu rural et seulement 6,16 % dans le milieu urbain.

**Tableau 16 : Les membres de ménage qui ont investi après l'émigration d'un membre de leur ménage**

	Milieu	
	Rural	Urbain
<b>Développement d'une activité</b>	5,55 %	1,54 %
<b>Un petit commerce</b>	3,60 %	4,62 %
<b>Les deux</b>	1,75 %	0 %
<b>Aucun investissement</b>	89,10 %	93,84 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : Calculs de l'auteur

**Tableau 17 : Les ménages qui ont construit une habitation à des fins commerciales après l'émigration d'un de leurs membres**

	Milieu	
	Rural	Urbain
<b>Pour la location</b>	1,95 %	3,08 %
<b>Pour d'autres fins commerciales</b>	0,78 %	0 %
<b>Les deux</b>	0,49 %	1,54 %
<b>Aucune construction</b>	96,78 %	95,38 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

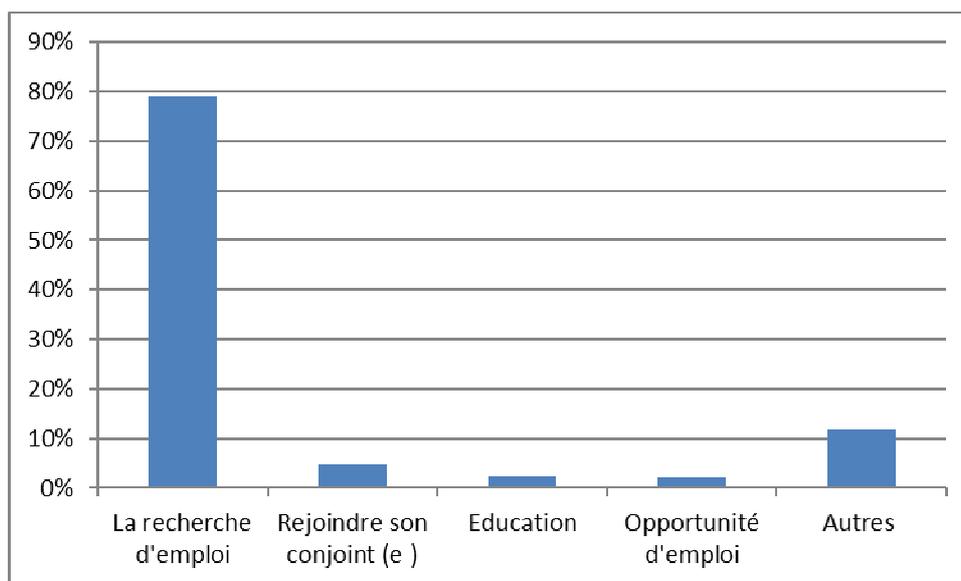
Source : Calculs de l'auteur

Les ménages ayant un ou plusieurs de leurs membres à l'étranger n'investissent pas les transferts reçus dans l'immobilier, comme la construction d'habitation en vue d'en tirer des bénéfices à travers la location ou d'autres fins commerciales. La part des ménages qui a opté pour ce choix est de 3,22 % dans le milieu rural et 4,62 % dans le milieu urbain.

### 1.2.3- Migrants de retour, nouvelle vie des migrants

Les migrants de retour (au Burkina-Faso) recensés par l'enquête de la Banque mondiale en 2010 sont 744 membres. Ils ont décidé de rentrer au pays de façon permanente. D'après l'enquête, pour presque 80% de ces membres, le motif principal de leur migration était la recherche d'emploi. Les autres motifs comme le regroupement familial et l'éducation ne représentent qu'une partie modeste (figure 36).

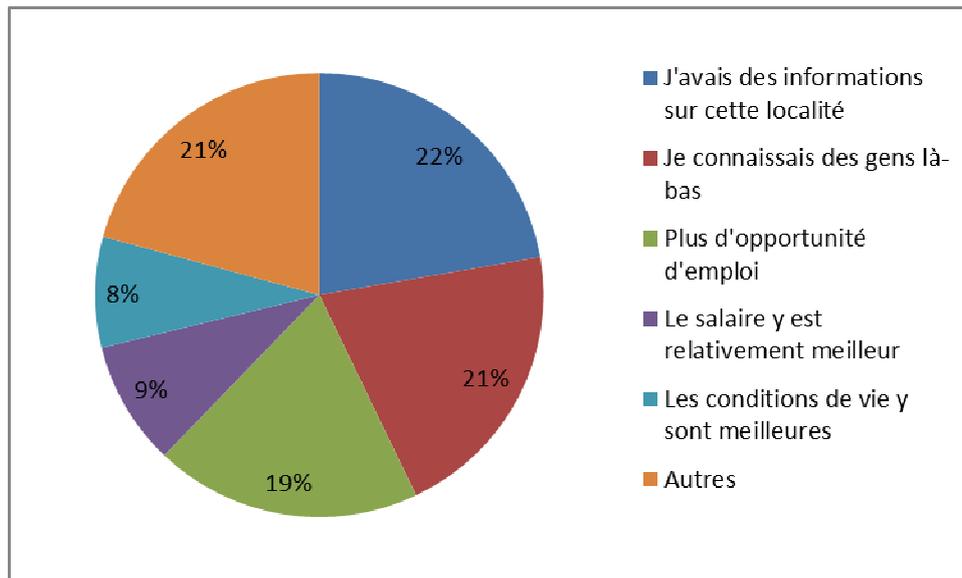
**Figure 36 : Les raisons de la migration des anciens migrants de retour**



Source : Calculs de l'auteur

Les migrants de retour avaient trois principales raisons de choisir la localité de leur migration. La première « j'avais des informations sur cette localité », la seconde « je connaissais des gens là-bas », et la troisième « plus d'opportunité d'emploi ». Le choix de la localité dépend essentiellement des réseaux des migrants et de leurs connaissances à l'étranger. Ceci leur permet d'obtenir des informations précieuses sur cette destination en matière d'opportunité d'emploi, possibilité d'embauche, et sur le salaire.

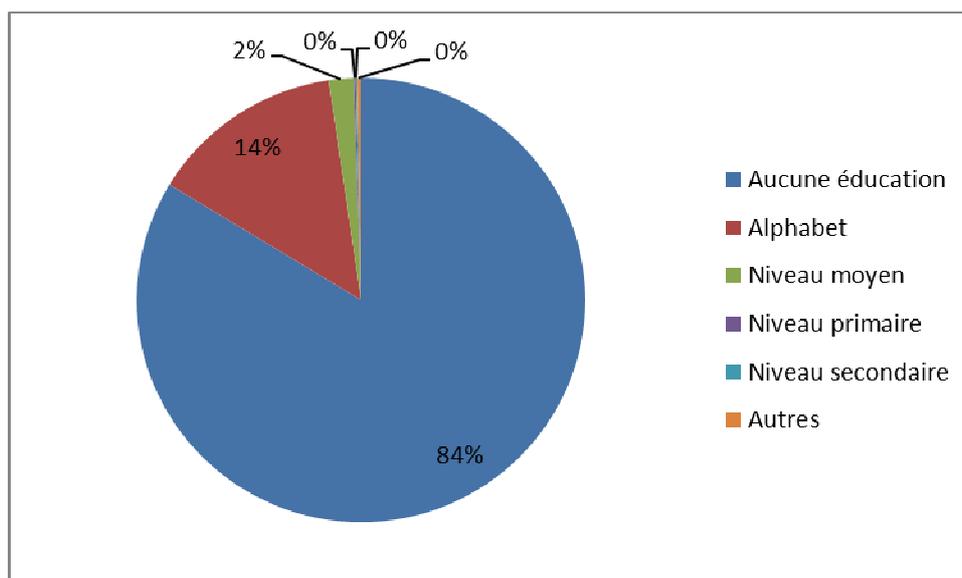
**Figure 37 : Motifs du choix du pays de destination pour les migrants de retour**



Source : Calculs de l'auteur

En outre, il s'avère que les anciens migrants n'étaient pas qualifiés et n'ont eu aucun diplôme académique au moment de leur migration. La figure 38 présente le niveau d'instruction des anciens migrants de retour. 84 % de ces migrants n'avaient eu aucune éducation. Après leur migration, seulement 1,24 % d'entre eux ont fait des études dans leur pays d'accueil et ont obtenu le diplôme de licence, et d'autres ont atteint le Master.

**Figure 38 : Niveau d'instruction avant de quitter le ménage pour les migrants de retour**



Source : Calculs de l'auteur

Le tableau 18 indique qu'avant leur migration, les anciens migrants de retour travaillaient en majorité pour leur propre compte. 92 % étaient auto-employés, et presque 92 % d'entre eux occupaient le secteur d'élevage du bovin.

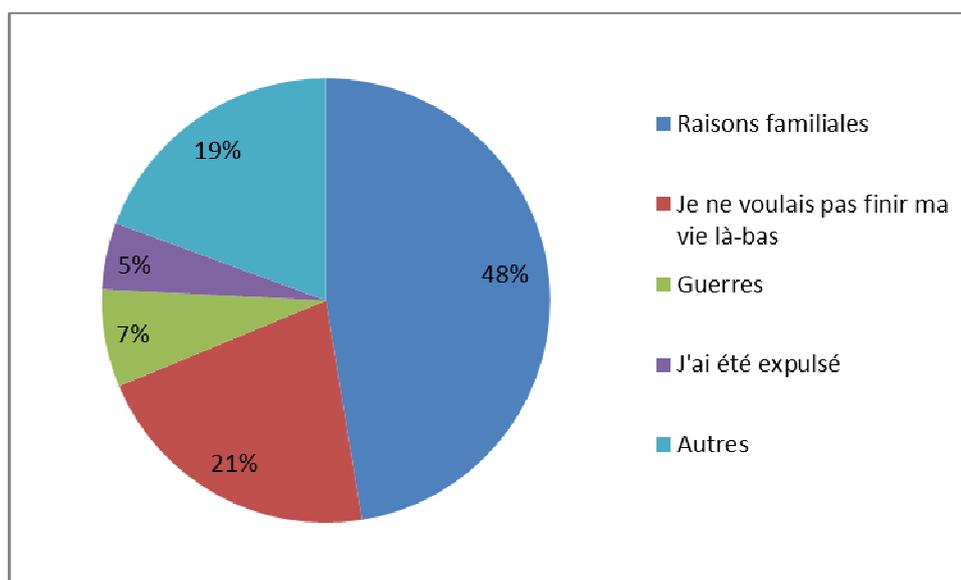
**Tableau 18 : Situation d'emploi et occupation des migrants de retour avant leur migration**

Situation d'emploi des migrants		Occupation des migrants	
<b>Auto-employé</b>	92 %	Eleveur	91,62 %
<b>Chômeur</b>	3,25 %	Gestionnaire	2,02 %
<b>Salarié à temps partiel</b>	2,57 %	Commerçant	1,16 %
<b>Salarié à plein-temps</b>	1,22 %	Emploi précaire	1,16 %
<b>Retraité</b>	0,55 %	Agriculteur	0,87 %
<b>Autres</b>	0,41 %	Autres	3,17 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>Total</b>	<b>100 %</b>

Source : Calculs de l'auteur

Par ailleurs, il existe de multiples raisons qui ont poussé les migrants à mettre fin à leur parcours migratoire en revenant dans leur pays d'origine. Presque la moitié d'entre eux reviennent pour des raisons familiales.

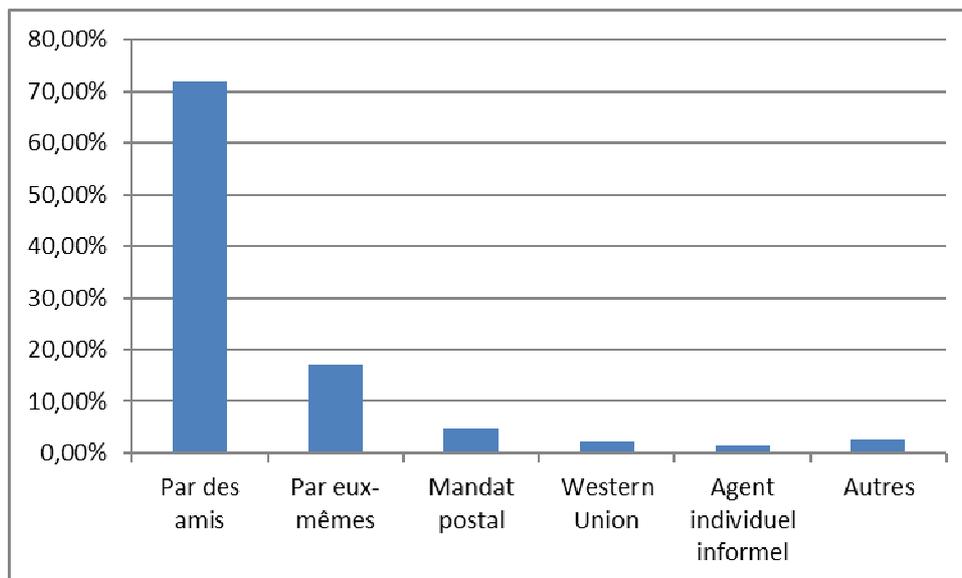
**Figure 39 : Les raisons de retour au pays des anciens migrants**



Source : Calculs de l'auteur

Durant leur séjour dans le pays d'accueil, 60 % des migrants de retour transféraient des fonds à leurs familles restées au Burkina-Faso. Plus de 90 % de ces transferts passaient par des canaux informels (par eux-mêmes, par des amis ou par un agent individuel informel) (figure 40).

**Figure 40 : Les modes de transferts les plus fréquents chez les migrants de retour**

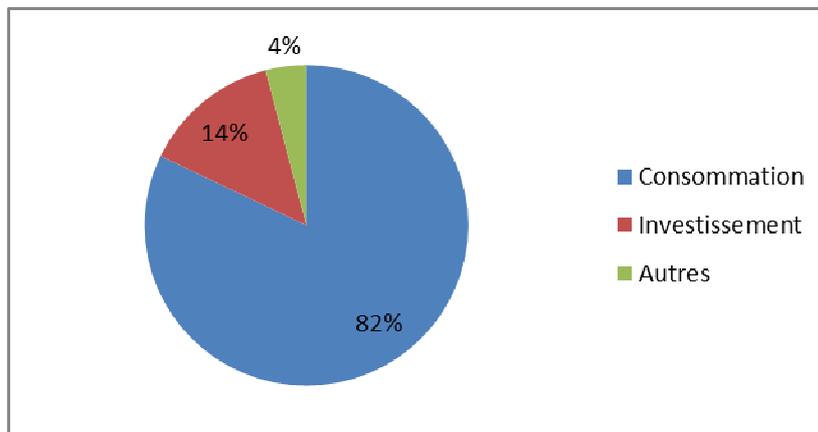


Source : Calculs de l'auteur

En effet, les conditions climatiques ont une influence sur la probabilité d'envoyer de l'argent. 45 % des migrants de retour avaient envoyé des fonds à leurs familles qui subissaient la sécheresse. En plus des fonds transférés, 31,34 % d'entre eux avaient envoyé des biens en nature à leurs ménages.

Concernant l'utilisation des transferts de fonds, les familles bénéficiaires consacraient 82 % des transferts pour la consommation (santé, location, mariage/funérailles, reconstruction de maison et construction d'une nouvelle maison). 14 % des transferts reçus étaient investis (éducation, camion, commerce/affaires et achat de terre).

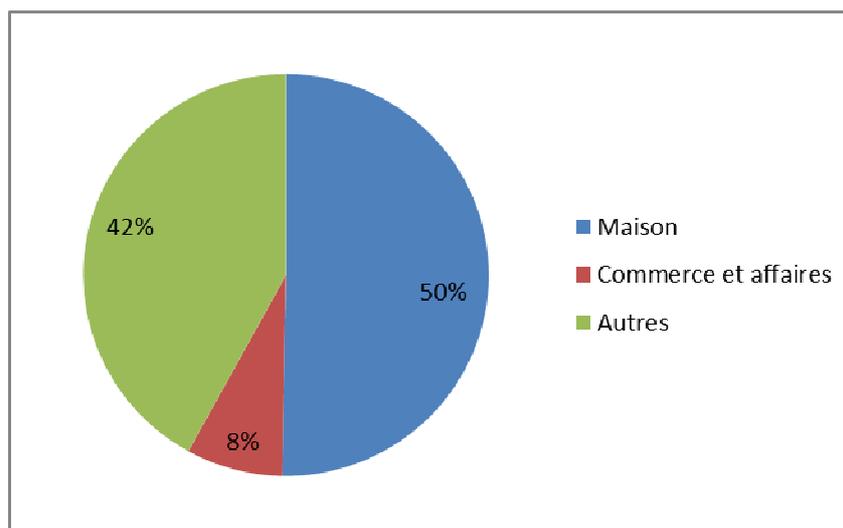
**Figure 41 : Utilisation des transferts de fonds des migrants de retour par les ménages bénéficiaires**



Source : Calculs de l'auteur

En ce qui concerne les biens envoyés ou rapportés lors de la dernière migration des migrants de retour, la moitié est destinée aux besoins de la maison (réfrigérateur, téléviseur, système Hifi, machine à laver, meubles, cuisinière, micro-ondes, climatiseur, ordinateur, DVD/VCD/vidéo, vélo et téléphone mobile). Seulement 8 % de ces biens sont destinés aux activités commerciales, agricoles et affaires (voiture, car, camion, moulin à grains, matériel de coiffure, machine à coudre, tracteur et autres équipements agricoles).

**Figure 42 : Biens envoyés ou rapportés par les migrants de retour lors de leur dernière migration**

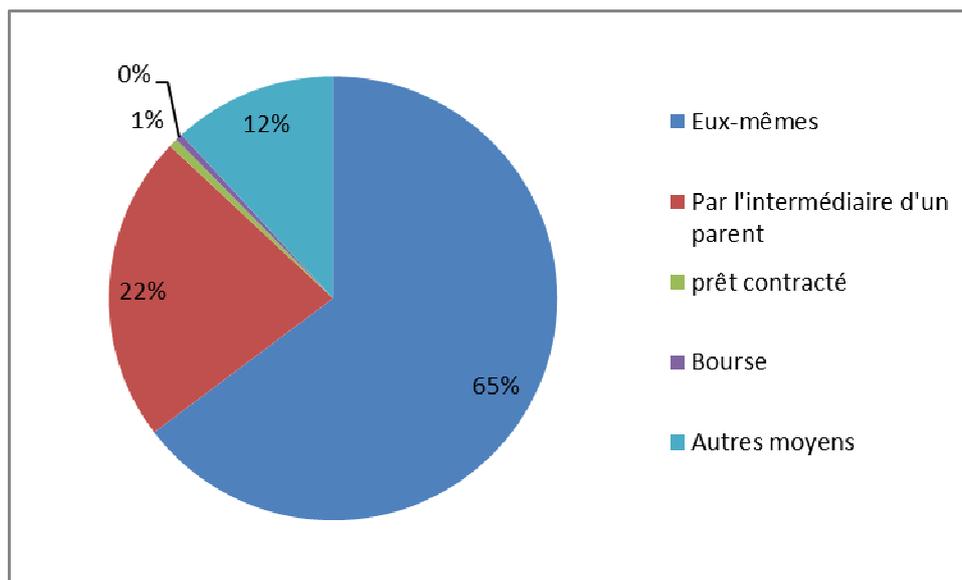


Source : Calculs de l'auteur

La proportion des migrants de retour ayant séjournés à l'étranger est très modeste. En effet, la migration internationale représente 9,48 %. La majeure partie avait choisi de changer de

ville tout en restant au Burkina-Faso. La migration nationale représente 90,52 % du total des migrants de retour. En matière de financement de la migration, les deux tiers de ces migrants avaient financé leur migration par leurs propres moyens. En outre, 80 % des migrants de retour déclarent qu'ils ont bénéficié de l'aide (hébergement, nourriture, habillement) d'un parent ou d'un ami lors de leur premier séjour dans leur lieu de destination.

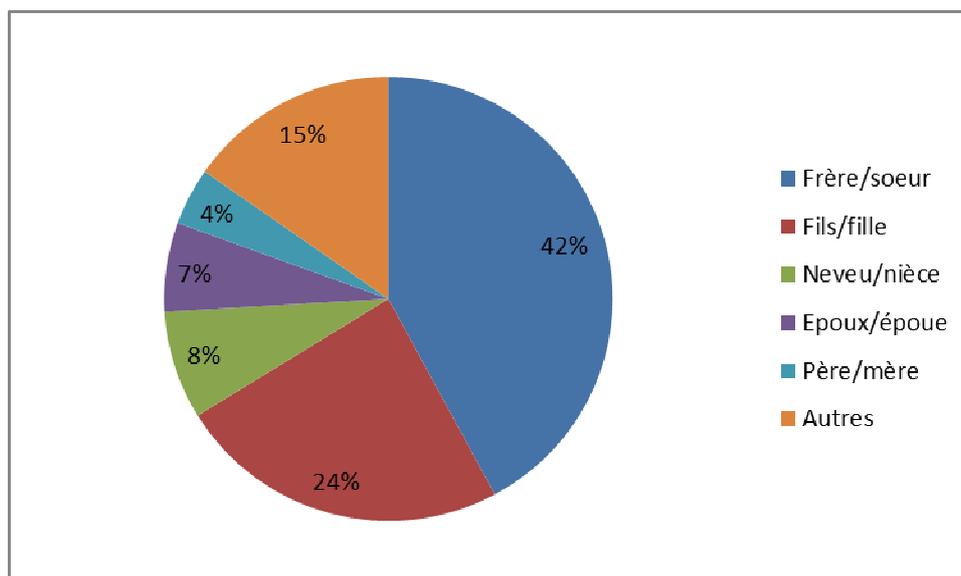
**Figure 43 : Financement de la migration des migrants de retour**



Source : Calculs de l'auteur

Ainsi, 23 % des migrants de retour ont aidé des membres de leur ménage à émigrer. Leurs frères et sœurs, pour 42 %, sont les premiers bénéficiaires. Leurs enfants viennent en deuxième place avec 24 %. Et leurs neveux et nièces occupent la troisième place avec un taux de 8 %.

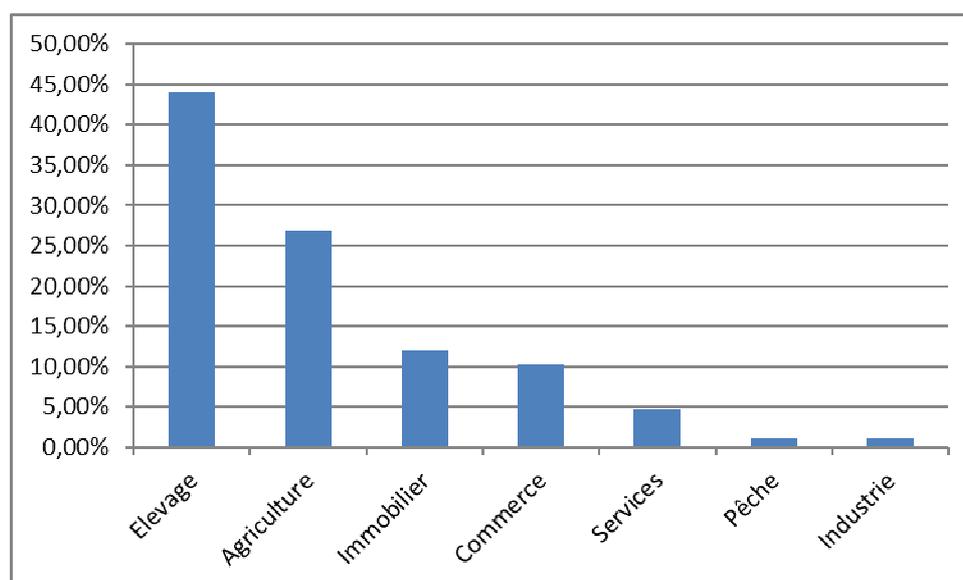
**Figure 44 : Les membres du ménage ayant bénéficié de l'aide des migrants de retour pour émigrer**



Source : Calculs de l'auteur

En ce qui concerne la nouvelle vie des migrants de retour, 32,17 % ont investi au Burkina avec leurs revenus tirés de la migration. 72 % d'entre eux ont investi après être rentré définitivement au pays. 20 % pendant leur migration et seulement 8 % durant les deux périodes. La moyenne de la somme investie par chaque migrant est égale à 220663 FCFA. Ces migrants n'ont bénéficié d'aucune aide financière de l'Etat, ou d'ONG, ni de prêts bancaires pour financer leurs projets d'investissement. Une très modeste partie des migrants de retour a bénéficié des aides de leurs parents ou amis. Sinon, une grande majorité des migrants de retour a financé ses projets avec ses propres moyens.

Concernant le secteur d'activité dans lequel les migrants de retour ont investi, celui de l'agriculture en est le premier bénéficiaire. 71 % des migrants de retour ont investi dans l'agriculture et l'élevage. Le secteur de l'immobilier est le deuxième secteur bénéficiaire avec 12 %. Les secteurs du commerce et des services viennent en troisième et quatrième place avec 10 % et 5 % respectivement.

**Figure 45 : Les secteurs d'activités dans lesquels les migrants de retour ont investi**

Source : Calculs de l'auteur

En effet, selon l'enquête, 13,50 % des migrants de retour envisagent d'émigrer de nouveau dans les 12 prochains mois à cause des activités non rentables au Burkina ou parce que leurs ressources financières sont insuffisantes.

## Section 2 : Résultats et commentaires

Cette section analyse, dans un premier temps, l'impact des transferts de fonds des migrants burkinabè sur le bien-être et les conditions de vie des ménages bénéficiaires et les compare aux ménages sans migrants et sans transferts. Dans un second temps, elle analyse l'effet des transferts de ces migrants sur les dépenses et la pauvreté de leurs familles.

### 2.1- Comparaison entre les ménages avec et sans transferts en terme de bien-être

Il s'avère que les ménages sans transferts de fonds ont une vie meilleure et plus confortable que les ménages avec transferts. D'après le tableau 19, la proportion des ménages habitant dans un immeuble ou dans une villa est plus élevée au sein des ménages sans transferts. Cette proportion représente 0,55 % et 17,63 % pour les ménages avec transferts contre respectivement 0,85 % et 18,88 % pour les ménages sans transferts. Ainsi, la proportion des ménages habitant dans une case est plus élevée chez les ménages avec transferts, puisqu'elle représente 9,10 % contre seulement 5,80 % chez les ménages sans transferts.

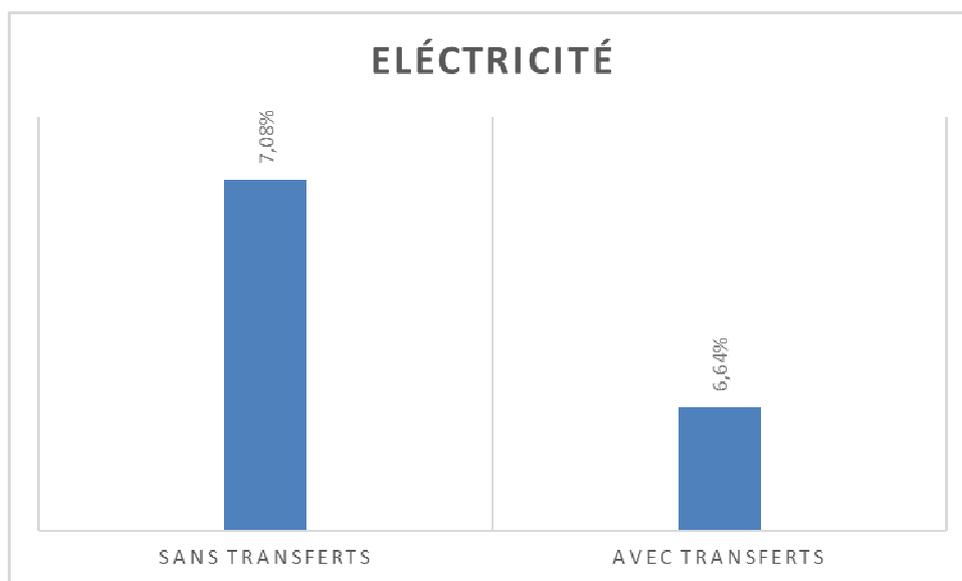
**Tableau 19 : Types de logement des ménages**

	Sans transferts	Avec transferts
<b>Appartement dans un immeuble</b>	0,85	0,55
<b>Maison individuelle/villa</b>	18,88	17,63
<b>Case</b>	5,80	9,10
<b>Maison dans une concession</b>	73,17	71,82
<b>Baraque/pièce sans dépendance</b>	1,30	0,90
<b>Total</b>	100	100

Note : toutes les valeurs sont en %. L'échantillon comporte 2102 ménages.

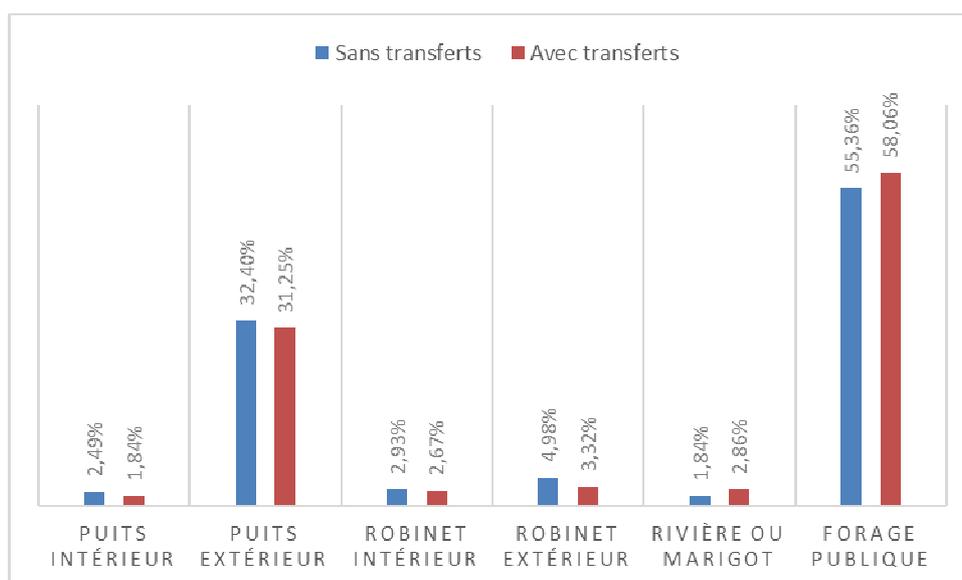
La figure 46 indique que le taux de couverture en électricité au sein des ménages de l'échantillon est très faible, mais relativement élevé chez les ménages sans transferts avec un taux de 7,08 % contre 6,64 % chez les ménages avec transferts. Quant à l'origine de l'eau potable (Figure 47), les ménages sans transferts sont relativement mieux fournis que les ménages avec transferts. La proportion de l'utilisation des robinets intérieurs/extérieurs et des puits intérieurs/extérieurs est plus élevée chez les ménages sans transferts. Tandis que la proportion de l'utilisation des rivières et forages publics est plus élevée chez les ménages avec transferts.

**Figure 46 : Taux de couverture en électricité**



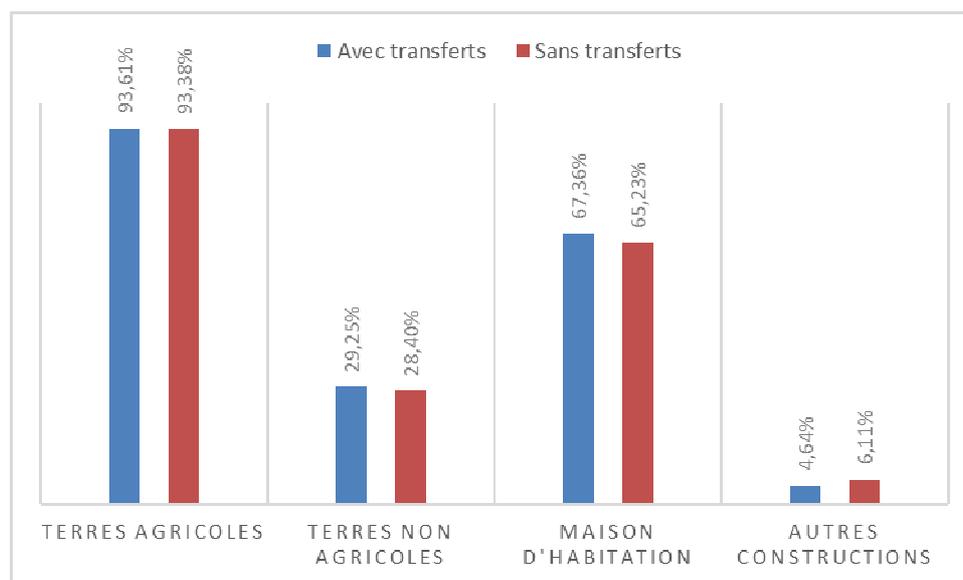
Source : Calculs de l'auteur

**Figure 47 : Principales origines de l'eau potable**



Source : Calculs de l'auteur

La figure 48 montre que les ménages avec transferts dépassent de très peu les ménages sans transferts dans l'acquisition des terres (agricoles et non agricoles) et des maisons. Ceci pourrait être dû à l'intérêt porté par les ménages et les migrants d'investir dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage qui représente l'activité la plus répandue surtout dans les zones rurales, mais aussi dans l'immobilier et le commerce.

**Figure 48 : Possession des actifs immobiliers**

Source : Calculs de l'auteur

## 2.2- Analyse de l'impact des transferts des migrants burkinabè sur les dépenses et la pauvreté des ménages bénéficiaires

Cette sous-section présente l'effet des transferts de fonds des migrants burkinabè sur les dépenses des individus ayant bénéficiés de ces transferts (2.2-1), ainsi, sur les indicateurs de pauvreté des personnes récipiendaires (2.2-2).

### 2.2.1- Analyse des dépenses

Cette étape exclut les ménages ne comptant aucun migrant afin d'évaluer l'impact des transferts sur les ménages bénéficiaires avant et après la réception de ces transferts. Ce sous-échantillon se compose de 871 ménages, 49 urbains et 822 ruraux. Le tableau suivant présente la moyenne des dépenses par tête avec et sans transferts de fonds.

**Tableau 20 : Calcul des dépenses par tête**

	Sans transferts	Avec transferts	Ecart en pourcentage
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête</b>	90562,76	99092,88	+9,42

Note : toutes les valeurs sont en FCFA.

D'après le tableau 20, les transferts de fonds accroissent la consommation par tête des ménages bénéficiaires d'environ 9,42% que s'ils ne recevraient pas ces transferts.

En effet, il serait important de prendre en compte le milieu de résidence comme un critère d'analyse, du fait que la pauvreté dans le milieu urbain diffère de celle du milieu rural où les conditions de vie et les revenus ne sont pas les mêmes. La notion de pauvreté varie entre les deux milieux. Ceci rend nécessaire l'analyse de l'impact des transferts selon le milieu de résidence.

**Tableau 21 : Calcul des dépenses par tête selon le milieu de résidence**

	Sans transferts	Avec transferts	Ecart en pourcentage
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête (urbain)</b>	331102,43	342065,34	+3,31
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête (rural)</b>	76224,02	84609,12	+11

Note : toutes les valeurs sont en FCFA.

Le tableau 21 présente les résultats de calcul des dépenses par tête selon le milieu de résidence. Les résultats indiquent que l'effet des transferts de fonds est plus important dans le milieu rural. Les transferts impliquent en moyenne une augmentation de 11 % des dépenses par tête dans le milieu rural et de 3,31 % dans le milieu urbain. L'impact important des transferts dans le milieu rural peut être expliqué par le nombre de migrants qui est plus important que dans le milieu urbain. Bien que le niveau de vie et le bien-être soit moins bon dans les zones rurales, et sachant que les frais de migration représentent un obstacle pour une

personne souhaitant émigrer, le nombre de migrants y est plus important. Cela pourrait être dû aux réseaux des migrants qui contribuent à abaisser les frais de migration et à aider les nouveaux migrants à trouver un travail dans leur lieu de destination afin de permettre aux individus pauvres d'émigrer.

**Tableau 22 : Calcul des dépenses par tête par niveau de revenu**

	Sans transferts	Avec des transferts	Ecart en pourcentage
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête</b>	90562,76	99092,88	+9,42
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête (1<sup>er</sup> quartile)</b>	33799	44200	+20,11
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête (2<sup>ème</sup> quartile)</b>	61471	68326	+11,15
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête (3<sup>ème</sup> quartile)</b>	97250	103382	+6,31
<b>Moyenne annuelle des dépenses par tête (4<sup>ème</sup> quartile)</b>	2602500	2603333	+0,03

Note : toutes les valeurs sont en FCFA.

D'après le tableau 22, l'impact des transferts de migrants baisse avec le niveau de revenu. Ce qui renforce l'hypothèse que l'ancienneté de la migration a contribué à réduire les coûts de la migration, et a donc permis aux ménages pauvres de bénéficier davantage de cette situation et d'envoyer un de leurs membres à l'étranger. Le premier quartile affiche un impact important des transferts de fonds sur la consommation par tête des ménages les plus pauvres avec un effet de 20,11 % suivi du deuxième quartile avec un effet de 11,15 %. Ces transferts permettent aux ménages de ces deux premières classes d'améliorer leur consommation et de garantir les besoins de base. En outre, le quatrième quartile regroupant les ménages les plus riches affiche un effet presque nul de 0,03 %. Cela pourrait être dû au nombre de migrants issus de cette classe qui reste faible par rapport aux autres quartiles.

### 2.2.2- Analyse des indicateurs de pauvreté

L'incidence de la pauvreté représente la mesure la plus basique de la pauvreté. Elle correspond au pourcentage de la population dont le niveau de vie est en dessous du seuil de pauvreté. L'indice (H) utilisé pour calculer l'incidence de la pauvreté est égal au rapport du nombre de personnes pauvres (q) à la taille de la population (n).

$$H = \frac{q}{n}$$

La limite de cet indicateur est qu'il ne dit rien sur la profondeur de la pauvreté. En effet, il ne permet pas de savoir si les personnes pauvres ont des revenus très faibles ou juste inférieurs au seuil, ce qui rend l'analyse de la profondeur de la pauvreté nécessaire. L'indice de la profondeur de la pauvreté qui mesure l'écart entre le seuil de pauvreté et les dépenses des personnes se situant au-dessous de ce seuil est représenté par l'indice (P). Cet indice est celui proposé par *Foster, Greer et Thorbecke* (1984). Il s'écrit comme suit :

$$P = \frac{q}{n} \left( \frac{z - Y_p}{z} \right) = H \times \left( \frac{z - Y_p}{z} \right)$$

Le n est le nombre d'individus dans la population, le q est le nombre de pauvres,  $Y_p$  est le revenu médian des pauvres, le z est le seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté correspond à 60 % du revenu médian de la population. La limite de cet indice est qu'il ne prend pas en compte la distribution des revenus à la suite d'un transfert d'argent d'une personne située juste en dessous du seuil de pauvreté à une personne très pauvre. Toutefois, l'indice de la sévérité de la pauvreté prend en compte la distribution des revenus parmi les pauvres et donne plus de poids aux personnes très pauvres. Il mesure le degré d'inégalité des revenus. L'indice de la sévérité de la pauvreté est celui de la profondeur de la pauvreté au carré. Il s'écrit comme suit :

$$P^2 = \frac{q}{n} \left( \frac{z - Y_p}{z} \right)^2 = H \times \left( \frac{z - Y_p}{z} \right)^2$$

L'étape suivante consiste à appliquer ces indices aux données du sous-échantillon regroupant les ménages bénéficiaires des transferts de fonds.

**Tableau 23 : Effets des transferts de fonds sur les indicateurs de pauvreté**

	Sans transferts	Avec transferts	Ecart en pourcentage
<b>Incidence de la pauvreté</b>	24,45	22,38	-8,67
<b>Profondeur de la pauvreté</b>	8,80	6,66	-24,31
<b>Sévérité de la pauvreté</b>	3,15	1,98	-37,14

Note : toutes les valeurs sont en pourcentage.

À la lecture du tableau 23, l'incidence de la pauvreté a baissé de 8,67 % après la réception des transferts de fonds, ce qui veut dire que la population pauvre a baissé de 8,67 %. Quant à la profondeur de la pauvreté, elle a baissé de 24,31 %. Cela veut dire que les transferts des migrants ont contribué à réduire l'écart entre le seuil de pauvreté et les personnes vivant en dessous de ce seuil de 24,31 %. Concernant la sévérité de la pauvreté, l'effet est plus important. Les transferts ont entraîné une baisse de cet indicateur de 37,14 %, ce qui explique que les transferts ont réduit l'écart entre les personnes pauvres et les non pauvres. Par ailleurs, comme le nombre de migrants est considérable dans le milieu rural, il serait important d'analyser l'impact des transferts sur la pauvreté par milieu de résidence afin de voir si les résultats sont différents.

**Tableau 24 : Effets des transferts de fonds sur les indicateurs de pauvreté par milieu de résidence**

	Incidence			Profondeur			Sévérité		
	Sans transferts	Avec transferts	Ecart	Sans transferts	Avec transferts	Ecart	Sans transferts	Avec transferts	Ecart
<b>National</b>	24,56	22,38	-8,67	8,80	6,66	-24,31	3,15	1,98	-37,14
<b>Urbain</b>	32,65	30,61	-6,25	10,55	9,52	-9,76	3,41	2,96	-13,20
<b>Rural</b>	25,30	22,38	-11,54	9,48	6,37	-32,80	3,55	1,81	-49,01

Note : toutes les valeurs sont en pourcentage.

En effet, l'impact des transferts de fonds sur les indicateurs de pauvreté paraît positif dans le milieu urbain et rural. Toutefois, cet impact est plus important dans le milieu rural où l'incidence de la pauvreté affiche un effet positif impact de 11,54 %. La profondeur de la pauvreté a connu une baisse remarquable avec un effet de 32,80 %. Enfin, l'indicateur de la

sévérité de la pauvreté a énormément baissé après la réception des transferts de fonds. Il affiche un effet de 49,01 %. De ce fait, les transferts de fonds des migrants burkinabè contribuent à réduire l'écart entre les individus pauvres et les individus très pauvres en permettant à ces derniers d'améliorer leurs conditions de vie tout en restant pauvres, plus qu'à réduire le taux de pauvreté en permettant aux ménages pauvres de sortir de la pauvreté. Cela pourrait être expliqué par le niveau de pauvreté élevé chez les familles avant de recevoir les transferts de fonds.

## Conclusion

Le but de cette partie a été d'une part d'exposer les travaux empiriques les plus marqués examinant la question des transferts de fonds des migrants, leur impact sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine des migrants, d'autre part de réaliser une étude empirique analysant la question des transferts de fonds, leurs utilisations et leurs répercussions sur le bien-être et la consommation des ménages bénéficiaires, et aussi, sur la pauvreté et l'inégalité des revenus.

En effet, les résultats des études empiriques analysant l'impact des transferts de migrants sur la croissance des économies d'origine sont multiples. Il y a des études qui concluent que les transferts ont un impact positif sur la croissance, notamment sur la croissance et la stabilité du PIB, l'accroissement de l'épargne et l'investissement dans le capital humain. D'autres études trouvent un effet positif, mais sans pouvoir en identifier le mécanisme, d'autres constatent qu'ils ont des conséquences négatives, et d'autres révèlent qu'ils ont des incidences positives à condition que d'autres facteurs soient réunis.

Par ailleurs, les travaux analysant l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté montrent que les transferts réduisent la pauvreté mais que l'effet est plus important sur l'intensité que sur l'incidence. De ce fait, les transferts de fonds améliorent la situation des plus pauvres sans en atténuer le nombre, ou bien atténuent la sévérité de la pauvreté sans permettre aux ménages de sortir de la pauvreté. Quant à l'impact des transferts sur l'inégalité de revenu, l'effet est mitigé. Certains travaux révèlent qu'ils ont un effet égalitaire, et d'autres trouvent le contraire. Cela pourrait s'expliquer par l'état de l'inégalité initiale qui diffère d'un pays à l'autre, et d'une région à l'autre, et également par la nature des modèles économétriques utilisées dans le travail empirique (statiques ou dynamiques). Lorsque les inégalités initiales de revenu dans le pays d'origine des migrants sont faibles, les transferts de fonds contribuent à réduire ces inégalités, tandis que lorsque les inégalités initiales sont importantes, les transferts de fonds accroissent ces inégalités.

En ce qui concerne les résultats de l'étude empirique sur les migrants burkinabè, les ménages sans transferts ont des conditions de vie meilleures que les ménages avec transferts en matière de conditions de logement, d'équipement en l'électricité et eau potable dans les maisons. Cela montre que les ménages les plus démunis profitent davantage du processus de la migration et des transferts envoyés par leurs migrants. En outre, les transferts de fonds contribuent à accroître les dépenses par tête des ménages bénéficiaires. L'effet est plus important chez les ménages issus des régions rurales, et aussi chez les ménages pauvres qui font partie du premier et du deuxième quartiles. Quant à l'impact des transferts sur la pauvreté et les inégalités, les résultats du travail révèlent qu'ils ont des effets positifs sur l'incidence, la profondeur et la sévérité de la pauvreté. Cependant, les transferts réduisent la sévérité plus que l'incidence de la pauvreté, ils permettent aux ménages bénéficiaires d'améliorer leurs conditions de vie et de devenir moins pauvres qu'auparavant, tout en restant en dessous du seuil de pauvreté.

De ce fait, la migration joue un rôle important dans l'atténuation de la pauvreté, surtout dans les milieux ruraux dont les activités économiques et les programmes de développement durable sont presque inexistantes. Les transferts effectués par les migrants vers leurs familles d'origine constituent un revenu additionnel qui leur permet de satisfaire leurs besoins nécessaires comme l'éducation, santé, nourriture, maison, etc. mais aussi d'investir une part de ces fonds dans l'agriculture, business, activités économiques, etc. et de ne pas dépendre des transferts des migrants. Ainsi, les activités productives créées par les transferts de fonds pourraient contribuer à la croissance économique comme cela a été expliqué dans le chapitre 1.

Enfin, cette approche ne tient pas compte des démarches méthodologiques - comme présenté dans le chapitre 1 - qui recourent à l'estimation de revenu contrefactuel du ménage avec migrant, dans le cas où ce ménage n'aurait pas de migrants, afin d'évaluer la pauvreté de ce ménage s'il ne recevait pas des fonds. Ou bien les approches qui se basent sur le calcul des probabilités d'être dans la pauvreté pour les ménages avec migrants et les ménages sans migrants, afin de déterminer la probabilité d'être dans la pauvreté que le ménage aurait eu sans transferts.

## Conclusion générale

La particularité des transferts de fonds au regard des autres types de transferts est qu'ils reposent sur l'existence des relations familiales et leurs transactions financières entre eux. Du fait de cette particularité, l'impact macroéconomique des transferts de fonds passe nécessairement par des canaux de transmission microéconomiques.

Dans un premier temps (partie 1), nous avons examiné l'incidence des transferts sur la croissance dans le chapitre 1. Cette question ou relation emprunte une démarche macroéconomique. Elle permet ainsi de manière indirecte de traiter aussi de l'incidence des transferts sur la pauvreté. Cela nous a conduits à une revue de la littérature qui aboutit à mettre en lumière des conclusions tranchées : les transferts de fonds effectués par les migrants vers leurs familles d'origine sont des transferts privés que les ménages bénéficiaires peuvent affecter à différentes catégories de dépenses. Ainsi, les flux des transferts privés ne se substituent pas aux flux de l'aide publique au développement (APD) ou de l'investissement direct étranger (IDE), mais ils peuvent les accomplir (*Ralph Chami, 2008*). Selon (*Taylor, 2001*) les transferts privés sont considérés comme un apport considérable de devises étrangères. Concernant les pays bénéficiaires, ils peuvent devenir solvables et accéder aux marchés des capitaux internationaux, et ils peuvent également alléger ou assouplir leurs crédits.

Quant à leur impact sur la croissance économique, il y a des chercheurs qui trouvent que les transferts de fonds ont un effet positif. Ils réduisent le taux de chômage, la volatilité des revenus, les chocs macroéconomiques, le déficit de la balance des paiements, et contribuent à l'accroissement de l'investissement et à la demande de produits locaux. Ils améliorent également les conditions de vie et de l'éducation (*Chami, Fullenkamp, Jahjah, 2005, Giuliano et Ruiz Arranz 2003, Adams 2003, Mvogo 2013*). D'autres chercheurs défendent l'idée que les transferts ont un effet négatif. Ils affaiblissent notamment la compétitivité des pays d'origine

aggravent le déficit extérieur. Ils réduisent également l'offre de travail et le phénomène de l'aléa moral prend place (*Abdih, Barajas et al. 2012, Faini 2007, Nicole et Medenou 2010, Burki et Mordasini 2009*). Ainsi, il y a d'autres chercheurs qui soutiennent l'idée de l'impact positif conditionnel des transferts, et que leur impact dépend de leur utilisation, du développement du secteur financier, de la bonne gouvernance de l'Etat et de l'environnement économique des pays d'origine des migrants (*Ould Aoudia (2007, Ahoure (2008, Mata 2010)*).

Ensuite, nous avons examiné l'incidence des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté dans le chapitre 2. Cette question peut être traitée de manière plus directe d'un point de vue microéconomique. Cela nous a également conduits à une revue de la littérature qui aboutit à mettre en lumière que les transferts de fonds ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être (*Boukha-Hassane 2010, Ben Mim et Mabrouk 2012, Taylor 2001, Bahani et Hanchane 2013*). Cependant, l'impact des transferts sur l'inégalité des revenus est mitigé. Les transferts peuvent diminuer l'inégalité comme ils peuvent les aggraver (*Taylor 2001*). Pour que la réduction de la pauvreté s'accompagne d'une diminution de l'inégalité des revenus, il faut que la migration soit accessible aux ménages pauvres, et qu'une partie importante des migrants soit issue des ménages pauvres. Ainsi, les transferts de fonds reviennent en grande partie à ces ménages.

Dans un second temps (partie 2), nous avons présenté des travaux empiriques, leurs méthodologies et leurs résultats étudiant la question de l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique et sur la réduction de la pauvreté dans le chapitre 1. En effet, les résultats des travaux sur la croissance économique indiquent que les transferts des migrants contribuent à la croissance du PIB par plusieurs canaux comme l'investissement, la consommation le capital physique et humain et le secteur du tourisme (*Banque Mondiale 2006, Faini 2007, Mvogo et Ouedraogo 2013, Lerch et Wanner 2006, Nicole 2010, Ben Mim et Mabrouk 2011*) et à la réduction de sa volatilité (*Banque Mondiale 2006 et FMI 2005*). Ils contribuent également au développement du secteur bancaire et financier qui favorise la croissance économique, ils accroissent l'épargne dans les banques et influencent positivement le ratio de crédit (*Ralph Chami, 2008*). De plus, ils influencent positivement la croissance par le canal du capital humain (*Schiff 2007, Ben Mim et Mabrouk 2011, Miftah et Bouoiyour 2013*).

Quant aux résultats des travaux sur la réduction de la pauvreté, la majorité des chercheurs qui ont étudié cette question ont conclu que les transferts sont considérés comme une source

de revenu supplémentaire, et ils contribuent à l'atténuation de la pauvreté à travers l'amélioration du bien-être social, des conditions de vie et l'accès à l'éducation. Ils donnent également la possibilité de se soigner et de consolider les besoins alimentaires. Mais l'effet est plus important sur l'intensité que sur l'incidence, c'est-à-dire que les transferts de fonds améliorent la situation des plus pauvres sans en atténuer le nombre, ou bien atténuent la sévérité de la pauvreté sans permettre aux ménages de sortir de la pauvreté (*Taylor 2001, López-Videla et Emilio 2014, Adams et John Page 2013, Richard C. Jones 1988, Gupta et al. 2007, Bahani et Hanchane 2013*). Cependant, il y a des chercheurs qui ont conclu que les transferts réduisent la pauvreté mais en même temps aggravent les inégalités des revenus au sein des ménages, car les coûts liés à la migration sont élevés et les ménages issus des familles pauvres ne peuvent pas se permettre de payer ces coûts. En revanche, les ménages issus de la classe moyenne sont les plus bénéficiaires de la migration (*Bouoiyour et Miftah 2013, Adams 1991, Rodriguez 1998, Miotti et al. 2013*). D'autres chercheurs ont conclu que les transferts ont des répercussions positives sur la pauvreté et l'inégalité (*J. Edward Taylor, J. Mora, Richard Adams et A. Lopez-Feldman 2005, Bahani et Hanchane 2013*). En effet, certains (*Oded Stark, J. Edward Taylor et Shlomo Yitzhaki 1986*) ont démontré que les transferts de fonds favorisent l'égalité des revenus à travers l'accroissement du nombre de migrants qui se fait par le développement des réseaux des migrants, ces réseaux servent à abaisser les coûts de la migration et de la rendre accessible aux ménages les plus démunis. De plus, l'impact des transferts dépend du degré d'inégalité initial, des caractéristiques du pays étudié et de la méthode d'analyse choisie (*Bahani et Hanchane 2013*).

Les conclusions issues de ce chapitre nous ont conduits à proposer un travail empirique dans le cadre du chapitre 2. Ainsi, exploitant l'accès aux données d'enquêtes « Improving our understanding of migration and remittances in Sub-Saharan Africa » issues d'un projet initié par la *Banque Mondiale*, nous nous sommes intéressés plus précisément au cas du Burkina Faso. L'exploitation des données individuelles issue de l'enquête (Enquête Ménage sur la Migration et les Transferts de Fonds) pour l'année 2010 a permis notamment d'obtenir un certain nombre de résultats. Dans un premier lieu, les transferts effectués par les migrants vers leurs familles d'origine constituent un revenu additionnel qui leur permet de satisfaire leurs besoins nécessaires. De plus la monnaie en devise résultant de la migration internationale permet aux ménages bénéficiaires d'investir une part de ces fonds dans l'agriculture, business et activités productives. Dans un second lieu, la migration joue un rôle très important dans l'atténuation de la pauvreté et l'inégalité des revenus. Toutefois, l'effet sur l'incidence de la

pauvreté est moins important que celui de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté. Ce qui veut dire que l'impact des transferts de fonds des migrants burkinabè tend beaucoup moins à réduire le taux de pauvreté qu'à améliorer les conditions de vie des ménages les plus démunis. Cependant, ces derniers deviennent moins pauvres tout en restant en-dessous du seuil de pauvreté.

Enfin, nous suggérons quelques recommandations afin d'encourager les migrants à emprunter les circuits officiels pour transférer de l'argent à leur pays d'origine, et d'optimiser leur impact sur le développement.

- Développer le secteur financier, ouvrir des agences de banques dans les villes d'origine des migrants et dans les zones rurales, proposer aux migrants la possibilité d'épargne ou prêt immobilier ou l'accompagnement dans le lancement d'un business.
- Améliorer la concurrence des institutions financières et favoriser les banques plus que les sociétés de transferts d'argent qui ne proposent aucun service financier à part le retrait d'argent liquide.
- Adopter une politique saine par les gouvernements des pays d'origine des migrants et maintenir un environnement macroéconomique stable.
- Encourager le financement collectif des diasporas en mettant en place des subventions aux transferts de fonds par les gouvernements des pays d'origine des migrants, mettre de l'argent en commun pour des investissements sociaux comme le programme établi au Mexique « Tres por Uno » (« Trois pour Un ») dans l'État de Zacatecas dont le gouvernement rajoute trois pesos pour chaque peso envoyé par un immigré, à condition qu'ils soient engagés dans des investissements sociaux et d'infrastructure (la construction d'écoles et de dispensaires, l'adduction d'eau, l'assainissement et la fourniture en électricité, etc.).
- Développer le secteur des télécommunications, ainsi que le secteur bancaire mobile « m-banking » afin de permettre aux familles résidentes dans des régions rurales ou éloignées de bénéficier de ce service, les coûts des transferts sont moins coûteux, ne nécessitant pas de points physiques. Et ainsi, canaliser cette épargne vers des utilisations productives.
- Encourager la bi-bancarisation par les gouvernements des pays d'origine et d'accueil : ouverture d'un « compte miroir » ou à distance à partir du pays de résidence des migrants dans le pays d'origine et proposer des crédits, des prêts immobiliers et d'épargne.

En effet, les résultats obtenus dans ce travail de recherche ne sont pas une fin en soi. La comparaison que nous avons réalisée entre les ménages bénéficiaires des transferts de fonds et les ménages qui n'en reçoivent pas peut souffrir d'un biais de sélection. Afin d'évaluer la pauvreté de ces ménages, cette comparaison ne tient pas compte de l'estimation du revenu contrefactuel des ménages avec migrants, si ces derniers n'ont ni émigrer ni transférer de l'argent. Nos futures recherches pourront se porter sur cette dernière analyse.

# Table des matières

<b>Introduction générale</b>	<b>6</b>
<b>Partie I Revue de la littérature sur l'impact des transferts de fonds</b>	<b>15</b>
Introduction.....	15
Chapitre 1 Transferts de fonds et croissance économique.....	16
Section 1 Analyse théorique des transferts fonds.....	16
1.1- Les transferts de fonds d'un point de vue macroéconomique.....	16
1.1.1- Les caractéristiques des transferts de fonds.....	16
1.1.2- La différence entre les flux des transferts de fonds et les autres flux financiers internationaux.....	17
1.1.3- La comptabilisation des transferts de fonds.....	17
1.1.4- Les types de transferts de fonds.....	19
A- Transferts des actif accumulés.....	19
B- Reclassement des actifs.....	20
1.1.5- L'importance des transferts de fonds.....	20
A- Comparaison entre les transferts de fonds et les autres flux (évolution-stabilité).....	20
B- Existe-t-il une corrélation entre les transferts de fonds et les autres flux ?.....	32
1.2- Déterminants et motivations des transferts de fonds.....	33
1.2.1- Les déterminants des transferts de fonds.....	34
A- Caractéristiques des migrants.....	34
B- Caractéristiques des ménages bénéficiaires.....	35
- Caractéristiques démographiques du ménage.....	35
- Caractéristiques économiques du ménage.....	36

- Propriété terrienne du ménage.....	37
C- Caractéristiques des communautés et positionnement des ménages par rapport à celles-ci.....	37
- Facteurs déterminant la réception des transferts de fonds.....	38
- Facteurs influençant le montant des transferts de fonds.....	40
1.2.2- Les motivations des transferts de fonds.....	43
A- Altruisme pur.....	43
B- Simple intérêt personnel.....	44
C- Arrangements familiaux tacites : co-assurance et prêts.....	44
D- Objectif d'épargne du migrant.....	46
E- Décisions de gestion de portefeuille.....	47
Section 2 Utilisations et effets des transferts de fonds.....	50
2.1- Utilisations des transferts de fonds.....	50
2.2- Effets et répercussions des transferts de fonds sur la croissance économique des pays d'origine.....	60
2.2.1- Effets positifs.....	60
2.2.2- Effets Négatifs.....	68
2.2.3- Effets positifs conditionnels.....	72
Chapitre 2 Transferts de fonds et pauvreté.....	75
Section 1 Analyse théorique de la migration et des transferts de fonds.....	75
1.1- Généralités.....	75
1.1.1- Migration.....	75
1.1.2- Pauvreté.....	79
1.1.3- Les types de transferts de fonds.....	82
1.2- Nouvelles procédures associées aux transferts de fonds et à la migration.....	87
1.2.1- Réduction des coûts des transferts de fonds.....	87
1.2.2- Réduction des coûts de la migration.....	89
A- Les frais de visa.....	89
B- Les frais de recrutement des travailleurs temporaires peu qualifiés.....	90
Section 2 Migration et transferts de fonds : Conséquences et répercussions en termes d'inégalité et de pauvreté.....	92

2.1-	Impact de la migration sur les pays d'origine et d'accueil.....	92
2.1.1-	Une vision optimiste.....	92
2.1.2-	Une vision pessimiste.....	95
2.2-	Impact des transferts de fonds sur les pays d'origine.....	97
	Conclusion.....	
	102	
	<b>Partie II Impact des transferts de fonds</b>	<b>104</b>
	Introduction.....	104
	Chapitre 1 Résultats des travaux empiriques étudiant l'impact des transferts de fonds.....	105
	Section 1 Impact des transferts de fonds sur la croissance économique.....	105
1.1-	Les transferts de fonds et la croissance du PIB.....	105
1.2-	Les transferts de fonds et la volatilité du PIB.....	113
1.3-	Les transferts de fonds et l'épargne.....	114
1.4-	Les transferts de fonds et le capital humain.....	115
	Section 2 Impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté et de l'inégalité de revenus.....	118
2.1-	Impact des transferts sur la pauvreté.....	119
2.2-	Impact des transferts sur l'inégalité de revenus.....	123
2.3-	Impact des transferts sur la pauvreté et l'inégalité de revenus.....	128
	Chapitre 2 Étude empirique.....	135
	Section 1 Données de l'étude.....	135
1.1-	Caractéristiques démographiques, conditions de vie et dépenses des ménages de l'échantillon.....	137
1.1.1-	Caractéristiques démographiques.....	137
1.1.2-	Conditions de logement.....	139
1.1.3-	Actifs, dépenses et utilisation des services financiers.....	141
1.2-	Migration et transferts de fonds.....	142
1.2.1-	Informations sur les migrants.....	142
1.2.2-	Transferts de fonds et leur utilisation par les familles bénéficiaires.....	148
1.2.3-	Migrants de retour, nouvelle vie des migrants.....	155

## TABLE DES MATIÈRES

---

Section 2 Résultats et commentaires.....	162
2.1- Comparaison entre les ménages avec et sans transferts en terme de bien-être.....	162
2.2- Analyse de l'impact des transferts des migrants burkinabè sur les dépenses et la pauvreté des ménages bénéficiaires.....	165
2.2.1- Analyse des dépenses.....	165
2.2.2- Analyse des indicateurs de pauvreté.....	168
Conclusion.....	171
<b>Conclusion générale</b>	<b>173</b>
<b>Tables des matières</b>	<b>178</b>
<b>Annexe</b>	<b>187</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>212</b>

# Table des figures

1-	Transferts de fonds et autres flux des pays en développement.....	21
2-	Volatilité des flux des pays en développement.....	22
3-	Les dix plus grands bénéficiaires de transferts de fonds en valeur absolue, 2008.....	23
4-	Les dix plus grands bénéficiaires de transferts de fonds en pourcentage de PIB, 2007.....	24
5-	Principaux modes de financement extérieur des pays bénéficiaires de transferts de fonds par régions 2001-2006 (en % du PIB).....	27
6-	L'évolution des transferts de fonds et les autres flux de la balance des paiements – Maroc 2003 – 2008.....	28
7-	L'évolution des transferts de fonds et les autres flux de la balance des paiements – Algérie 2003 – 2008.....	28
8-	L'évolution des transferts de fonds et les autres flux de la balance des paiements – Tunisie 2003 – 2008.....	29
9-	L'évolution des transferts de fonds des pays du Maghreb central 2000 – 2008.....	30
10-	L'accroissement des flux des transferts de fonds ; tendances et perspectives.....	30
11-	Les transferts de fonds dépassent les réserves de change dans plusieurs pays (%). ....	31
12-	Revenu et migration.....	79
13-	Les différents indicateurs de la pauvreté.....	80
14-	Le coût moyen d'un transfert de 200 \$.....	87
15-	Les coûts des transferts de fonds semblent être élevés dans plusieurs régions.....	88
16-	Comparaison des coûts de transferts entre l'Afrique et l'Inde.....	89
17-	Volatilité de la production - ratio des transferts de fonds.....	114
18-	Les économies dépendantes des transferts de fonds et la politique budgétaire.....	115
19-	Répartition géographique des ménages.....	137
20-	Niveau d'instruction des membres du ménage.....	138
21-	Situation d'emploi des membres du ménage .....	138

## TABLE DES FIGURES

---

22-	Type de logement du ménage.....	139
23-	Principal matériau utilisé dans la construction de maisons.....	140
24-	Principale source d'eau potable du ménage.....	140
25-	Lien entre le migrant et le chef de ménage.....	143
26-	L'état matrimonial actuel des migrants.....	143
27-	Lieu de résidence actuel des migrants.....	144
28-	Niveau d'instruction des migrants avant de quitter le ménage.....	145
29-	Niveau d'instruction des migrants par milieu de résidence.....	146
30-	Financement de la migration des anciens membres du ménage.....	147
31-	Comment les migrants transfèrent l'argent à leur ménage ?.....	148
32-	Comment les migrants transfèrent l'argent par milieu de résidence.....	149
33-	Moyenne des transferts financiers et non financiers.....	150
34-	Principal bénéficiaire des transferts financiers et non financiers.....	150
35-	Utilisation des transferts de fonds.....	152
36-	Les raisons de la migration des anciens migrants de retour.....	155
37-	Motifs du choix du pays de destination pour les migrants de retour.....	156
38-	Niveau d'instruction avant de quitter le ménage pour les migrants de retour.....	156
39-	Les raisons de retour au pays des anciens migrants.....	157
40-	Les modes de transferts les plus fréquents chez les migrants de retour.....	158
41-	Utilisation des transferts de fonds des migrants de retour par les ménages bénéficiaires.....	159
42-	Biens envoyés ou rapportés par les migrants de retour lors de leur dernière migration.....	159
43-	Financement de la migration des migrants de retour.....	160
44-	Les membres du ménage ayant bénéficié de l'aide des migrants de retour pour émigrer.....	161
45-	Les secteurs d'activités dans lesquels les migrants de retour ont investi.....	162
46-	Taux de couverture en électricité.....	164
47-	Principales origines de l'eau potable.....	164
48-	Possession des actifs immobiliers.....	165

# Liste des tableaux

1-	Transferts de fonds et autres flux des pays en développement (En milliards de dollars).....	21
2-	Trente premiers pays bénéficiaires des transferts de fonds les plus élevés en pourcentage du PIB, 2002.....	25
3-	Trente premiers pays bénéficiaires des transferts de fonds les plus élevés en valeur absolue, 2002 (En millions de dollars).....	26
4-	Corrélations entre les transferts de fonds et les autres flux.....	32
5-	Frais des transferts de fonds.....	85
6-	Frais de visa d'affaires.....	90
7-	Exemples des coûts de recrutement.....	91
8-	Type d'actifs du ménage.....	141
9-	Dépenses en Francs CFA.....	142
10-	Principale raison de migration.....	144
11-	Situation d'emploi et occupation des migrants avant et après leur migration.....	147
12-	Probabilité de recevoir des fonds.....	151
13-	Probabilité de transférer des fonds par les migrants.....	152
14-	Utilisation des transferts – Consommation.....	153
15-	Utilisation des transferts – Investissement.....	153
16-	Les membres de ménage qui ont investi après l'émigration d'un membre de leur ménage.....	154
17-	Les ménages qui ont construit une habitation à des fins commerciales après l'émigration d'un de leurs membres.....	154
18-	Situation d'emploi et occupation des migrants de retour avant leur migration.....	157
19-	Types de logement des ménages.....	163
20-	Calcul des dépenses par tête.....	166

## LISTE DES TABLEAUX

---

21-	Calcul des dépenses par tête selon le milieu de résidence.....	166
22-	Calcul des dépenses par tête par niveau de revenu.....	167
23-	Effets des transferts de fonds sur les indicateurs de pauvreté.....	169
24-	Effets des transferts de fonds sur les indicateurs de pauvreté par milieu de résidence.....	169

# **ANNEXES**

## Annexe 1 : Questionnaire d'enquête auprès des ménages burkinabè

### ENQUÊTE MENAGE SUR LA MIGRATION ET LES TRANSFERTS DE FONDS

#### SECTION 0 : IDENTIFICATION DU MENAGE

0.1 REGION..... _ _	0.2 PROVINCE :..... _ _	0.3 ARRONDISSEMENT.....
		0.4 COMMUNE.....

0.5 VILLAGE/SECTEUR.....	0.7 N° DU MENAGE  _ _ _ _
0.6 MILIEU (URBAIN=1 RURAL=2)  _  ADRESSAGE : RUE  _  PORTE... _	0.8 TYPE DE MENAGE (PAS DE MIGRANT=1 MIGRANT INTERNE=2 MIGRANT INTERNATIONAL=3)  _
<i>NB : L'adressage n'est applicable qu'aux secteurs de villes</i>	

0.9 NOM DU CHEF DE MENAGE.....	0.10. NOM DU CHEF DE CONCESSION.....
TELEPHONE :  _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
0.11 NOMBRE DE MEMBRES VIVANT PRESEMENTENT DANS LE MENAGE  _ _	0.12 CODE ID DU PRINCIPAL REPONDANT  _ _

0.13 DATE DE L'INTERVIEW  _ _     _ _     _ _ _ _  JOUR MOIS ANN EE	0.17 ENQUETEUR .....  _ _
0.15 DATE DE CONTROLE  _ _     _ _     _ _ _ _  JOUR MOIS ANN EE	0.18 CONTROLEUR.....  _ _
0.16 DATE DE SAISIE  _ _     _ _     _ _ _ _  JOUR MOIS ANN EE	0.19 HEURE DEBUT DE L'INTERVIEW  _ _  H  _ _  MN

0.20 Résultat du remplissage (1. COMPLET, 2. INCOMPLET, 3. HABITAT INTROUVABLE, 4. HABITAT VIDE, 5. PAS DE REPONDANT APPROPRIE, 6. REFUS, 7. AUTRES (SPECIFIER))		Observations	Date de RDV	
			JOUR	MOIS
Visite 1	_		_ _	_ _
visite 2	_		_ _	_ _
Visite 3	_		_ _	_ _

COMMENTAIRES

## Section 1: Liste des membres du ménage et leurs caractéristiques démographiques QUARTIER/VILLAGE [ ] [ ] N° DU MENAGE [ ] [ ] [ ] [ ]

	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8
<b>N° du Membre</b>	Lister tous les membres du ménage qui vivent présentement dans le ménage <b>(SUIVEZ L'ORDRE SUIVANT)</b>	Quel lien existe-t-il entre (NOM) et le chef de ménage ?	Quel est le sexe de (NOM)?	Quel est l'âge de (NOM) en année révolue (au dernier anniversaire)?	Quel est l'état matrimonial actuel de (NOM)?	Où est né (NOM)?	Quelle est la religion de (NOM)?	Quelle est l'ethnie de (NOM) ?
	Chef de ménage Première épouses du chef Enfants célibataires de première épouse Deuxième épouse du chef Enfants célibataires de deuxième épouse ..... Premier enfant marié dans le ménage Epouse premier enfant marié dans le ménage Enfants premier enfant marié dans le ménage ..... Deuxième enfant marié dans le ménage Epouse deuxième enfant marié dans le ménage Enfants deuxième enfant marié dans le ménage ..... Autres parents Servants domestiques Gardiens/Vigiles Autres membres non parentés	1. Chef de ménage 2. Epouse 3. Concubin 4. Fils/Fille 5. Gendre, beau Fils/belle Fille 6. Père/Mère 7. Frère/Sœur 8. Beaux parents 9. Petit fils/petite fille 10. Neveu/niece 11. Autres parents 12. Employé domestique 13. Autres sans lien	MASC....1 FEM.....2	(En nombre d'années révolues)	1. Marié monogame 2. Fiancé 3. Concubinage /Union consensuelle 4. Séparé(e) 5. Divorcé(e) 6. Veuf/Veuve 7. Célibataire (jamais marié) 8. Marié polygame	1. Milieu urbain Burkina 2. Milieu rural Burkina 3. Côte d'Ivoire 4. Mali 3. Niger 4. Ghana 5. Togo 6. Bénin 7. Nigeria 8. Gabon 9. Libye 10. Autres pays africains (spécifier) 11. Italie 12. France 13. Allemagne 14. Suisse 15. USA 16. Autres (spécifier)	1. Musulman 2. Catholique 3. Protestant 4. Animiste 5. Sans religion 6. Autres (préciser)	1. Mossi 2. Peulh/Rimaibe 3. Dioula 4. Buwaba 5. Bissa 6. Samo 7. Dafing 8. Dagara 9. Lobi 10. Bobo Dioula 11. Gourounsi 12. Touareg/Béla 13. Autres (préciser)
	<b>NOM ET PRENOM</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>ANNEES</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>
01		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
02		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
03		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
04		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
05		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
06		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
07		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
08		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
09		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
10		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
11		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
12		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
13		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
14		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]
15		[ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]	[ ]	[ ] [ ] [ ]

**Section 1: Liste des membres du ménage et leurs caractéristiques démographiques (suite)** QUARTERMILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

NB : seuls les individus âgés de 4 ans et plus sont concernés par les questions de 1.9A à 1.13							
N° du Membre	1.9	1.10	1.11	1.12	1.13	1.14	1.15
	Est-ce que (NOM) est déjà allé à l'école ?	Est-ce que (NOM) sait lire et écrire dans une langue quelconque ?	Quel est le niveau d'instruction le plus élevé que (NOM) a atteint?	Quelle est la dernière classe que (NOM) a achevée avec succès ?	Si (NOM) a fait des études supérieures, quel est le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu?	Quelle est la situation actuelle d'emploi de (NOM)?	Quelle est l'occupation actuelle de (NOM)?
	OUI.....1 NON.....2 -8 SI MOINS DE 5 ANS  SI OUI → 1.11	OUI.....1 NON.....2 NSP.....3  1, 2 et 3 → 1.14	1. Niveau primaire 2. Niveau secondaire général 3. Niveau secondaire technique/professionnel 4. Supérieur/Université 5. Niveau supérieur technique/professionnel 6. Troisième cycle 7. Autres (spécifier) 8. Ne sais pas	AUCUN.....00 MATERNELLE.....01 CP1.....02 CP2.....03 CE1.....04 CE2.....05 CM1.....06 CM2.....07 6 <sup>EME</sup> .....08 5 <sup>EME</sup> .....09 4 <sup>EME</sup> .....10 3 <sup>EME</sup> .....11 2 <sup>NDE</sup> .....12 1 <sup>ERE</sup> .....13 TERMINALE.....14 SUPERIEUR 1 <sup>ERE</sup> ANNEE.....15 SUPERIEUR 2 <sup>EME</sup> ANNEE.....16 SUPERIEUR 3 <sup>EME</sup> ANNEE.....17 SUPERIEUR 4 <sup>EME</sup> ANNEE ET+.....18 AUTRE.....19 NE SAIT PAS.....99 00 A 14 → 1.14 15 A 18 → 1.13 19 ET 99 → 1.14	0. Aucun 1. BTS/DUT/DTS 2. License 3. Maîtrise 4. DEA/DESS/Master 5. Doctorat 6. Diplôme de médecin 7. Diplôme d'infirmier d'Etat 8. Diplôme de Magistrat/Avocat 9. Autres (spécifier)	1. Salarié à plein-temps 2. Salarié à temps partiel 3. Auto-employé (plein-temps ou temps partiel) 4. Elève/Étudiant à plein temps 5. Chômeur / à la recherche d'un emploi 6. Retraité entièrement 7. Ménagère 8. Malade de long terme ou handicapé 9. Service militaire (civique) 10. Autres (spécifier)  4 A 10 → SECTION SUIVANTE)	1. Administrateur /Gestionnaire 2. Profession libérale 3. Cadre ou Technicien qualifié 4. Cadre moyen 5. Agent de bureau (secrétaire, agent de liaison) 6. Agent commercial 7. Ingénieur ou Agent d'agriculture, des eaux et forêts ou de pêche 8. Artisan ou vendeur d'objets d'art 9. Ouvrier (agricole ou industriel) 10. Emploi précaire 11. Militaire ou paramilitaire 12. Agriculteur 13. Eleveur 14. Mécanicien/Soudeur 15. Couturier/Artisan 16. Commerçant 17. Ne sait pas 18. Autres (spécifier)
	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE
01							
02							
03							
04							
05							
06							
07							
08							
09							
10							
11							
12							
13							
14							
15							

Section 2: Conditions de logement *QUARTIERMILLAGE* | | | | | *N° DU MENAGE* | | | | |

N°	QUESTIONS	MODALITES	REPONSES
2.1	Quel est votre statut d'occupation de votre habitation?	1. Propriétaire/copropriétaire 2. Gratuit ou subventionné par l'employeur 3. Mise en location par l'employeur 4. Gratuit ou subventionné par des parents 5. Mise en location par des parents 6. Mise en location par une tierce personne 7. Mise en location par l'Etat 8. Mise en location par des ONG 9. Mise en location par une autre institution 10. Autres (spécifier)	
2.2	Dans quel type de logement votre ménage réside-t-il?	1. Maison individuelle /villa 2. Appartement dans un immeuble / maison basse 3. Maison dans une concession 4. Case 5. Baraque/pièce sans dépendance 6. Autres (spécifier)	
2.3	Quel est le principal matériau utilisé dans la construction des murs extérieurs de votre logement?	1. Ciment 2. Bois 3. Banco 4. Paille/tige 5. Autres (spécifier)	
2.4	Avez-vous une pièce ou un local réservé pour la cuisine ?	1. Oui 2. Non	
2.5	De combien de pièces disposez-vous au total ?	Hormis les salles de bain, les couloirs et les magasins/greniers) (il s'agit de salon, salle à manger, chambre à coucher, etc.)	
2.6	Votre ménage a-t-il de l'électricité (SONABEL, Panneaux solaire, Groupe électrogène)?	1. Oui 2. Non	
2.7	Quelle est la principale source de votre eau de boisson ?	1 Puits intérieur 2 Puits extérieur 3 Robinet intérieur 4 Robinet extérieur 5. Forage 6. Rivière ou marigot 7. Vendeur d'eau/Citème 8. Eau de pluie 9. Autres (spécifier)	

## Section 3: Actifs et dépenses du ménage QUARTIER/VILLAGE|\_|\_| N° DU MENAGE|\_|\_|\_|\_|

Type d'actifs du ménage	3.1 Votre ménage possède-t-il actuellement les actifs suivants?	3.2 Quelle est la somme totale dépensée par le ménage sur les biens suivants à la période de rappel indiquée ? (y compris l'autoconsommation si applicable)		
	1= OUI ; 2=NON	NB : Ces dépenses ne concernent pas les dépenses exceptionnelles (fêtes, cérémonies etc.....)		Et quelle est votre consommation mensuelle moyenne (en F CFA)
<b>ACTIFS IMMOBILIERS</b>		Catégorie de biens ou de services	7 derniers jours Montant (en F CFA)	
		1. biens alimentaires (expl: céréales, légumineuses, oléagineux, bananes, tubercules, fruits, légumes, etc.)		
1. Terres agricoles	_	2. Viande, poulet, poisson		
2. Terres non agricoles	_	3. Combustible de cuisine (expl:gaz, bois, charbon)		
3. Maison d'habitation	_	4. Frais de transport (expl: bus/taxi, carburant)		
4. Autres constructions	_	5A. . Frais de recharge/téléphone		
		5B. Autres (ex : cigarettes, alcool, produits de beauté, coiffure)		
<b>ACTIFS MOBILIERS (FONCTIONNELS)</b>		<b>Total</b>		
1. Lit	_	<b>Dans les 6 derniers mois:</b>		
2. Radio	_	<b>Catégorie de biens ou de services</b>		Montant (en F cfa)
3. Télévision	_	6. Habillement, et chaussures, coûts tailleur		
4. Réfrigérateur	_	7. Biens ménagers (ex : mobiliers, cuisinière, Réfrigérateur, Climatiseur, lits)		
5. Climatiseur	_	8. voitures/motocyclettes/motos/véhicule/vélos		
6. Appareil de sonorisation	_	9. Tel. Cellulaire/Tel mobil Coût d'achat / puce		
7. Appareil VCR/DVD/VCD	_	10. Internet	10a. Coût d'abonnement	
8. Ordinateur	_		10b. Frais	
9. Tel. Cellulaire / Tel. mobile	_	11. Ordinateur		
10. Téléphone fixe	_	12. Autres biens électroniques (expl : DVD, TV, Radio)		
11. Vélo	_	13. Actifs productifs (expl : machine à coudre)		
10. Charrue/charrette	_	14. Equipement agricole (expl: camion, tracteur)		
13. Voiture ou camion	_	15. Biens de luxe (bijoux et voiture de luxe)		
14. Motocyclette/Moto	_	16. loyer pour logement		
15. Tracteurs/moissonneuse	_	17. Factures d'eau/électricité/gaz		
16. Autres (spécifier)	_	18. Education / Apprentissage (incluant frais de scolarité, uniformes, livres, fournitures)		
		19. Santé (consultation, hospitalisation, ordonnance, Frais de laboratoire, Tradipraticiens)		
		20. Mariage/ Fiançailles / Funérailles/Baptême/circoncision/fêtes		
		21. Création d'une activité / Ouverture de boutique		
		22. Achats de maisons ou de parcelles		
		23. Réparation et embellissement des maisons (fleur, plombiers)		
		24. Remboursement d'hypothèque et de prêt		
		25. Autres (spécifier)		
		<b>Total</b>		

## Section 4: Utilisation de services financiers par les membres du ménage QUARTERVILLAGE|\_|\_| N° DU MENAGE |\_|\_|\_|\_|

N° du Membre	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6
	Est-ce que (NOM) dispose d'un compte en banque <b>ou</b> dans une mutuelle d'épargne?	Depuis combien d'années le premier compte de (NOM) a été ouvert ?	Quel était le motif principal de l'ouverture du premier compte de (NOM) ?	Est-ce que (NOM) a ouvert un compte parce qu'un migrant est allé travailler en dehors du ménage ?	(NOM) possède-t-il une carte magnétique ?	Est-ce que (NOM) a déjà utilisé un téléphone/internet pour effectuer des transactions bancaires?
	1. OUI 2. NON 3. NSP  <i>SI NON ou NSP, → PERSONNE SUIVANTE</i>		1. Epargne 2. Envoi d'argent 3. Réception d'argent 4. Emprunt 5. Dépôt 6. Autres (spécifier)	1. Oui 2. Non 3. NSP	1. Oui 2. Non 3. NSP	1. Oui 2. Non 3. NSP
	CODE	ANNEES	CODE	CODE	CODE	CODE
01	_	_ _	_	_	_	_
02	_	_ _	_	_	_	_
03	_	_ _	_	_	_	_
04	_	_ _	_	_	_	_
05	_	_ _	_	_	_	_
06	_	_ _	_	_	_	_
07	_	_ _	_	_	_	_
08	_	_ _	_	_	_	_
09	_	_ _	_	_	_	_
10	_	_ _	_	_	_	_
11	_	_ _	_	_	_	_
12	_	_ _	_	_	_	_
13	_	_ _	_	_	_	_
14	_	_ _	_	_	_	_
15	_	_ _	_	_	_	_
16	_	_ _	_	_	_	_
17	_	_ _	_	_	_	_
18	_	_ _	_	_	_	_
19	_	_ _	_	_	_	_
20	_	_ _	_	_	_	_

**SECTION 5 : Migration et transferts internes et internationaux reçus d'anciens membres du ménage**

QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

**A. Caractéristiques**

5.1A Votre ménage a-t-il un ancien membre du ménage qui vit présentement hors du ménage/village ? 1=OUI ; 2=NON

SI NON, → LA SECTION 6.

	5.1B	5.2	5.3	5.4	5.4A	5.5	5.5A		5.6
N° d'identification du migrant	Lister tous les anciens membres qui vivent présentement hors du ménage.	Quel est le sexe de (NOM ?)	Quel est l'âge de (NOM) en année révolue (à son dernier anniversaire)?	Quel lien existe-il entre (NOM) et le Chef de ménage?	Quel est l'état matrimonial actuel de (NOM)?	Quel est le lieu de naissance de (NOM)?	Depuis combien de temps (NOM) a migré pour la dernière fois ?		Pour quelle raison principale (NOM) vit-il présentement hors de votre ménage ?
		1. Masculin 2. Féminin	<b>SI L'AGE EST MOINS DE 15 ANS → PERSONNE SUIVANT</b>	2. Epoux(se) 3. Partenaire 4. Fils/Fille 5. Beau fils/belle Fille 6. Père/Mère 7. Frère/Sœur 8. Beaux parents 9. Autres parents 10. Domestique /employé 11. Autres liens	1. Marié monogame 2. Fiancé 3. Concubinage /Union consensuelle 4. Séparé 5. Divorcé 6. Veuf/Veuve (jamais marié) 8. Marié polygame 9. NSP	1. Milieu urbain Burkina 2. Milieu rural Burkina 3. Côte d'Ivoire 4. Mali 5. Niger 6. Ghana 7. Togo 8. Bénin 9. Nigeria 10. Gabon 11. Libye 12. Autres pays africains (spécifier) 13. Italie 14. France 15. Allemagne 16. Suisse 17. USA 18. Autres (spécifier)			1. Education 2. Recherche d'emploi 3. Affectation / Opportunité d'emploi 4. Guerre civile ou militaire 5. Rejoindre son (sa) conjoint (e) 6. Divorce/ dissolution du mariage 7. Décès du conjoint/Partenaire 8. Problèmes familiaux 9. Rejoindre d'autres membres du ménage 10. Retour au lieu d'habitation initial ou précédent. 11. Non possession ou insuffisance de terres cultivables 12. Mauvaises qualités des terres ou terres dégradées 13. Problèmes de santé 14. Sécheresse 15. Inondations 16. Tremblements de terre 17. Cyclones / tempêtes 18. Raisons poétiques 19. Poursuites judiciaires 20. Autres (spécifier)
	NOM ET PRENOM	CODE	ANNEES	CODE	CODE	CODE	ANNEES	MOIS	CODE
101									
102									
103									
104									
105									
106									
107									
108									
109									
110									
111									
112									
113									
114									
115									

## SECTION 5 : Migration et transferts internes et internationaux reçus d'anciens membres du ménage (suite)

QUARTIER/VILLAGE / / / N° DU MENAGE / / / / /

	5.7	5.8		5.10						5.11
N° d'identification du migrant	Quel est le lieu de résidence actuel de (NOM)?	Depuis combien de temps (NOM) vit-il à son lieu de résidence actuel?		Avec qui (NOM) vit-il à son lieu actuel de résidence?						Quel est le niveau d'instruction le plus élevé que (NOM) a atteint avant de quitter le ménage?
	1. Milieu urbain Burkina 2. Milieu rural Burkina 3. Côte d'Ivoire 4. Mali 5. Niger 6. Ghana 7. Togo 8. Bénin 9. Nigeria 10. Gabon 11. Libye 12. Autres pays africains (spécifier) 13. Italie 14. France 15. Allemagne 16. Suisse 17. USA 18. Autres (spécifier)			1. OUI 2. NON 3. NSP						1. Aucune éducation 2. Alphabétisation 3. Niveau primaire 4. Niveau secondaire général 5. Niveau secondaire technique/professionnelle 6. Supérieur/Université 7. Niveau supérieur technique/professionnel 8. Troisième cycle 9. Autres (spécifier) 10. Ne sait pas  <b>Si 1 et 2 → 5.14</b>
	CODE	ANNEES	MOIS	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE
101										
102										
103										
104										
105										
106										
107										
108										
109										
110										
111										
112										
113										
114										
115										

## SECTION 5 : Migration et transferts internes et internationaux reçus d'anciens membres du ménage (suite)

QUARTIER/VILLAGE | | | | | N° DU MENAGE | | | | |

	5.12	5.13	5.14	5.15	5.15B	5.16
N° d'identification du migrant	Quelle est la dernière classe que (NOM) a achevée avec succès ?	Si (NOM) a complété des études supérieures avant de quitter votre ménage, quel est le diplôme le plus élevé qu'il avait obtenu?	Quelle est la situation d'emploi de (NOM) avant sa dernière migration ?	Quelle est l'occupation de (NOM)? avant sa dernière migration ?	Quelle est la situation d'emploi actuel de (NOM)?	Quelle est l'occupation actuelle de (NOM)?
	AUCUN.....00 MATERNELLE.....01 CP1.....02 CP2.....03 CE1.....04 CE2.....05 CM1.....06 CM2.....07 6 <sup>EME</sup> .....08 5 <sup>EME</sup> .....09 4 <sup>EME</sup> .....10 3 <sup>EME</sup> .....11 2 <sup>NDE</sup> .....12 1 <sup>ERE</sup> .....13 TERMINALE.....14 SUPERIEUR 1 <sup>ERE</sup> ANNEE...15 SUPERIEUR 2 <sup>EME</sup> ANNEE...16 SUPERIEUR 3 <sup>EME</sup> ANNEE..17 SUPERIEUR 4 <sup>EME</sup> ANNEE ET+...18 AUTRE.....19 NE SAIT PAS.....99  <b>00 A 14 → 5.14</b> <b>15 A 18 → 5.13</b> <b>19 ET 99 → 5.14</b>	0. Aucun 1. BTS/DUT/DTS 2. License 3. Maîtrise 4. DEA/DESS/Master 5. Doctorat 6. Diplôme de médecin 7. Diplôme d'infirmier d'Etat 8. Diplôme de Magistrat/Avocat 9. Autres (spécifier)	1. Salarié à plein-temps 2. Salarié à temps partiel 3. Auto-employé (plein-temps ou temps partiel) 4. Elève/Étudiant à plein temps 5. Chômeur / à la recherche d'un emploi 6. Retraité entièrement 7. Femme au foyer 8. Malade de long terme ou handicapé 9. Service militaire/civique 10. Autres (spécifier) 11. Ne sais pas  <b>4 A 11, →Q5.15B</b>	1. Administrateur /Gestionnaire 2. Profession libérale 3. Cadre ou Technicien qualifié 4. Cadre moyen 5. Agent de bureau (secrétaire, agent de liaison) 6. Agent commercial 7. Ingénieur ou Agent d'agriculture, des eaux et forêts ou de pêche 8. Artisan ou vendeur d'objets d'art 9. Ouvrier (agricole ou industriel) 10. Emploi précaire 11. Militaire ou paramilitaire 12. Agriculteur 13. Éleveur 14. Mécanicien/Soudeur 15. Couturier/Artisan 16. Commerçant 17. Ne sait pas 18. Autres (spécifier)	1. Salarié à plein-temps 2. Salarié à temps partiel 3. Auto-employé (plein-temps ou temps partiel) 4. Elève/Étudiant à plein temps 5. Chômeur / à la recherche d'un emploi 6. Retraité entièrement 7. Femme au foyer 8. Malade de long terme ou handicapé 9. service militaire/civique 10. Autres (spécifier) 11. Ne sais pas  <b>4 A 11, →Q5.16A</b>	1. Administrateur /Gestionnaire 2. Profession libérale 3. Cadre ou Technicien qualifié 4. Cadre moyen 5. Agent de bureau (secrétaire, agent de liaison) 6. Agent commercial 7. Ingénieur ou Agent d'agriculture, des eaux et forêts ou de pêche 8. Artisan ou vendeur d'objets d'art 9. Ouvrier (agricole ou industriel) 10. Emploi précaire 11. Militaire ou paramilitaire 12. Agriculteur 13. Éleveur 14. Mécanicien/Soudeur 15. Couturier/Artisan 16. Commerçant 17. Ne sait pas 18. Autres (spécifier)
	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE
101						
102						
103						
104						
105						
106						
107						
108						
109						
110						
111						
112						
113						
114						
115						

**SECTION 5 : Migration et transferts internes et internationaux reçus d'anciens membres du ménage (suite)**

QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

		5.16A					5.16B	5.16C					5.16D	5.16E
N° d'identification du migrant	Comment (NOM) a-t-il financé son premier voyage ?					(NOM) a-t-il bénéficié de l'aide (hébergement, nourriture, habillement) d'un parent ou d'un ami lors de son premier séjour a son lieu de destination?	Quelle sont les moyens de transport que (NOM) a utilisé durant le premier voyage ?					(NOM) a-t-il transité/séjourné dans des pays lors du premier voyage?	Par combien de pays (NOM) a-t-il transité/séjourné?	
	1. Oui 2. Non					1. Oui 2. Non	1. Oui 2. Non					1. Oui 2. Non		
	(REPONSES MULTIPLES POSSIBLE)						(REPONSES MULTIPLES POSSIBLE)					SI NON → 5.17		
	Lui-même (grâce à ses économies)	Par l'intermédiaire d'un parent (famille)	Prêt contracté	Bourse/Etat	Autres moyens (spécifier)		Route	Mer	Air	Chemin de fer	Marche			
	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	NOMBRE	
101														
102														
103														
104														
105														
106														
107														
108														
109														
110														
111														
112														
113														
114														
115														

## SECTION 5 : Migration et transferts internes et internationaux reçus d'anciens membres du ménage (suite) QUARTIER/MILLAGE [ ][ ] N° DU MENAGE

[ ][ ][ ][ ]

	5.17	5.18	5.19	5.20	5.21	5.22	5.22A
N° d'identification du migrant	(NOM) a-t-il envoyé de l'argent à votre ménage?	Comment (NOM) transfère-t-il l'argent à votre ménage?	Durant les 12 derniers mois, combien de fois (NOM) a-t-il transféré de l'argent à votre ménage?	Durant les 12 derniers mois, quelle est la somme totale que (NOM) a transférée à votre ménage?	Durant les 12 derniers mois, (NOM) a-t-il envoyé / apporté des biens (alimentaires ou non alimentaires) à votre ménage?	Quelle est la valeur des biens alimentaires et non alimentaires que (NOM) a envoyé ou apporté les 12 derniers mois? <b>Estimer les valeurs au moment du transfert</b>	Qui est le principal bénéficiaire des transferts (financiers et non financiers) effectués par (NOM)?  <b>(IL S'AGIT DU LIEN AVEC L'EXPEDITEUR)</b>
	1. Oui 2. Non 3. NSP <b>(SI NON/NSP → Q5.21)</b>	1. Western Union 2. Money Gram 3. Autres opérateurs de transfert d'argent 4. Mandat postal 5. Virement bancaire 6. Banque comme agent de paiement d'un opérateur de transfert d'argent (Western Union ou Moneygram par exemple) 7. Bureau de change 8. Groupement de crédit 9. Agence de voyage 10. Agent individuel Informel 11. Tel. mobil/ service de télécommunications 12. Par des amis ou des parents 13. Courrier, Car, Agence de transport 14. Par soi-même lors d'une visite rendue au ménage 15. Par carte prépayé / Carte ATM (distributeur automatique), carte rechargeable, carte de crédit 16. Transfert d'argent par Internet 17. Autres (spécifier)	<b>SI 00 → Q5.21</b>	<b>MONTANT EN F CFA</b>	Oui .....1 Non.....2  <b>SI NON → Q5.22A</b>	<b>(MONTANT EN FCFA)</b>	1. frère/sœur 2. Père/mère 3. Epoux/épouse 4. fils/filles 5. Neveu/niece 6. Ami(e)s 7. Autres parents dans le ménage 8. Tout le ménage 9. Autre (Spécifier)
	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>MONTANT</b>	<b>CODE</b>	<b>MONTANT</b>	<b>CODE</b>
101	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
102	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
103	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
104	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
105	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
106	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
107	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
108	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
109	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
110	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
111	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
112	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
113	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
114	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
115	[ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]	[ ][ ][ ][ ]		[ ][ ]		[ ][ ]
			<b>Total</b>		<b>Total</b>		

**SECTION 5 : Migration et transferts internes et internationaux reçus d'anciens membres du ménage (suite)**

QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

**B. Utilisation****SI LE TOTAL DU 5.20 EST SUPERIEUR A ZERO, POSER LA QUESTION 5.23****5.23** Comment votre ménage a-t-il dépensé la somme transférée par ces migrants les 12 derniers mois?

Catégorie de biens ou de services achetés	(Montant total en F CFA)
1. Biens alimentaires	
2. Education	
3. Santé	
4. Location (de maisons, de terres)	
5. Mariage/funérailles/Fiançailles	
6. Voitures/Camions	
7. Réfection d'une maison	
8. Construction d'une nouvelle maison	
9. Commerce, affaires	
10. Achat de terre	
11. Autres (Spécifier)	
12. Reliquat	
<b>Total</b>	

**5.24** Lesquels des biens suivants avaient été envoyés/apportés à votre ménage au cours des 12 derniers mois par ce migrants? (POSSIBILITE DE REPONSES MULTIPLES)

	Quantité		Quantité
a. Réfrigérateurs/Congélateur		l. Voiture	
b. Téléviseur		m. Cars	
c. Système HiFi		n. Camion	
d. Machine à laver		o. Moulin à grains	
e. Un ensemble de meubles (Fauteuil, Armoires, Tables, Chaises)		p. Matériel de coiffure	
f. Cuisinière		q. Machine à coudre	
g. Micro-onde		r. Tracteur	
h. Climatiseur		s. Autres équipements agricoles	
i. Ordinateurs et accessoires		t. Téléphone mobile/Portable	
j. DVCD/DVD/Vidéo		u. Autres (spécifier)	
k. Mobylette/Vélo			

5.25	5.26
Y a-t-il des membres de votre ménage qui ont développé une activité (business) ou un petit commerce après que des membres du ménage aient émigré?	Votre ménage a-t-il construit une habitation pour louer ou à d'autres fins commerciales après que des membres du ménage aient émigré?
1. Oui, développement d'une activité 2. Oui, un petit commerce 3. Oui, les deux 4. Aucun membre 5. NSP	1. Oui pour louer 2. Oui, pour d'autres fins commerciales 3. Oui, les deux 4. Aucune construction 5. NSP

## Section 6 : Migration et transferts internes et internationaux reçus de personnes qui n'ont jamais été membres du ménage

QUARTIERVILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

	6.1B	6.2	6.3	6.4	6.5
N° de personnes qui n'ont jamais été membre du ménage	<p>6.1. Durant les 12 derniers mois, votre ménage a-t-il reçu des transferts d'argent et/ou de biens provenant d'un migrant qui n'a jamais été membre du ménage ?</p> <p>1 Oui 2 Non</p> <p>SI NON → SECTION 7 <input type="checkbox"/></p> <p>Si oui, lister le nom de ces migrants qui n'ont jamais été membres du ménage qui vous ont fait ces transferts.</p>	<p>Si oui, où (NOM) vit-il?</p> <p>1. Milieu urbain Burkina 2. Milieu rural Burkina 3. Côte d'Ivoire 4. Mali 5. Niger 6. Ghana 7. Togo 8. Bénin 9. Nigeria 10. Gabon 11. Libye 12. Autres pays africains (spécifier) 13. Italie 14. France 15. Allemagne 16. Suisse 17. USA 18. Autres (spécifier)</p>	<p>Quelle relation existe-t-il entre (NOM) et le chef du ménage?</p> <p>1. Père, mère 2. Epoux/Epouse 3. Enfant 4. Frère/Sœur 5. Gendre, beau Fils/belle Fille 6. Neveu/niece 7. Petit fils/petite fille 8. Autres parents 9. Sans lien de parenté</p>	<p>Quel est le sexe de (NOM)?</p> <p>1. Masculin 2. Féminin</p>	<p>Quel est le niveau actuel d'instruction le plus élevé atteint par (NOM) ?</p> <p>1. Aucune éducation 2. Alphabétisation 3. Niveau primaire 4. Niveau secondaire général 5. Niveau secondaire technique/professionnelle 6. Supérieur/Université 7. Niveau supérieure technique/professionnelle 8. Troisième cycle 9. Autres (spécifier) 10. Ne sait pas</p>
	NOM ET PRENOM	CODE	CODE	CODE	CODE
201					
202					
203					
204					
205					
206					
207					
208					
209					
210					
211					
212					
213					
214					
215					

## Section 6 : Migration et transferts internes et internationaux reçus de personnes qui n'ont jamais été membre du ménage (suite)

QUARTIERVILLAGE|\_|\_| N° DU MENAGE|\_|\_|\_|\_|

	6.6	6.7	6.8	6.9	6.10	6.11
N° de personnes qui n'ont jamais été membre du ménage	(NOM) a-t-il envoyé de l'argent à votre ménage?	Comment (NOM) envoie-t-il habituellement de l'argent à votre ménage?	Durant les 12 derniers mois, combien de fois votre ménage a-t-il reçu de l'argent en provenance de (NOM)	Durant les 12 derniers mois, quelle est la somme totale que votre ménage a-t-il reçue de (NOM)?	Votre ménage a-t-il reçu des biens alimentaires ou non alimentaires en provenance de (NOM) durant les 12 derniers Mois?	Quelle est la valeur totale de ces biens alimentaires ou non alimentaires reçus de (NOM) les 12 derniers mois ? <b>ENQUETEUR : FAIRE L'ESTIMATION AVEC L'ENQUETE TOUT EN TENANT COMPTE DE L'ETAT DU BIEN</b>
	1. Oui 2. Non  <b>SI NON → 6.10</b>	1. Western Union 2. Money Gram 3. Autres opérateurs de transfert d'argent 4. Mandat postal 5. Virement bancaire 6. Banque comme agent de paiement d'un opérateur de transfert d'argent (Western Union ou Moneygram par exemple) 7. Bureau de change 8. Groupement de crédit 9. Agence de voyage 10. Agent individuel Informel 11. Tel. Mobil / service de télécommunications 12. Par des amis ou des parents 13. Courier, Car, Agence de transport 14. Par soi-même lors d'une visite rendue au ménage 15. Par carte prépayé / Carte ATM (distributeur automatique), carte rechargeable, carte de crédit 16. Transfert d'argent par Internet 17. Autres (spécifier)			1.= Oui ; 2=Non  <b>SI NON → PERSONNE SUIVANTE</b>	Valeur totale en F CFA
	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>MONTANT EN F CFA</b>	<b>CODE</b>	<b>MONTANT EN F CFA</b>
201	_	_ _	_ _		_	
202	_	_ _	_ _		_	
203	_	_ _	_ _		_	
204	_	_ _	_ _		_	
205	_	_ _	_ _		_	
206	_	_ _	_ _		_	
207	_	_ _	_ _		_	
208	_	_ _	_ _		_	
209	_	_ _	_ _		_	
210	_	_ _	_ _		_	
211	_	_ _	_ _		_	
212	_	_ _	_ _		_	
213	_	_ _	_ _		_	
214	_	_ _	_ _		_	
215	_	_ _	_ _		_	
			<b>Total</b>			

## ANNEXES

### Section 6 : Migration et transferts internes et internationaux reçus de personnes qui n'ont jamais été membre du ménage (suite)

QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

6.12 SI LE TOTAL DU Q 6.9 EST SUPERIEUR A ZERO, DEMANDER Comment votre ménage a-t-il dépensé la somme transférée par ces migrants non ancien membre du ménage les 12 derniers mois?	
Catégorie de biens ou de services	(Montant total en F CFA)
1. Biens alimentaires	
2. Education	
3. Santé	
4. Location (de maisons, de terres)	
5. Mariage/funérailles	
6. Voitures/Camions	
7. Réfection d'une maison	
8. Construction d'une nouvelle maison	
9. Commerce, affaires	
10. Achat de terre	
11. Autres (spécifier)	
12. Reliquat	
TOTAL	

6.13 Lesquels des biens suivants avaient été envoyés/apportés à votre ménage par le migrant non membre du ménage au cours des 12 derniers mois? (POSSIBILITE DE REPONSES MULTIPLES)			
	Quantité		Quantité
a. Réfrigérateurs/Congélateur		l. Voiture	
b. Téléviseur		m. Cars	
c. Système HiFi		n. Camion	
d. Machine à laver		o. Moulin à grains	
e. Un ensemble de meubles		p. Matériel de coiffure	
f. Cuisinière		q. Machine à coudre	
g. Micro-onde		r. Tracteur	
h. Climatiseur		s. Autres équipements agricoles	
i. Ordinateurs et accessoires		t. Téléphone mobile/Portable	
j. DVCD/DVD/vidéo		u. Autres (spécifier)	
k. Mobylette/Vélo			

6.14	6.15
Y a-t-il des membres de votre ménage qui ont développé une activité (business) ou un petit commerce après que des personnes non membres du ménage aient émigré?	Votre ménage a-t-il construit une habitation pour louer ou à d'autres fins commerciales après que des personnes non membres du ménage aient émigré?
1. Oui, développement d'une activité 2. Oui, un petit commerce 3. Non	1. Oui pour louer 2. Oui, pour d'autres fins commerciales ; 3. Oui, les deux 4. Non
CODE	CODE

**Section 7 : Migrants de retour** QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

Note: Dans cette section interviewer directement le(s) migrant(s) qui est (sont) de retour.

N° du Membre	7.1	7.2	7.3		7.4		7.5	7.6	7.7
	Est ce que (NOM) a vécu dans un autre pays ou dans une autre localité du Burkina durant au moins 12 mois?  1 Oui 2 Non  <b>SI NON → INDIVIDU SUIVANT</b>  <b>EMQUETEUR : SI VOUS AVEZ "NON" COMME REPONSE POUR TOUS LE MEMBRES FINALISER L'INTERVIEW</b>	Où (NOM) était-il allé quand il a migré la dernière fois avant de revenir dans votre ménage?  1. Côte d'Ivoire 2. Mali 3. Niger 4. Ghana 5. Togo 6. Bénin 7. Nigeria 8. Gabon 9. Libye 10. Autres pays africains (spécifier) 11. Italie 12. France 13. Allemagne 14. Suisse 15. USA 16. Autres (spécifier)	Quand est-ce que (NOM) y est allé la dernière fois ?		Quand est-ce que (NOM) Est revenu dans ce ménage?		Quelle est la principale raison du départ de (NOM) la dernière fois?  1. Education 2. La recherche d'emploi 3. Affectation / Opportunité d'emploi 4. Guerre civile ou militaire 5. Rejoindre son (sa) conjoint (e) 6. Divorce/ dissolution du mariage 7. Décès du conjoint(e)/Partenaire 8. Problèmes familiaux 9. Rejoindre d'autres membres du ménage 10. Retour au lieu d'habitation initial 11. Non possession ou insuffisance de terres cultivables 12. Mauvaises qualités des terres ou terres dégradées 13. Problèmes de santé 14. Sécheresse 15. Inondations 16. Tremblements de terre 17. Cyclones / tempêtes 18. Autres (spécifier)	Quel a été le motif principal du choix de (NOM) de la localité de sa dernière migration?  1. Je connaissais des gens là-bas 2. J'avais des informations sur ce pays/localité 3. On m'y a offert un emploi 4. Le salaire y est relativement meilleur 5. Plus d'opportunité d'emploi 6. De meilleures /plus de terres cultivables 7. Les conditions de vie y sont meilleures 8. De meilleures opportunités d'études et de formation 9. Le climat y est meilleur 10. Il y existe de meilleurs soins de santé 11. Plus proche de la famille, des amis 12. Faible coûts de transport pour y aller 13. Autres (spécifier)	Quel niveau d'instruction (NOM) avait atteint avant de quitter le ménage? <b>(IL S'AGIT DE LA PREMIERE MIGRATION)</b>  1. Aucune éducation formelle 2. Niveau primaire 3. Niveau Moyen 4. Niveau secondaire 5. Niveau secondaire technique/professionnelle 6. Niveau supérieure technique/professionnelle 7. Université 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> e cycle 8. Université 3 <sup>e</sup> cycle 9. Autres (spécifier) 10. Ne sais pas
			CODE	MOIS	ANNEE	MOIS			
01									
02									
03									
04									
05									
06									
07									
08									
09									
10									
11									
12									
13									
14									
15									

## Section 7 : Migrants de retour (suite) QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

	7.8	7.9	7.10A	7.10B	7.11A	7.11B	7.12
N° du Membre	(NOM) est-il allé à l'école là où il avait migré la dernière fois?	Si (NOM) a poursuivi des études supérieures à son dernier lieu de migration, quel est le diplôme le plus élevé que (NOM) a obtenu?	Avant première migration		Après dernière migration		Pourquoi (NOM) est-il revenu?
			Quelle a été la dernière situation d'emploi de (NOM) avant de migrer la première fois ?	Quelle a été la dernière occupation de (NOM) avant sa première migration ?	Quelle a été la dernière situation d'emploi de (NOM) dans la localité où il/elle avait migré la dernière fois?	Quelle a été la dernière occupation de (NOM) dans la localité où il/elle avait migré la dernière fois ?	
	1. Oui 2. Non  <b>SI NON-→7.10.A</b>	1. BTS/DUT/DTS 2. Licence 3. Maîtrise 4. DEA/DESS/Master 5. Doctorat 6. Diplôme de médecin 7. Diplôme d'infirmier d'Etat 8. Diplôme de Magistrat/Avocat 9. Autres (spécifier)	1. Salarié à plein-temps 2. Salarié à temps partiel 3. Auto-employé (plein-temps ou temps partiel) 4. Chômeur / à la recherche d'un emploi 5. Retraité entièrement 6. Elève/Étudiant à plein temps 7. ménagère 8. Maladie de longue durée ou handicapé 9. En service militaire 10. Autres (spécifier) 11. Ne sait pas  <b>4 A 11, →Q7.11A</b>	1. Administrateur /Gestionnaire 2. Profession libérale 3. Cadre ou Technicien qualifié 4. Cadre moyen 5. Agent de bureau (secrétaire, agent de liaison) 6. Agent commercial 7. Ingénieur ou Agent d'agriculture, des eaux et forêts ou de pêche 8. Artisan ou vendeur d'objets d'art 9. Ouvrier (agricole ou industriel) 10. Emploi précaire 11. Militaire ou paramilitaire 12. Agriculteur 13. Eleveur 14. Mécanicien/Soudeur 15. Couturier/Artisan 16. Commerçant 17. Ne sait pas 18. Autres (spécifier)	1. Salarié à plein-temps 2. Salarié à temps partiel 3. Auto-employé (plein-temps ou temps partiel) 4. Chômeur / à la recherche d'un emploi 5. Retraité entièrement 6. Elève/Étudiant à plein temps 7. ménagère 8. Maladie de longue durée ou handicapé 9. En service militaire 10. Autres (spécifier) 11. Ne sait pas  <b>4 A 11→ Q7.12)</b>	1. Administrateur /Gestionnaire 2. Profession libérale 3. Cadre ou Technicien qualifié 4. Cadre moyen 5. Agent de bureau (secrétaire, agent de liaison) 6. Agent commercial 7. Ingénieur ou Agent d'agriculture, des eaux et forêts ou de pêche 8. Artisan ou vendeur d'objets d'art 9. Ouvrier (agricole ou industriel) 10. Emploi précaire 11. Militaire ou paramilitaire 12. Agriculteur 13. Eleveur 14. Mécanicien/Soudeur 15. Couturier/Artisan 16. Commerçant 17. Ne sait pas 18. Autres (spécifier)	1. Manque de logement 2. Je ne pouvais obtenir un permis/contrat d'embauche la-bas 3. Mon permis/contrat de travail est expiré 4. Mon permis de résidence est expiré 5. Je ne voulais pas durer la-bas 6. J'avais assez épargné la bas 7. Pour venir travailler temporairement ici 8. Emploi temporaire à termes 9. J'ai été expulsé 10. Raisons/problèmes familiaux ici / la-bas 11. Perte de famille/de partenaire/des amis la-bas 12. Guerres 13. Poursuites judiciaires 14. Autres (spécifier)
	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>
01							
02							
03							
04							
05							
06							
07							
08							
09							
10							
11							
12							
13							
14							
15							

## Section 7 : Migrants de retour (suite) QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

	7.13	7.14	7.15
<b>N° du Membre</b>	(NOM) a-t-il envoyé de l'argent à ce ménage durant son séjour à son dernier lieu de migration ? 1. Oui 2. Non <b>SINON →7.17</b>	Comment (NOM) transférerait-il habituellement de l'argent à ce ménage? 1. Western Union 2. Money Gram 3. Autres opérateurs de transfert d'argent 4. Mandat postal 5. Virement bancaire 6. Banque comme agent de paiement d'un opérateur de transfert d'argent (Western Union ou Moneygram par exemple) 7. Bureau de change 8. Groupement de crédit 9. Agence de voyage 10. Agent individuel Informel 11. Tel. mobil/ service de télécommunications 12. Par des amis ou des parents 13. Courier, Car, Agence de transport 14. Par soi-même lors d'une visite rendue au ménage 15. Par carte prépayé / Carte ATM (distributeur automatique), carte rechargeable, carte de crédit 16. Transfert d'argent par Internet 17. Autres (spécifier)	(NOM) envoyait-il de l'argent à votre ménage dans un but précis quand il/elle était dans son dernier lieu de migration ? Oui .....1 Non.....2 <b>SINON →7.17</b>
	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>	<b>CODE</b>
01			
02			
03			
04			
05			
06			
07			
08			
09			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			

## Section 7 : Migrants de retour (suite) QUARTIER/VILLAGE|\_|\_| N° DU MENAGE|\_|\_|\_|\_|

N° du Membre	7.16					7.17
	(NOM) envoyait-il de l'argent à ce ménage à cause des événements suivants? (POSSIBILITE DE REPONSES MULTIPLES)					(NOM) envoyait-il des biens en nature à votre ménage quand il vivait dans son dernier lieu de migration ?
	1. Oui 2. Non 3. NSP					1. Oui 2. Non  SI NON → PERSONNE SUIVANTE
	Sécheresse	Inondation	Tremblement de terre	Cyclones / Tempêtes	Autres (spécifier)	
	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE
01	_	_	_	_	_	_
02	_	_	_	_	_	_
03	_	_	_	_	_	_
04	_	_	_	_	_	_
05	_	_	_	_	_	_
06	_	_	_	_	_	_
07	_	_	_	_	_	_
08	_	_	_	_	_	_
09	_	_	_	_	_	_
10	_	_	_	_	_	_
11	_	_	_	_	_	_
12	_	_	_	_	_	_
13	_	_	_	_	_	_
14	_	_	_	_	_	_
15	_	_	_	_	_	_
16	_	_	_	_	_	_
17	_	_	_	_	_	_
18	_	_	_	_	_	_
19	_	_	_	_	_	_
20	_	_	_	_	_	_

## Section 7 : Migrants de retour (suite)

QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

7.18		7.19	
7.18 Si oui, quelle était la principale catégorie d'utilisation des transferts de ces migrants de retour par le ménage ?		7.19 L'argent expédié a-t-il été effectivement utilisé dans le but préalablement spécifié par ces migrants de retour ?	
Catégorie d'utilisation	1=oui, 2=non	Catégorie d'utilisation	1=oui, 2=non
1. Education		1. Education	
2. Santé		2. Santé	
3. Location (de maisons, de terres)		3. Location (de maisons, de terres)	
4. Mariage/funérailles		4. Mariage/funérailles	
5. Voitures/Camions		5. Voitures/Camions	
6. Reconstruction d'une maison		6. Reconstruction d'une maison	
7. Construction d'une nouvelle maison		7. Construction d'une nouvelle maison	
8. Commerce, affaires		8. Commerce, affaires	
9. Achat de terre		9. Achat de terre	
10. Autres (spécifier)		10. Autres (spécifier)	

7.20 Lesquels des biens suivants ont-ils été envoyés ou apportés lors de leur dernière migration?					
Biens	1= Oui, 2=Non	Quantité	Biens	1= Oui, 2=Non	Quantité
a. Réfrigérateurs/Congélateur			l. Voiture		
b. Téléviseur			m. Cars		
c. Système HiFi			n. Camion		
d. Machine à laver			o. Moulin à grains		
e. Un ensmble de meubles			p. Matériel de coiffure		
f. Cuisinière			q. Machine à coudre		
g. Micro-onde			r. Tracteur		
h. Climatiseur			s. Autres équipements agricoles		
i. Ordinateurs et accessoires			t. Téléphone mobile/Portable		
j. DVCD/DVD/Vidéo			u. Autres (spécifier)		
k. Mobyette/Vélo					

Section 8 : Nouvelle vie du migrant de retour QUARTIER/MLLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

Nb : Il serait souhaitable de parler directement au migrant de retour et non par l'intermédiaire d'un membre du ménage

N° du Membre	8.1	8.2	8.3					8.4	8.5					8.6	8.7
	Avez-vous migré à l'extérieur du pays ?	Combien de fois avez-vous émigré à l'étranger ?	Comment avez-vous financé votre premier voyage ?					Avez-vous bénéficié de l'aide (hébergement, nourriture, habillement) d'un parent ou d'un ami lors de votre premier séjour à l'étranger?	Quelle sont les moyens de transport que vous avez utilisés durant le premier voyage ?					Aviez-vous transité par des pays lors du premier voyage?	Par combien de pays avez-vous transité?
	1. Oui 2. Non	(Nombre de fois)	1. Oui 2. Non					1. Oui 2. Non	1. Oui 2. Non					1. Oui 2. Non	Nombre de pays
SI NON, FIN DE L'INTERVIEW			REPNSES MULTIPLES POSSIBLE)						(REPNSES MULTIPLES POSSIBLE)					SI NON →8.9	
			Moi-même (grâce à mes économies)	Par l'intermédiaire d'un parent (famille)	Prêt contracté	Bourse	Autres moyens (s'écifier)		Route	Mer	Air	Chemin de fer	Marche		
	CODE	NOMBRE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	NOMBRE
01															
02															
03															
04															
05															
06															
07															
08															
09															
10															
11															
12															
13															
14															
15															

## Section 8 : Nouvelle vie du migrant de retour (suite) QUARTIER/VILLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

N° du Membre	8.9	8.10						8.11
	Avez-vous aidé des membres du ménage/famille à émigrer ? 1. OUI 2. NON  SI NON → 8.11	Qui sont-ils ?  1. Oui 2. Non  REPONSES MULTIPLES POSSIBLE						Avez-vous investi au Burkina avec vos revenus tirés de la migration ?  1. Oui 2. Non  SI NON → 8.18
		frère/sœur	Père/ mère	Epoux/épouse	fils/filles	Neveu/niece	Autres	
	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	
01	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
02	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
03	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
04	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
05	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
06	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
07	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
08	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
09	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## Section 8 : Nouvelle vie du migrant de retour (suite) QUARTIER/MLLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

N° du Membre	8.12	8.13	8.14					8.15						
	Cet investissement a-t-il été fait pendant votre séjour à l'étranger ou à votre retour ?  1. Pendant le séjour 2. Après le séjour 3. Pendant les deux périodes	Quel est le montant du capital investi tiré de vos revenus issus de la migration?  (Montant total en F CFA)	Avez-vous bénéficié d'autres sources de financement pour votre investissement ?  1. Oui 2. Non					Dans quels secteurs d'activité avez-vous investi ?  1. Oui 2. Non						
			Parent/amis	Etat	ONG	Prêt bancaire	Autres	agriculture	Elevage	Pêche	Industrie	Immobilier	Commerce	Services
CODE	MONTANT FCFA	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE
01														
02														
03														
04														
05														
06														
07														
08														
09														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														

## Section 8 : Nouvelle vie du migrant de retour (suite) QUARTIER/MLLAGE | | | | N° DU MENAGE | | | | |

N° du Membre	8.16	8.17		8.18	8.19				
	Avez-vous des associés dans votre activité ? 1. OUI 2. NON  SI NON → 8.18	Ces associés résident-ils au Burkina ou à l'étranger ? 1. OUI 2. NON  (REPONSES MULTIPLES POSSIBLE)		Envisagez-vous d'émigrer de nouveau dans les 12 prochain mois ? 1. OUI 2. NON	Si oui pourquoi?  (POSSIBILITE DE REPONSES MULTIPLES)				
		Burkina	Etranger		Je mène des activités non rentables au Burkina	Je n'ai plus les moyens financiers	Je suis trop vieux pour émigrer	Je n'ai pas les papiers nécessaires	Autre (à spécifier)
	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE	CODE
01									
02									
03									
04									
05									
06									
07									
08									
09									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									

HEURE FIN DE L'INTERVIEW | | | H | | | MN

## **Annexe 2 : Enquête Ménage sur la Migration et les Transferts de Fonds au Burkina Faso**

<https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/95/get-microdata>

<https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/95/related-materials>

# Bibliographie

## Articles et ouvrages scientifiques

- [1] Ahoure, A.E (2008), Migrations, Transferts, Gouvernance et Croissance dans les Pays d'Afrique sub-saharienne : une analyse à partir de données de panel, Séminaire sur les migrations IMI WORKSHOP, Rabat.
- [2] Andersson, L. (2012), Migration, Remittances and Household Welfare in Ethiopia, Department of Economics, University of Gothenburg.
- [3] Bakary, K. (2013), Rapport oral du C.E.R.M.I.D sur l'état de la protection des droits des travailleurs migrants au Burkina Faso, Centre d'Etudes et de Recherches sur les Migrations Internationales et Développement, C.M.W 19<sup>ème</sup> session, Genève.
- [4] Ben Mim, S. et Mabrouk, F. (2011), Transferts des migrants et croissance économique : quels canaux de transmission ?, Cahiers du GREThA, No. 2011-28, Université de Montesquieu Bordeaux.
- [5] Ben Mim, S. et Mabrouk, F. (2012), Transferts des migrants, capital humain et croissance économique, Conférence sur XXVIIIèmes Journées du développement ATM 2012 « Mobilités internationales, déséquilibres et développement : vers un développement durable et une mondialisation décarbonée ? », University d'Orleans.
- [6] Boukha-Hassane, R. (2010), Migration pour le travail décent, la croissance économique et le développement : le cas de l'Algérie, Bureau international du travail, Cahiers des migrations internationales, No. 104, Genève.
- [7] Bourenane, N., Bourjij, S. et Lhériaux, L. (2011), Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement : outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc, Épargne sans frontière, Paris.

- [8] Brown Richard, P.C. (2008), Remittances and Development in the Pacific : Effects on Human Development in Fiji and Tonga, United Nations Expert Group Meeting on Migration and Development in Asia and the Pacific, Population Division, Department of Economic and Social Affairs. Bangkok, Thailand, UN/POP/EGM-MIG/2008/3.
- [9] Burki, O. et Mordasini, M. (2009), Envois de fonds par les émigrants : quel impact pour les pays pauvres?, *Revue de politique économique*, Vol. 55, 55-58.
- [10] Chami, R., Barajas, A., Cosimano, T., Fullenkamp, C., Gapen, M. and Montiel, P. (2008), Macroeconomic Consequences of Remittances. Occasional Paper 259. International Monetary Fund. Washington DC.
- [11] Chami, R. et Fullenkamp, C. (2013), Au-delà de la famille, *Revue Finances et développement*, Vol. 50, No. 3, 48-51.
- [12] Chami, R., Fullenkump, C. and Jahjah, S. (2003), Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?, International Monetary Fund Working Paper WP/03/189. Washington DC.
- [13] Coiffard, M. (2010), L'impact de la crise financière internationale sur les transferts des migrants : le cas des travailleurs tadjiks, Communication pour les XXVIe journées du développement de l'Association Tiers-Monde : crise et soutenabilité du développement, Strasbourg.
- [14] Coiffard, M. (2011), Les déterminants et impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants, École doctorale de sciences économiques, Université de Grenoble.
- [15] Coulombe, H. et McKay, A. (1998), La mesure de la pauvreté : vue d'ensemble et méthodologie avec illustration dans le cas du Ghana, L'Actualité économique, *Revue d'analyse économique*, Vol. 74, No. 3, 416-443.
- [16] Dayton-Johnson, J. et Xenogiani T. (2007), Immigration, développement et arbitrages entre politiques, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 97-138.
- [17] Debrat, J-M. (2007), Les migrations, leur impact sur le développement et l'impact du développement sur les migrations, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 211-214.

- [18] De Haas, H. (2006), Migration, remittances and regional development in Southern Morocco, Department of International Development, University of Oxford, Vol. 37, 565-580.
- [19] De Melo, J. (2007), Migration, investissement et commerce : relation et implications politiques ; Commentaires, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 37-47.
- [20] Département des opérations pays. (2012), Document de stratégie pays 2012-2016, Banque Africaine de Développement & Fonds Africain de Développement, Burkina Faso.
- [21] Diagne, Y.S. et Diane, F. (2008), Impact des transferts des migrants sur la pauvreté au Sénégal, Direction de la prévision et des études économiques, Document d'étude No. 07.
- [22] Dubey, A., Palmer Jones, R. and Sen, K. (2004), Surplus Labor, Social Structure and Rural to Urban Migration : Evidence from Indian Data, Paper presented at the conference on the 50<sup>th</sup> anniversary of Lewis Model, University of East Anglia, Norwich.
- [23] Dumont, J-C. (2007), Migrations et transferts de fonds : impact sur les pays d'origine ; Commentaires, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 189-195.
- [24] Esquivel, G. and Huerta-Pineda? A. (2006), Remittances and Poverty in Mexico : A Propensity Score Matching Approach, Inter-American Development Bank (IADB), Washington DC.
- [25] Faini, R. (2007), Migrations et transferts de fonds : impact sur les pays d'origine, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 153-182.
- [26] Garson, J-P. (2007), Migrations et développement : avantages partagés ?, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 215-220.
- [27] Gubert, F. (2007), Migrations et transferts de fonds : impact sur les pays d'origine ; Commentaires, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 183-188.
- [28] Gupta, S., Pattillo, C. et Wagh, S. (2007), L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique, *Revue Finances et développement*, Vol. 40, 40-43.

- [29] Hagen-Zanker, J. and Muñiz Castillo, M.R. (2006), Exploring multi-dimensional wellbeing and remittances in El Salvador, Maastricht Graduate School of Governance, Working Paper MGSOG/2006/WP002, Netherlands.
- [30] Jacquet, P. (2007), Immigration, développement et arbitrages entre politiques ; Commentaires, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 139-145.
- [31] Jones, R.C. (1998), Remittances and Inequality : A Question of Migration Stage and Geographic Scale, *Economic Geography*, Vol. 74, No, 8-25.
- [32] Katibou, A. (2011), Les migrations comoriennes en France, *Recherches internationales*, No. 90, 135-152.
- [33] Keeley, B. (2009), Les migrations internationales : le visage humain de la mondialisation, *Les essentiels de l'OCDE*.
- [34] King, R.G. and Levine, R. (1993), Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right. The World Bank, Working paper No. WPS 1083.
- [35] Lerch, M. et Wanner, P. (2006), Les transferts de fonds des migrants albanais : facteurs déterminants leur réception, *Swiss forum for migration and population studies*.
- [36] López-Videla, B. and Machuca, C.E. (2014), The Effects of Remittances on Poverty at the Household Level in Bolivia : A Propensity Score Matching Approach, MPRA Paper No. 55201.
- [37] Mabrouk, F. (2012), Les enjeux économiques de la migration internationale sur le développement des pays d'origine, *École doctorale entreprise, économie et société, Université de Bordeaux IV*.
- [38] Makhoul, F. (2013), Transferts de fonds vers le Maroc : enjeux, comportement et impacts, *École doctorale de sciences sociales et humaines, Université de Pau et des Pays de l'Adour*.
- [39] Mata, R.S. (2010), Transferts d'argent des migrants : outil de développement économique ?, *Commission Justice et Paix, Bruxelles*.
- [40] Mouhoud, E.M. (2009), Migrations internationales et mondialisation : paradoxes et impasses politiques, Discriminations et technicisation des rapports sociaux, *Revue plurielle*, No. 251, 46-52.

- [41] Mouhoud, E.M. (2013), Impact des transferts de fonds sur la pauvreté et les inégalités : les enseignements de deux nouvelles enquêtes conduites au Maroc et en Algérie, Université Dauphine, Paris.
- [42] Mvogo, G.P. (2013), Effet des transferts des fonds des migrants sur le taux de chômage dans la zone CEMAC, Colloque international de Paris-Est Créteil, Paris.
- [43] Ndiaye, A.S. (2008), Comment le développement financier influence-t-il l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique au Sénégal : effet de substituabilité ou de complémentarité ?, Conférence Economique Africaine sur *Mondialisation, Institutions et Développement Economique de l'Afrique*, Tunis.
- [44] Ndione, B. (2009), Transferts de fonds et de compétences des émigrés : enjeux socioéconomiques et stratégies politiques au Sénégal, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- [45] OCDE. (2006), Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement, *Perspectives des migrations internationales*, 149-174.
- [46] OCDE. (2015), Quel rôle pour les envois de fonds de l'étranger dans le cadre de l'après-2015 ?, *Coopération pour le développement 2014 : mobiliser les ressources au service du développement durable*, 133-144.
- [47] Ould Aoudia, J. (2007), Immigration, développement et arbitrages entre politiques ; Commentaires, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 147-151.
- [48] Portes, L-S. V. (2009), Remittances, poverty and inequality, *Journal of economic development*, Vol. 34, No. 1, 127-140.
- [49] Richard, H., Adams, Jr. and Page, J. (2003), International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries, World Bank Policy Research Working Paper 3179, 1-37.
- [50] Rocher, E. et Pelletier, A. (2008), Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ?, *Bulletin de la Banque de France*, No. 173.
- [51] Salomone, S. (2006), Remittances. Overview of the existing literature, Department of Economics, University of Rome.

- [52] Sarr, P.A. (2009), Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal, *Migrations et développement*, 15-27.
- [53] Schiff, M. (2007), Migration, investissement et commerce : substituts ou compléments ?, *Revue d'économie du développement*, Vol. 15, 7-35.
- [54] Simone Bertoli and Francesca Marchetta. Migration, Remittances and Poverty in Ecuador. Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International. University of Auvergne. 2012.
- [55] Sonia Plaza, Mario Navarrete, and Dilip Ratha. Migration and Remittances Household Surveys in Sub-Saharan Africa: Methodological Aspects and Main Findings. The World Bank. (March., 2011).
- [56] Stark, O., Taylor, J.E. and Yitzhaki, S. (1986), Remittances and Inequality, *The Economic Journal*, Vol. 96, No. 383, 722-740.
- [57] Taylor, J.E. (2001), Migrations : Nouvelles Dimensions et Caractéristiques Causes, Conséquences et Répercussions en termes de Pauvreté Rurale, Département de l'agriculture et des ressources : Université de Californie, Problèmes actuels et émergents pour l'analyse économique et la recherche de politiques.
- [58] Taylor, J.E., Mora, J., Adams, A. and Lopez-Feldman, A. (2005), Remittances, Inequality and Poverty : Evidence from Rural Mexico, Department of Agricultural and Resource Economics : University of California, Working Paper No. 05-003, 1-39.
- [59] Tchokpon Medenou, A. (2010), Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise, Projet de renforcement des capacités en conception et analyse des politiques de développement, Bénin.
- [60] Veyrié, A. (2012), Les effets de l'émigration sur le développement économique des pays d'origine, Université de Strasbourg, Strasbourg.
- [61] World Bank. (2013), Migration and Remittances Team, Development Prospects Group, Migration and Remittance Flows : Recent Trends and Outlook, 2013-2016. Migration and Development Brief 21.

## Autres documents

- [62] Banque mondiale – Blog de données <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/les-envois-de-fonds-des-travailleurs-migrants-vers-leur-pays-dorigine-sont-la-principale>
- [63] Département des opérations pays - Région Afrique de l'Ouest 1, Document de stratégie pays 2012-2016, Burkina Faso, 2012  
<https://www.afdb.org/fr/documents/document/burkina-faso-document-de-strategie-pays-2012-2016-27391>
- [64] Enquête Ménage sur la Migration et les Transferts de Fonds au Burkina Faso  
<https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/95/get-microdata>  
<https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/95/related-materials>
- [65] La conférence sur les transferts de fonds des migrants vers le Maghreb et la zone franc (2012), No. 58, Paris. [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)
- [66] Les transferts d'argent en Afrique : Problématiques, enjeux, défis et perspectives (2010), Performances Management Consulting. [www.performancesconsulting.com](http://www.performancesconsulting.com)
- [67] Migration and Remittances Factbook 2016  
<https://www.worldbank.org/en/research/brief/migration-and-remittances>
- [68] The Global Knowledge Partnership on Migration and Development  
<https://www.knomad.org/>
- [69] The Global Science Gateway, WorldWideScience.org  
<http://worldwidescience.org/wws/result-list/fullRecord:oberai/preferredLanguage:en/>
- [70] Transfert de fonds des migrants : un sevrage difficile pour l'Afrique  
[https://www.lepoint.fr/afrique/transfert-de-fonds-des-migrants-un-sevrage-difficile-pour-l-afrique-22-04-2020-2372559\\_3826.php#](https://www.lepoint.fr/afrique/transfert-de-fonds-des-migrants-un-sevrage-difficile-pour-l-afrique-22-04-2020-2372559_3826.php#)
- [71] Working for a World Free Poverty, The World Bank  
<https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/95>

## Résumé :

Ce travail de recherche contribue à la compréhension du phénomène de la migration et des transferts de fonds des migrants, et de leur impact sur les pays d'origine en termes de croissance économique et réduction de la pauvreté. En premier lieu, cette thèse présente une revue de la littérature sur les transferts de fonds, leur importance, leur utilisation, et leur répercussion sur la croissance des économies d'origine. Ensuite, elle s'intéresse à la migration, les différents modes de transferts de fonds et leurs coûts, mais aussi à l'impact de ces transferts sur la pauvreté et l'inégalité de revenus au sein des ménages. Analysant cette question, en second lieu, cette thèse met en lumière les résultats des travaux les plus marquants, puis elle présente une étude empirique examinant les transferts des migrants burkinabè, leur utilisation et leur impact sur la consommation des ménages bénéficiaires, sur la pauvreté et sur l'inégalité des revenus.

Mots clés : Transferts de fonds ; Croissance économique ; Pauvreté ; Inégalité

## Abstract:

This research work contributes to understand the migration phenomenon and the remittances of the migrants, of their impact on the countries of origin in terms of economic growth and poverty decrease. First at all, this thesis shows a literature review about remittances, their importance, their use, and their repercussion on the growth of the economics of origin. Then, it shows the migration, the different methods of remittances and their costs, but also the impact of these remittances on poverty and inequality of the incomes within the households. Analysing this question, in the second place, this thesis shows the results of memorable works, and then, it shows an empirical study that examines the remittances of the Burkinabian migrants, their use, and their impact on the consumption of the households who stand to benefit, on poverty and on inequality of incomes.

Keywords: Remittances; Economic growth; Poverty; Inequality